

Le développement industriel d'une région du proche
hinterland québécois: la Mauricie, 1900-1975

par

© Normand Brouillette

Thèse présentée à la Faculty of Graduate Studies and Research

comme partie des conditions exigées
pour l'obtention du grade de Docteur en Philosophie

Department of Geography
McGill University
Montreal

Avril 1983

ABSTRACT

At the turn of the 20th century technological development in the hydroelectric industry has resulted in the rapid industrialization of many regions. This is the case in Québec in the 20th century. The growth of industries such as pulp and paper, electro-metallurgy, etc... has resulted in a considerable modification of the industrial structure of Quebec. Following a rapid industrial growth which was maintained until the end of the 1950s, Québec's "inner periphery" regions which owed so much to the new industries, have experienced a marked slow-down. Such is the case with la Mauricie.

On the basis of a detailed analysis of the growth strategies adopted by the major manufacturing firms of la Mauricie, a region which is representative of Quebec's "inner periphery", this study attempts to show how these processes of growth and decline operate, and how they have affected the loss of industrial vigour.

RÉSUMÉ

Le développement de la technologie au tournant du vingtième siècle, notamment dans le secteur de l'énergie hydro-électrique, a permis l'industrialisation de bon nombre de régions. C'est le cas, au Québec, où l'on assiste après 1900 à la structuration de l'espace industriel par des groupes nouveaux, tels les pâtes et papiers, l'électro-métallurgie, etc... qui vont modifier considérablement la structure industrielle québécoise. Après un essor industriel rapide qui s'est poursuivi jusqu'à la fin des années 50, les régions du "proche hinterland" québécois qui se sont développées avec ces groupes, connaissent depuis près de deux décennies un ralentissement important de leur croissance industrielle.

A travers l'examen détaillé des diverses stratégies de profit adoptées par les grandes firmes manufacturières de la Mauricie, une région assez représentative du "proche hinterland" québécois, cette étude tente de mettre en lumière les mécanismes et les processus de la croissance et du déclin industriel qui affectent aujourd'hui bon nombre de régions industrielles en perte de vitesse.

TABLE DES MATIÈRES

	page
Abstract.....	i
Résumé.....	ii
Table des matières.....	iii
Liste des cartes.....	vi
Liste des figures.....	viii
Liste des tableaux.....	x
Liste des appendices.....	xii
Avant-propos.....	xv
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I: Le cadre d'analyse.....	9
Analyse critique des modèles de croissance.....	10
Hinterland et proche hinterland.....	31
Vers des modèles opérationnels de stagnation et de déclin industriel.....	31
Conclusion.....	33
CHAPITRE II: Structuration de l'espace industriel québécois 1900-1975.....	35
La situation industrielle du Québec dans la dernière partie du 19ième siècle.....	35
Les conditions de la relance et de l'essor industriel.....	40
L'essor de l'hinterland.....	50
Conclusion.....	86
CHAPITRE III: La Mauricie vers 1900.....	89
Le comté de Saint-Maurice.....	91
Le comté de Champlain.....	95

Maskinongé, Nicolet et Yamaska: trois comtés agricoles.....	99
Un cas spécial: la <u>Laurentide Pulp Co.</u>	100
Les voies de communications.....	105
CHAPITRE IV: La période de croissance (1900-1957).....	112
La mise en place des structures industrielles (1900-1914)..	113
Chronologie sommaire des implantations industrielles...	114
Les entrepreneurs.....	123
Les liaisons interindustrielles.....	127
Une technologie d'avant-garde... et importée.....	132
De l'effort de guerre à la crise (1914-1929).....	135
Chronologie des nouvelles implantations et croissance des industries déjà en place.....	138
Eléments importants de la période 1914-1929.....	148
De la crise à la fin de la Deuxième Guerre.....	154
Chronologie des nouvelles implantations et croissance des industries déjà en place.....	156
Eléments importants de la période 1930-1945.....	163
L'Après-Guerre (1945-1957).....	166
Chronologie des nouvelles implantations et croissance des industries en place.....	168
Investissements extra-régionaux, intégration verticale et diversification.....	173
Conclusion.....	180
CHAPITRE V: La période de stagnation (1958-1975).....	182
Evolution de l'emploi manufacturier et de la valeur des expéditions au Québec et en Mauricie.....	183
Evolution différentielle des comtés et des principales municipalités de la Mauricie.....	187
Rationalisation, modernisation et rythme de l'investissement industriel régional.....	194
Expansion extra-régionale des principaux groupes industriels.....	204
L'Etat au secours de la région?.....	212
Conclusion.....	218

CHAPITRE VI: Extraversion et dépendance de l'industrie mauricienne.....	221
Les patterns spatiaux des liaisons matérielles.....	225
Origine de l'équipement.....	232
Groupe industriel et liaisons matérielles.....	235
Conclusion.....	248
CHAPITRE VII: Le blocage du développement:	
éléments d'explication.....	250
La perte de poids de l'industrie manufacturière dans l'économie québécoise.....	251
Evolution récente, au niveau provincial, des principaux groupes industriels représentés en Mauricie.....	254
Pâtes et papiers.....	254
Produits minéraux non-métalliques.....	262
L'aluminium.....	268
L'industrie du textile.....	269
L'industrie chimique.....	269
Des avantages comparatifs amoindris.....	275
Restructuration des espaces industriels et stratégies des firmes.....	279
L'épineuse question de l'entrepreneurship local.....	285
Autres facteurs.....	291
CONCLUSION.....	295
NOTES.....	303
BIBLIOGRAPHIE.....	309
APPENDICES.....	318

LISTE DES CARTES

	page
1. La Mauricie méridionale, carte de localisation.....	8
2. Carte de repérage des comtés de recensement.....	62
3. Importance relative de la production manufacturière dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1900.....	63
4. Importance relative de la production manufacturière dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1910.....	64
5. Importance relative de la production manufacturière dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1932.....	65
6. Importance relative de la production manufacturière dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1941.....	66
7. Importance relative de la production manufacturière dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1951.....	67
8. Importance relative de la production manufacturière dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1961.....	68
9. Importance relative de la production manufacturière dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1971.....	69
10. Importance relative de l'emploi manufacturier total dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1900.....	70
11. Importance relative de l'emploi manufacturier total dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1910.....	71
12. Importance relative de l'emploi manufacturier total dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1932.....	72

13. Importance relative de l'emploi manufacturier total dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1941.....	73
14. Importance relative de l'emploi manufacturier total dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1951.....	74
15. Importance relative de l'emploi manufacturier total dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1961.....	75
16. Importance relative de l'emploi manufacturier total dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1971.....	76
17. Production et emploi manufacturiers en Mauricie, 1900-1980....	111
18. Parc industriel portuaire de Bécancour.....	214
19. Industrialisation et hydro-électricité en Mauricie, 1910-1980.....	220
20. Répartition de l'emploi manufacturier en Mauricie, 1978.....	223
21. Répartition des établissements échantillonnés en Mauricie, 1979.....	224

LISTE DES FIGURES

	page
1. Evolution de l'importance relative des principaux groupes industriels au Québec, 1870-1959 (selon la valeur ajoutée, en %)	47
2. Evolution de la valeur des productions manufacturières dans les régions administratives du Québec, années choisies, 1900-1976 (1900=100)	51
3. Evolution de l'emploi manufacturier total dans les régions administratives du Québec, années choisies, 1900-1976 (1900=100)	52
4. Evolution de l'emploi manufacturier en Mauricie, années choisies, 1900-1957 (1900=100)	136
5. Evolution de la valeur des productions manufacturières en Mauricie, années choisies, 1900-1957 (1900=100)	137
6. Evolution de l'emploi manufacturier au Québec, en Mauricie et dans les comtés de recensement de la Mauricie, 1957-1975	184
7. Evolution de la valeur des expéditions de marchandises de propre fabrication au Québec, en Mauricie et dans les comtés de recensement de la Mauricie, 1957-1975	186
8. Importance relative de la valeur des expéditions de marchandises de propre fabrication dans les comtés de recensement de la Mauricie, 1957-1975	188
9. Importance relative de l'emploi manufacturier pour les comtés de recensement de la Mauricie, 1957-1975	189
10. Emploi manufacturier dans les principales municipalités de la Mauricie, 1900-1976	192
11. Répartition extrarégionale des achats des établissements manufacturiers de la Mauricie selon le groupe industriel, en pourcentage, 1978	239
12. Répartition extrarégionale des ventes des établissements manufacturiers de la Mauricie selon le groupe industriel, en pourcentage, 1978	241

13. Répartition extrarégionale des liaisons totales des établissements manufacturiers de la Mauricie selon le groupe industriel, en pourcentage, 1978.....	245
14. Evolution de l'importance relative de la valeur ajoutée de l'investissement et de l'emploi du secteur manufacturier dans l'ensemble québécois (1951-1979).....	252
15. Evolution de la part relative de l'industrie des pâtes et papiers dans l'ensemble manufacturier québécois: investissement, emploi et valeur ajoutée (1957-1979).....	257
16. Dépenses en investissements dans l'industrie des pâtes et papiers au Québec, 1960-1980.....	259
17. Evolution de la part relative de l'industrie des produits minéraux non-métalliques dans l'ensemble manufacturier québécois: investissement, emploi et valeur ajoutée (1957-1979).....	263
18. Evolution de la part relative de l'industrie de l'aluminium dans l'ensemble manufacturier québécois: emploi et valeur ajoutée (1957-1979).....	264
19. Evolution de la part relative de l'industrie de la première transformation des métaux dans l'ensemble manufacturier québécois: investissement, emploi et valeur ajoutée (1957-1979).....	265
20. Evolution de la part relative de l'industrie des textiles dans l'ensemble manufacturier québécois: investissement, emploi et valeur ajoutée (1957-1979).....	266
21. Evolution de la part relative de l'industrie chimique dans l'ensemble manufacturier québécois: investissement, emploi et valeur ajoutée (1957-1979).....	267
22. Un avantage comparatif pleinement "exploité".....	276
23. Arrêts de travail et arbitrages relatifs à la signature des conventions collectives dans les entreprises de Shawinigan, 1950-1964.....	278

LISTE DES TABLEAUX

	page
1. Taux moyens annuels de croissance de la valeur brute et de la valeur ajoutée de la production manufacturière en dollars constants, Québec, par périodes de 10 et 20 ans, 1900-1959.....	45
2. Taux moyens annuels de croissance de la valeur ajoutée de la production manufacturière, par décennies.....	46
3. Valeur des productions manufacturières, province de Québec, région de Montréal et hinterland québécois, 1900-1971 (en \$'000).....	60
4. Emploi manufacturier total, province de Québec, région de Montréal et hinterland québécois, 1900-1971.....	61
5. Valeur des productions dans quatre comtés de recensement, en pourcentage du total des valeurs réalisées dans l'hinterland québécois, 1932-1961.....	83
6. Répartition de la population urbaine et rurale dans les comtés de recensement de la Mauricie, 1901.....	88
7. Quelques données sur l'industrie manufacturière en Mauricie en 1900.....	90
8. Structure industrielle du comté de Saint-Maurice et Trois-Rivières, en 1900.....	92
9. Structure industrielle du comté de Champlain en 1900.....	96
10. Répartition régionale de la production en pâtes et papiers au Québec, en 1912.....	150
11. Répartition régionale de la production de pâtes et papiers au Québec, en 1928.....	150
12. Liaisons régionales et extrarégionales des établissements manufacturiers de la Mauricie, en %, 1978.....	226
13. Répartition procentuelle des ventes selon la taille des établissements manufacturiers, 1978.....	229
14. Répartition procentuelle des achats selon la taille des établissements manufacturiers, 1978.....	229
15. Répartition procentuelle des liaisons matérielles totales selon la taille des établissements, 1978.....	230

16. Répartition procentuelle; origine de l'équipement des établissements manufacturiers selon la taille des établissements, 1978.....	233
17. Liaisons intrarégionales des établissements manufacturiers selon le groupe industriel, en %, 1978.....	236
18. Taux de croissance annuels de la production de pâtes et papiers au Québec et au Canada, 1960-1978.....	255
19. Evolution relative de quelques groupes industriels, au niveau provincial par rapport à l'ensemble manufacturier québécois, 1957-1979.....	271
20. Répartition en chiffres absolus et en pourcentage des établissements industriels, par taille des établissements et par comté, Mauricie 1979.....	287
21. Répartition en chiffres absolus et en pourcentage de l'emploi industriel par taille des établissements et par comtés, Mauricie 1979.....	287
22. Répartition en chiffres absolus et en pourcentage des entreprises industrielles selon leur statut juridique et par comtés, en Mauricie, 1979.....	288
23. Répartition en chiffres absolus et en pourcentage de l'emploi industriel selon le statut juridique des entreprises et par comté, en Mauricie 1979.....	288
24. Localisation des entreprises mères ou des sièges sociaux dont les filiales ou succursales sont implantées en Mauricie, 1979.....	289
25. Répartition en chiffres absolus et en pourcentage de l'emploi industriel selon le statut juridique et la taille de l'entreprise en Mauricie, 1979.....	289

LISTÉ DES APPENDICES

1. Évolution de la valeur des productions manufacturières dans les régions administratives du Québec, années choisies, 1900-1976 (en \$'000).....	page 319
2. Évolution de l'emploi manufacturier total dans les régions administratives du Québec, années choisies, 1900-1976.....	320
3. Valeur des productions manufacturières dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1900-1971 (en \$'000).....	321
4. Importance relative de la production manufacturière dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1900-1971, en pourcentage.....	326
5. Emploi manufacturier total dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1900-1971.....	329
6. Importance relative de l'emploi manufacturier total dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1900-1971, en pourcentage.....	332
7. Nombre d'établissements manufacturiers dans les comtés de recensement du proche hinterland québécois, 1900-1971.....	335
8. Valeur des productions manufacturières en Mauricie, 1900-1976 (en \$'000).....	338
9. Emploi manufacturier en Mauricie, 1900-1976.....	339
10. Évolution des productions manufacturières en Mauricie et au Québec, années choisies 1900-1957 (1900 = 100).....	340
11. Évolution de l'emploi manufacturier en Mauricie et au Québec, années choisies 1900-1957 (1900 = 100).....	341
12. Évolution structurelle du groupe <u>Shawinigan Chemicals</u> (1898-1970).....	342
13. Évolution de l'emploi manufacturier au Québec, en Mauricie et dans les comtés de recensement de la Mauricie, 1957-1975.....	345
14. Évolution de la valeur des expéditions des marchandises de propre fabrication au Québec, en Mauricie et dans les comtés de recensement de la Mauricie, 1957-1975, en \$'000).....	346

15.	Evolution de la valeur des expéditions de marchandises de propre fabrication au Québec, en Mauricie et dans les comtés de recensement de la Mauricie, 1957-1975 (en \$'000 constants de 1971).....	347
16.	Importance relative de l'emploi manufacturier dans les comtés de recensement de la Mauricie, en % 1957-1975.....	348
17.	Importance de la valeur des expéditions de marchandises de propre fabrication dans les comtés de recensement de la Mauricie, en % 1957-1975.....	349
18.	Evolution de l'emploi manufacturier au Québec, en Mauricie et dans les comtés de recensement de la Mauricie, 1957-1975, (1957 = 100).....	350
19.	Evolution de la valeur des expéditions de marchandises de propre fabrication au Québec, en Mauricie et dans les comtés de recensement de la Mauricie, 1957-1975 (1957=100)...	351
20.	Structure du groupe <u>Alcan Aluminium Ltée</u> en 1976.....	352
21.	<u>Consolidated Bathurst Ltée</u> : le groupe en 1975.....	355
22.	<u>Canadian International Paper Co.</u> : principales usines et filiales en 1967.....	356
23.	<u>Canada Iron Foundries Ltd.</u> : le groupe en 1955 et 1970.....	357
24.	Méthodologie de l'enquête.....	359
25.	Répartition procentuelle des achats des établissements manufacturiers selon le groupe industriel.....	369
26.	Répartition procentuelle des ventes des établissements manufacturiers selon le groupe industriel.....	370
27.	Répartition procentuelle des liaisons totales des établissements manufacturiers selon le groupe industriel.....	371
28.	L'évolution de la part de la valeur des livraisons et de la valeur ajoutée dans l'ensemble de l'industrie manufacturière au Québec: 1957-1979 (activités manufacturières).....	372
29.	L'évolution de la part de l'investissement et de l'emploi dans l'ensemble de l'industrie manufacturière au Québec: 1957-1979 (activités manufacturières).....	373
30.	L'évolution de l'emploi, de la valeur des livraisons et de la valeur ajoutée, dans l'industrie des pâtes et papiers au Québec: 1957-1979 (activités manufacturières).....	374

31. L'évolution de la part de l'investissement, de l'emploi, de la valeur des livraisons et de la valeur ajoutée, dans l'industrie du papier et activités connexes au Québec: de 1957-1979 (activités manufacturières)..... 375
32. Dépenses en investissements dans l'industrie des pâtes et papiers au Québec et au Canada, 1960-1980 (en \$'000 000)... 376
33. L'évolution de la part de l'investissement, de l'emploi, de la valeur des livraisons et de la valeur ajoutée, dans l'industrie des produits minéraux non-métalliques au Québec: de 1957-1979 (activités manufacturières)..... 377
34. L'évolution de l'emploi, de la valeur des livraisons et de la valeur ajoutée, dans l'industrie de l'aluminium au Québec: de 1957-1979 (activités manufacturières)..... 378
35. L'évolution de la part de l'investissement, de l'emploi, de la valeur des livraisons et de la valeur ajoutée, dans l'industrie de première transformation des métaux au Québec: de 1957-1979 (activités manufacturières)..... 379
36. L'évolution de la part de l'investissement, de l'emploi, de la valeur des livraisons et de la valeur ajoutée, dans l'industrie du textile au Québec: de 1957-1979 (activités manufacturières)..... 380
37. L'évolution de la part de l'investissement, de l'emploi, de la valeur des livraisons et de la valeur ajoutée, dans l'industrie chimique au Québec: de 1957-1979 (activités manufacturières)..... 381

AVANT-PROPOS

On a déploré trop souvent la méconnaissance du développement régional québécois et plus précisément de la structuration des espaces industriels en dehors de l'agglomération montréalaise. Peu d'auteurs, en effet, se sont arrêtés à cette question. Et pourtant, une meilleure compréhension de la croissance et de l'évolution du Québec, et plus particulièrement du secteur secondaire, passe nécessairement par l'examen attentif du processus de la croissance et du développement des groupes industriels qui ont été à la base du progrès économique du vingtième siècle, i.e. pâtes et papiers, première transformation des métaux, et à un degré moindre, les autres industries à forte consommation énergétique. Ce sont, en effet, ces groupes qui, dans une très large mesure, ont façonné l'espace industriel et urbain du Québec des ressources et plus particulièrement, de ce que nous appellerons le "proche hinterland" québécois.

La présente étude vise à caractériser le sentier de développement d'une région du proche hinterland québécois, la Mauricie, qui a connu au cours du vingtième siècle une croissance industrielle remarquable, suivie d'une stagnation prononcée depuis plus de deux décennies maintenant. La taille relativement restreinte de la région nous fournit l'occasion d'examiner en détail les processus et les mécanismes de la croissance industrielle.

Elle nous fournit également l'occasion de saisir les processus et les mécanismes de la décroissance industrielle régionale à travers les diverses stratégies des grandes firmes manufacturières, présentées en Mauricie.

D'autre part, de façon manifeste, la stagnation industrielle de cette région, tout comme celle d'autres régions du proche hinterland, ne s'explique pas d'abord par la dépression économique généralisée qui affecte les économies occidentales. Elle lui est bien antérieure et relève de facteurs tout autres, inhérents au développement de la technologie, au type d'industrialisation pratiqué et plus généralement au processus d'"accumulation du capital" qui ne peut être réalisé que dans l'inégalité.

Au terme de cette étude, je suis reconnaissant à bon nombre de personnes et d'institutions qui m'ont apporté une aide précieuse dans la préparation de cet ouvrage. Tout d'abord, au docteur James M. Gilmour, directeur de recherche au Conseil des sciences du Canada et anciennement professeur au département de géographie de l'université McGill, ainsi qu'à notre collègue et ami, Normand Séguin, professeur d'histoire à l'université du Québec à Trois-Rivières dont les remarques pertinentes m'ont permis de clarifier la problématique de recherche. John Bradbury a généreusement accepté de reprendre la supervision de cette thèse après le départ de J.M. Gilmour et nous a suggéré des modifications fort heureuses en fin de rédaction. Il en va de même de Sherry Olson qui a manifesté beaucoup d'intérêt à ce dossier depuis ses débuts.

A Trois-Rivières, le directeur du Groupe de recherche sur la Mauricie, René Hardy a mis à notre disposition un impressionnant fichier de recherche sur l'industrialisation de la Mauricie, résultat du labeur incessant de plusieurs assistants de recherche, ce qui m'a épargné de longues et fastidieuses recherches dans les archives des grandes entreprises régionales. Je me dois de souligner ici la collaboration exemplaire de Pierre Lanthier, historien au Groupe de recherche sur la Mauricie et sa connaissance profonde de l'industrialisation de la région. Laurent Deshaies, de la section de géographie de l'U.Q.T.R. a lu minutieusement une version préliminaire du manuscrit et nous a fait plusieurs suggestions utiles.

Comment oublier la collaboration pressée de nombreux auxiliaires de recherche qui, à un moment ou l'autre, ont été impliqués dans ce dossier? Yves Béchard, Denis Houle, Robert Léveillé et Marcel Leduc ont procédé à des enquêtes sur le terrain et à de longues et fastidieuses compilations statistiques. Suzanne Marchand, pour sa part, s'est chargée de la presque totalité des illustrations graphiques et s'est avérée une assistante dévouée et efficace.

Le parachèvement de cette thèse a été rendu possible grâce à Lucie Lainesse, secrétaire administrative au département des sciences humaines de l'U.Q.T.R.. Sans ses encouragements répétés, son harcèlement amical pour nous inciter à poursuivre la rédaction aux heures creuses, et sans le sprint exceptionnel qu'elle a accepté de réaliser au cours du congé de Pâques pour compléter la dactylographie finale du texte, nous n'aurions pu déposer cette thèse dans les délais prescrits.

Il convient également d'exprimer ma gratitude aux organismes suivants: le Conseil des arts du Canada et le Ministère de l'Éducation du Québec qui m'ont alloué des bourses d'étude à l'occasion du congé de perfectionnement que mon employeur, l'Université du Québec à Trois-Rivières, m'a accordé pour poursuivre des études de doctorat.

Enfin, j'ai grandement apprécié le support moral et la compréhension de mon épouse Denyse, et de mes enfants, Nathalie et Louis, qui se sont vu privés, qui d'un mari, qui d'un père, trop souvent "parti au bureau" particulièrement au cours de la dernière année de rédaction.

Normand Brouillette
En ce jour de Pâques,
Trois-Rivières, le 3 avril 1983

INTRODUCTION

Un des problèmes les plus cruciaux auxquels sont confrontés aujourd'hui les pays développés est sans nul doute celui des pertes d'emplois et des régions industrielles en perte de vitesse. Sources de croissance et de développement économique pendant des décennies, ces vieilles régions industrielles ne retrouvent pas toujours ce second souffle qui assurerait le prolongement de la croissance et du développement. Pour des raisons diverses qui tiennent au développement de la technologie, au déplacement des centres de gravité économique, à l'agressivité des chefs d'entreprises sur le marché, à leurs stratégies de profit, aux politiques économiques, à l'épuisement des ressources, etc... elles se voient peu à peu distancées, marginalisées dans un univers économique qui s'est transformé. D'autres régions ont pris le leadership. Fermetures d'usines, déclin de groupes industriels, voire même de régions entières ne sont pas nouveaux dans les économies de marché. Sidérurgie lorraine en France, industrie cotonnière dans les villes du Lancashire ou textile en Nouvelle-Angleterre, autant de régions et de groupes industriels qui ont connu et connaissent encore des problèmes d'ajustement de structure. Au Canada, le problème des disparités régionales est bien connu. Peu d'auteurs ont pu écrire sur la géographie du Canada sans aborder ce problème. Dans son important ouvrage paru il y a déjà quelques années, L. E. Hamelin (1969) y consacre une tranche

importante. Plus récemment, David F. Walker (1980) faisait le point sur les fortes disparités de l'espace industriel canadien et mettait en lumière à la fois les faiblesses des économies industrielles régionales et la batterie de programmes fédéraux et provinciaux mise de l'avant pour relancer les régions en perte de vitesse telle la région atlantique. Dans ce dernier cas, il ressort de l'évaluation de Walker que le succès des politiques mises de l'avant n'a pas été à la mesure des efforts consentis. On peut penser alors que les faibles retombées positives enregistrées proviennent probablement, dans une large mesure, d'une connaissance insuffisante des processus de croissance et de décroissance des économies industrielles régionales.

Certes, toutes ces régions en perte de vitesse ont un dénominateur commun, soit la perte d'emplois. Mais comme Massey et Meegan (1982) l'ont clairement démontré récemment dans le cas de l'économie britannique, les pertes d'emplois dans une industrie donnée ne sont pas toujours synonymes de déclin pour cette même industrie. D'autre part, et c'est là une des contributions peut-être les plus intéressantes de ces deux auteurs au problème des pertes d'emplois et de la stagnation des régions industrielles, Massey et Meegan nous invitent à distinguer les différents processus qui sont à la source des licenciements dans l'industrie. En d'autres termes, c'est faire appel à la stratégie adoptée par les différents groupes industriels dans leur quête incessante du profit et de l'accumulation du capital. Sans cet examen des processus en cause, les études risquent de ne pas dépasser le simple niveau de la description statistique et il est illusoire de vouloir comprendre le comment et le pourquoi du

déclin ou de la stagnation des régions industrielles. A l'inverse, il est probablement tout aussi vrai que la croissance rapide des régions industrielles ne peut être bien comprise sans l'appréhension des mécanismes qui ont été à la source de l'essor industriel.

Par ailleurs, à la fin de son volume sur l'espace industriel canadien, Walker écrivait:

"It is amazing how little is known about Quebec in the later nineteenth and early twentieth centuries, about the history and the development of most Canadian firms, and about the industrial history of many cities. We also need more up-to-date evaluation of post-second World War industrial growth in most centers with the exception of Toronto." (Walker, 1980, p. 250).

C'est dans cette double perspective d'une meilleure compréhension du développement industriel du Québec hors de Montréal et du ralentissement qui perdure dans le proche hinterland depuis plus de deux décennies que s'inscrit le présent ouvrage. Nous avons concentré notre étude sur une région du Québec, la Mauricie, dont le développement est à la fois contemporain et, dans une large mesure, représentatif du mouvement d'industrialisation que connaît l'hinterland québécois dans la première moitié du vingtième siècle. La région est également assez représentative dans son évolution récente de bon nombre de régions industrielles qui se sont développées rapidement avant la Deuxième Guerre à partir d'industries de transformation à forte consommation énergétique. Enfin, la Mauricie présente un intérêt particulier au plan de l'appréhension des processus de la croissance et de la décroissance, car il s'agit d'une région

(relativement récente. Contrairement aux régions industrielles plus anciennes de l'Europe et des Etats-Unis nées avec la Révolution industrielle, elle permet une appréhension des processus en cours au vingtième siècle qui ne sont pas entachés par l'inertie géographique, par les acquis d'un "cycle technologique" antérieur.

Quels sont les différents processus qui ont entraîné une croissance rapide dans un premier temps puis par la suite, l'effondrement de groupes industriels et la stagnation, voire le déclin de certaines agglomérations urbaines? Le blocage du développement est-il spécifique à la région? Pourquoi celui-ci survient-il dès la fin des années 50 alors que l'économie canadienne au cours des années 60 a continué à connaître encore de bonnes années même si la progression n'a pas été si forte que dans les autres pays industrialisés? Voilà les questions qui nous préoccupent.

Pour répondre à ces interrogations, la structure de l'ouvrage se présente de la façon suivante: une brève revue des apports théoriques récents, théories, "modèles" et concepts pertinents à l'analyse du développement régional, va nous permettre dans un premier temps de situer notre cadre d'analyse (chapitre I). Vient ensuite un second chapitre consacré à la croissance industrielle dans l'hinterland québécois de 1900 à 1975. Il s'agit d'une étude exploratoire qui vise à mettre en lumière la structuration de l'espace industriel québécois par les industries issues de ce que certains ont appelé la "seconde révolution industrielle": électro-chimie, pâtes et papiers, aluminium, etc... bref par des

industries à forte consommation d'énergie électrique. Apparaît alors l'essor rapide des régions industrielles dont la base économique repose sur ces industries et leur déclin relatif au début des années 60. Par la même occasion, l'importance relative et l'originalité du développement industriel mauricien peuvent être perçues dans le contexte plus vaste que constitue l'espace industriel québécois.

Avant de procéder à l'analyse de la croissance de la région au cours du vingtième siècle, il nous fallait connaître l'état de la région en début de période. Un court chapitre présente donc l'état du développement industriel de la Mauricie vers 1900 (chapitre III). La région apparaît alors encore bien peu peuplée et faiblement industrialisée en regard de régions comme les Cantons-de-l'Est ou la région de Québec. Mais les signes du développement à venir existent déjà.

Au chapitre suivant, nous entrons vraiment dans le coeur du sujet alors que nous assistons à la formation de l'espace industriel régional et à une croissance industrielle rapide de 1900 à 1957. Cependant il s'agit d'une croissance en dents de scie, ce qui nous amène à distinguer quatre sous-périodes ponctuées par les deux grandes guerres mondiales et la dépression économique des années 30. Tout au long de cette période, mais plus particulièrement après la crise, vont apparaître graduellement chez les grandes entreprises régionales des modifications importantes des stratégies de profit qui auront tout leur impact sur l'emploi régional après les années 50.

Après le sommet de 1957 s'ouvre une période de ralentissement marqué du développement industriel mauricien qui se poursuivra jusqu'à nos jours. Ce seul fait justifiait amplement qu'on lui consacre un chapitre (chapitre V). Mais bien d'autres raisons militaient en ce sens. Le développement spectaculaire des grandes entreprises locales hors région et même hors des frontières nationales, le déplacement du centre de gravité industriel de la région, le constat d'une dépendance marquée de centres de décisions extérieurs pour les établissements régionaux constituaient autant d'incitations à consacrer un traitement séparé à cette dernière période.

Le chapitre VI pour sa part est consacré à l'analyse des liaisons interindustrielles "matérielles" des établissements manufacturiers de la Mauricie afin d'identifier les pôles auxquels ils se rattachent et de mesurer l'intensité des liens que ces derniers entretiennent entre eux et avec l'extérieur de la région. Par un autre angle d'attaque, on tâche donc dans ce chapitre de caractériser la dépendance de la région et de mesurer sommairement son intensité. C'est un élément majeur dans l'explication du blocage.

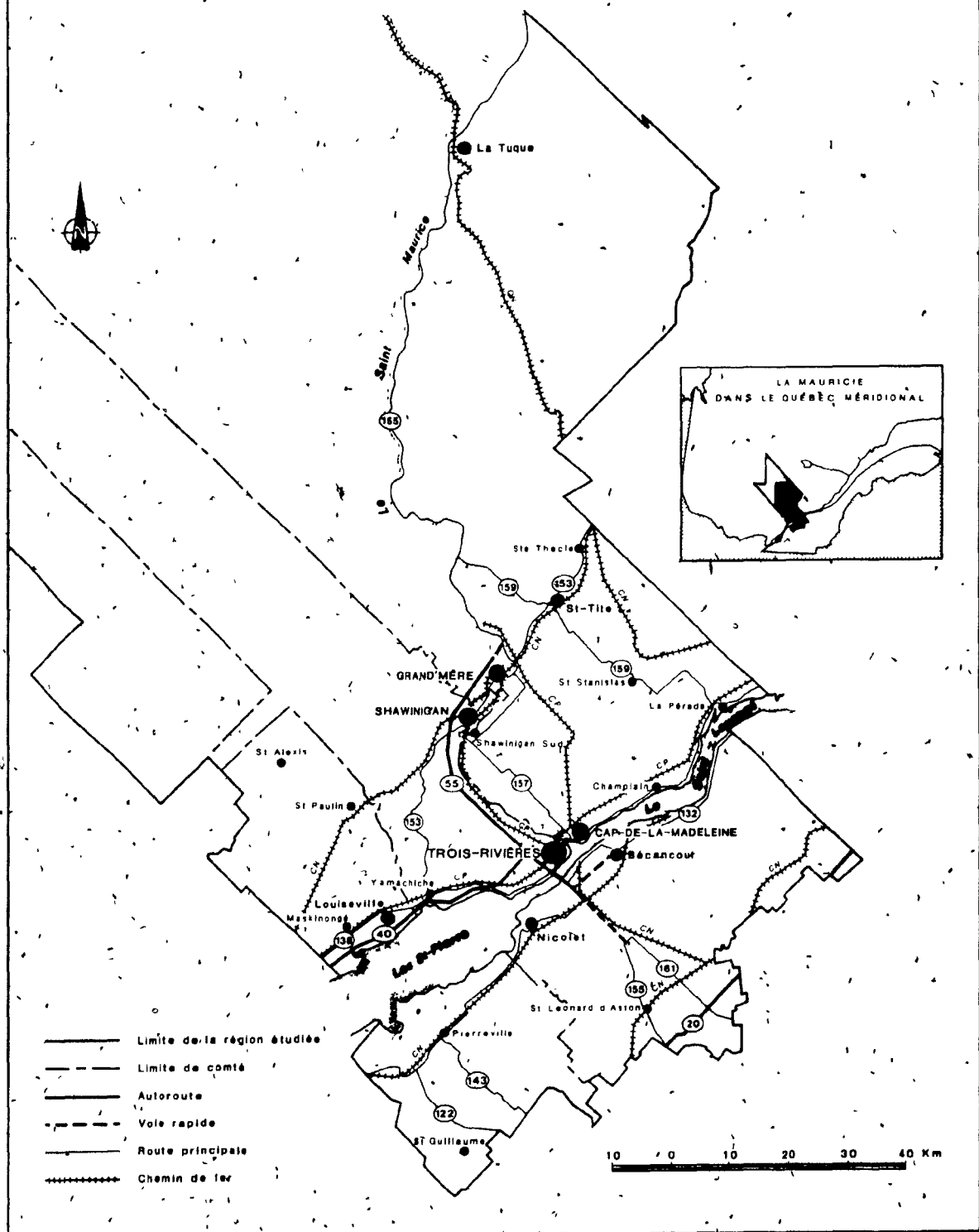
Le dernier chapitre tente de présenter de façon cohérente, les causes fondamentales du blocage qui étaient apparues en filigrane à travers les chapitres précédents. C'est l'occasion de faire un retour sur certaines notions théoriques présentées au tout début lorsqu'a été défini le cadre d'analyse. Enfin, en conclusion, sont regroupés les faits saillants de l'ouvrage, les modestes apports de cette étude à la compréhension du

développement régional et enfin les perspectives d'avenir du secteur industriel mauricien et plus généralement de l'hinterland québécois.

Avant de passer au premier chapitre, il nous apparaît opportun de préciser que pour les fins de la présente étude, l'espace mauricien a été défini à partir des limites imposées par la disponibilité des données statistiques du recensement. L'espace mauricien, tel que défini ici, comprend donc sur la rive nord du Saint-Laurent les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice et Champlain et sur la rive sud, les comtés de Nicolet et Yamaska (carte 1). Ces limites ne causent pas tellement problème sur la rive nord alors que les limites de ces trois comtés correspondent de très près aux limites de la sous-région administrative de la Mauricie et aux limites de la zone fonctionnelle de Trois-Rivières (Séguin, 1982). Sur la rive sud cependant, la partie ouest du comté de Yamaska se rattache nettement à l'agglomération de Sorel. Mais étant donné les très faibles productions industrielles réalisées dans ces petites zones rurales qui échappent à la zone d'influence de la capitale régionale de la Mauricie, l'inclusion des données provenant de ces municipalités dans celle de la Mauricie ne peut modifier que de façon tout à fait minime les données globales de la région et même celles de la rive sud. Nous n'avons donc pas tenu compte de ces différences.

LA MAURICIE MÉRIDIONALE

Carte de localisation



CHAPITRE I

LE CADRE D'ANALYSE

Si aujourd'hui la littérature scientifique comporte un nombre important de théories et de "modèles" qui ont comme objet commun l'explication de la croissance et du développement économique régional, bien peu d'auteurs jusqu'à tout récemment se sont intéressés à développer des modèles ou des théories qui rendraient compte spécifiquement des processus et des mécanismes de la stagnation, du déclin, du désinvestissement ou encore de la restructuration des industries et des régions industrielles. Il faut le constater, l'élaboration des modèles de la décroissance et du déclin en est encore à ses premiers balbutiements.

Ce déséquilibre entre modèles d'expansion et modèles de déclin, déséquilibre actuellement à l'avantage des premiers, trouve sans nul doute son explication dans l'état de la situation économique au moment où la plupart de ces théories et modèles ont été développés. A l'époque de la "pax americana" pour reprendre l'expression de Bluestone et Harrison (1982), l'intérêt se portait tout naturellement vers l'analyse de la croissance. Mais depuis la fin des années 70, la situation économique s'est détériorée à un point tel que ce dont nous avons besoin maintenant, c'est bien davantage des outils, des modèles, qui nous permettent de

mieux appréhender les mécanismes de la décroissance, du déclin des industries et des régions industrielles. Certes, on peut penser que les modèles et les théories⁽¹⁾ qui nous fournissaient les cadres théoriques pertinents à l'explication de la croissance peuvent également, mais à l'inverse, un peu par effet de miroir (mirror effects), rendre compte de la décroissance. Mais à ce jour, peu de recherches ont tenté d'évaluer le bien-fondé de cette proposition. Il demeure cependant que certains éléments de ces modèles peuvent contribuer à éclairer notre compréhension de la stagnation ou du déclin des économies industrielles régionales. Par ailleurs, avec les années, le nombre de plus en plus grand d'auteurs qui ont procédé à la critique de l'économie libérale ont mis de l'avant un corpus de concepts utiles dans l'explication de la décroissance.

L'abondante littérature relative à la croissance peut être regroupée en plusieurs catégories. En nous inspirant de la typologie présentée par Keeble (1967) il y a quelques années, nous procéderons à une brève analyse critique des modèles et théories de la croissance économique. Celle-ci nous permettra de dégager certains concepts utiles à notre propos et c'est autour de ces concepts que s'articulera notre schéma interprétatif.

Analyse critique des modèles de croissance

Les modèles socio-économiques peuvent être divisés en deux grandes catégories: a/ les modèles "aspatiaux", c'est-à-dire les modèles où on fait abstraction de l'espace pour ne considérer que les processus économiques et b/ les modèles qui tiennent compte de la distribution spatiale.

inégale du développement économique. Dans ces deux grandes catégories, on peut retrouver des modèles qui soient conceptuels (analyse verbale du pattern généralisé des changements économiques) ou mathématiques. D'autre part, quelle que soit leur appartenance à l'une ou l'autre des grandes catégories ci-haut mentionnées, on retrouve des modèles dont l'application a surtout été pensée en fonction des niveaux supranational, national ou régional.

D'emblée, nous écartons les modèles mathématiques, tels ceux élaborés par Chenery et Clark (1959) ou Klein (1961). Elaborés surtout en fonction du niveau national et hautement abstraits, ils ne peuvent guère souffrir d'accommodation pour incorporer des dimensions spatiales. Par ailleurs, essentiellement statiques, ils ne sont guère souhaitables pour examiner l'évolution économique d'une région spécifique (Gilmour, 1972, p. 5).

De même, il faut abandonner les modèles qui ont été développés en ignorant au départ l'aspect spatial. Représentative de cette catégorie, est la théorie des étapes de la croissance économique. Séduisant à première vue, se voulant d'application quasi universelle, le modèle de Rostow (1963) s'est vu abondamment critiqué par plusieurs auteurs, notamment Cairncross (1962) et Bertram (1963), ce dernier arrivant à la conclusion que le modèle n'était pas applicable au Canada parce que l'analyse détaillée des statistiques manufacturières canadiennes ne révélait aucune période de démarrage comme l'avait avancé Rostow. Il n'y a donc pas intérêt, comme l'écrivait Gilmour (1972, p. 5), à essayer de donner une

(dimension spatiale à ce modèle national, même si à la limite, il peut s'appliquer au niveau régional.

Les modèles conceptuels de la distribution spatiale du développement économique présentent évidemment plus d'intérêt pour une étude géographique. La plupart des modèles qui ont été développés dans cette catégorie, l'ont été pour le niveau national. On songe ici par exemple aux nombreux modèles que Keeble (1967) regroupe dans la sous-catégorie Regional Income Inequality. Signalons ici les modèles les plus connus, ceux de Myrdal (1957) et de Hirschman (1958) qui possèdent beaucoup de caractéristiques communes. Pour Myrdal (1957, p. 26), "le jeu des forces du marché tend normalement à accroître plutôt qu'à diminuer les inégalités entre les régions". Lorsqu'une région donnée a pris de l'avance sur les autres régions grâce à un avantage initial quelconque, les nouveaux accroissements d'activités et la croissance ont tendance à se concentrer dans les régions qui connaissent déjà la prospérité plutôt que dans les autres régions du pays. A ce concept de concentration cumulative s'ajoute chez Myrdal l'idée d'interactions spatiales entre les régions de croissance et les régions de stagnation. La région de croissance secréterait d'une part des "backwash effects" sur les autres régions du pays - ce sont les principaux -, mais également des effets "centrifuges", des effets de diffusion, lesquels, bien que moins importants, contribuent dans une certaine mesure à la croissance des régions moins avancées.

Hirschman (1958) pour sa part conçoit la croissance différentielle des régions en terme d'interactions spatiales entre régions prospères (Northern)

et les régions retardées (Southern). Là où chez Myrdal on parlait de backwash effects, on parle ici de trickling-down effects et de polarization effects pour les effets de diffusion. Mais il s'agit à toute fin utile des mêmes concepts. A la différence de Myrdal cependant qui met l'accent sur un mécanisme de croissance cumulative différentielle, Hirschman prétend que le déséquilibre entre les régions qui survient durant les premiers stades de la croissance aura tendance à disparaître avec le temps sous l'effet de contreforces (qui peuvent être gouvernementales) et à long terme on reviendra à une situation en position d'équilibre. Or, les faits se débattent contre ce schéma dont l'aboutissement est la situation en équilibre. D'ailleurs, comme le notait déjà Keeble (1967, p. 258) il y a quelques années, c'est justement l'insuffisance des théories néo-classiques de l'équilibre (equalization theories) pour expliquer les variations de prospérité économique qui a été à la source de l'apparition des nouveaux modèles conceptuels chez les économistes notamment.

Pour beaucoup d'autres auteurs, la compréhension des processus expliquant les variations économiques régionales passe par un angle d'attaque bien différent. La théorie de la base d'exportation à laquelle le plus souvent on associe le nom de l'économiste D. C. North (1955, 1961) a donné lieu à de nombreuses publications. Près de nous, il y a quelques années, Gilmour (1972) l'appliquait dans l'explication de l'évolution spatiale de la fabrication en Ontario méridional au dix-neuvième siècle. North voyait le développement régional selon un processus évolutif que l'on peut ramener à cinq étapes. Après une première étape, de courte période, où prédomine

(l'agriculture de subsistance, apparaît le développement rapide des exportations de certains produits de base vers les régions plus développées. Avec la croissance des externalités, les entrées de capitaux et la mise en place d'infrastructure pour l'exportation, la région connaît un développement accru de ses exportations et la croissance économique et démographique de la région se poursuit entraînant éventuellement l'apparition d'industries "résidentielles" (residential) pour le marché local. Finalement, l'expansion de ces dernières industries leur permet d'entrer sur le marché d'exportation. La région connaît alors une diversification de sa structure industrielle et atteint sa maturité.)Voilà donc assez grossièrement résumés les traits principaux de la théorie de l'"export-base".

Bien que considérée par plusieurs comme ayant un pouvoir d'explication élevé des croissances régionales, la théorie comporte des faiblesses qui doivent être nécessairement corrigées si on veut l'adapter à une région particulière. Ainsi, il nous apparaît difficile d'accepter comme l'a écrit North (1955, p. 243) "qu'il est évident que la croissance (d'une région) est étroitement liée au succès de ses exportations". Ce qui importerait alors pour le développement régional ce serait moins la nature des secteurs excédentaires que le montant des exportations: plus celles-ci croissent rapidement, plus élevé sera le taux de croissance régionale et plus rapide sera la croissance des industries résidentielles⁽²⁾. En fait, cette position doit être fortement nuancée, sinon la réalité risque de contredire carrément la théorie. Par exemple Aydalot (1976, p. 62) rapporte le cas du Sud des Etats-Unis, grand exportateur au 19e siècle (coton, sucre, tabac...) et qui cependant a connu la stagnation

comparativement au Nord pourtant moins grand exportateur. Luttrell et Gray (1970) pour leur part constateront pour la région du Mississippi central que "les industries exportatrices de la zone ne sont pas une source sérieuse de croissance comme le prétend la théorie de l'export-base".

Ainsi, l'expérience de cas concrets laisse planer des doutes sérieux sur l'utilité de ce modèle. Sur le plan de la théorie elle-même, de nombreux auteurs ont mis en lumière des faiblesses essentielles. Lipietz par exemple mentionne que:

"même si le capital investi dans (la) région est un capital régional (articulation externe), la présence d'une "base exportatrice" n'aura un effet de développement que si la demande induite des biens de luxe et de masse trouve une production sur place et dans le secteur capitaliste. Or, d'une part, les travailleurs (de la région) reproduisent partiellement leur force de travail dans un autre mode de production... D'autre part, les classes dominantes locales (patronat, personnel d'encadrement et professions libérales ou administratives) auront... tendance à acheter leurs biens de consommation (et en ce qui concerne le patronat, les biens d'équipement) dans la production des régions "centrales", au bénéfice desquelles joue donc la plus grande partie de l'effet multiplicateur". (Lipietz, 1977, p. 77)

Si par ailleurs, on est en présence d'une base exportatrice dont la propriété des capitaux est extérieure (la "domination par intégration" chez Lipietz), le modèle est encore plus difficilement applicable car dans ce dernier cas, le revenu distribué dans la région par le secteur exportateur risque de se limiter aux seuls salaires versés aux travailleurs. L'épargne régionale étant faible, on voit mal comment la région pourra connaître un développement accéléré de ses industries résidentielles.

(Si Gilmour a pu appliquer avec succès le modèle au sud de l'Ontario, c'est qu'il est en présence d'un staple bien particulier (les productions agricoles) et il le reconnaît lorsqu'il écrit que le degré auquel la croissance est induite dépend en partie du processus de production du staple (Gilmour, 1972, p. 13). "A developing region with an agricultural staple will more likely generate a greater aggregate effective demand for goods and services." C'est ainsi que les succès de l'agriculture ontarienne réalisés sur une vaste partie du territoire par de petits propriétaires locaux indépendants ont "préparé le terrain" à la grande industrialisation par les équipements de transport qu'elle suscitait, par l'accumulation de capitaux qu'elle a générée et par la demande de biens et de services qu'elle entraînait. On retrouve donc là une série de conditions bien particulières qui permettent l'application du modèle à cette région. Mais manifestement, les conditions de départ ont été toutes autres en Mauricie et pour cette raison, il ne saurait être question de retenir la théorie de l'export-base dans notre étude.

La seconde sous-catégorie de modèles spatiaux dans la typologie de Keeble regroupe des modèles qui visent essentiellement à expliquer les variations interrégionales de la croissance économique. Ils procèdent essentiellement de la même philosophie de base que l'on retrouve dans d'autres modèles développés à un échelon spatial supérieur, tels les regional income inequality models. Ici encore, le rôle des échanges extérieurs et celui des fonctions propres à chaque espace sont les thèmes majeurs autour desquels s'articule le modèle. Procédant de la même vision, l'échange étant le point de passage fondamental par lequel

Les mécanismes essentiels de la croissance se font jour, on mettra donc de l'avant la construction de modèles d'échanges interindustriels régionalisés. C'est ainsi qu'on a vu apparaître autour des années 50-60 plusieurs tentatives de comptabilité régionale orientées autour de tableaux Léontief. Mentionnons, entre autres, les travaux bien connus de Isard et Kuenne (1953) sur les effets d'entraînement de l'industrie de l'acier dans la grande région industrielle de New-York-Philadelphie. Or écrit Aydalot (1976, p. 61):

"Il faut comprendre que la construction d'un modèle de ce type repose sur de très nombreuses hypothèses. Outre l'hypothèse bien connue de constance technologique, qui pèse sur toute construction prospective fondée sur un tableau d'échanges interindustriels, la spatialisation du modèle nécessite une parfaite stabilité spatiale des activités: ce modèle est susceptible de nous informer sur les conséquences en matière de localisation de l'activité et de flux commerciaux, des croissances différenciées des branches, en dehors de toute mobilité "autonome" des activités et des hommes

Il s'agit donc d'une base de calcul, non d'une véritable prévision. Les auteurs d'une étude prévisionnelle récente sur la localisation de l'industrie aux Etats-Unis (Burrows, Metcalf et Kaler, 1971) montrent que les modèles input-output régionaux sont amenés à supposer constants les coefficients de commerce interrégional hypothèse qui est d'autant plus contestable que les unités spatiales sont intégrées et largement ouvertes sur les échanges."

A ces objections de fond soulevées par Aydalot, viennent s'ajouter d'autres difficultés plus prosaïques telles que l'impossibilité, le plus souvent, d'obtenir à l'échelle régionale les données statistiques nécessaires à l'élaboration des tableaux Léontief ⁽³⁾ Enfin, est-il besoin d'ajouter que l'utilisation de cette "base de calcul" ne nous renseigne pas sur les processus et les mécanismes de la croissance.

Dans la même sous-catégorie, on ne peut ignorer les nombreux travaux centrés sur la notion de pôle de croissance et que l'on rattache surtout à l'économiste F. Perroux. Ce dernier part de la constatation que le développement économique n'est pas uniforme et que la croissance économique a pour moteur certains centres. Elle doit son existence à une firme motrice qui par sa seule présence attire des industries qui lui sont liées, soit à l'aval, soit à l'amont. Au fur et à mesure que la croissance s'accroît, des externalités se font jour; l'effet est cumulatif. Bientôt d'autres économies d'agglomération apparaissent stimulant d'autant la croissance de la firme motrice et des industries liées. Enfin, des facteurs psychologiques comme l'apparition d'une "mentalité de croissance" chez les hommes d'affaires contribuent à prolonger la croissance économique (Perroux, 1955).

Certes, on peut retrouver plusieurs cas (Boudeville, 1957, Lacroix, 1964, Harris, 1959 et Pred, 1965), où cette sorte de mécanisme s'est développé. Il demeure cependant que la théorie de Perroux a été fortement critiquée en tant que théorie et ce, par des auteurs de tendances très diverses. Ainsi, Chinitz (1961) a pu montrer que c'était justement la présence d'une telle industrie motrice dans un centre urbain qui, à la longue, pouvait empêcher le développement industriel et économique en freinant l'entrée de nouvelles entreprises dans des secteurs industriels différents. A Pittsburg par exemple, l'emprise des firmes de la première transformation des métaux sur la main-d'oeuvre et le capital local aurait agi comme une barrière au développement de nouvelles entreprises manufacturières. D'autre part, il y a le fait gênant pour ce "modèle"

(qu'il existe de nombreux pôles de croissance qui ne sont pas dominés par des industries motrices (Burley, 1962, p. 184, Hoyle 1963 et 1964, James, 1959, p. 500).

Par ailleurs, les théoriciens du développement, disciples de F. Perroux, ont largement insisté sur la notion d'"intégration" comme nécessairement accouplée à celle de développement. Ainsi, Jean Paelinck écrit-il:

"Si l'intégration technique ne se produit pas, la structure économique régionale reste "faible" (ou, en termes matriciels, la matrice des relations interbranches sera diagonale par blocs: par exemple les blocs relatifs à l'économie artisanale, à l'économie de services traditionnels, au pôle de croissance potentiel; il ne peut se produire dès lors des phénomènes importants de multiplication matricielle)."(4)

C'est cette situation que Perroux qualifie de "désarticulation". Par ce concept, il s'approche ainsi beaucoup de la problématique de Samir Amin, qui, posant le problème en termes marxistes d'accumulation, d'articulation de modes de productions et d'impérialisme, présentait des modèles d'accumulation "autocentrée" et d'accumulation "extravertie". Le premier correspond au pôle de développement intégré, le second au pôle de développement à faible intégration. C'est ce que Lipietz (1977, p. 87) reprenant l'expression des économistes italiens à propos des pôles à faible intégration du Mezzogiorno, qualifie de "cathédrale dans le désert". Pour ce dernier, les pôles de développement qui ne sont pas des pôles d'intégration sont en fait des pôles de désarticulation, de dissolution, de développement du sous-développement (Lipietz, 1977, p. 123). Finalement ce qui apparaît le plus décevant peut-être dans le concept des pôles de croissance, c'est

qu'il nous laisse sur notre appétit. Pourquoi des pôles de développement intégrés sont-ils apparus ici, pourquoi des pôles extravertis sont-ils apparus là? Pourquoi la même activité industrielle peut-elle être industrialisante dans certains cas et désarticulissante dans d'autres cas? Le modèle n'est guère éclairant sur ce point.

Ainsi, cette brève revue de plusieurs catégories de modèles de la croissance économique nous révèle que, dans l'ensemble, ces derniers ne sont guère satisfaisants, du moins pour les besoins qui sont les nôtres. Non pas que tous ces modèles soient inapplicables. Certains d'entre eux l'ont été avec succès dans le passé à des régions qui comportaient des analogies avec la région qui nous préoccupe ici. Mais compte tenu de leur "design", de l'échelle d'application pour laquelle ils ont été pensés, de la spatialité qu'ils incorporent ou non, des inconsistances qui entâchent bon nombre d'entre eux, enfin de l'incapacité, le plus souvent, de ces modèles à rendre compte à la fois des phénomènes de croissance et de décroissance, il nous est apparu opportun de délaisser les modèles conceptuels définis comme étant "an organized set or relationships that describe the functioning of an economic entity... under a set of simplifying assumptions"⁽⁵⁾ (United Nations, 1961, p. 7). A ces modèles, nous préférons substituer un schéma interprétatif plus large, plus ouvert et certes moins contraignant, à l'intérieur duquel s'inscrira notre recherche. Ce schéma interprétatif, on pourrait le définir comme étant un ensemble de concepts plus ou moins reliés entre eux et qui permettent d'appréhender les processus de la croissance, du développement et de la stagnation d'un espace donné.

Articulation du schéma interprétatif

S'interroger sur les processus de la croissance et du développement économique, voire du déclin d'une région dans le contexte capitaliste, ce n'est pas autre chose, fondamentalement, que de tenter d'appréhender l'aspect particulier que prennent en régions les mécanismes économiques de l'accumulation du capital. "This (the capital accumulation process) more than any other forces shapes the economic conditions and climate of our society" (Bradbury, 1979, p. 148). Il s'agit donc là, faut-il le souligner, de la pierre angulaire de toute théorie, de tout cadre d'analyse qui prétend posséder un pouvoir d'explication à tout le moins satisfaisant. Dans notre cas, les processus de l'accumulation du capital seraient donc en dernier ressort à la source de l'explication, de la croissance et de la stagnation économique de la région. Dépendant des situations des régions étudiées, certains traits spécifiques du processus d'accumulation sont privilégiés. Ici, il nous apparaît qu'il faille retenir quatre concepts autour desquels s'articule l'explication: la notion d'inégalité, l'internationalisation de l'accumulation du capital, l'évolution de la technologie et enfin, la division fonctionnelle de l'activité industrielle dans l'espace, soit entre le "centre" et la "périphérie".

Le dénivellement (ou recreation dynamique des inégalités) selon Côté et alii (1982, p. 67) est au centre du processus d'accumulation du capital. Le développement capitaliste, par essence, est donc toujours un développement inégal car, comme le précise Markusen (1977, p. 4):

"Development is the growing domination of the capitalist mode of production. Unevenness is its character, mediated by the state, by culture, by history, by ideology, by differentials in nature..."

En ce sens, la théorie du développement inégal s'avère précieuse dans l'explication des particularités du processus d'accumulation. Elle permet en effet une analyse de la dynamique de la production capitaliste pour des périodes historiques déterminées. Dans un article récent portant sur une théorie du développement de la ville minière, Bradbury (1979, p. 148) mentionnait que la forme capitaliste de production dans un secteur (ou ville) d'extraction de ressource est caractérisée par des variations fondamentales du niveau de production lesquelles sont issues d'une combinaison de différents niveaux de manipulation internationale des structures de prix, de différents niveaux de demande pour les matières premières et de variations introduites par des substitutions de produits naturels ou artificiels dans les processus de production intermédiaire. Tout ceci influence évidemment la stabilité et la viabilité de l'économie de la ville concernée. Cette forme d'inégalité, écrit-il, qui est davantage une variation dans les niveaux de stabilité et de viabilité, ne découle pas moins d'inégalité structurelle. Or mutadis mutandis, on retrouve les mêmes phénomènes dans les régions et villes dont l'économie est largement basée sur la transformation primaire des ressources et sur la fabrication de produits semi-finis (papier, aluminium, etc...)

Au plan spatial, le concept de développement inégal, au fil des ans, s'est incarné dans le couple centre-périphérie. "Centre" et "périphérie" sont des notions couramment utilisées aujourd'hui. L'origine en

remonterait à Lénine qui les utilise dans son ouvrage sur le Développement du capitalisme en Russie. De nombreux auteurs, par la suite, se sont intéressés à ces notions. En partie sous l'impulsion des auteurs pratiquant la critique des théories néo-libérales ou keynésiennes, mais surtout grâce aux auteurs d'inspiration marxiste, les notions de centre et de périphérie se sont affinées. On connaît bien à ce sujet les importants travaux de A. Gunter Frank (1972) A. Emmanuel (1969), Samir Amin (1973). Dans un premier temps, les développements théoriques sur ce sujet l'ont été en fonction du niveau supranational. Plus récemment, A. Lipietz (1977, p. 63) écrivait: "'centre" et "périphérie" renvoient d'abord à deux types d'articulation des modes de production, et à l'articulation entre ces deux types: ce système ayant pour dimension spatiale la division du monde en "centre" impérialiste et en "périphérie" dominée." Le couple centre-périphérie recouvre donc des notions qui dépassent largement la simple différenciation géographique entre deux types de régions, les unes étant riches, avancées, les autres pauvres et moins développées. Chaque élément du couple possède sa propre articulation du mode de production et les deux sont étroitement liés dans des rapports de dépendance et de domination.

Depuis quelques années, de nombreux auteurs ont accepté sinon appliqué, la grille d'analyse au niveau infranational, mettant en lumière l'existence à l'intérieur même des pays du centre, des régions de "périphérie interne". A. Lipietz (1977, p. 69) parlant du rapport centre-périphérie écrit encore: "mutadis mutandis ces traits se retrouvent dans les régions de "périphérie interne" des pays du centre". Pour Bradbury (1979,

p. 149) "this process of uneven growth and development occurs among nations, and between regions within nation states. The very same relation can also operate at the provincial and local levels." A partir de cette conception, on peut donc percevoir le Canada à la périphérie des États-Unis, Montréal à la périphérie de New-York, la Mauricie à la périphérie de Montréal, etc...

Au Canada, de nombreux auteurs ont retenu cette approche. Etudiant les liens qui unissent ce pays aux États-Unis, des auteurs comme Kari Levitt (1973), John Hutcheson (1978), Arthur K. Davis (1971), Michael Ray (1971) ont mis en lumière que les rapports de force entre ces deux pays s'établissent d'après le modèle "dominants-dominés", d'autres diront d'après le modèle "centre-périphérie".

Au niveau infranational, une assez vaste littérature a été publiée sur les rapports qu'entretiennent les régions dites de la périphérie avec les principaux centres du pays. A la suite de Innis, des auteurs tels Careless (1954) et Fowke (1957) interprètent l'histoire du Canada dans cette même perspective. On pourrait encore signaler d'autres études moins anciennes qui sont sous-tendues par cette même grille d'analyse telles celles de Archibald (1971), Smiley (1972), Simeon (1972) ou Saint-Germain (1973). Tout récemment Mc Cann (1982) éditait un volume intitulé justement: A Geography of Canada: Heartland and Hinterland. Mais lorsque l'on descend à un niveau inférieur de la hiérarchie, les études se font plus rares, mais sont en nette progression. Il faut signaler notamment pour le Québec l'important ouvrage de Séguin (1977) sur la conquête du sol au

19^e siècle (région du Saguenay) et les travaux de deux groupes qui s'affirment de plus en plus dans ce domaine le GRIDEQ (Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec) à l'université du Québec à Rimouski ainsi que le GREDIN (Groupe de recherche sur l'espace, la dépendance et les inégalités) du département de géographie de l'Université Laval. Malgré la valeur des travaux en cours, il demeure que le cadre théorique solide concernant la dimension régionale du développement inégal reste encore à faire. Comme le soulignait Mendel (1973), il existe un retard théorique important dans la "science régionale" dite-critique, comparativement aux analyses portant sur les niveaux national et international du développement inégal. La théorie du développement inégal telle qu'elle a été formulée pour étudier la situation à l'échelle mondiale ne peut être appliquée mécaniquement à l'échelle régionale (Amin, 1979, p. 46). Il conviendra donc d'en tenir compte tout au long de notre recherche.

Dans l'élaboration de notre cadre d'analyse, il importe maintenant de s'attarder sur des concepts qui se rattachent davantage au second volet du couple centre-périphérie. Il s'agit essentiellement des notions de dépendance et de développement, lesquelles peuvent éclairer singulièrement l'évolution économique de l'espace mauricien.

On parlera de "situation de dépendance lorsque, écrit Henri Bartoli, le capitalisme qui s'établit n'est pas un capitalisme national... et lorsque le secteur le plus développé dépend d'entreprises qui ont leur siège social hors du pays."⁽⁶⁾ Or, écrit Maurice Saint-Germain (1973, p. 16) "l'unité économique dominante exerce sur l'économie dominée des

effets de stoppage et des effets d'entraînement qui peuvent s'exprimer par des modèles de croissance et de stagnation des économies dominées à partir des effets de domination exercés à leur endroit par des micro-unités et des macro-unités dominantes". Lorsqu'on sait le poids des capitaux, "étrangers" dans l'industrialisation des régions de l'hinterland québécois, force est de constater qu'il y a vraisemblablement dans cette situation de dépendance une part de l'explication du ralentissement économique, voire du déclin de certaines régions de l'hinterland québécois.

Le concept de développement dans le passé, et encore aujourd'hui chez bon nombre d'économistes libéraux, a été souvent confondu avec celui de croissance économique. Si le premier ne va pas sans le second, on ne peut pas par contre affirmer que croissance implique nécessairement développement. Il y a quelques années, Alain Barrère faisant part du consensus qui semble vouloir s'établir autour de ce concept, définissait la croissance économique comme "l'augmentation des grandeurs caractéristiques d'une unité économique, et plus particulièrement celle du produit global associé à des changements des structures et éventuellement des systèmes économiques" (Barrère, 1966). Le développement économique pour sa part, correspondrait à l'accroissement du produit réel global, accompagné de modifications des structures mentales et sociales qui en permettent la continuité."⁽⁵⁾ Pour François Perroux (1969), "le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global."

Devant les difficultés que connaissent certaines régions de l'hinterland québécois, on peut être tenté d'appliquer trop rapidement et mécaniquement la théorie de l'échange inégal et voir dans ces ralentissements de la croissance des cas de développement du sous-développement. Certes, on ne peut nier que certains mécanismes du développement du sous-développement ont existé comme phénomènes secondaires de l'accumulation au Québec, notamment lorsqu'on songe au mode de liaison des activités agricoles aux activités forestières du secteur capitaliste. Mais on ne saurait assimiler le Québec à un segment de la périphérie mondiale.

"Il (le Québec) représente pour le moins une zone insuffisamment développée et mal équilibrée dans l'espace développé du système économique auquel le rattache son appartenance au Canada, une "province" de la formation centrale que constitue les Etats-Unis en Amérique du Nord. Aussi, n'appert-il pas que le Québec puisse se mouler parfaitement au modèle des formations périphériques. Toutefois, la critique du mode de développement capitaliste et plus concrètement, les mécanismes et les faits dégagés par les études du développement inégal nous invitent à analyser la dynamique interne du développement du Québec contemporain et à tenter d'y mesurer les effets de la dépendance et de la domination sur ses structures économiques, sociales et politiques." (Séguin, 1977, p. 33-34).

Comment, dans le schéma de développement du capitalisme, les mécanismes de la dépendance ont-ils façonné et orienté les structures de l'hinterland québécois et plus particulièrement de l'espace mauricien?

Voilà la question qui nous préoccupe. En reprenant les termes de Séguin, ce qu'il nous faut analyser finalement, c'est le schéma spécifique d'intégration de l'économie mauricienne au centre, avec ses analogies, mais aussi ses oppositions au modèle périphérique.

On ne saurait comprendre le développement de l'économie mauricienne et plus largement celui du Québec du vingtième siècle sans faire référence à l'internationalisation de l'accumulation du capital. Dans une large mesure, le développement industriel du Québec et plus particulièrement de l'hinterland a été basé sur l'exploitation des ressources du bouchier (hydroélectricité, papier, aluminium...). Or, ces groupes, contrairement aux industries traditionnelles à forte intensité de main-d'oeuvre, se caractérisent, entre autres, par une forte intensité de capital. La mise en place de ces industries nécessitait des mises de fonds considérables. Il a donc fallu faire appel aux capitaux étrangers qui prendront rapidement la forme d'investissements directs, surtout d'origine américaine, particulièrement après la première guerre mondiale, alors que les Etats-Unis s'affirment comme le principal centre du capitalisme mondial. Ces investissements certes ont permis au Québec de connaître une croissance remarquable. Cependant, le Québec accentuait ainsi sa dépendance et prenait à bien des égards, les caractères extérieurs des formations périphériques (Savarias, 1974) du système capitaliste: faible intégration du secteur moderne à l'économie nationale, forte dépendance du capital étranger, faiblesse de l'entrepreneurship, syphonage des ressources humaines au profit du centre, stoppage du développement et enfin, une habitude de s'en remettre au capital étranger pour assurer le développement à un degré à peu près inégalé ailleurs au monde (Parizeau in Fréchette et alij, 1975, p. XX).

Or, le processus d'accumulation du capital est fonction des opportunités de profit. Favorables à un moment et un lieu donné, les opportunités

peuvent l'être beaucoup moins au même endroit à une autre époque. On assiste le plus souvent, dans ces cas, à une migration des nouveaux investissements vers des régions nouvelles, là où l'accumulation potentielle sera plus forte, les vieilles régions connaissant alors stoppage du développement et blocage. Dans ce processus, l'évolution de la technologie apparaît comme un des facteurs primordiaux pouvant enlever notamment aux régions ressources leurs avantages comparatifs. En ce sens, dans une perspective historique, on peut parler d'un "cycle technologique" qui serait à l'avantage de certaines régions à une époque donnée. C'est un schéma à rapprocher du "cycle de vie" de l'activité minière (Deshaies, 1982, p. 11). A la différence des régions du centre où l'innovation et l'apparition de nouveaux produits permettent la poursuite de la croissance et du développement, les régions périphériques dont l'économie est dominée le plus souvent par l'exploitation d'un ou de quelques produits de base, sont lentes à se relever du désintéressement du centre attiré vers d'autres régions où les possibilités d'accumulation du capital sont devenues plus grandes.

Alors que le "cycle technologique" nous invite à une vision diachronique du développement régional caractérisé par la montée de certaines régions qui possèdent des avantages comparatifs à un stade donné du développement de la technologie, c'est à une vision toute autre que nous convient des auteurs de tendances très diverses tels Norcliffe (1975) ou Lipietz (1977). Dans sa théorie des places manufacturières, qui comporte des analogies évidentes avec la théorie des places centrales, Norcliffe reprend les concepts bien connus de heartland et d'hinterland,

mais précise les types d'activités industrielles susceptibles de se retrouver dans l'un ou l'autre, compte tenu des tendances récentes de la localisation industrielle en économie capitaliste. Ce faisant, il nous fournit des éléments importants de prospective pour l'avenir des régions du proche hinterland, notion sur laquelle nous reviendrons plus loin. Partant d'une approche très différente, Lipietz pour sa part entrevoit l'espace industriel contemporain comme:

"... une spécialisation synchronique (déployée sur un plan ou plutôt une sphère) des divers types de travaux concourant au procès de production qui s'enchevêtrent dans la branche"
 Dans le même temps théorique, la "recherche et développement" se poursuit dans les grands centres d'ingénierie, l'industrie de précision dans les régions à bon environnement industriel et le travail totalement banalisé là où la main-d'oeuvre est la moins coûteuse, le tout pour un marché dont le centre de gravité peut se déplacer indépendamment pour chaque produit de la branche." (Lipietz, 1977, p. 83)

Partant de cette présentation, il est amené à définir une typologie des régions à trois niveaux qui semble correspondre à la réalité de la division du travail du moins en pays développé et qui s'apparente beaucoup aux propositions du géographe torontois. Or la théorie de Norcliffe s'appuie sur des cas concrets vérifiables tant au Canada et aux Etats-Unis qu'en Australie. Ainsi, que l'on soit d'obédience marxiste ou libérale, les réalités spatiales imposent une vision analogue de la localisation des activités industrielles. Il y a donc là des éléments théoriques qui pourront s'avérer éclairants dans l'explication de la croissance et du développement régional.

Hinterland et proche hinterland

Il nous apparaît opportun de préciser à ce stade-ci les notions d'hinterland et de proche hinterland. Si le couple heartland-hinterland, appelé également centre-périphérie ou encore cœur-enveloppe, est bien connu, il demeure un instrument d'analyse assez grossier et nécessite des précisions, des accommodations selon l'échelle spatiale d'analyse utilisée. Dans notre cas, on ne saurait appliquer à la Mauricie toutes les caractéristiques que l'on reconnaît généralement aux régions périphériques. Même si la Mauricie participe à certains caractères de celles-ci, elle ne saurait leur être assimilée totalement. Il en va de même également de la plus grande partie du Québec de base. Pour cette raison nous préférons parler d'une région du proche hinterland plutôt que d'une région de l'hinterland tout court. Il s'agit de régions qui, à petite échelle cartographique, sont comprises dans le grand heartland canadien la "Main street" de Yeates (1975). Par leurs caractéristiques, elles participent à la fois aux caractères du centre et à ceux de la périphérie. Ici encore la notion d'échelle demeure fondamentale.

Vers des modèles opérationnels de stagnation et de déclin industriel

Dans la grisaille de la dépression économique, des pertes d'emplois et du chômage qui frappent les économies occidentales, deux ouvrages parus récemment viennent éclairer singulièrement notre compréhension du déclin industriel et des pertes d'emplois qui affectent à des degrés divers à peu près toutes les régions actuellement. Il s'agit de The Anatomy of Job Loss de Meegan et Massey (1982) ainsi que The Deindustrialization of

America de Bluestone et Harrison (1982). Certes une meilleure compréhension des processus et des mécanismes du déclin peut apparaître une bien faible consolation pour celui qui vient d'être mis à pied. Mais au plan de la connaissance scientifique et dans la perspective des mesures (législatives) à prendre pour atténuer à tout le moins les coûts humains de la restructuration des espaces industriels en cours, les ouvrages de cette nature sont d'un intérêt certain.

Massey et Meegan, à partir d'une étude détaillée de trente et un sous-groupes industriels en Grande Bretagne qui avaient tous connu un déclin marqué du volume d'emploi, ont pu identifier trois types de formes de réorganisation de la production qui ont été particulièrement importants dans les pertes d'emploi encourus par ces divers secteurs de production: a/ l'intensification que l'on peut définir comme des changements apportés pour accroître la productivité de la main-d'oeuvre mais sans qu'il y ait de nouveaux investissements majeurs ou réorganisation substantielle des techniques de production; b/ investissement et changement technique où les pertes d'emploi surviennent à l'occasion d'investissements majeurs reliés à l'évolution de la technologie de production; et c/ la rationalisation qui est définie comme une simple réduction de la capacité totale de production (Massey et Meegan, 1982, p. 18). Le déclin de l'emploi industriel ne peut donc être ramené à une seule cause. Il relève en fait de bon nombre de facteurs bien différents. Par ailleurs, il apparaît clairement qu'il n'y a pas d'adéquation entre déclin de l'emploi et déclin de l'accumulation. En d'autres termes, le problème touche la main-d'oeuvre, mais pas nécessairement les possesseurs

du capital. Les stratégies mises de l'avant visent avant tout à assumer la plus grande profitabilité de l'entreprise. On conçoit dès lors, dans le cadre des stratégies globales de profit de l'entreprise, que celle-ci perçoive le besoin de procéder, selon la conjoncture, au déplacement du capital, ce qui pourra éventuellement entraîner des conséquences considérables pour certaines régions.

Bluestone et Harrison (1982) ont identifié, pour les Etats-Unis, quatre moyens pour lesquels généralement les grandes corporations procèdent au déplacement du capital: a/ la fermeture pure et simple de l'usine; b/ le ralentissement des opérations dans les établissements manufacturiers plus anciens afin de pouvoir profiter des réductions reliées à la dépréciation et réinvestir ailleurs les sommes ainsi épargnées; c/ le déplacement graduel de la machinerie, de la main-d'oeuvre spécialisée, des unités de direction et de marketing vers d'autres usines, magasins ou bureaux; et d/ la réaffectation des profits tirés d'un établissement manufacturier à de nouveaux établissements, lesquels ne sont pas nécessairement situés dans la même localité ou région. Il conviendra donc de vérifier dans le cas mauricien si ces mêmes processus ont eu cours dans l'évolution récente de l'espace industriel régional. On peut certes poser l'hypothèse étant donnée la structure industrielle de la Mauricie, dominée par la grande entreprise multilocationnelle.

CONCLUSION

Ainsi donc, s'il fallait absolument qualifier l'ensemble de concepts plus ou moins reliés entre eux qui sous-tendent notre recherche, ce

serait à la théorie du développement inégal qu'il faudrait finalement référer car le développement capitaliste, par essence, est toujours un développement inégal. Les concepts de centre et de périphérie ne peuvent donc être neutres et seulement descriptifs; ils renvoient à deux types d'articulation des modes de production et à l'articulation entre ces deux types. En ce sens, l'espace n'est pas neutre. Il faut le concevoir comme le lieu d'affrontement de forces opposées qui débouchent inévitablement sur des situations de domination et de dépendance qui prennent forme à différentes échelles et selon des intensités différentes. "La "région" apparaît ainsi comme le produit des rapports inter-régionaux et eux-mêmes comme une dimension des rapports sociaux" (Lipietz, 1977, p. 26). On ne saurait donc comprendre la structure, la croissance et le développement de la région - ou sa stagnation - sans tenir compte des liens qui la rattachent aux différents centres de décision qui la contrôlent, sans tenir compte des échanges tant matériels que "non-matériels" qu'elle entretient avec ces mêmes centres. "L'espace, écrit Aydalot, (1976, p. 20)... doit être analysé comme le cadre des mobilités hiérarchisées qui le structurent. La notion de mobilité est centrale; l'analyse est dynamique par nature."

Avant de passer au vif du sujet, il importe de situer l'évolution de la Mauricie dans le contexte plus général qu'a connu l'hinterland québécois depuis le début du siècle. Car à maints égards, la Mauricie nous fournit un bon exemple du sentier de développement qu'ont connu les régions de l'hinterland québécois. Ce sera l'objet du prochain chapitre.

CHAPITRE II

STRUCTURATION DE L'ESPACE INDUSTRIEL QUÉBÉCOIS

1900-1975

Le passage du XIXe au XXe siècle marque une étape importante dans le développement économique et industriel du Québec. Il n'est probablement pas exagéré d'affirmer qu'avec le vingtième siècle, une ère nouvelle s'ouvre pour l'industrie manufacturière québécoise. Des facteurs nombreux et variés contribuent à ces changements. Non seulement vont-ils avoir une influence profonde sur la structure industrielle québécoise et permettre le prolongement de la croissance, mais encore, ils sont à la source de modifications importantes à l'assiette spatiale de la production manufacturière. Ce sont ces aspects particuliers que nous évoquerons brièvement dans le présent chapitre afin de mieux situer la croissance et le développement de la région de la Mauricie dans l'arrière-pays québécois.

La situation industrielle du Québec dans la dernière partie du 19ième siècle

Lorsque s'ouvre le vingtième siècle, l'industrialisation du Québec

est amorcée depuis une cinquantaine d'années (Linteau et alii, 1979 p. 14). En deux vagues successives d'une vingtaine d'années chacune, coupées par la crise de 1873-1878, le Québec s'est engagé résolument dans le processus d'industrialisation. Dans un premier temps, l'industrialisation s'appuie sur quatre grands secteurs: les aliments et boissons (meunerie), le fer et ses dérivés, le bois et ses dérivés et la chaussure. Linteau, Durocher et Robert relèvent plusieurs causes de l'avènement de cette première vague.

"Le régime politique de l'Union, écrivent-ils, a favorisé l'intégration du Québec et de l'Ontario dans un ensemble économique canadien. L'achèvement du réseau de canaux en 1848, puis la construction du Grand-Tronc, améliorent la qualité et la rapidité des communications contribuant ainsi à l'unification du marché intérieur. Le flot migratoire considérable de la période 1840-1857 augmente de façon notable le nombre de consommateurs et offre à l'industrie naissante une main-d'œuvre abondante et peu coûteuse." (Linteau et alii, p. 141).

Spatialement, le gros des effectifs manufacturiers se concentre dans le sud-ouest de Montréal qui devient le centre industriel du Québec. Le réaménagement du canal Lachine, terminé en 1848, fournit une source d'énergie hydraulique considérable qui permet de faire tourner la machinerie des usines. En dehors de Montréal, toujours selon les mêmes auteurs, le secteur du bois aurait été probablement le seul à s'industrialiser.

Après le ralentissement des années 73-78, le processus d'industrialisation reprend de plus belle, favorisé par une conjoncture favorable.

"La population grâce à un taux de natalité que l'on a comparé à celui des pays les plus prolifiques de l'Occident au XIXe siècle, s'accroît rapidement.

Il y a là, inexploitée, une main-d'oeuvre peu dispendieuse, laborieuse et facilement adaptable" (Brouillette, 1974, p. 27). En effet, la campagne québécoise souffre d'un fort surplus démographique. Habités à un bas niveau de vie sur la ferme et trop nombreux pour les emplois disponibles, les Canadiens-français devront se contenter de rémunérations comptées au plus juste, ce qui va attirer nombre d'entreprises à la recherche d'une main-d'oeuvre abondante et peu dispendieuse. D'autres facteurs contribuent également à la relance. Pour Linteau et alii (1979, p. 142), c'est dans le tarif douanier de 1879 qu'il faut voir la cause principale de celle-ci. Le tarif permet en effet aux entreprises tournées vers le marché canadien de croître à l'abri de la concurrence étrangère. A cela s'ajoute également la construction de nouveaux chemins de fer qui a rapproché le producteur du consommateur, la spécialisation du monde rural avant 1860 en Ontario et dans les années 1880 au Québec qui contribue à accroître le marché canadien. (Hamelin et Roby, 1971, p. 280).

Dominé par quatre grands secteurs lors de la première vague d'industrialisation, le Québec voit sa production se diversifier au cours de la seconde vague, ce dont rendent compte succinctement Linteau et alii.

"C'est l'époque où l'industrie textile, protégée par le tarif douanier, s'implante solidement au Québec. Des industries comme la construction de matériel de chemin de fer, les raffineries de sucre, les salaisons, le vêtement et le tabac sont également en pleine croissance. On peut dresser grossièrement un portrait de la structure industrielle du Québec en fin de période. Il y a d'abord un important groupe d'industries manufacturières légères, centrées sur l'habillement: textile, vêtement et chaussure. Il fournit près du tiers de la production manufacturière du Québec et fait appel à une main-d'oeuvre abondante et bon marché... Il y a ensuite un groupe d'industries de

pointe, principalement les produits du fer et de l'acier ainsi que le matériel roulant de chemin de fer... (elles) emploient une main-d'oeuvre beaucoup plus qualifiée; majoritairement d'origine britannique. Ajoutons-y le groupe des produits alimentaires, très diversifié et morcelé en un grand nombre d'entreprises et celui du bois et de ses dérivés qui tous deux s'appuient sur l'embauche d'une main-d'oeuvre peu coûteuse." (Linteau et alii, p. 143)

Au plan spatial, la répartition de la production épouse un pattern assez simple. Les industries dites de main-d'oeuvre, si elles se concentrent surtout à Montréal et dans les municipalités de banlieue, ont également gagné les petites villes de la plaine: Valleyfield, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Sorel. Elles débordent même vers les Cantons de l'Est, à Sherbrooke, Magog, Coaticook et dans les municipalités avoisinantes. Enfin Québec et sa banlieue en accaparent un certain pourcentage. Le groupe des "industries de pointe" de l'époque, comme les appellent Linteau et alii, est pour sa part à peu près exclusivement concentré dans la région de Montréal. Enfin, le groupe des produits alimentaires et celui du bois est disséminé sur tout le territoire. Si dans le premier cas la production est réalisée dans de nombreuses fabriques de dimension modeste, dans le cas du bois, les grandes scieries emploient beaucoup de travailleurs et s'implantent près des réserves de bois, exerçant une pression décentralisatrice sur l'industrie québécoise.

Ainsi, à la fin du 19e siècle, l'industrie manufacturière québécoise est caractérisée au plan structurel par la présence d'industries manufacturières légères qui font appel à un fort bassin de main-d'oeuvre faiblement rémunérée et secondairement par l'existence d'une industrie de biens d'équipement concentrée à Montréal, qui possède une position privilégiée

dans le réseau ferroviaire canadien et les sièges sociaux des deux grandes compagnies ferroviaires. Au plan spatial, la région manufacturière de Montréal domine très largement l'ensemble du Québec avec plus de 60% de la valeur des productions et près de 55% des emplois industriels (tableaux 3 et 4).

Cependant, le mouvement d'industrialisation à la fin du siècle montre des signes d'essoufflement. Certes, l'industrie québécoise dans son ensemble a progressé et certains groupes ont connu une croissance remarquable. Mais la croissance n'a été en aucune façon suffisante pour procurer des opportunités d'emploi à une main-d'œuvre grandissante à une époque où la surpopulation rurale devient de plus en plus considérable et au moment où de grands secteurs d'emploi traditionnels comme la construction de bateaux en bois à Québec touche à sa fin, au moment également où l'industrie du bois est à la baisse (fin de la période du pin). Girard (1960, p. 63), rapporte que de 1850 à 1910, les effectifs occupés à la fabrication sont passés de 12,9 à 17,4 pour cent seulement; pendant ce temps, l'accroissement total de la population approchait les 200 pour cent! On comprend dès lors l'abondance de la main-d'œuvre disponible, les faibles salaires qu'elle accepte et la très forte émigration que connaît le Québec dans la dernière partie du 19^{ème} siècle et au début du siècle suivant. Blanchard (1960, p. 95) a estimé que plus de 700,000 Canadiens français auraient quitté définitivement la "belle province" de 1850 à 1930. Keyfitz (1950, p. 54) pour sa part estime, pour la seule période de 1881 à 1911, à plus de 280,00 personnes les migrations nettes à partir du Québec, chaque décennie voyant cependant le volume d'émigrants diminuer considérablement. Pour la décennie 1901-1911, la migration nette aurait été

inférieure à 30,000 personnes, situation traduisant des opportunités d'emplois accrues. C'est que des conditions nouvelles se sont faites jour, conditions qui vont permettre au Québec de connaître un essor industriel sans précédent.

Les conditions de la relance et de l'essor industriel

C'est maintenant un lieu commun d'affirmer que l'innovation, la recherche et le développement technologique sont à la source de la croissance et du développement économique. Si aujourd'hui la technologie de l'ordinateur et ses applications multiples dans une foule de domaines apparaissent comme des industries de pointe, il y a près d'un siècle on pouvait en dire tout autant de l'industrie électrique qui en était à ses premiers balbutiements. Certes on connaissait depuis longtemps l'existence de l'électricité. Mais ce n'est vraiment qu'en 1856 avec l'inauguration de la centrale hydro-électrique de Niagara Falls aux Etats-Unis que débute l'ère moderne de l'électricité et la production industrielle de masse de ce type d'énergie. Dans une période de temps très courte, à peine vingt-cinq ans, les problèmes techniques de production et de distribution ont été résolus et cette nouvelle technologie est maintenant prête à s'attaquer aux grands marchés de consommation industrielle et domestique. A ce propos, Dales écrit:

"By the early nineties all the strategic inventions that underlie the modern central electric station had been made and had passed the test of practicability in hundreds of small installations throughout the United States and Canada. At the consumption end of the industry, too, technology was sketching out the future. The electric

tramway boom got underway in the late eighties the electric motors was beginning its long slow invasion of steam's monopoly in the market for industrial powers, a number of inventors were experimenting with electrolytic processes that would soon results in the development of a whole new group of electroprocess industries." (Dales, 1957, p. 16)

Ainsi donc, grâce aux efforts de recherche et de développement, des produits considérés comme des curiosités de laboratoire, tel l'aluminium, vont pouvoir être fabriqués à des coûts permettant une production de masse. L'électro-chimie et l'électro-métallurgie pourront également se développer. Dans d'autres secteurs, tels les pâtes et papiers, un certain nombre d'innovations technologiques au cours du 19e siècle ont permis de réaliser la fabrication de papier à partir d'une pâte de bois. L'invention de la machine à papier de Fourdrinier, qui permet la fabrication continue s'est avérée capitale dans l'augmentation du volume de production. Bref, à la fin du 19e siècle, une série d'innovations techniques prennent forme. Elles vont permettre l'apparition de secteurs industriels nouveaux, basés sur l'exploitation des richesses naturelles, et qui vont, dans un laps de temps relativement court, entraîner des modifications d'envergure à la structure industrielle des régions bien dotées en ressources hydro-électriques.

La diffusion de ces développements technologiques n'aurait pas été possible sans un contexte économique particulièrement favorable. "En 1896, écrivent Linteau et alii (1979, p. 351), le renversement de la tendance à la baisse des prix marque le départ d'une phase de prospérité sans précédent dans les pays industrialisés. Un peu partout, l'euphorie succède à la prudence des décennies antérieures; les prix et les profits

suivent la même tendance à la hausse et la période apparaît comme l'étape d'or du capitalisme."

A ce chapitre, le Québec n'a rien à envier aux autres pays industrialisés. Les industries déjà en place, centrées sur le marché intérieur canadien, peuvent compter sur un marché en pleine expansion. Dans la décennie qui précède la première guerre mondiale, le Canada connaît sa plus forte vague d'immigration, le mouvement d'urbanisation s'accélère et enfin la commercialisation de l'agriculture intègre les ruraux au circuit de la consommation. La structure industrielle mise en place au siècle dernier qui s'appuyait sur l'industrie légère et secondairement sur l'industrie lourde (fer et acier et matériel de transport) va donc se prolonger au vingtième siècle; elle connaîtra cependant des réaménagements importants.

C'est que plusieurs conditions favorables sont réunies pour rendre possibles ces transformations. Longtemps considéré comme territoire hostile et rébarbatif à toute implantation humaine, le bouclier précambrien, allait devenir un atout majeur du développement industriel du Québec. Non seulement les ressources forestières et minérales y sont-elles abondantes, mais encore de grands cours d'eau drainent les eaux du bouclier vers les basses terres de la vallée du Saint-Laurent. En fait, quatre grands cours d'eau, le Saint-Laurent lui-même, l'Outaouais, le Saint-Maurice et le Saguenay, ces trois derniers étant les affluents majeurs de la rive Nord du Saint-Laurent dans la partie économiquement développée du Québec, forment, avec plusieurs autres rivières secondaires ce qu'on a appelé "the natural power grid of Quebec" (Blauer, 1967, p. 655).

De plus, le Québec avait le grand avantage de posséder sur ces cours d'eau des chutes remarquables à proximité des concentrations de population. Virtuellement tout l'oekoumène du Québec est à l'époque à moins de 100 milles d'au moins un des grands sites potentiels hydro-électriques. Le Québec pourra donc produire de l'hydro-électricité à un coût de revient relativement bas. La proximité des lieux de consommation des lieux de production, les bases solides que procurait la roche en place pour la construction des barrages et des centrales résultant en des coûts de construction moindres et la régularité des précipitations dans la province expliquent en grande partie cette situation. En tous cas, les coûts réels de fourniture d'électricité au Québec ont été considérablement plus bas que dans le Nord-Est des Etats-Unis et ont probablement été quelque peu moins élevés qu'en Ontario (Dales, 1957, p. 27).

Le Québec apparaît donc bien doté en ressources et ce, au moment où l'on assiste à l'épuisement des forêts du Nord-est étatsunien, que Valade (1981, p. 12) situe entre 1890 et 1925. Par ailleurs, au cours de la même période, la demande de papier aux Etats-Unis connaît une très forte hausse au début du siècle suite à la montée du journal à sensation et au développement de la publicité qui fait augmenter de façon substantielle le volume des journaux (Linteau et alii, 1979, p. 360). On comprend dès lors l'intérêt des manufacturiers et des éditeurs américains à venir investir au Québec dans les usines de pâtes et papiers, d'autant plus qu'à partir de 1910, une loi de la Législature provinciale interdit l'exportation du bois à pâte coupé sur les terres publiques. D'autre part, les technologies nouvelles, telles l'électro-chimie, l'électro-metallurgie, requièrent d'énormes quantités d'électricité que seules,

à l'époque, les installations hydro-électriques de grande envergure peuvent fournir à un prix avantageux. Le Québec apparaîtra rapidement, ici encore, comme une région où des investissements dans ces secteurs peuvent rapporter des dividendes forts lucratifs.

Mais les mises de fonds initiales dans ces secteurs doivent être considérables. Si dans les premières vagues de l'industrialisation les capitaux canadiens-anglais, appuyés par des capitaux britanniques, se sont avérés suffisants pour la mise en route d'une industrialisation fondée principalement sur l'industrie légère, il en va tout autrement dans ces nouveaux secteurs "lourds". Faisant appel à une technologie complexe et coûteuse importée d'Europe et surtout des Etats-Unis, ces nouveaux secteurs, compte tenu du type d'exploitation et de l'équipement requis, exigent généralement la construction d'unités de production de grandes dimensions. Aussi les investissements doivent-ils être substantiels, souvent de l'ordre de plusieurs millions de dollars. Or, très clairement, le petit industriel local ne dispose pas et ne peut réunir le capital nécessaire; il doit céder sa place à de puissantes sociétés qui jouissent de solides appuis financiers. Le plus souvent, et de plus en plus au fur et à mesure que l'on s'avance dans le siècle, les capitaux seront étrangers, américains, et prendront la forme d'investissements directs.

Croissance et modification de la structure industrielle

Grâce à ces conditions assez exceptionnelles, la valeur brute de la production manufacturière du Québec fait un bond considérable, particulièrement au cours des trois premières décennies, alors qu'elle passe de

près de \$154 millions en 1900 à \$1,1 milliard en 1929⁽¹⁾. La valeur ajoutée pour sa part passe de \$76 millions à \$570 millions. Il faut mentionner toutefois que, jusqu'en 1934, les statistiques de la valeur ajoutée comprennent les coûts en combustible et en électricité, facteurs que les nouvelles industries des ressources consomment en grande quantité. Par ailleurs, ces chiffres sont biaisés à la hausse par le fort taux d'inflation que connaît l'économie au cours de la période. Cependant, même en calculant les pourcentages d'accroissement à partir des valeurs exprimées en dollars constants (1935-39=100), on enregistre des taux de croissance tout à fait remarquables, tant pour la valeur brute des productions que pour la valeur ajoutée. Marc Vallières (1974) a calculé le taux moyen annuel de croissance de la valeur brute et de la valeur ajoutée par période décennale de 1900 à 1959 (tableau 1). Alors que le taux annuel de croissance de la valeur ajoutée pour l'ensemble de la période n'est que de 3,82, pour la décennie 1900-1919, il sera de 5,94. De 1920 à 1930, il dépasse 6 points. Certes, la plupart des groupes industriels ont connu des variations positives au cours de ces deux décennies, mais

Tableau 1 Taux moyens annuels de croissance de la VB et de la VA de la production manufacturière en dollars constants. Québec, par périodes de 10 et 20 ans, 1900-1959.

Années	Valeur brute			Valeur ajoutée		
	10 ans	20 ans	total	10 ans	20 ans	total
1900-10	5.51	3.65	4.16	5.94	3.04	3.82
1910-20	1.79			0.14		
1920-30	5.07			6.08		
1930-40	5.80			2.01		
1940-50	4.22			4.11		
1950-59	4.63			4.74		

Sources: Marc Vallières, Les industries manufacturières du Québec, 1900-1959, p. 45

TABLEAU 2

TAUX MOYENS ANNUELS DE CROISSANCE DE LA VALEUR AJOUTÉE
DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE, PAR DÉCENNIES

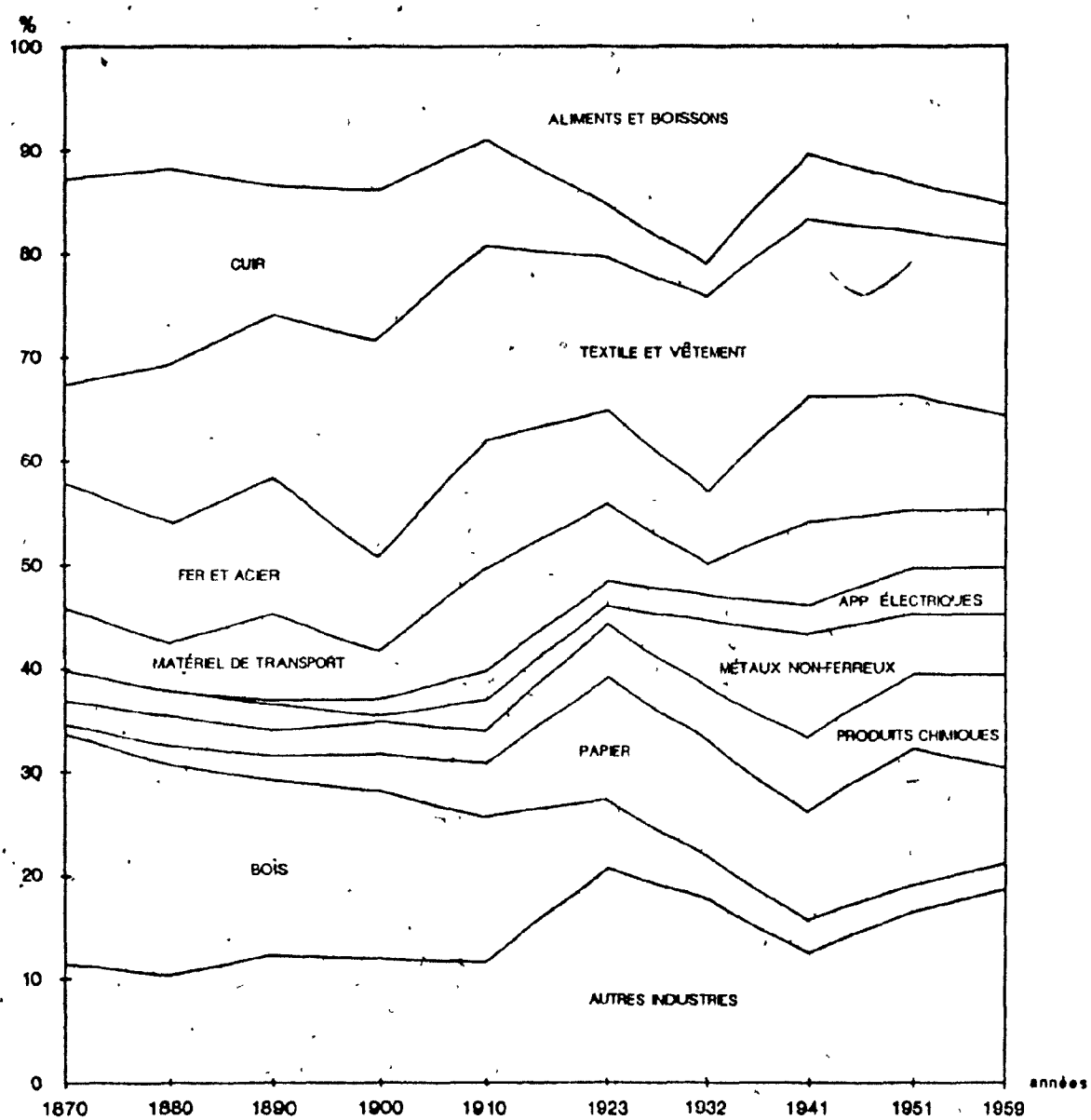
	1900-10	1910-20	1920-30	1930-40	1940-50	1950-59
I Aliments et boissons	3,15	3,07	9,82	0,89	5,08	5,74
II Tabac et produits du tabac	2,86	6,52	8,51	5,22	1,64	3,20
III Articles en caoutchouc	3,23	19,52	3,92	-3,40	3,62	2,63
IV Articles de cuir	3,49	-5,12	1,86	1,55	3,26	1,50
V Textiles	4,87	0,99	6,14	6,33	3,28	1,49
VI Vêtements	6,30	-3,54	8,18	3,91	5,03	4,22
VII Produits du bois	5,55	-3,77	4,43	-2,05	1,87	3,01
VIII Produits du papier	9,78	7,72	7,78	3,48	3,76	1,70
IX Impression, édition, etc.	12,34	4,93	8,46	0,24	5,81	5,97
X Produits du fer et de l'acier	9,31	1,93	11,28	1,05	5,38	3,30
XI Matériel de transport	12,92	-4,39	11,26	0,58	2,65	6,48
XII Produits des métaux non-ferreux	16,50	-4,53	22,45	8,17	1,99	3,38
XIII Appareils et fournitures électriques	11,16	-5,19	12,33	-0,13	11,28	4,18
XIV Produits des minéraux non-métalliques	11,80	2,86	6,03	-2,04	7,05	8,43
XV Dérivés du pétrole et du charbon	10,81	14,33	-0,02	5,79	12,00	5,04
XVI Produits chimiques	6,62	7,31	4,62	5,19	5,66	7,35
XVII Divers	6,34	3,30	5,09	1,51	6,02	9,29
Total	5,94	0,14	6,08	-2,01	4,11	4,74

Sources: Marc Vallières, Les industries manufacturières du Québec, 1900-1959, p.165.

FIGURE 1

ÉVOLUTION DE L'IMPORTANCE RELATIVE DES PRINCIPAUX GROUPES
INDUSTRIELS AU QUÉBEC, 1870-1959

(selon la valeur ajoutée, en %)



Sources : J.M. Gilmore et K. Murrice, "Structural Divergence in Canada's Manufacturing Belt", p. 7
 Marc Vallière, Les industries manufacturières du Québec, 1900-1959, p. 147-149

il faut souligner la croissance très forte de certains groupes industriels comme celui des produits des métaux non ferreux (essentiellement l'aluminium) dont le taux moyen annuel atteint respectivement 16,50 et 22,45 au cours de ces deux décennies, celui du papier 9,78, celui des minéraux non-métalliques 11,80 et 6,03, celui des appareils et fournitures électriques 11,16 et 12,33. Or il s'agit de groupes qui sont liés directement, bien qu'à un degré moindre dans le dernier cas, à l'exploitation des ressources de l'hinterland québécois. On peut donc s'attendre, sur le plan spatial, à une poussée de l'industrialisation dans les régions périphériques du Québec.

La croissance rapide de ces groupes va modifier sensiblement le tableau d'ensemble de la production comme en fait foi la figure 1. Ainsi, le papier, les métaux non ferreux, les minéraux non-métalliques et les produits chimiques ne représentaient en 1900 que 9,4% de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière québécoise; en 1932 ces mêmes groupes ont porté leur part relative à plus du quart de la production et en 1951, c'est près du tiers de la production (30%) qui est réalisé par ces mêmes groupes. En contre-partie, des groupes traditionnels comme le cuir (essentiellement la chaussure) poursuivent leur dégringolade amorcée avant le début du siècle. De 30,5% de la production totale de 1900, ils passent à 7,6 en 1932 et à un peu plus de 6% en fin de période. Ces permutations de groupes dans la hiérarchie ne font cependant pas disparaître une autre caractéristique majeure de l'industrie québécoise: sa dépendance envers des secteurs produisant des biens de consommation et utilisant une main-d'oeuvre bon marché. Si l'industrie de la chaussure connaît un déclin considérable dans la première moitié du vingtième siècle, d'autres

secteurs comme le textile et le vêtement, le tabac, les aliments et boissons, tout en connaissant un certain déclin relatif, n'en conservent pas moins une part importante du total de la production; celle-ci en effet demeure toujours supérieure à 35% tout au long de la période 1900-1960.

Mais le phénomène le plus fondamental dans cette évolution apparaît certainement être le développement spectaculaire de l'hydro-électricité et des industries des ressources qui y sont associées. Il nous apparaît difficile d'affirmer avec Dales (1957, p. 175) que "without hydro-electricity... central Canada would have had virtually no chance of industrialization". L'industrialisation en effet est déjà bien amorcée lorsque s'amène l'hydro-électricité. Ce que nous pouvons avancer cependant, c'est que l'hydro-électricité et les groupes industriels qui y sont associés ont permis le maintien d'un rythme de croissance rapide des productions manufacturières québécoises, tout à fait comparable à celui de l'Ontario en longue période (Raynauld, 1961), que ces industries ont été la "planche de salut" du prolongement d'une industrialisation qui se serait avérée difficile, sinon impossible. Mais il y a plus. Dans une large mesure, le prolongement de l'industrialisation s'est effectué hors du cadre spatial traditionnel. Alors que dans les premières vagues d'industrialisation le gros des productions est réalisé à Montréal avec quelques poussées timides en banlieue et dans les petites villes de la plaine de Montréal, avec l'essor des nouveaux groupes, l'industrialisation s'étend aux régions périphériques, intégrant une part de plus en plus grande de l'espace rural industriel québécois.

L'essor de l'hinterland

Les figures 2 et 3 présentent graphiquement l'évolution de l'emploi manufacturier total et de la valeur des productions manufacturières dans les régions administratives⁽²⁾ du Québec pour certaines années entre 1900 et 1976. Dans les deux cas, 1900 a été choisi comme année de base (1900=100). La présentation des données sous forme d'indice simple de progression comporte des avantages certains, en ce sens qu'elle permet de comparer des entités de taille très différente. Elle comporte également des inconvénients; ainsi de fortes augmentations en début de période pour certaines régions peuvent laisser l'impression, visuellement, que celles-ci ont un taux de croissance plus élevé que d'autres pendant toute la période; d'autre part l'indice entraîne avec lui un gonflement des valeurs en fin de période, étant tributaire des acquis du début. L'indice rend donc compte du rythme de croissance individuelle de chaque entité spatiale, sans tenir compte du poids relatif de chacun. Néanmoins, malgré ces lacunes, l'indice permet une première appréhension synthétique, somme toute assez grossière, de l'évolution spatiale des activités de transformation et de fabrication dans l'hinterland québécois.

La première caractéristique qui saute aux yeux lorsqu'on examine les deux graphiques, c'est la partition très nette qui s'établit entre ce qu'il est convenu d'appeler les régions ressources et le reste du Québec. Dès 1910, la plupart de ces régions enregistrent un taux de croissance, mesuré par la valeur des productions manufacturières, supérieur à l'indice provincial, à l'exception de l'Abitibi-Témiscamingue qui s'en approche de très près. La région de Québec, celle des Cantons-de-l'Est

FIGURE 2

ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES PRODUCTIONS MANUFACTURIÈRES DANS LES RÉGIONS
ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC, ANNÉES CHOISIES 1900 - 1976
(1900 = 100)

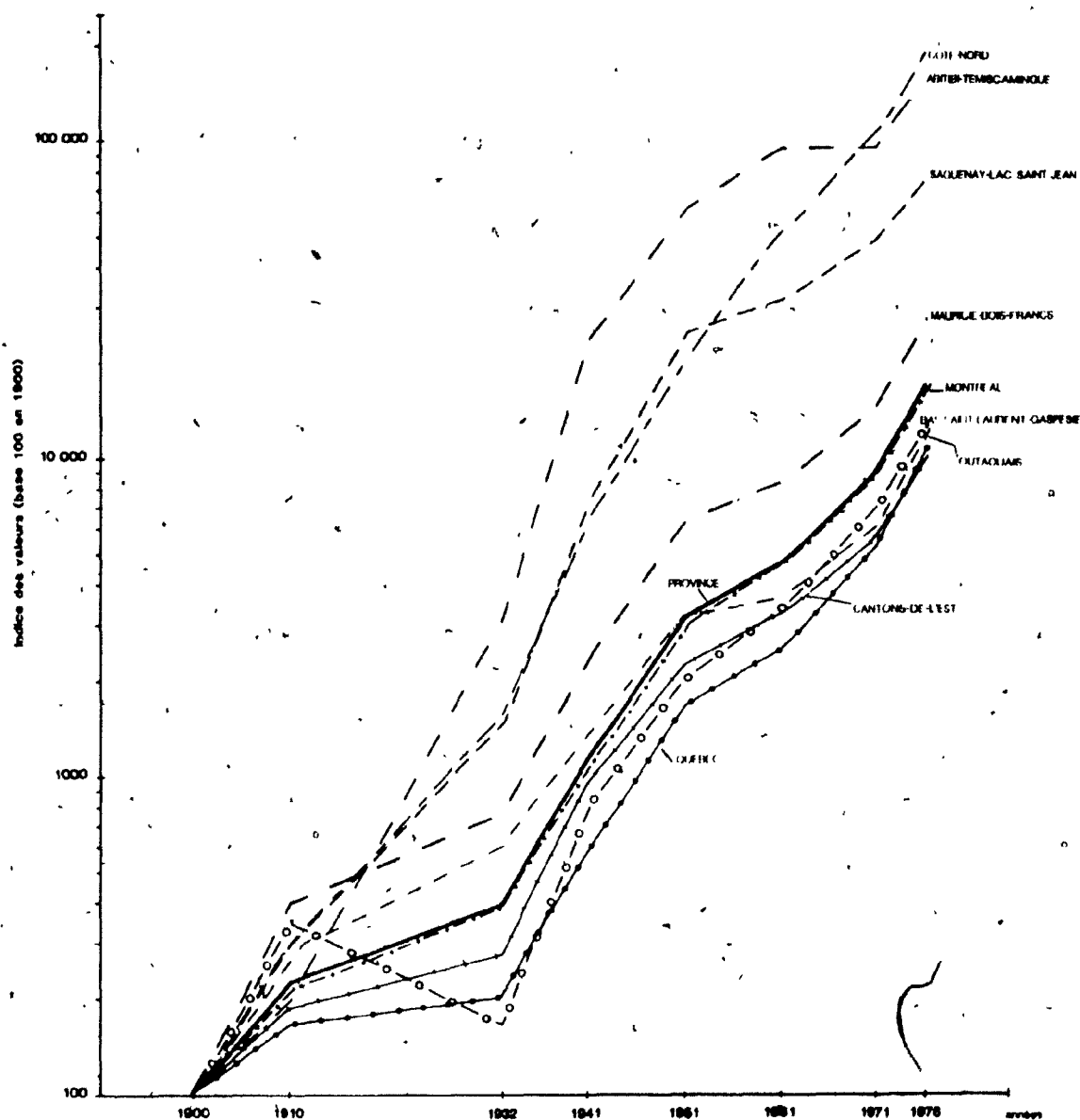
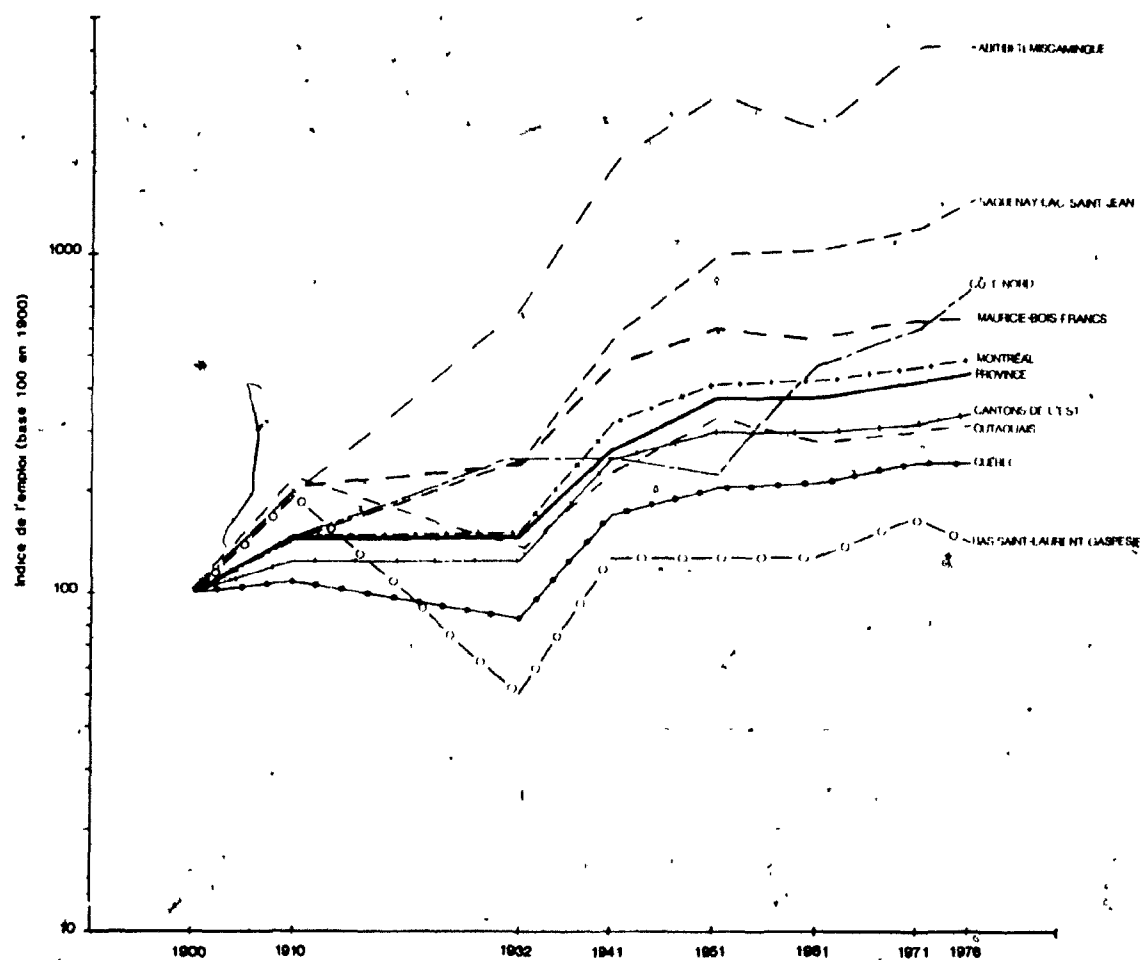


FIGURE 3

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI MANUFACTURIER TOTAL DANS LES RÉGIONS
ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC, ANNÉES CHOISIES. 1900 - 1976

(1900=100)



sources : appendice 2

et celle de Montréal ont progressé moins rapidement que l'ensemble du Québec. Si on mesure l'évolution à partir de l'emploi manufacturier, on retrouve sensiblement le même tableau. Là encore les régions de Québec et des Cantons-de-l'Est tirent de l'arrière alors que la région de Montréal a un rythme de croissance qui se confond avec celui de la province. Cette partition très nette se comprend aisément. Les régions "nouvelles" partant d'un volume de main-d'oeuvre et de productions très faibles en début de période, voient leur indice augmenter sensiblement avec l'apport de quelques nouvelles usines alors que les "vieilles" régions, bien que connaissant un accroissement assez considérable en chiffres absolus, qui peut être même supérieur à celui des régions ressources, sont affectées d'un indice de croissance moins élevé, compte tenu des acquis antérieurs. Il faut rappeler également que les groupes industriels nouveaux qui s'installent en périphérie, à cause de la technologie qu'ils utilisent, opèrent le plus souvent à un niveau de production bien supérieur au départ à celui des groupes traditionnels.

Nous ne disposons pas de données précises pour la période 1911-1931 au niveau des comtés de recensement et à fortiori au niveau des régions administratives. Le fléchissement marqué de l'indice en 1932 tant au niveau de l'emploi que de la valeur des productions, pour la plupart des régions, traduit bien cependant le faible taux de croissance de la période 1910-20 (voir tableau 1) ainsi que les effets de la crise des années 30, particulièrement virulente jusqu'en 1936, année où la valeur des productions manufacturières (exprimée en dollars constants) rejoint le niveau atteint en 1929. Trois régions sont particulièrement touchées

par la crise: le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie qui enregistre une chute drastique de 145 points entre 1910 et 1932, l'Outaouais où l'indice passe de 218 à 140 et la région de Québec qui passe de 108 à 84. Cependant l'indice de la valeur des productions n'est négatif que pour le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie. Par contre, trois régions ressources connaissent une progression remarquable dans ce contexte économique peu favorable; il s'agit de la Côte-Nord, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui se détachent nettement du peloton au cours de ces années.

Après 1932, à quelques exceptions près, tout se passe un peu comme si les différentes régions avaient atteint une certaine forme de maturité et connaissent un développement parallèle basé sur leurs avantages comparatifs respectifs. L'indice de progression de la valeur des productions manufacturières isole très nettement trois régions périphériques, soit la Côte-Nord, l'Abitibi-Témiscamingue et le Saguenay-Lac-Saint-Jean qui poursuivent une croissance remarquable jusqu'au début des années 50. Par la suite le mouvement à la hausse s'atténue avec une légère reprise en fin de période. Même phénomène en ce qui concerne l'évolution de l'emploi manufacturier, alors que les mêmes régions, à l'exception de la Côte-Nord connaissent une croissance intéressante de l'emploi entre 1932 et 1951. Toutefois, dans le cas de la Côte-Nord, il faut attendre 1951 pour assister à une reprise de l'embauche qui se poursuivra jusqu'en 1976.

Les deux autres régions excentriques, le Bas-Saint-Laurent et l'Outaouais ont des comportements évolutifs assez différents des régions

précédentes. Ainsi, après avoir connu une croissance intéressante de la valeur de ses productions depuis le début du siècle, toujours supérieure à celle de l'ensemble québécois, l'Outaouais, à partir de 1951, perd du terrain et se voit même dépasser par le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie. Au niveau de l'emploi, dès 1932, l'Outaouais se retrouve en dessous de l'indice provincial, position qu'il conservera par la suite, accentuant même l'écart qui le sépare de l'indice provincial à partir de 1961. Le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie pour sa part apparaît un peu comme le parent pauvre des régions de l'hinterland. Après une chute affolante de l'emploi au début des années 30, à partir de 1941, l'indice de l'emploi rejoint difficilement les 128 points, se stabilise à ce niveau pour les deux décennies suivantes et gagnera quelques points supplémentaires en fin de période. Au chapitre de la valeur des productions, le comportement apparaît cependant moins sombre. En effet, graduellement, au cours de la période qui va de 1932 à 1976, la région voit s'accroître son indice de progression des productions qui dépasse celui de la région de Québec en 1941, celui des Cantons-de-l'Est en 1961 et celui de l'Outaouais en 1971. Mais qu'on ne s'y trompe pas! Le dépassement n'est que de quelques points dans tous les cas et l'indice demeure toujours bien en deçà de celui de l'ensemble provincial.

Les régions de Québec et des Cantons-de-l'Est pour leur part maintiennent toutes deux un taux de croissance sensiblement parallèle à celui de l'ensemble du Québec, tant pour l'emploi que pour la valeur des productions, mais en deçà de l'indice provincial. La région de Montréal quant à elle suit de très près l'indice du Québec. Cela se

conçoit aisément lorsqu'on sait que le poids relatif de la région administrative de Montréal oscille autour de 70% de la valeur totale des productions. Au niveau de l'emploi cependant, l'indice décroche légèrement de celui de l'ensemble provincial dès 1941, le dépassant d'une cinquantaine de points, et maintiendra sensiblement cette position jusqu'en fin de période.

Une dernière région mérite qu'on s'y attarde particulièrement. C'est celle de la Mauricie-Bois-Francs, communément appelée le Centre du Québec. Tout d'abord, c'est la région qui connaît le taux de croissance de la valeur des productions le plus rapide dès la première décennie du siècle, dépassant l'indice provincial de plus de 11 points en 1910. Par la suite, alors qu'une différenciation assez nette s'établit entre les régions nouvelles, dont la croissance est fondée sur l'exploitation des ressources et les régions plus anciennes dont la croissance est fondée davantage sur une structure industrielle traditionnelle, la région Mauricie-Bois-Francs s'isole assez clairement (figure 2) de ces deux types principaux. Elle suit jusqu'en fin de période un "sentier de croissance" original qui nous incite à croire qu'il s'agit d'une région qui participe à la fois aux caractères des régions périphériques et à ceux des régions plus "centrales". Mais entre les deux types, la région se rapprocherait davantage des régions plus anciennes. Un examen attentif de l'évolution des indices de la région, tant celui de l'emploi que celui de la valeur des productions manufacturières, nous révèle une remarquable concordance de l'évolution de la région avec celle de l'ensemble provincial. Il faut sans doute y voir le reflet d'une structure industrielle plus diversifiée que celle des

autres régions de l'hinterland québécois, mais aussi un amalgame de deux sous-régions fort différentes, la Mauricie et les Bois-Francs. Un examen détaillé de l'évolution des deux sous-régions révèle en effet des complémentarités originales qui aboutissent à la courbe représentée en figure 2. De 1932 à 1951, les deux sous-régions ont un comportement évolutif assez semblable. Mais en début de période, c'est très nettement la Mauricie qui joue le rôle de moteur de la croissance. Après 1951, c'est l'inverse qui se produit, les Bois-Francs faisant preuve d'une croissance bien supérieure à celle de la Mauricie. Dominés par la PME, les Bois-Francs auraient donc réédité sans trop faire de bruit ce qu'on a appelé le "miracle beauceron" lequel, somme toute, n'avait rien de si miraculeux!

Les indices de progression des différentes régions administratives du Québec nous permettent donc d'appréhender rapidement le mouvement d'industrialisation de l'hinterland québécois au 20^e siècle. Mais ils demeurent des outils assez grossiers, compte tenu de la dimension des régions, de l'hétérogénéité de plusieurs d'entre elles, des poids relatifs très différents que possèdent les unes et les autres; sur ce dernier point, il faut toujours garder à l'esprit lorsqu'on examine les graphiques d'évolution, que des régions comme la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue, bien qu'elles aient connu des taux de croissance tout à fait spectaculaires (figure 2) ne sont responsables respectivement que de 1,03 et 0,90% de la valeur des productions québécoises. Afin de mieux appréhender le mouvement d'industrialisation de l'hinterland québécois, nous avons cru opportun de construire deux séries de cartes

rendant compte de la croissance industrielle dans le Québec de base hors de la région de Montréal. Elles prennent la forme d'"instantanés" donnant l'état de l'industrialisation pour une année donnée. En tout, quatorze cartes présentent la répartition de l'emploi manufacturier et de la valeur des productions pour différentes années échelonnées entre 1900 et 1971⁽³⁾. Si la confection des cartes ne pose pas trop de problèmes pour les années 1961 et 1971; il en va tout autrement pour les années antérieures alors que le nombre de comtés de recensement était inférieur à ce qu'il est aujourd'hui. Il a donc fallu s'astreindre à un travail de bénédictin pour reconstituer les valeurs qui auraient appartenu à ces comtés s'ils avaient existé. Les travaux de J. Henripin (1955) et de son équipe nous ont été d'un précieux secours dans la redistribution des données. Pour plusieurs comtés apparus tardivement, il a fallu estimer la part relative de chacun; ainsi, en 1910 par exemple, le comté de Rimouski comprenait les actuels comtés de Rimouski, Matane et Matapédia. A partir des données fournies par les recensements au niveau des municipalités les plus importantes, des renseignements glanés dans l'historiographie régionale et de l'importance relative des comtés "filles" à une date postérieure, on a estimé le plus précisément possible les valeurs qu'auraient eu ces nouveaux comtés s'ils avaient existé en 1910. Par la suite, les données ont été converties en valeurs procentuelles, lesquelles ont été regroupées en six classes à partir d'un histogramme de fréquence. Il nous semble donc extrêmement improbable qu'un comté soit affecté de valeurs réelles si différentes qu'il doive être changé de classe, la marge d'erreur, lorsqu'elle existe, étant vraisemblablement contenue à l'intérieur de la classe qui lui a été assignée. D'autre part

en procédant ainsi, nous évitons l'écueil considérable que constituent les nombreux changements de définitions au cours de la période étudiée; lorsque des changements surviennent, ils affectent également toutes les unités géostatistiques concernées.

Deux autres points doivent être signalés: d'abord, plutôt que de retenir comme "centre" la région administrative de Montréal, nous lui avons préféré la "région manufacturière" de Montréal telle que définie par Statistique Canada en 1975, à laquelle nous avons adjoint les comtés de Soulanges et Beauharnois, compte tenu de leur proximité de l'agglomération montréalaise. Ce faisant, nous obtenons une région "centrale" manufacturière qui correspond davantage à la réalité que la région administrative qui englobe des localités ainsi éloignées que Granby et qui totalise bon an mal an environ 70% de la production manufacturière québécoise. De plus, l'adoption de la région administrative comme centre aurait été particulièrement mal appropriée pour les premières décennies du siècle alors que l'intégration de l'actuelle proche périphérie de Montréal était beaucoup moins poussée. La zone manufacturière de Montréal, telle que nous la définissons est responsable pour sa part d'environ 60% de la valeur des productions québécoises (tableau 3) tout au long de la période à l'étude et il en va sensiblement de même pour l'emploi manufacturier (tableau 4). Cette remarquable stabilité en longue période nous permet donc de mieux appréhender les transformations qui surviennent dans l'hinterland québécois auquel nous attribuons la valeur 100; la part relative d'un comté donné fait donc référence au total de l'hinterland et non au total du Québec.

TABLEAU 3
VALEUR DES PRODUCTIONS MANUFACTURIÈRES, PROVINCE DE QUÉBEC,
RÉGION DE MONTRÉAL* ET HINTERLAND QUÉBÉCOIS, 1900-1971
(EN \$ '000)

	1971	1961	1951	1941	1932	1910	1900
Québec	13 883 179	7 427 806	4 916 157	1 841 089	623 697	350 902	158 288
Région de Montréal	8 040 417	4 534 034	2 879 307	1 094 800	393 654	213 734	95 961
Hinterland (Québec - région de Montréal)	5 792 762	2 893 772	2 036 850	746 289	230 043	137 168	62 327
% de l'hinterland dans l'ensemble québécois	41.9	38.9	41.4	40.5	36.9	39.1	39.4

* Région de Montréal: Correspond ici à la région statistique manufacturière de Montréal telle que définie par Statistique Canada (1975) à laquelle on a ajouté les comtés de Soulanges et de Beauharnois.

SOURCES: Mêmes que celles de l'appendice 3.

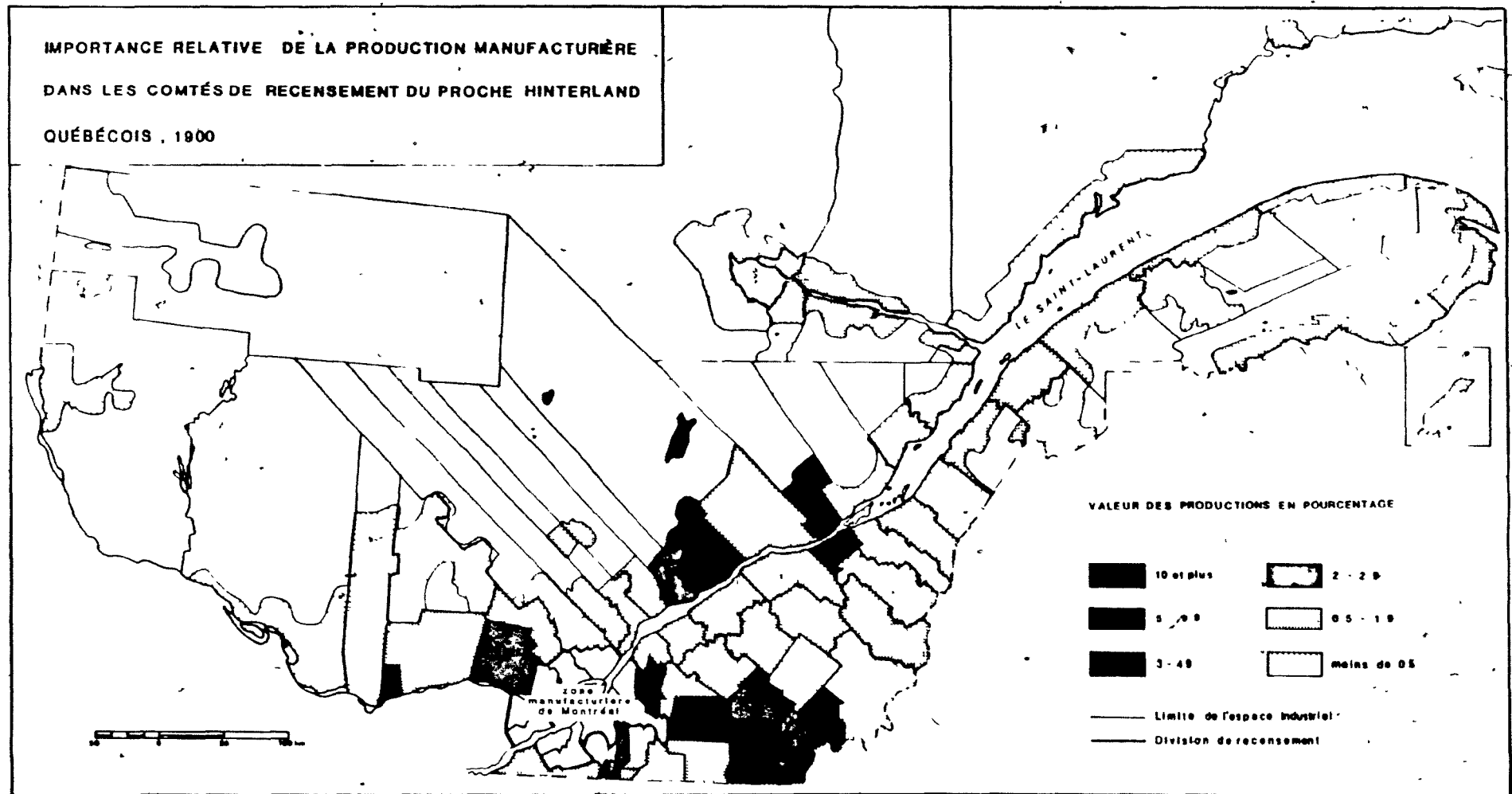
TABLEAU 4
EMPLOI MANUFACTURIER TOTAL, PROVINCE DE QUÉBEC,
RÉGION DE MONTRÉAL* ET HINTERLAND QUÉBÉCOIS, 1900-1971
(EN NO)

	1971	1961	1951	1941	1932	1910	1900
Québec	478 131	425 730	417 182	327 591	158 168	158 518	110 333
Région de Montréal	275 697	258 782.5	249 089	193 323	92 758.5	88 472	59 934
Hinterland	202 434	166 947.5	168 093	134 268	65 409.5	70 046	50 399
% de l'hinterland dans l'ensemble québécois	42,3	39,2	40,3	41,0	41,3	44,2	45,7

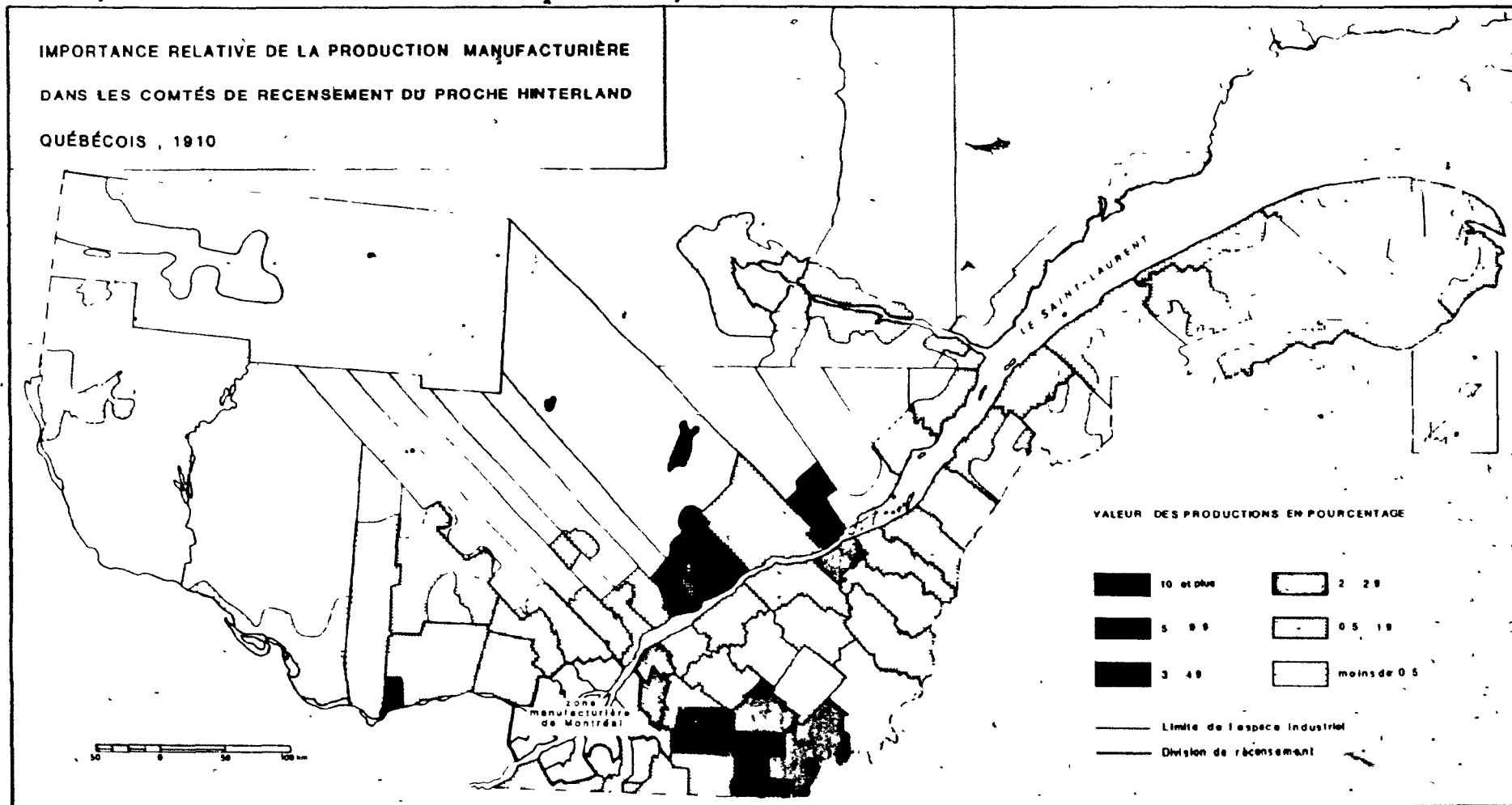
* Région de Montréal: Correspond ici à la région statistique manufacturière de Montréal telle que définie par Statistique Canada (1975) à laquelle on a ajouté les comtés de Soulanges et de Beauharnois.

Source: Voir appendice 5.

CARTE 3

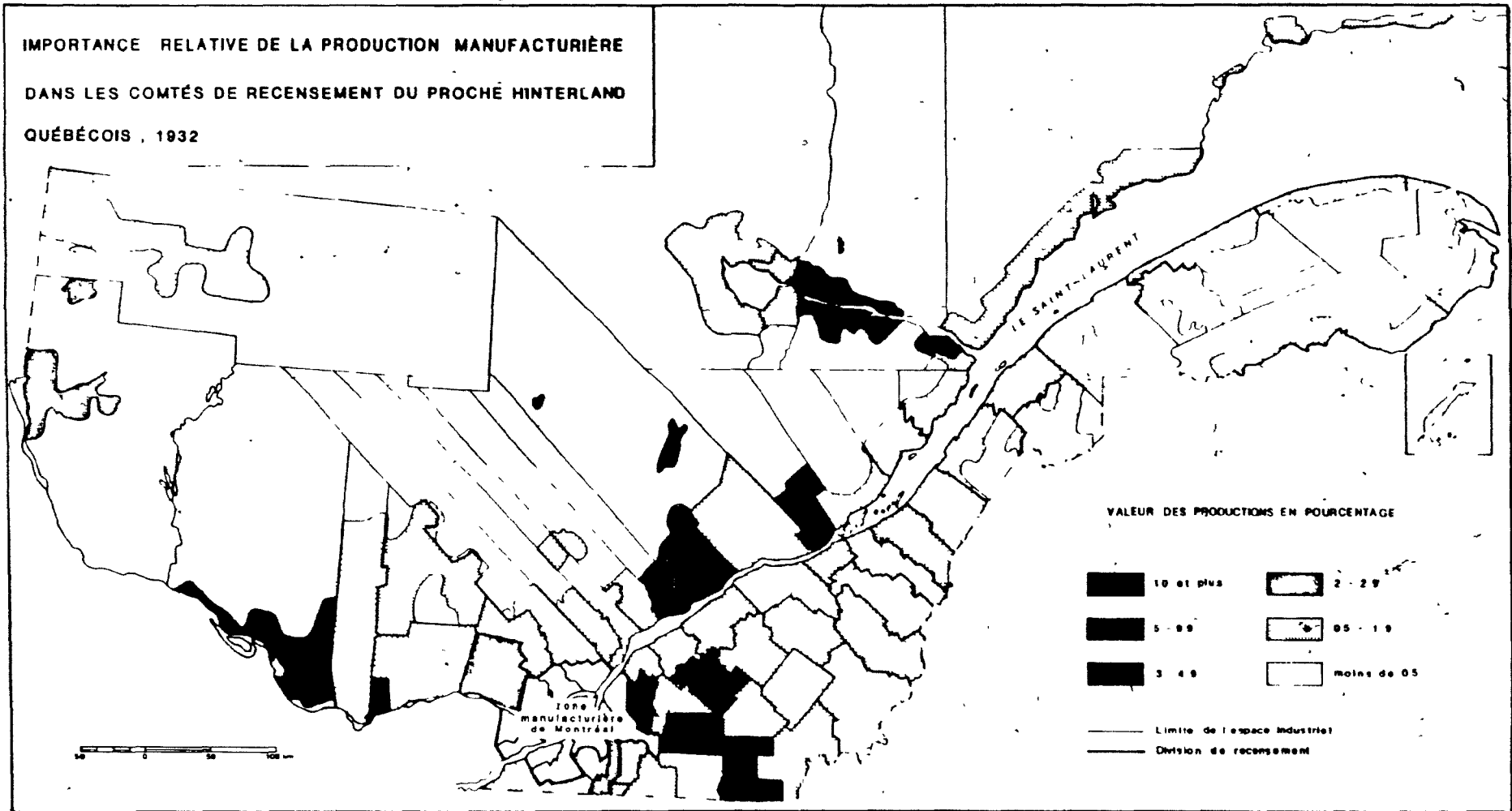


CARTE 4



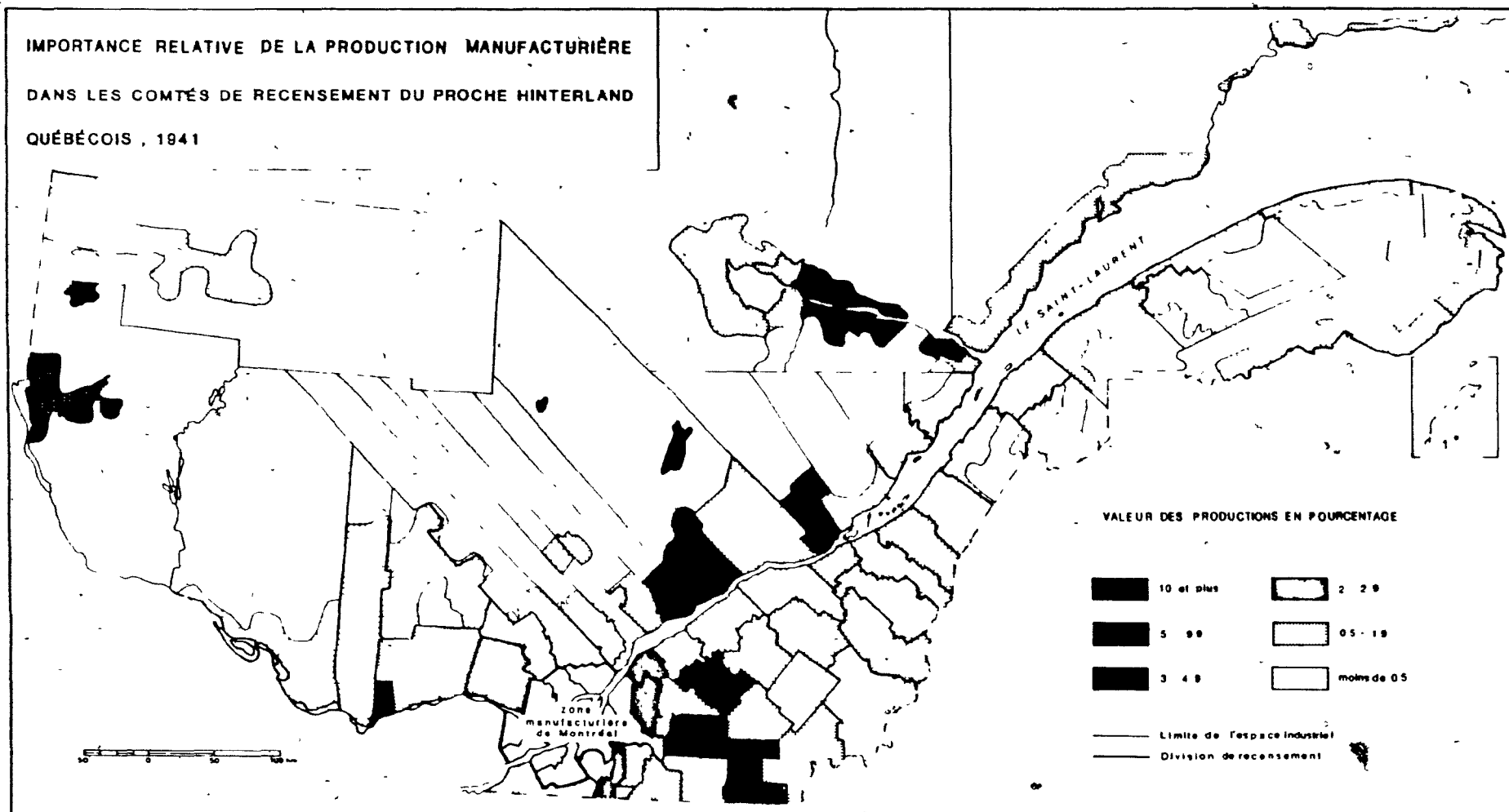
CARTE 5

IMPORTANCE RELATIVE DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE
DANS LES COMTÉS DE RECENSEMENT DU PROCHE HINTERLAND
QUÉBÉCOIS, 1932



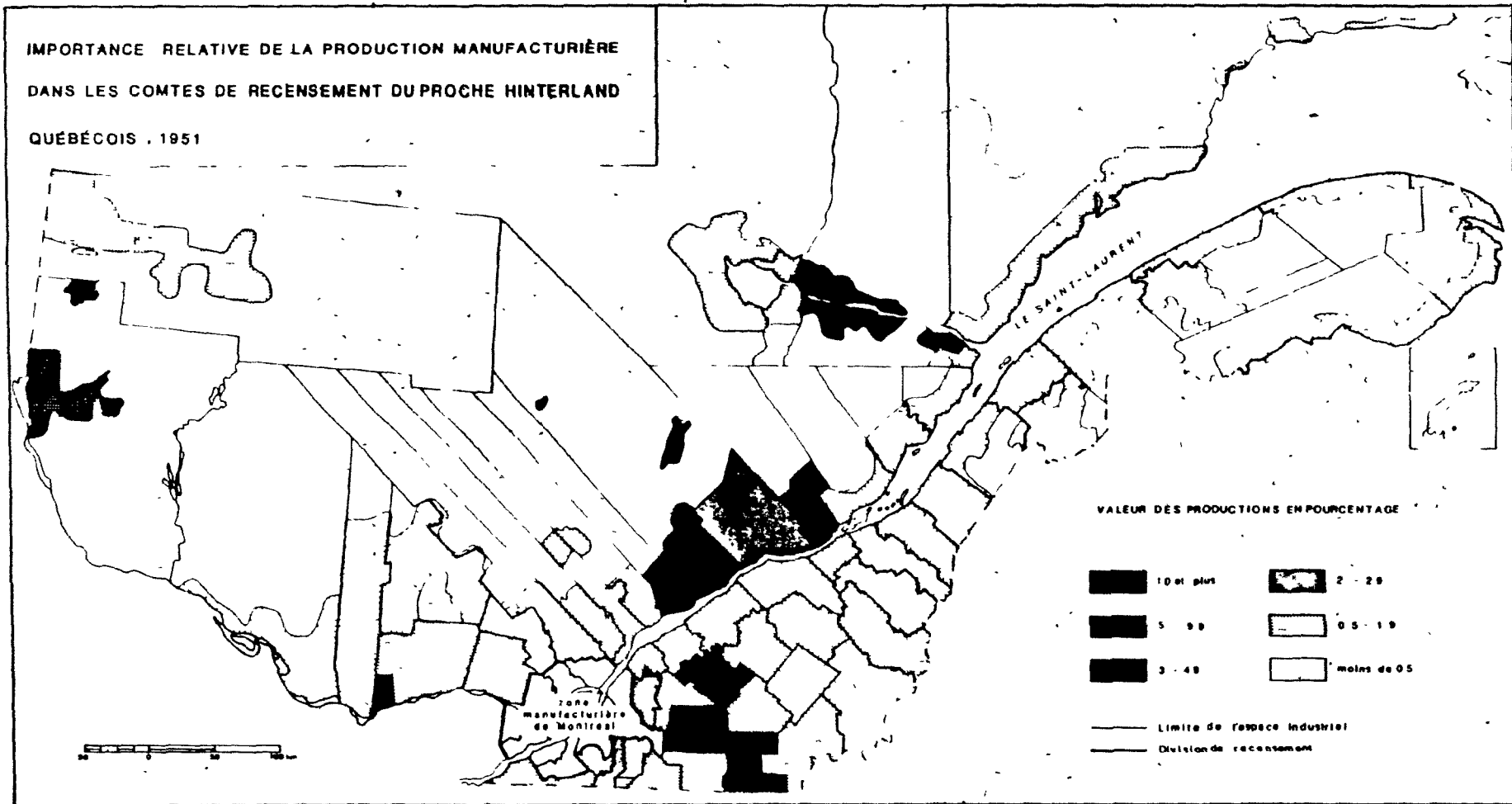
CARTE 6

IMPORTANCE RELATIVE DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE
DANS LES COMTÉS DE RECENSEMENT DU PROCHE HINTERLAND
QUÉBÉCOIS, 1941

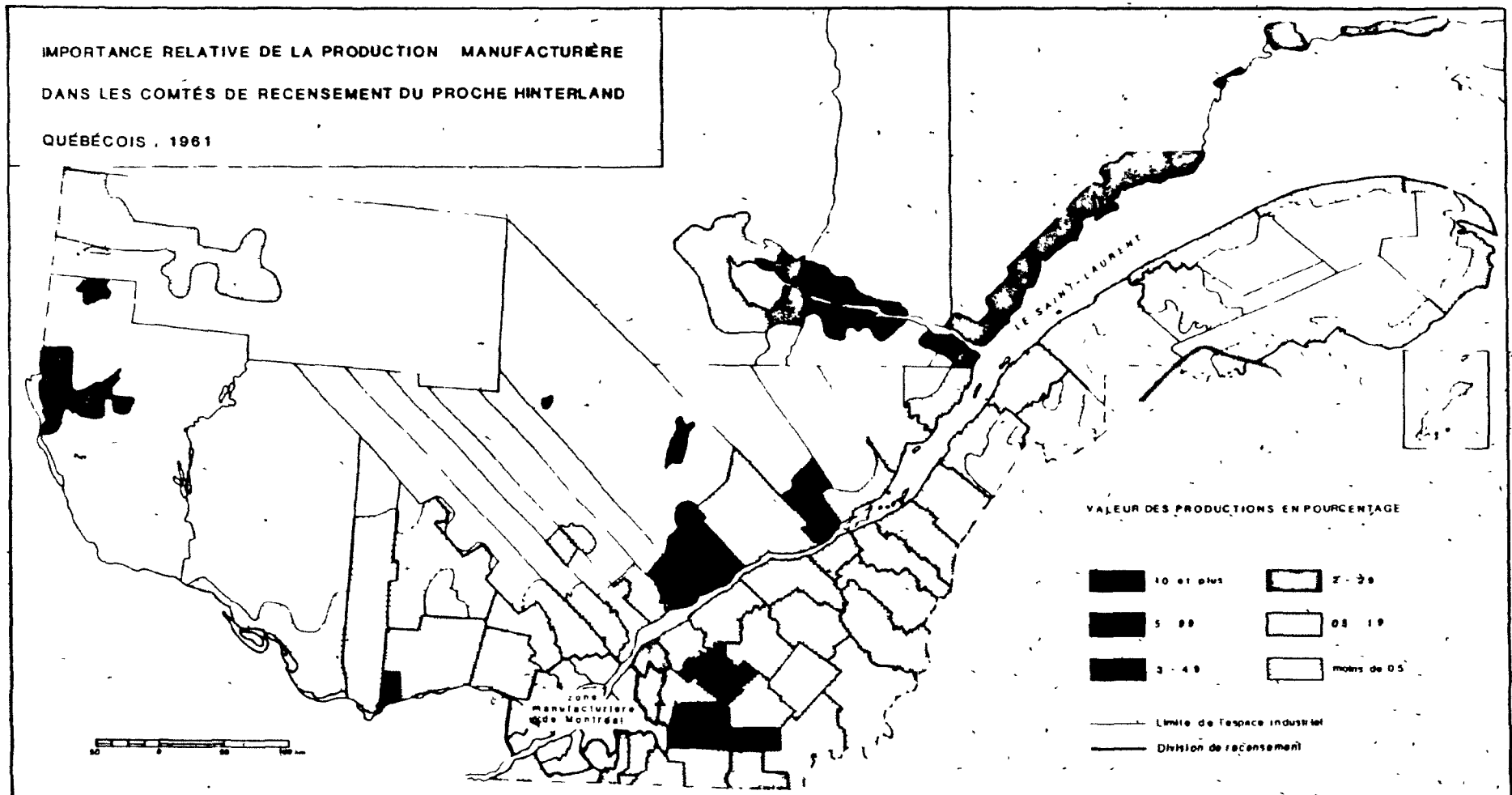


CARTE 7

IMPORTANCE RELATIVE DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE
DANS LES COMTES DE RECENSEMENT DU PROCHE HINTERLAND
QUÉBÉCOIS, 1951

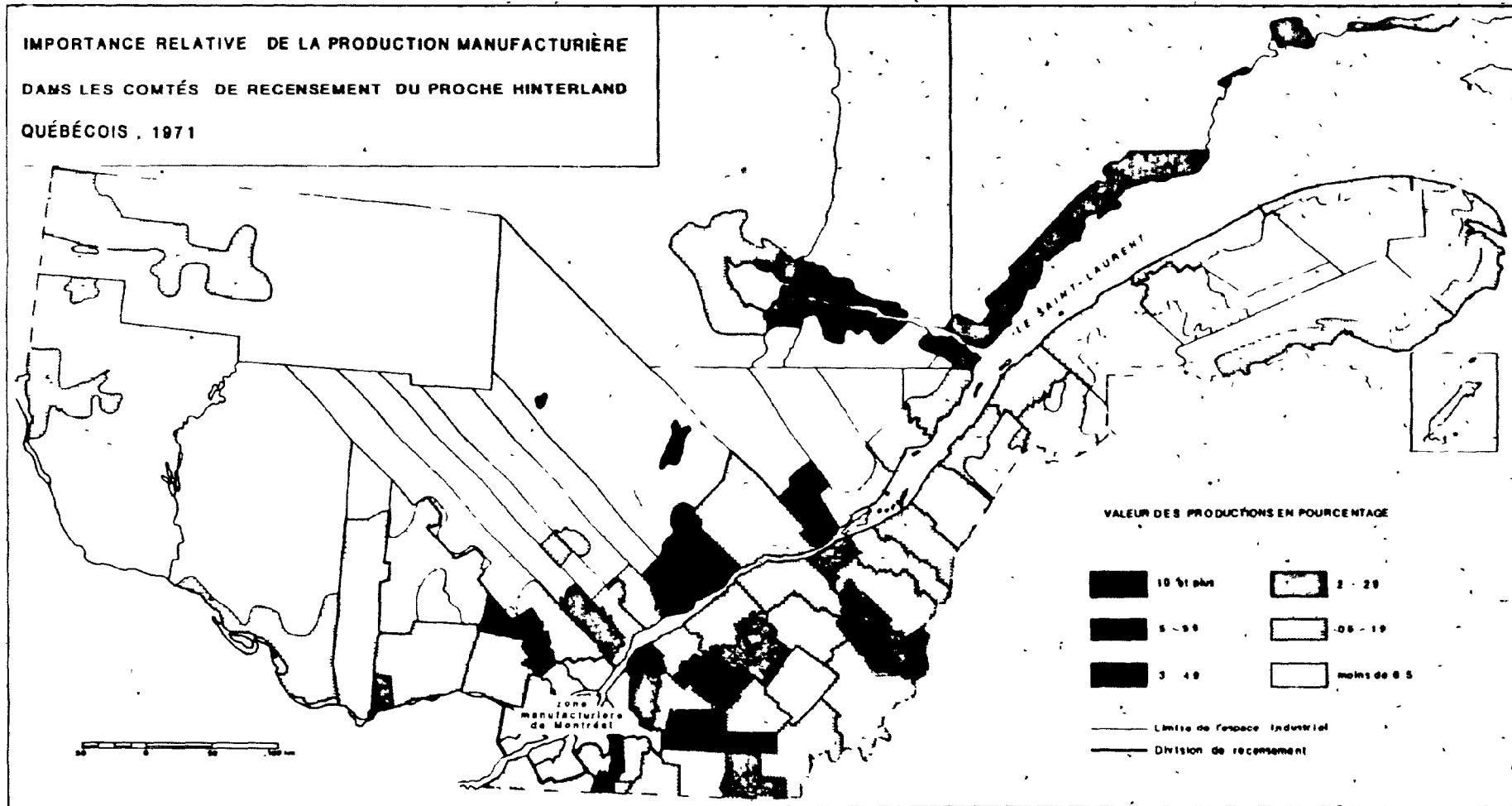


CARTE 8

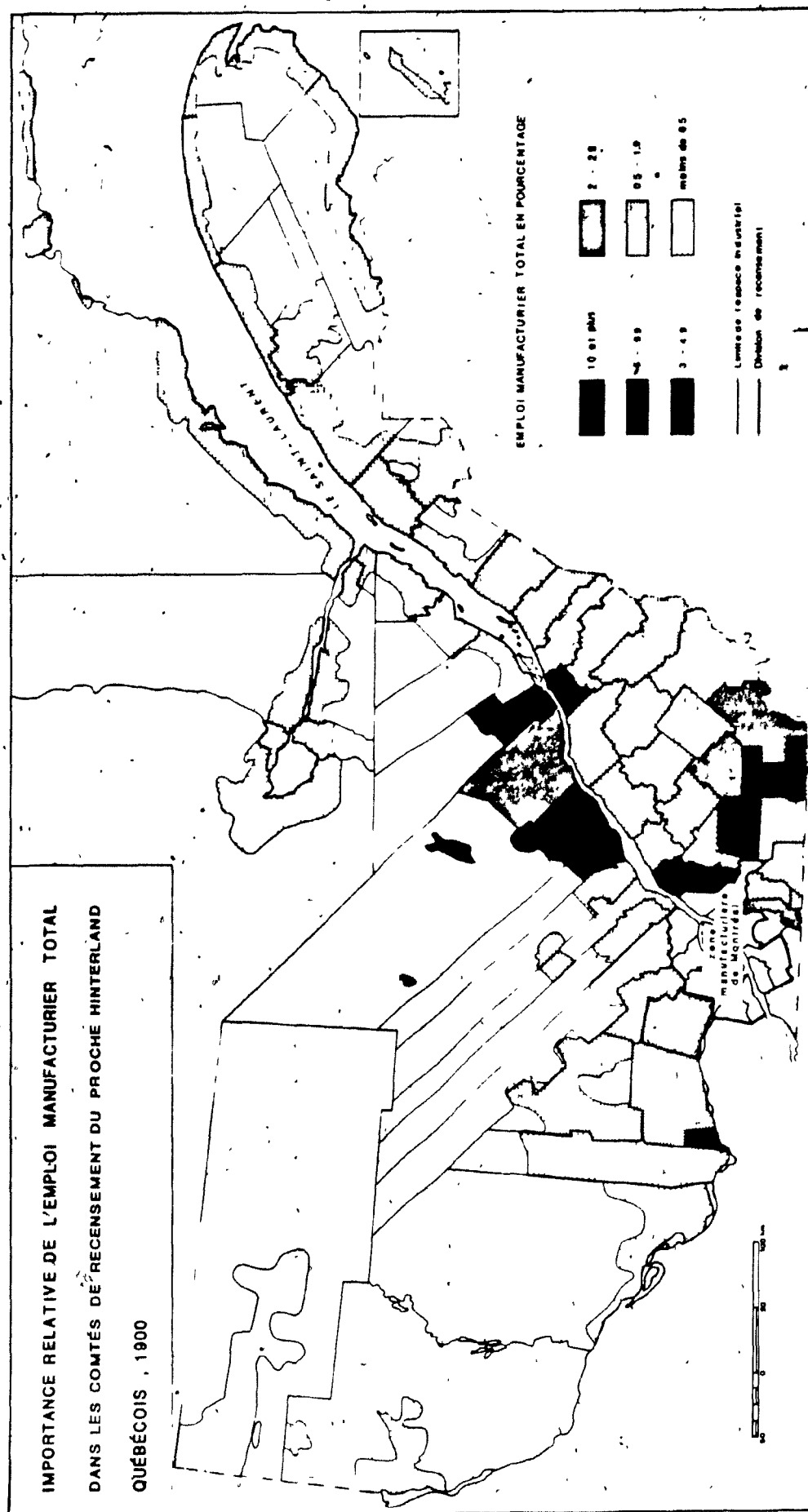


CARTE 9

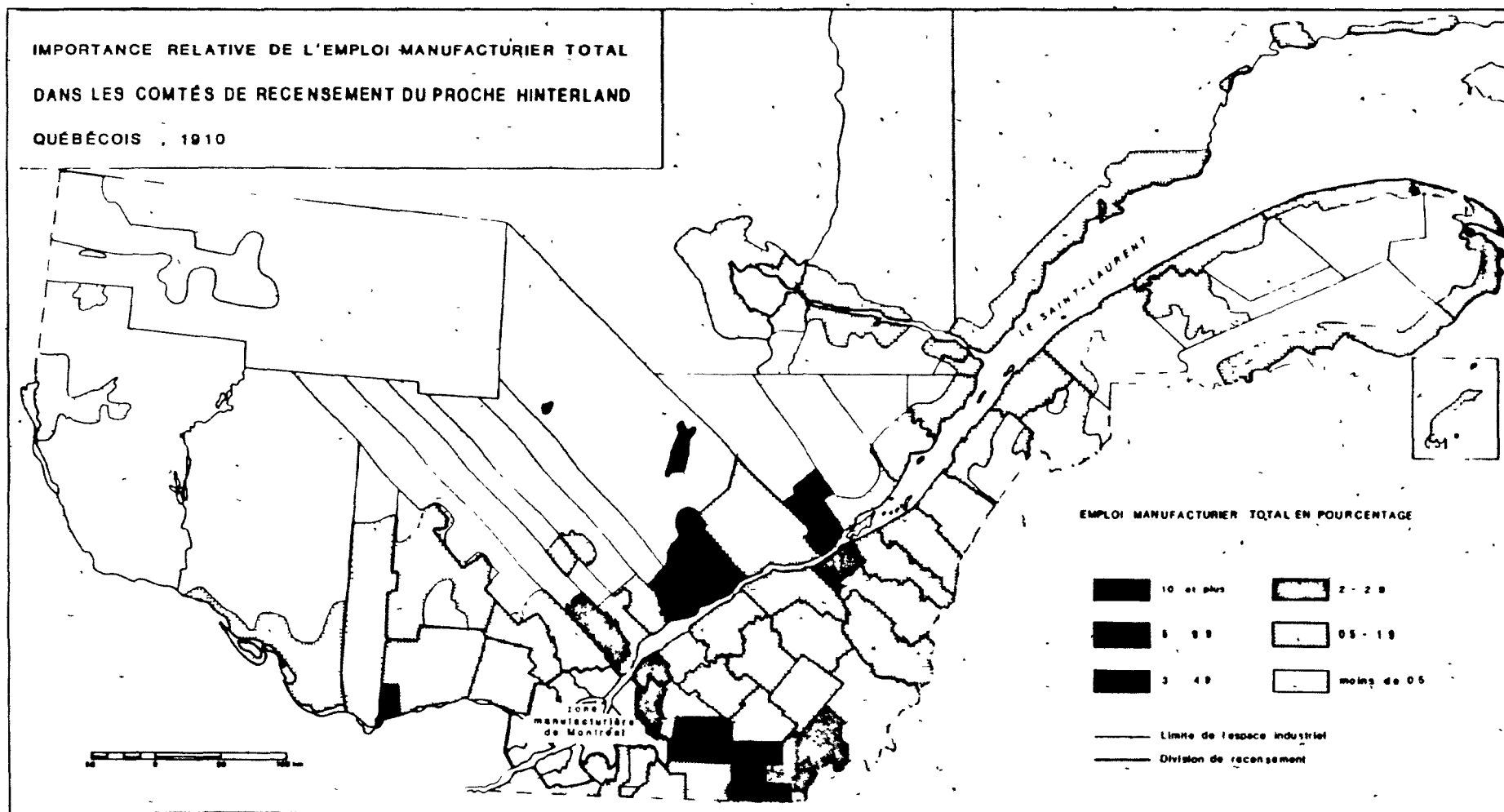
IMPORTANCE RELATIVE DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE
DANS LES COMTÉS DE RECENSEMENT DU PROCHE HINTERLAND
QUÉBÉCOIS, 1971



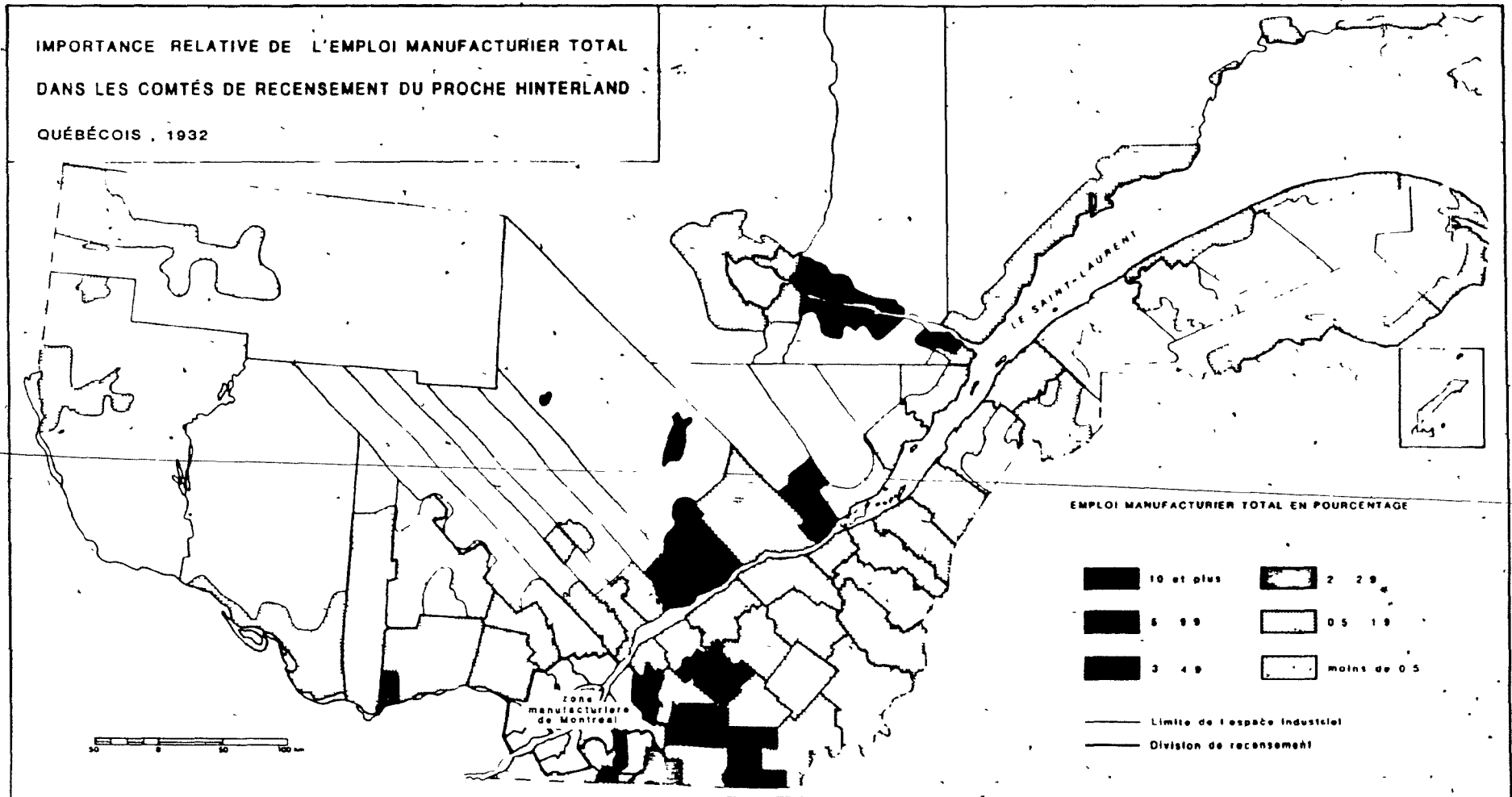
CARTE 10



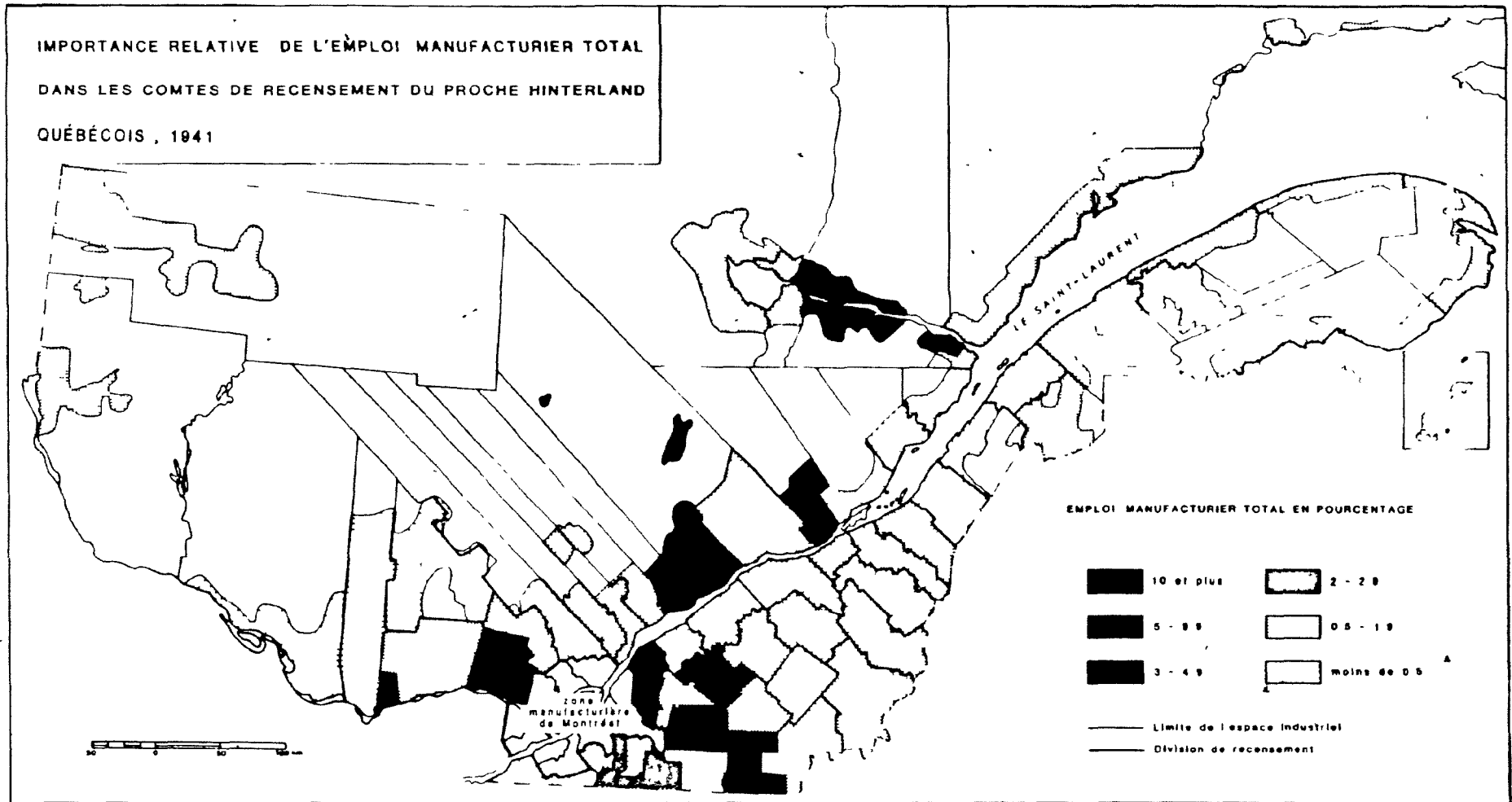
CARTE 11



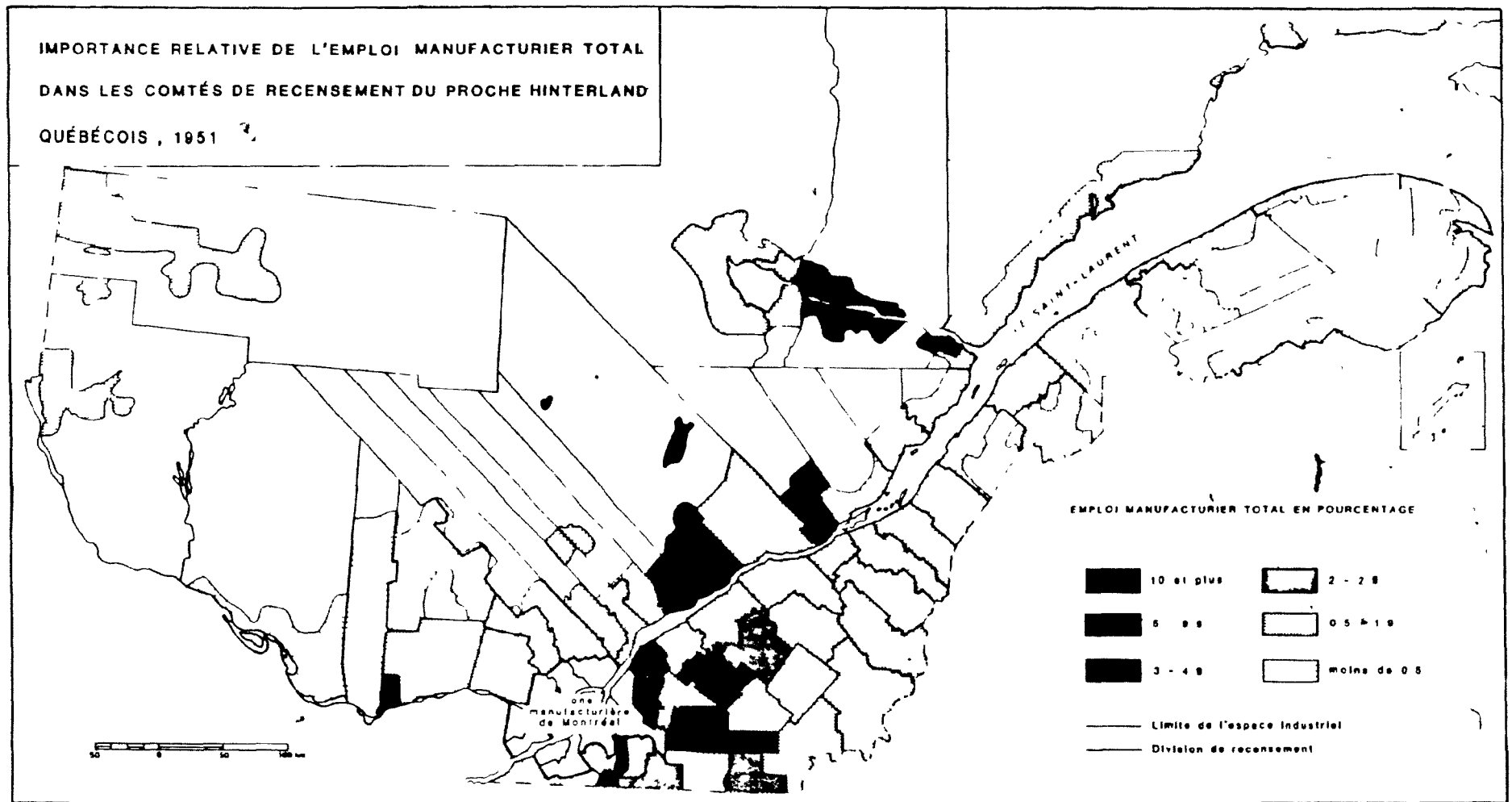
CARTE 12



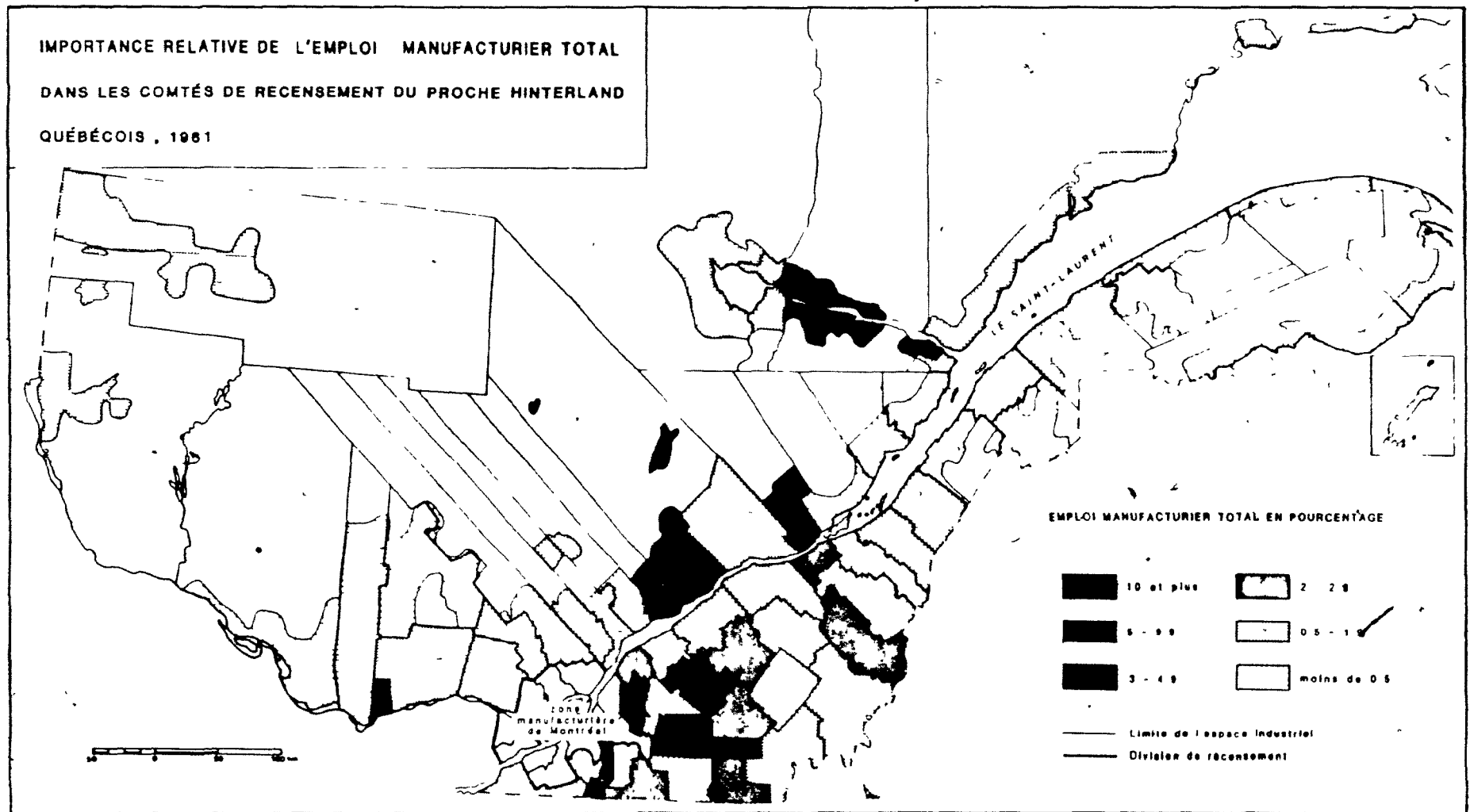
CARTE 13



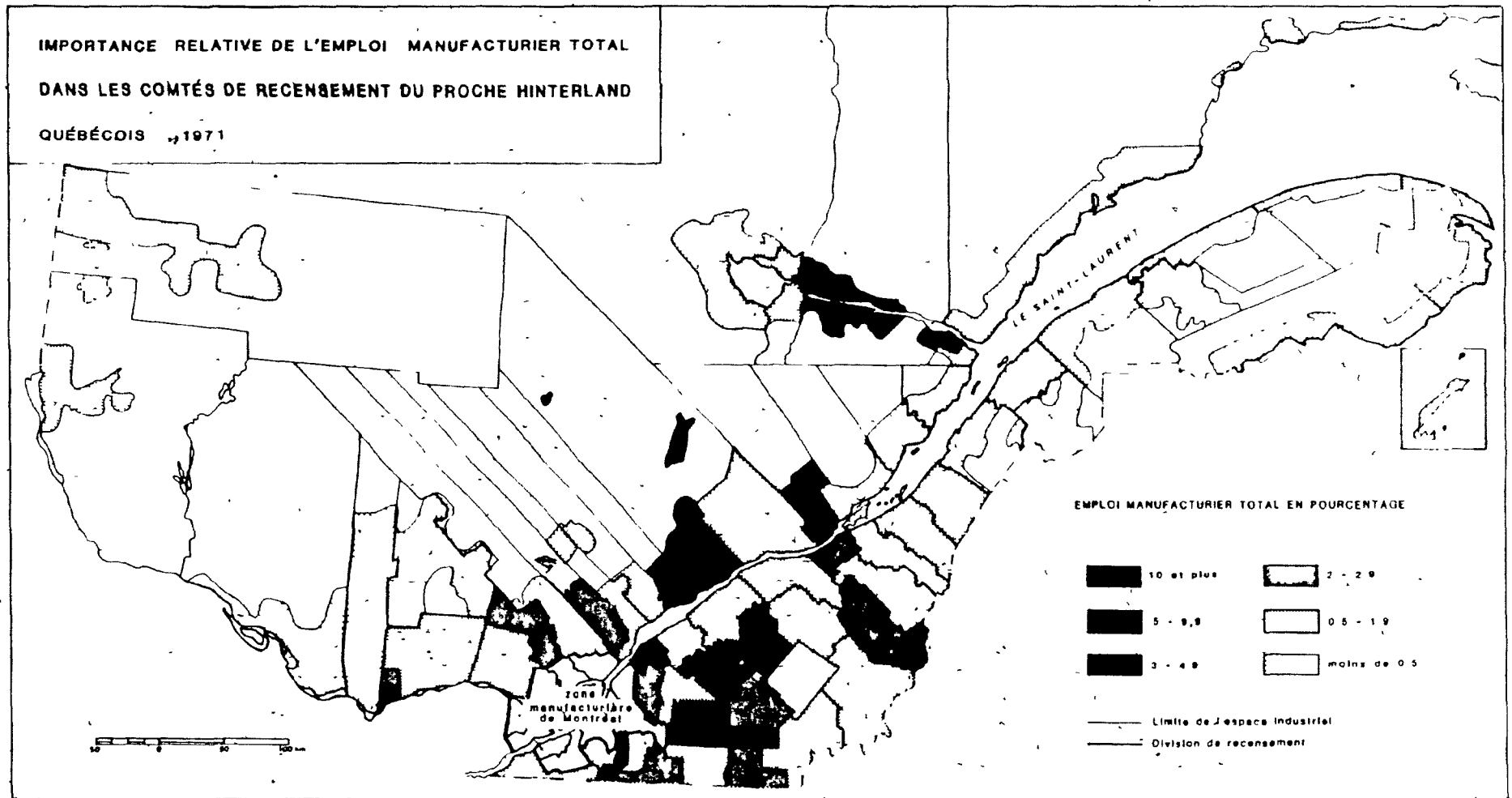
CARTE 14.



CARTE 15



CARTE 16



Au début du siècle (voir cartes 3 à 16), l'hinterland industriel québécois est à la fois peu étendu et pour le moins discontinu. A l'époque, la zone immédiate de Québec, à laquelle on peut adjoindre le comté de Lévis sur l'autre rive du fleuve, est responsable de plus du quart de l'activité industrielle de l'hinterland; elle est très nettement dominée par les industries de bien de consommation comme en rend compte le recensement de 1901: industrie du cuir, habillement, aliments et boissons, etc... En dehors de cette zone, on retrouve d'autres comtés qui se distinguent assez clairement mais avec des pourcentages d'emploi et de production bien inférieurs à la région immédiate de Québec, soit entre 3 et 5%. D'une part il y a les comtés limitrophes de la région de Montréal, tels Richelieu et Saint-Hyacinthe, qui profitent par diffusion de l'essor de la métropole et ceux des Cantons-de-l'Est, tels Shefford, Sherbrooke et Stanstead où l'activité industrielle s'est implantée dans la deuxième moitié du 19e siècle avec des industries de main-d'oeuvre: textiles, habillement, tricot de laine, travail du bois, etc... qui appartiennent à la structure industrielle traditionnelle du Québec. D'autre part, on retrouve au Nord du Saint-Laurent et plus généralement dans les régions ressources, des comtés qui s'affirment avec des productions annonçant déjà l'essor du vingtième siècle. Le comté de Hull (Wright), longtemps dominé par les produits du bois, développe depuis 1886 la fabrication de pulpe et de papier (Eddy). Dans Champlain, la Laurentide s'est mise depuis quelques années à la production de pâtes mécaniques et chimiques. Dans Saint-Maurice, le travail du bois occupe plus de 600 personnes. L'habillement, le meuble, le travail du cuir et d'autres industries de biens de consommation sont

responsables de l'essentiel des productions mais celles-ci n'atteignent pas encore 3% du total des productions de l'hinterland. Tous les autres comtés qui comptent plus de 2% de la valeur des productions, tels Argenteuil, Portneuf, Richmond et Compton doivent leur rang dans une très large mesure à l'existence sur leur territoire d'usines et pâtes de bois et/ou de papier. Pour le reste du territoire, c'est quasi un euphémisme que de parler d'industrialisation. Tout au plus peut-on parler d'un saupoudrage industriel dans les petites villes. La production manufacturière y est très largement dominée par la transformation du bois (log products) et par la production quasi artisanale dans le secteur des aliments et boissons.

Dès 1910 cependant, des modifications commencent à se faire jour. Certes le comté de Québec conserve la prédominance avec plus de 15% de la valeur des productions de l'hinterland, mais il se voit concurrencer par Saint-Maurice qui, en l'espace de dix ans voit sa part de la valeur des productions passer de 2,54% à 13,24%. Nous aurons l'occasion de revenir sur cet essor spectaculaire dans le prochain chapitre. Quoi qu'il en soit, avec ces gains remarquables, la Mauricie⁽⁴⁾ passe au rang de région industrielle devenant responsable de près du cinquième de la valeur des productions de l'hinterland. D'autres comtés, tels Matapédia ou Labelle, changent de catégorie passant de 0,39 à 1,06% dans le premier cas, et de 0,29 à 0,51 dans le second. Quelques comtés par ailleurs perdent du terrain; ainsi Saint-Hyacinthe voit sa part relative baisser d'un point, Yamaska et Argenteuil baissent d'un demi-point environ alors que Arthabaska, tout en changeant de catégorie ne perd que

sept centièmes de point. D'autre part, dans la presque totalité des cas, la distribution en pourcentage de la valeur des productions dans les comtés épouse fidèlement celle de la distribution de l'emploi manufacturier.

Deux décennies plus tard, la restructuration de l'hinterland industriel se précise de plus en plus. Québec poursuit son déclin relatif amorcé à la fin du 19e siècle et se voit dépasser pour la première fois par le comté de Saint-Maurice qui s'affirme comme le premier comté industriel de l'hinterland avec une valeur des productions qui atteint en 1932, en pleine dépression, l'impressionnante somme de 31 millions de dollars. Mais l'expansion ne se limite pas à ce seul comté. Au nord-est, la région Saguenay-Lac-Saint-Jean a connu au cours de la période 1911-1931 des développements d'envergure. L'union des forces de Price Brothers et de Dubuc Co. met en marche d'importants projets de harnachement du Saguenay. En 1922, 117 000 H.P. sont déjà aménagés (Pépin, 1963, p. 61). Ils vont fixer plusieurs usines de papier-journal qui tournent essentiellement pour l'approvisionnement de la presse américaine. "Dès 1925, une autre production majeure fait son entrée dans le Saguenay avec l'apparition de l'aluminium à Arvida"(Longval, 1960, p. 57). On conçoit aisément qu'avec l'arrivée de ces industries nouvelles la part du Saguenay-Lac-Saint-Jean fasse un bond considérable. De 2,45 pour cent en 1910, les trois comtés sont passés en 1932 à 7,46 pour cent de la valeur des productions. La part relative de l'emploi cependant ne croît pas aussi rapidement n'étant multiplié que par deux alors que la valeur des productions avait été multipliée par trois. Il faut y voir certes la forte inflation qui

caractérise les années 20-30, mais également l'apparition de nouvelles technologies et de nouvelles industries où la productivité par travailleur est beaucoup plus grande.

A l'ouest, les pays de l'Ottawa connaissent également des développements appréciables qui, dans une très large mesure sont reliés au travail du bois et de ses dérivés. Dans les années 20, la taille des scieries s'est accrue considérablement, de nouvelles sont apparues, telle l'usine de la compagnie Singer qui a de grands besoins en bois dur pour ses machines à coudre. Mais le gros des acquisitions nouvelles provient des usines de papier. Les MacLaren qui avaient ouvert une pulperie à Buckingham en 1902 construisent en 1926 une papeterie à Masson dans Papi-neau. La même année, la Canadian International Paper monte en 1926 à Gatineau Mills, une usine pour la fabrication de la pulpe et du papier qui deviendra la plus grosse de la région (Blanchard, 1954, p. 102). A Hull, Eddy est passé de la fabrication de la pulpe et de papier divers, à la fabrication de papier-journal. Hull, petite ville industrielle dominée par le papier, a rapidement attiré des industries du textile, de la confection, exploitant une main-d'oeuvre féminine. Tous ces développements ont permis au pays de l'Ottawa de progresser et de s'orienter vers une économie industrielle certes peu diversifiée, mais tout de même importante.

Dans le Nord-Ouest, la croissance se fait moins rapidement. Dans les années quarante, Blanchard pouvait écrire: "Quand on a cité le bois et les minéraux on a fait le tour des matières premières ici disponibles

pour un traitement industriel." (1954, p. 296). Par ailleurs, la colonisation récente et le faible peuplement n'ont guère permis l'implantation d'industries de biens de consommation. Il faut signaler cependant la grosse usine de la Canadian International Paper à Témiskaming érigée dans les années 20 et qui emploie plus de 700 travailleurs. Elle produit une pâte au sulfite blanchie destinée à la fabrication de la rayonne. Cette dernière usine, avec l'industrie du sciage fort importante dans la région, permet au Témiscamingue d'accéder au rang de comté industriel important, avec plus de 2% de la valeur des productions de l'hinterland.

Sur le reste du territoire, peu de comtés connaissent une forte croissance sauf Drummond qui passe de 1,92 en 1910 à 4,7% en 1932. L'arrivée de la compagnie Celanese à Drummondville en 1926 et celle de la Dominion Textile en 1928, qui a racheté l'usine de la firme Jenkins, explique dans une large mesure cet accroissement substantiel. Par contre, presque tout l'Est du Québec perd du terrain et les comtés qui s'y rattachent voient leur part de la valeur des productions passer sous le seuil des 0,5%. Lévis, qui faisait encore près de 3% de la valeur des productions, tombe à moins de un pour cent, position qu'il conservera jusqu'à tout récemment.

Ainsi donc, au cours des trois premières décennies du vingtième siècle, l'espace industriel du Québec connaît des transformations d'envergure. Certes, Montréal continue de conserver les trois-cinquièmes de l'activité manufacturière, mais dans l'hinterland, des changements importants surviennent; on assiste en effet à l'émergence de régions industrielles

nouvelles comme la Mauricie ou le Saguenay, alors que les vieux noyaux industriels comme Québec ou les Cantons-de-l'Est sont en plein déclin ou maintiennent de justesse leur position sur l'échiquier industriel. Les deux décennies suivantes ne feront que préciser les tendances déjà très nettes qui s'étaient fait jour depuis le début du siècle.

Avec la reprise de l'économie dans les dernières années de la décennie 30, et l'accroissement des productions dû à l'effort de guerre, les "nouvelles" régions poursuivent leur essor et vont connaître une période de prospérité sans précédent. C'est à n'en pas douter l'âge d'or qui débute pour ces nouvelles régions basées sur l'hydro-électricité et l'exploitation des ressources naturelles. Ainsi, le comté de Saint-Maurice voit passer sa part relative des productions à près de 16% en 1941. Chicoutimi, dominé par la fabrication de l'aluminium et du papier, voit la sienne doubler en moins de dix ans et atteint presque les 10% la même année. Le comté de Témiscamingue double également sa part de la valeur des productions de l'hinterland alors que la production manufacturière passe de moins de cinq millions de dollars en 1932 à plus de 36 millions en 1941. De façon moins spectaculaire, la Côte-Nord, essentiellement le comté de Saguenay, poursuit avec régularité sa progression, atteignant 1,24% de la valeur des productions en 1941, ce qui correspond à une production manufacturière de plus de 9 millions de dollars. L'emploi manufacturier, il fallait s'y attendre, suit évidemment la même tendance mais de façon moins marquée, les effectifs étant multipliés par un peu plus de deux dans Saint-Maurice, Chicoutimi et Témiscamingue.

La plupart des autres comtés de recensement font preuve d'une stabilité assez remarquable, en particulier les Cantons-de-l'Est et les Bois-Francs, alors que chaque comté demeure dans la même classe qu'en 1932. Une exception cependant: Québec qui voit sa part des productions de l'hinterland tomber sous le seuil des dix pour cent. Toutefois, au niveau de l'emploi, il perd à peine cinq-dixièmes de point. Tout l'Est du Québec, malgré certains gains mineurs dans Gaspé-Est et Rimouski, conserve une part négligeable des productions industrielles.

S'il y a une période que l'on peut qualifier d'âge d'or pour les régions ressources du Québec qui tirent leur prospérité de l'hydro-électricité et des ressources forestières, c'est bien la période qui englobe les décennies 30 et 40. Les cartes 6 et 7 ainsi que le tableau 5 sont éloquents à ce sujet. Les quatre comtés moteurs, qui totalisent 23,8% de la valeur des productions de l'hinterland en 1932 en accaparent 32,9 en 1941, 31,25 en 1951, mais en 1961, la part relative de ceux-ci est passée à 27 pour cent et en fin de période le déclin relatif se poursuit avec un pourcentage inférieur à vingt pour cent. L'âge d'or est terminé.

TABLEAU 5

VALEUR DES PRODUCTIONS DANS QUATRE COMTÉS DE RECENSEMENT, EN POURCENTAGE DU TOTAL DES VALEURS RÉALISÉES DANS L'HINTERLAND QUÉBÉCOIS, 1932-1961

Comtés	1932	1941	1951	1961
Chicoutimi	5,05	9,28	10,68	8,19
Champlain	3,43	3,52	5,50	5,05
Saint-Maurice	13,25	15,18	10,69	9,24
Témiscamingue	2,09	4,87	4,38	4,83
TOTAL	23,82	32,85	31,25	27,31

Source: Appendice B

Mais voyons tout de même la situation qui prévalait en dehors de ces quatre comtés au cours des années 50-60. L'Est du Québec maintient sa position de quasi désert industriel, ce qui incitera, quelques années plus tard, les chercheurs du GRIDEQ, à Rimouski, à parler de sous-développement caractérisé. Du côté des Cantons-de-l'Est, Stanstead qui régressait régulièrement depuis le début du siècle, glisse sous le seuil des trois pour cent en 1961. Québec poursuit sa stagnation en bas des dix pour cent de la valeur des productions, mais conserve tout de même des effectifs de main-d'oeuvre industrielle supérieurs à ce seuil jusqu'à la fin des années 60. Dans l'Outaouais, Hull après une légère remontée en 1951, amorce un déclin relatif en 1961 qui se poursuivra jusqu'en fin de période.

La baisse inquiétante de ces comtés est heureusement contrée par des hausses, certes peu spectaculaires, mais tout de même intéressantes de plusieurs autres comtés. Ainsi, l'Abitibi, qui jusqu'en 1941 n'avait pas réussi à atteindre un demi de un pour cent de la valeur des productions, passe à 0,68% en 1951. Le comté de Saguenay, pour sa part, avec l'arrivée de l'affinerie de la Canadian British Aluminium en 1957 à Baie Comeau (Girard, 1970, p. 104) voit son pourcentage relatif passé à 2,44 en 1961. D'autres comtés méritent également d'être signalés. Si leur part relative de la valeur des productions n'a pas été très marquée, le pourcentage relatif de l'emploi a connu une augmentation appréciable. Ainsi, Drummond franchit le seuil des cinq pour cent en 1951. Arthabaska, où se concentre la plus grande part de la production des Bois-Francs, après une légère récession de quelques centièmes de point en 1941,

reprend son ascension qu'il poursuivra jusqu'en fin de période. La région de la Beauce atteint presque un pour cent de la valeur des productions en 1951 et la dépasse nettement en 1961. La même année l'emploi manufacturier a atteint deux et quart pour cent. Au Lac-Saint-Jean, Lac-Saint-Jean-Est atteint presque trois pour cent de la valeur des productions. Bref, au cours des années 50 se dessine un mouvement de déconcentration de l'activité industrielle dans l'hinterland. Les pôles majeurs de croissance des années 30 et 40 ont perdu de leur poids relatif; d'autre part, plusieurs comtés, tant dans les régions ressources que dans les vieilles régions du Québec de base connaissent un accroissement significatif, même si individuellement l'apport de chacun d'entre eux demeure assez faible.

Les années 60 tout comme le début des années 70, ne feront que confirmer cette tendance. En effet, les gros comtés industriels tels Chicoutimi, Champlain, Hull, Saint-Maurice, continuent leur déclin relatif, les baisses les plus fortes étant enregistrées dans Témiscamingue et Saint-Maurice. Par contre d'autres comtés qui n'ont guère fait parler d'eux tout au long du siècle, enregistrent des gains appréciables de la valeur des productions. Mentionnons la Beauce et Arthabaska où la PME québécoise connaîtra des succès remarquables. D'autres comtés, tels Joliette ou Terrebonne bénéficient de l'expansion urbaine de Montréal, des facilités de transport accrues à proximité de la zone métropolitaine et accaparent une plus grande part de la valeur des productions de l'hinterland. Même des comtés périphériques tels Frontenac ou Bonaventure enregistrent pour la première fois depuis plusieurs décennies des gains

suffisants pour accéder à la deuxième catégorie (entre 0,5 et 1,9%). A n'en pas douter, les deux dernières décennies ont vu un mouvement de déconcentration s'opérer dans l'hinterland. Moins évident lorsqu'on examine la répartition spatiale de la valeur des productions, le mouvement est très perceptible lorsqu'on utilise l'emploi manufacturier comme critère.

CONCLUSION

En l'espace d'un peu plus d'un demi-siècle, l'industrie manufacturière du Québec a connu de profondes transformations. Des technologies nouvelles, appuyées par des capitaux massifs qui seront de plus en plus américains et prendront la forme d'investissements directs, ont propulsé à l'avant-plan des groupes industriels nouveaux entraînant ainsi des modifications d'envergure à la structure industrielle québécoise. Ces mêmes groupes ont été à la source de changements importants à l'assiette spatiale de l'activité manufacturière. Une large part des intrants de ces groupes étant constituée de ressources que recèlent les espaces périphériques du Québec, on a assisté à l'ouverture de nouvelles régions industrielles sous l'impulsion de ces mêmes groupes. Trois phases distinctes ressortent assez nettement dans l'évolution spatiale des productions au cours de la période étudiée. Dans un premier temps, l'activité manufacturière a fait preuve d'une très forte concentration spatiale alors que l'essentiel des productions est concentré à Montréal, à Québec et déborde du côté des Cantons-de-l'Est. Mais assez rapidement, des "pôles de croissance" apparaissent en Mauricie, au Saguenay et dans l'Ouest du Québec. Ces régions vont culminer au cours des décennies 30 et 40 alors

que, en contrepartie, les vieilles régions industrielles perdent de leur importance relative, notamment celle de Québec. Une dernière phase s'ouvre dans les années 50 et 60 alors que l'on assiste à un ralentissement des régions motrices et à une diffusion de l'industrialisation, certes de moindre envergure, dans plusieurs autres comtés ruraux qui jusque là avaient été laissés pour compte. C'est le cas notamment de la Beauce et des Bois-Francs. En fin de période on peut donc parler d'une meilleure distribution des activités de production dans l'espace industriel québécois. Mais cette distribution spatiale plus harmonieuse recouvre des réalités combien différentes! En schématisant sommairement, on pourrait distinguer d'un côté des régions basées sur des technologies "de pointe" au début du siècle, qui ont vieilli et qui retrouvent difficilement un deuxième souffle. De l'autre, des comtés ruraux qui sont venus tardivement à l'industrialisation avec la montée des petites et moyennes entreprises. Ces comtés doivent malheureusement une large part de leur succès à la surexploitation de la force de travail comme a pu le démontrer Klein (1980), récemment. Ce déploiement industriel récent dans les comtés ruraux mériterait qu'on s'y attarde plus longuement. Mais nous sortirions alors des cadres de notre étude.

De la même manière, c'est à regret que nous avons limité la description de l'explication de la croissance industrielle dans l'hinterland québécois de façon à ne pas gonfler indûment cette première partie de notre travail. Bien que sommaire, cette première partie devrait permettre de mieux situer l'évolution de la Mauricie dans le contexte plus général de l'industrialisation du Québec. C'est au niveau de cette région qui,

à maints égards, nous fournit un bon exemple du sentier de développement qu'ont connu les régions de l'hinterland québécois que nous pourrions le mieux appréhender les mécanismes de la croissance et de la décroissance. Cependant, avant d'aborder la description de la croissance rapide au vingtième siècle, il nous apparaît nécessaire de présenter brièvement l'état de la région au tournant du siècle, de façon à mieux saisir tout le chemin parcouru depuis.

CHAPITRE III

LA MAURICIE VERS 1900

Au tournant du siècle, la Mauricie comptait encore pour bien peu dans le tableau industriel du Québec. L'appellation même de Mauricie n'avait pas encore vu le jour⁽¹⁾. Les cinq comtés qui constituent le territoire actuel de la Mauricie ne totalisent que 120 000 personnes, soit un faible sept pour cent de l'ensemble de la population québécoise. Or cette population demeure encore essentiellement rurale⁽²⁾ avec plus de 80% de ses effectifs recensés comme tel en 1901 (tableau 6). L'ensemble du Québec pour sa part est déjà urbanisé à près de 40%.

TABLEAU 6

RÉPARTITION DE LA POPULATION URBAINE ET RURALE
DANS LES COMTÉS DE RECENSEMENT DE LA MAURICIE, 1901

Comté	totale	rurale	urbaine	% urbaine/rurale
St-Maurice	26 167	12 356	13 811	52.8
Champlain	35 159	32 209	2 950	8.4
Maskinongé	15 813	14 158	1 655	10.5
Nicolet	26 590	23 811	2 779	10.5
Yamaska	16 204	14 384	1 870	11.5
TOTAL	119 983	96 918	23 065	19.2

Source: Recensement du Canada, 1901, Ottawa, Imprimerie du Roi, tableau IV, 1902.

Rien de surprenant alors que la Mauricie, région encore essentiellement rurale, ne contribue que pour 3,7% de la valeur des productions québécoises et qu'à un peu plus de 4% de l'emploi manufacturier. C'est bien peu en regard des Cantons-de-l'Est qui, déjà en 1900, dépassent les 6% tant pour l'emploi que pour la valeur des productions. Les termes de la comparaison sont encore plus défavorables à la Mauricie lorsqu'on choisit la région de Québec. Avec ses 17 000 emplois industriels et plus de 21 millions de dollars de production, cette dernière région a une production et des emplois quatre fois plus importants que ceux de la Mauricie. Bref, lorsqu'on considère la région dans son ensemble, force est de constater que l'industrialisation au début du siècle en est encore à ses tout débuts en Mauricie. La région n'a guère été touchée par la deuxième période d'industrialisation du Québec.

TABLEAU 7
QUELQUES DONNÉES SUR L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE
EN MAURICIE EN 1900

Comtés	Nombre d'établissements	Nombre d'employés	Valeur des productions en \$'000
St-Maurice	74	1 536	1 584
Champlain	89	1 846	2 546
Maskinongé	55	553	585
Nicolet	83	389	643
Yamaska	64	452	543
MAURICIE	365	4 776	5 901

Source: Appendices 8, 10 et 12.

Un premier aperçu de la répartition spatiale de la fabrication dans la région nous est fourni par les données du recensement de 1901 (tableau 7). Deux comtés, ceux de St-Maurice et de Champlain dominent très largement la fabrication régionale avec 70% de la valeur des productions. Champlain à lui seul s'en accapare 43% pour une valeur de plus de 2,5 millions de dollars. Cependant, lorsqu'on soustrait de ce montant la valeur des productions réalisées à Grand'Mère, qui constitue un cas un peu spécial sur lequel nous reviendrons plus loin, la valeur des productions du comté de Champlain prend des dimensions plus modestes. Dans ce cas, c'est le comté de St-Maurice qui apparaît le plus important avec une production totale de 1 584 000 dollars réalisée par plus de 1 500 travailleurs. Il est suivi, dans l'ordre, par Nicolet, Maskinongé et Yamaska où la valeur des productions oscille autour du demi-million.

Le comté de Saint-Maurice

Le recensement de 1901 est malheureusement assez avare de renseignements détaillés pour les groupes industriels au niveau des comtés⁽³⁾. Dans Saint-Maurice, le nombre d'employés et la valeur des productions ne sont divulgués que pour trois sous-groupes industriels: beurre et fromage, habillement d'hommes et produits des billots. Pour les autres groupes et sous-groupes, nous ne possédons que le nombre d'établissements (tableau 8). Par ailleurs, la même source nous informe que l'essentiel de l'activité manufacturière du comté est concentré à Trois-Rivières pour plus des trois-quarts.

TABLEAU 8

STRUCTURE INDUSTRIELLE DU COMTÉ DE ST-MAURICE
ET TROIS-RIVIÈRES, EN 1900

Groupe industriel	Nombre d'établissements	Nombre d'employés	Valeur des productions (en \$)
I. <u>Aliments, boissons et tabac</u>			
- Beurre et fromage	29	49	172 180
- Pain, biscuits et confiseries	1		
- Eaux gazeuses et minérales	2		
- Tabac	2		
II. <u>Cuir, pelleteries et ganteries</u>			
- Chaussures	2		
- Cuir	1		
- Gants, mitaines	1		
III. <u>Habillement</u>			
- Habillement d'hommes	7	64	44 650
- Habillement de femmes	1		
- Articles de laine	1		
IV. <u>Bois et meubles</u>			
- Produits des billots	14	669	581 523
- Carrosseries	2		
- Cercueils	1		
- Meubles	1		
- Bois de construction	2		
VI. <u>Imprimerie et éditions</u>			
- Imprimerie et publication	1		
VII. <u>Métaux, dérivés et construction de machines et outils</u>			
- Instruments aratoires	1		
- Haches et outils	1		
- Produits des fonderies	1		
- Plomberie et ferblanterie	2		
Valeurs agglomérées des sous- groupes pour lesquels on a divulgué que le nombre d'établissements ci-haut	(23)	654	785 734
TOTAL	73	1 536	1 584 087

Source: Lanthier et Gamelin, 1981, pp. 69-80.

A vrai dire dans le comté de St-Maurice, seul Trois-Rivières, avec ses 10 000 habitants, rassemble un volume de population et des activités suffisamment nombreuses et suffisamment diversifiées qui correspondent à l'idée plus ou moins précise que l'on se fait d'une ville, même de taille restreinte. Fondée il y a plus de deux siècles et demi, Trois-Rivières n'est pas sortie à l'époque de la longue léthargie qui fut son lot depuis les débuts de la colonisation. En ce début du siècle, écrit J. Belleau, "Trois-Rivières était un centre administratif régional, une capitale religieuse, le siège des principales maisons d'enseignement de la vallée du Saint-Maurice et possédait un noyau de représentants des professions libérales" (Belleau, 1979, p. 21). La fonction industrielle n'a pas encore atteint l'importance qu'on lui connaîtra dans les décennies suivantes, mais elle occupe tout de même près de 1 200 travailleurs répartis dans une trentaine d'établissements. Bien que la grande période du bois qui s'étend en Mauricie du milieu du 19e siècle jusqu'au début du vingtième ait déjà connu son apogée, l'industrie du bois de sciage domine encore la structure industrielle de la petite agglomération trifluvienne. Les autres activités industrielles, il fallait s'y attendre, appartiennent aux groupes qui ont caractérisé la deuxième vague d'industrialisation au Québec: habillement, cuir, tabac, etc... On retrouve dans l'hebdomadaire L'indépendance Canadienne (29 février 1896, p. 2) une description sommaire de l'activité industrielle trifluvienne à la fin du siècle dernier.

"La grosse industrie de Trois-Rivières est le bois... Les grands moulins échelonnés sur le bord de cette superbe rivière n'ont pas de supérieurs dans toute la Province, et

se comparent honorablement aux puissantes scieries de Hull (sic!). Mentionnons par ordre d'importance: la St-Maurice Lumber Co. (ancien moulin des américains)...; les moulins Baptist dans l'Ile...; la scierie Warren Curtis...; le moulin J.A. Gagnon dans l'Ile; la Vermillion Lumber Company, qui n'a pas de scierie elle-même, mais qui fait de grandes opérations; une autre scierie Baptist en ville. Présentement, la St-Maurice marche jour et nuit et emploie 300 hommes. Dans les bois ouvrés ajoutons Gélinas Frères & Cie,...; L. Girard fabricant de cercueils.

Citons encore la grande fonderie de conduite de fer⁴ unique en son genre dans cette partie du pays...; la manufacture de chaussures Smardon; les ateliers de fourrures et de ganterie de MM. Balcer; la cigarerie Mailhot et Frères; la fabrique de tabac de M. Langlois; la manufacture de mocassins Richard et Jos Massé & Cie."

Or, cette industrialisation à quelques exceptions près, est le fait de promoteurs trifluviens, ce qui peut apparaître surprenant à première vue, compte tenu de la raison sociale de plusieurs entreprises telle la St-Maurice Lumber Co., la Baptist Lumber Co., etc... Dans un contexte où le monde des affaires au Québec est surtout le fait des anglophones, plusieurs entrepreneurs locaux d'expression française donnent à leurs établissements une raison sociale anglaise. D'autres établissements appartiennent également à des anglophones qui habitent la région depuis quelques générations. C'est le cas des scieries Baptist notamment, fondées par un immigrant d'origine écossaise. Bref, l'entrepreneurship local n'est pas absent. Dans une étude récente, Alain Dion relève plusieurs cas d'entrepreneurs locaux qui, dès les années 1880, tentent dans le secteur des pâtes et papiers, de mettre sur pied des établissements manufacturiers à Yamachiche, à St-Paulin, aux chutes de Sainte-Ursule, aux Trois-Rivières. Malheureusement, certaines de ces tentatives ne dépassèrent pas l'étape de projets; les autres eurent une existence

éphémère (Dion, 1981, p. 26). Ce que l'on retient de ces dernières tentatives infructueuses, c'est la volonté de s'affirmer dans des secteurs de production nouveaux, d'avant-garde, dominés presque exclusivement par l'élément anglophone.

Le comté de Champlain

Sur la rive gauche du Saint-Maurice, le comté de Champlain surprend par l'ampleur de ses productions qui sont comparables à celles des vieux comtés de la deuxième vague d'industrialisation, tels Richelieu, St-Hyacinthe ou Sherbrooke (carte 1). Retranchons-y la production de la papeterie de Grand'Mère qui appartient déjà au vingtième siècle et sur laquelle nous reviendrons. Le comté se classe alors au second rang des comtés de la Mauricie, avec une valeur des productions qui oscille autour du million de dollars, bien avant Nicolet qui dépasse à peine le demi-million. Où et comment se répartit cette production? L'infrastructure urbaine n'est guère développée. Cap-de-la-Madeleine en face de Trois-Rivières, sur l'autre rive de la rivière est encore essentiellement une municipalité rurale, peu prospère, qui fournit de la main-d'oeuvre aux scieries de Trois-Rivières l'été et aux chantiers l'hiver, mais point d'industrie (Blanchard, 1950, p. 141). Grand'Mère est une création toute récente dominée presque exclusivement par sa papeterie. Par déduction, on peut estimer dans une large mesure la localisation et la nature des productions. Dans le recensement de 1901, sur les 89 établissements que compte Champlain, le nombre d'employés et la valeur des productions ne sont gardés secrets que pour cinq établissements (tableau 9).

TABLEAU 9

STRUCTURE INDUSTRIELLE DU COMTÉ DE CHAMPLAIN
EN 1900

Groupe industriel	Nombre d'établissements	Nombre d'employés	Valeur des productions (en \$)
I. <u>Aliments, boissons et tabac</u> - Beurre et fromage	57	94	300 115
II. <u>Cuir, pelleteries et ganteries</u> - Chaussures	4	98	99 665
IV. <u>Bois et meubles</u> - Produits des billots	11	304	290 391
- Produits du bois de construction	3	23	20 500
- Boîtes de bois	2		
V. <u>Pâtes et papier</u> - Pulpe de bois, procédés chimiques et mécaniques	1		
VII. <u>Métaux, dérivés, construction de machines et outils</u> - Métallurgie	1		
VIII. <u>Métaux non-métalliques et construction (sauf bois)</u> - Briqueteries, tuileries et poteries	4	88	26 500
- Chaux	4	12	3 310
IX. <u>Chimie</u> - Allumettes	1		
Valeurs agglomérées des sous- groupes pour lesquels on a divulgué que le nombre d'établissements ci-haut	(5)	1 227	1 804 854
TOTAL	89	1 846	2 545 325

Source: Lanthier et Gamelin, 1981, pp. 92-103

De ce nombre, deux sont des fabricants de boîtes en bois ce qui ne peut intéresser qu'une trentaine d'employés tout au plus. Reste un fabricant d'allumettes, une papeterie et une industrie métallurgique. Par recoupement avec les données sur les municipalités, on peut estimer la production de la papeterie de Grand'Mère à environ un million de dollars en 1900 et le nombre d'employés à approximativement 900. Quant à la fabrique d'allumettes, il s'agit de la firme Hamelin-Laganière; située à Sainte-Anne-de-la-Pérade, elle aurait occupé cette année-là environ deux cents jeunes (moins de 16 ans) travailleurs et travailleuses. Le gros des effectifs va donc à la métallurgie ce qui implique près de 900 travailleurs dans ce secteur.

C'est un chiffre qui nous apparaît fort élevé pour les Forges de Radnor, situées à deux milles au Nord de St-Maurice. Exploitant la limonite formée dans les marais et que l'on peut transformer en métal, les Forges de Radnor traitaient 40 tonnes de minerai par jour en 1897 et "ont produit la même année 8 512 tonnes de fer, exigeant 836 000 boisseaux de charbon de bois (Blanchard, 1950, p. 120).

"C'est aux Forges Radnor que furent coulées les roues des premiers wagons du Chemin de fer du Nord (Québec à Montréal) et celles du Pacifique Canadien (sic!). On y coulait aussi des poêles, les légendaires poêles à 2 ponts, des chaudrons, des marmites et du fer en gueuse que l'on expédiait aux Trois-Rivières, surtout en hiver en traîneaux. Plus tard, on ajouta des laminoirs pour fabriquer du fer en barres et en tiges de différentes grosseurs; puis des haches, des faulx, etc., etc..." (Boucher, 1952, p. 140).

Bien qu'il ne reste plus trace de cet établissement qui ferme ses portes en 1910, les Forges de Radnor demeurent pour l'époque, une entreprise d'envergure. On est porté à croire cependant que des emplois normalement classés dans le secteur primaire (opérations minières, opérations forestières pour la fabrication du charbon de bois) ont été attribués au secteur de la manufacture par les recenseurs.

En 1900, les Forges de Radnor appartiennent à des industriels canadiens anglais: la famille Mac Dougall à qui appartenaient les Forges du St-Maurice avant leur fermeture, et les frères Drummond. Ils ont racheté les Forges de Radnor d'un nommé Auguste Larue, homme d'affaires de la région, qui avec quelques associés avait mis sur pied l'entreprise dès 1860 et l'avait exploitée pendant plus de vingt ans.

La métallurgie, représentée par les Forges de Radnor et les pâtes et papier par la Laurentide Pulp Co., constituent au tournant du siècle les deux groupes industriels les plus importants du comté. Vient ensuite le groupe du bois, représenté essentiellement par les produits des billots (log-products) avec une production de près de 300 000 dollars en 1900, répartie dans onze établissements que l'on retrouve dans plusieurs localités: La scierie Baptist aux Grandes Piles, les scieries Price à Batiscan et à St-Stanislas⁽⁹⁾. Les scieries ne sont pas la propriété des seuls anglophones. On en retrouve également plusieurs appartenant à des intérêts francophones à St-Stanislas, à St-Tite, à St-Adelphe, etc... Les autres groupes industriels présents ont bien peu de poids. Quatre établissements, dominés par la firme De Guise

Flamant de Ste-Geneviève occupent au total une centaine de travailleurs et ont produit en 1900 des chaussures pour près de 100 000 dollars. A St-Tite, la Société Nationale Ltée fabrique tuiles, briques et poteries. A St-Louis-de-France et à Saint-Maurice, une dizaine d'employés fabriquent de la chaux. Reste le secteur des aliments et boissons. Disséminées sur le territoire agricole, une cinquantaine de beurreries et fromageries, de taille artisanale réussissent tout de même à dépasser les 300 milles dollars de production.

Maskinongé, Nicolet et Yamaska: trois comtés agricoles

Les deux comtés de la rive sud, Nicolet et Yamaska ainsi que Maskinongé sur la rive nord du Saint-Laurent, n'ont guère été touchés par l'industrialisation. Comme dans la plupart des autres comtés agricoles de l'hinterland québécois, le gros de la production industrielle est réalisé par le groupe des aliments et boissons. Dans les trois comtés, une pléiade de beurreries et fromageries, plus de 150 au total, sont responsables de plus de la moitié de la production. Bien qu'ayant perdu de son importance, l'industrie du bois de sciage se classe encore au deuxième rang. On trouve disséminés ici et là, au hasard des petits sites hydrauliques ou du lieu de résidence de l'entrepreneur, des moulins à farine et à carder la laine, là un carrossier, ailleurs une tannerie de cuir, mais dans l'ensemble, rien qui s'apparente à une région industrielle. Deux sous-centres ressortent cependant dans ce désert industriel: Louiseville dans Maskinongé et Nicolet sur la rive sud.

Dans l'annuaire Lovell de 1891, on fait état à Louiseville de deux tanneries, une fonderie, une imprimerie et plusieurs moulins (scieries et moulins pour le grain), où s'affairent plusieurs travailleurs. Au recensement de 1901, on a dénombré plus de trois cents emplois dans les manufactures. C'est un chiffre considérable pour l'époque et Louiseville s'affirme comme sous-capitale régionale d'un arrière-pays agricole prospère. Sur la rive sud, Nicolet est un petit centre urbain relativement plus important qu'aujourd'hui. La population a dépassé le cap des 2 000 habitants dès 1891. Sièges du palais épiscopal du diocèse de Nicolet, assez tôt connue sous l'appellation de "ville des clochers" à cause du petit et du grand séminaires et des nombreuses communautés religieuses qu'elle possède dans ses murs, Nicolet s'affirme en ces années comme centre de services d'un arrière-pays rural qui s'est ouvert dans la deuxième moitié du 19e siècle. Le commerce du bois y est florissant. On a dénombré quatre moulins à scie importants à Nicolet en 1891 (Brouillette, 1966, p. 11) et on peut supposer que d'autres entreprises de fabrication plus ou moins artisanales y sont localisées, compte tenu de l'importance de l'agglomération comme centre de services à l'époque. Mais avec les difficultés que connaissent les moulins à scie à la fin du siècle dernier, l'emploi industriel décline et au recensement de 1901 on n'a relevé que 46 emplois dans ce secteur.

Un cas spécial: la Laurentide Pulp Co.

Au Centre-Mauricie cependant, la situation est bien différente. Une ville nouvelle est en train de surgir aux confins de la municipalité de

Ste-Flore. C'est Grand'Mère, née de la mise en place d'une énorme papeterie pour l'époque - elle sera la plus importante au Canada pendant près de vingt ans - celle de la Laurentide Pulp Co. A son ouverture à l'été '89, l'usine possédait 14 défibreurs pour la fabrication de pâte mécanique et disposait d'une puissance énergétique de 5 000 HP grâce à l'aménagement des chutes de la Grand'Mère à proximité sur le Saint-Maurice. Rapidement on s'oriente vers des productions plus finies, papier journal, carton et dès 1900, l'usine de la Laurentide Pulp Co. a une capacité installée de 120 tonnes de pâte mécanique par jour, 70 tonnes de pâte au bisulphite, 75 tonnes de papier journal et 35 tonnes de carton-pâte, ce qui en faisait la plus grosse usine canadienne de pâtes et papier (Niosi, 1975, p. 387).

Il n'y a pas lieu de reprendre ici l'historique de cette entreprise dont l'instigateur fut John Forman, immigrant écossais et commerçant à Montréal. Plusieurs auteurs auparavant ont déjà abordé la question, la plus récente étude, la plus fouillée, étant celle de Niosi (1975). Mais arrêtons-nous y quelques instants⁽⁵⁾. La mise en opération de la Laurentide marque en effet un tournant dans le processus d'industrialisation de l'hinterland québécois et plus généralement du Québec. Si dans les périodes précédentes l'industrialisation du Québec avait été en grande partie basée sur le "cheap labor", avec l'ouverture de la Laurentide s'ouvre une ère nouvelle basée cette fois-ci sur l'exploitation combinée des ressources forestières et hydro-électriques du bouclier laurentien. A bien d'autres égards la Laurentide fait également figure de précurseur. Tout d'abord l'échelle de production. Certes d'autres

papeteries avaient vu le jour auparavant, mais jamais au Canada n'avait-on vu une telle production journalière. Deuxièmement, l'ampleur des investissements. Si un nommé Bradley peut racheter en juin 1882 la papeterie Read de Portneuf avec une mise de fonds de \$10,000.⁽⁶⁾ l'usine de Grand'Mère pour sa part commence ses opérations avec un capital autorisé de \$200,000. Les seules dépenses d'infrastructure ainsi que les frais supplémentaires s'élèvent en 1888 à près d'un million de dollars (Lanthier et Gamelin, 1981, p. 178). Pour supporter un tel fardeau, il fallait de solides assises financières que l'initiateur du projet, John Forman, ne peut évidemment trouver dans la région et même difficilement à Montréal. Sa première tentative, avec l'aide de capitalistes montréalais⁽⁷⁾ s'est soldée par une faillite de la Canada Pulp Co. Ltd onze mois après le début des travaux; la mise de fonds initiale avait été nettement insuffisante. Quatre ans plus tard, Forman, qui n'a pas abandonné son projet, revient à nouveau mais cette fois-ci avec de solides appuis financiers... et étrangers. Là encore, la Laurentide annonce la migration au nord de l'industrie papetière américaine au cours des prochaines décennies. Forman en effet a su intéresser à son projet deux capitalistes américains et non les moindres. Tout d'abord, Albert Pagenstecher, industriel américain d'origine allemande qui bâtit le premier moulin en Amérique du Nord pour la production de pâte mécanique de bois. Une autre de ses usines, construite en 1869, la Hudson River Pulp and Paper Co. sera la première usine de pâtes et papier aux Etats-Unis à employer de la machinerie construite dans le pays. Le deuxième américain, William Curtis, a fondé avec Pagenstecher la Manufacturers Paper Co. et en 1898, les deux industriels participent à la monumentale

fusion qui créa la plus grande corporation de pâtes et papier au monde, l'International Power and Paper Co. Les deux américains apportent donc avec eux le capital nécessaire, mais aussi le "know-how". Curtis, à l'époque où il s'intéresse à la Laurentide est reconnu comme un spécialiste de la nouvelle technologie utilisée dans les usines de pâtes et papiers. C'est à lui notamment que l'industrie papetière doit les broyeurs Curtis (Curtis Grinder) et de nombreuses améliorations à la machine de Fourdrinier.

Deux autres capitalistes, canadiens cette fois-ci, se joignent également à Forman pour fonder la Laurentide. Il s'agit de James MacLaren, industriel bien connu au Canada, qui fut l'un des fondateurs de la Canadian Copper Co. qui deviendra en 1902 l'International Nickel Co. et de la Buckingham Pulp Power Co. qui deviendra plus tard la James MacLaren Power and Paper Co. Egalement fondateur et président de la banque d'Ottawa, MacLaren avait d'abord débuté comme marchand de bois et avait ensuite mis sur pied, une usine de sciage sur la Lièvre. Enfin, on connaît peu de chose de John Doyle, marchand de Montréal qui joua un rôle mineur dans l'entreprise.

Lorsque la Laurentide obtient sa charte fédérale en juin 87, les cinq fondateurs détiennent 50% du capital-actions autorisé dont 29% appartiennent aux deux américains. Un autre 25% fut souscrit à la fondation même par des capitalistes germano-américains, de sorte que la compagnie, au départ, sera sous contrôle américain dans une proportion de plus de 54%.

Notons tout de suite deux faits importants. Même si on a parlé souvent d'un produit nouveau dans le cas des pâtes et papier au Québec, pour les promoteurs, ce n'est pas le cas. Il faut comprendre les succès de La Laurentide dans le contexte d'une expérience antérieure acquise aux Etats-Unis. Le succès et l'innovation sont rarement spontanés. D'autre part, fait capital également, que mentionne Niosi, "la firme présente des caractéristiques de l'industrialisation des pays périphériques: la technologie, le "know-how", le financement et l'organisation viennent des Etats-Unis. Les Canadiens n'y jouent qu'un rôle subordonné, de junior partners" (Niosi, 1975, p. 385).

En 1896, Pagenstecher et Curtis vendent leurs actions dans la Laurentide et entraînent avec eux le groupe germano-américain. C'est le général Russel A. Alger, alors commandant en chef de l'armée américaine qui se porte acquéreur des 2/3 du capital-actions de la Laurentide. Ce dernier en revend aussitôt une partie à Sir William Van Horne et Richard B. Angus, gens associés à la Banque de Montréal et aux chemins de fer canadiens. Dans les années qui suivront, une réorganisation des structures organisationnelles de l'entreprise fit en sorte que la compagnie se trouva rapidement contrôlée et appropriée par la grande bourgeoisie montréalaise, dont les sources de capital provenaient des grandes compagnies de chemin de fer et de la Banque de Montréal.

"La fondation de la Laurentide Pulp Paper, écrivent les historiens Hamelin et Roby, marque la naissance de l'industrie moderne des pâtes et papier dans le Québec. La Laurentide Paper est un phénomène qui appartient au XXe siècle québécois" (Hamelin et Roby, 1971, p. 266).

En ce sens, Grand'Mère, née de sa papeterie, apparaît comme un cas spécial en cette fin du siècle et tranche nettement sur les autres agglomérations de la Mauricie. Même sa morphologie urbaine pensée par et pour l'élément anglophone dominant diffère des autres agglomérations de la région, notamment aux abords de la papeterie⁽⁸⁾.

Les voies de communications

L'implantation et les succès ultérieurs de l'entreprise dans les années subséquentes n'auraient pas été possibles ou auraient été pour le moins différés sans l'existence d'un réseau ferroviaire adéquat, si important à l'époque pour le transport des matières pondéreuses. Une des raisons qui ont incité Forman à choisir le site de Grand'Mère, c'est que la voie ferrée du Grand Nord (Great Northern) n'est qu'à deux milles (Lac-à-la-Tortue) du site de l'usine. Ce qui nous amène à présenter brièvement le réseau ferroviaire dont dispose la Mauricie aux environs de 1900. En réalité, c'est un terme assez impropre que celui de "réseau" lorsqu'on parle des voies ferrées en Mauricie à la fin du siècle dernier. Sur la rive Nord du fleuve, le Québec, Montréal Ottawa et Occidental (QMOO)⁽¹⁰⁾ relie Québec et Montréal depuis 1879 en passant par Trois-Rivières. Un embranchement reliant Trois-Rivières aux Grandes Piles par la rive gauche du St-Maurice est en opération depuis l'automne 1879 pour desservir les chantiers de la Mauricie. Cette dernière ligne, écrit Blanchard, "paraissait n'être propre qu'au ravitaillement des chantiers" (Blanchard, 1950, p. 82). Elle devait cependant s'avérer fort utile lors de l'installation des usines de Grand'Mère à partir de 1882 (Boucher, 1952, p. 104).

Une seconde voie ferrée aura également une importance considérable sur le développement de la Mauricie. C'est celle du Grand-Nord qui permet dès 1900 de relier le Centre Mauricie à Québec via Rivière-à-Pierre. Vers l'Ouest, on dispose maintenant d'une seconde voie ferrée pour l'expédition de la production. A partir de la fin de 1903, l'embranchement Joliette-Gare Moreau à Montréal permettra pour la première fois à Grand'Mère et Shawinigan d'être en communication directe par voie ferrée avec Montréal (Boucher, 1952, p. 106). Quelques années plus tard, en 1906, on construisait sur la rive droite du Saint-Maurice l'embranchement "Vallée du St-Maurice" qui reliait la ligne du Grand Nord à celle du Canadien Pacifique; les communications avec Trois-Rivières et son port fluvial s'en trouvaient ainsi grandement améliorées, favorisant ainsi l'écoulement de la production de l'usine de Grand'Mère ainsi que celle des usines de Shawinigan qui viennent de surgir à proximité du verrou de Shawinigan.

En Haute-Mauricie, le site de La Tuque sera d'abord desservi par un embranchement du chemin de fer Québec-Lac-Saint-Jean. De Miquick, dans le comté de Portneuf, sur la voie principale Rivière-à-Pierre - Lac-Saint-Jean, on a érigé une voie ferrée d'une quarantaine de milles qui rejoint le site de La Tuque. Construit à la demande de la Brown Corporation de Berlin, New-Hampshire, qui s'est engagée à y faire transiter un minimum de trafic annuel - il s'agit de pâte mécanique qu'elle compte expédier à son usine de Berlin - le tronçon connu sous l'appellation d'embranchement de la rivière Jeannotte servira surtout lors de la construction de l'usine de la Brown Corporation. En effet, avec la construction du Transcontinental qui rejoint La Tuque vers 1910, l'embranchement de la rivière

Jeannotte devient inutile et sera abandonné quelques temps après.

Sur la rive sud du fleuve, la densité ferroviaire à l'intérieur des limites de notre région est encore bien faible. Un tronçon partant de la ligne du Grand Tronc à Arthabaska, rejoint l'actuel village de Ste- Angèle-de-Laval en face de Trois-Rivières. Il est antérieur à 1881 (Letarte, 1971, carte 12). Les villages du bord de l'eau, malgré leur insistance à obtenir un chemin de fer entre Lévis et Montréal, qui aurait été le pendant du Québec-Montréal, Ottawa et Occidental (QMOO) de la rive nord, devront patienter longtemps avant d'avoir gain de cause. Les nombreuses rivières que recoupe le tracé de la rive sud, résultant en des coûts de construction élevés, et la présence d'aventuriers peu scrupuleux à la tête de petites compagnies ferroviaires, plus préoccupés d'obtenir des subventions que de construire le chemin de fer et de l'exploiter, feront en sorte que la ligne du sud ne sera vraiment jamais opérationnelle et encore moins rentable avant les années '20. G. Gervais (1975) décrit avec brio les différentes tentatives et avatars de la mise en place de cette ligne de chemin de fer riveraine sur la rive sud, par les compagnies Montréal-Sorel et Grand Oriental. Le Comté-Drummond cependant fait exception ici et en 1900, Nicolet était déjà relié à la ligne du Drummond County Railways par un enbranchement à la hauteur de St-Léonard-d'Aston. On peut ainsi rejoindre facilement Montréal par voie ferrée. Mais aucun pont ferroviaire ne relie les deux rives du fleuve dans la région, ce qui est d'ailleurs encore vrai aujourd'hui.

Ainsi donc, en regard de la rive nord, la rive sud apparaît bien mal pourvue de communications ferroviaires. Alors que la première dispose déjà, dès 1903, d'embranchements sur les deux côtés du St-Maurice pour relier le Centre-Mauricie et de deux liaisons directes avec Québec et surtout Montréal, plaque tournante du trafic ferroviaire avec l'Ouest et les Etats-Unis, la rive sud ne dispose à vrai dire que de deux embranchements aboutissant l'un à Nicolet, l'autre à Ste-Angèle-de-Laval, à partir des lignes du Grand Tronc et du Comté Drummond. Certes cet état du réseau n'explique pas à lui seul le peu de succès industriel des comtés du sud, mais il n'y est certes pas étranger.

Le réseau routier pour sa part, en ce début du siècle, sert assez peu les industries régionales... et pour cause! Blanchard parlera, pour cette époque "de déplorables voies de communications". Mais laissons T. Boucher nous décrire ce qu'était le réseau routier à la fin du siècle dernier:

"Une voie continue remontait la rive droite du Saint-Maurice jusqu'aux Piles, avec des embranchements qui desservaient l'arrière-pays jusqu'à la vallée de la Rivière-du-Loup. Sur la rive gauche, le réseau routier n'était pas moins développé; il s'étendait à partir du Cap, en passant par Saint-Maurice, Saint-Théophile-du-Lac pour atteindre Les Piles, Saint-Tite et Saint-Roch-de-Mékinac par la faille du Lac Roberge. Il mettait en communication par ses embranchements les localités du St-Maurice avec celles de la rivière Batiscan". (Boucher, 1952, p. 86)

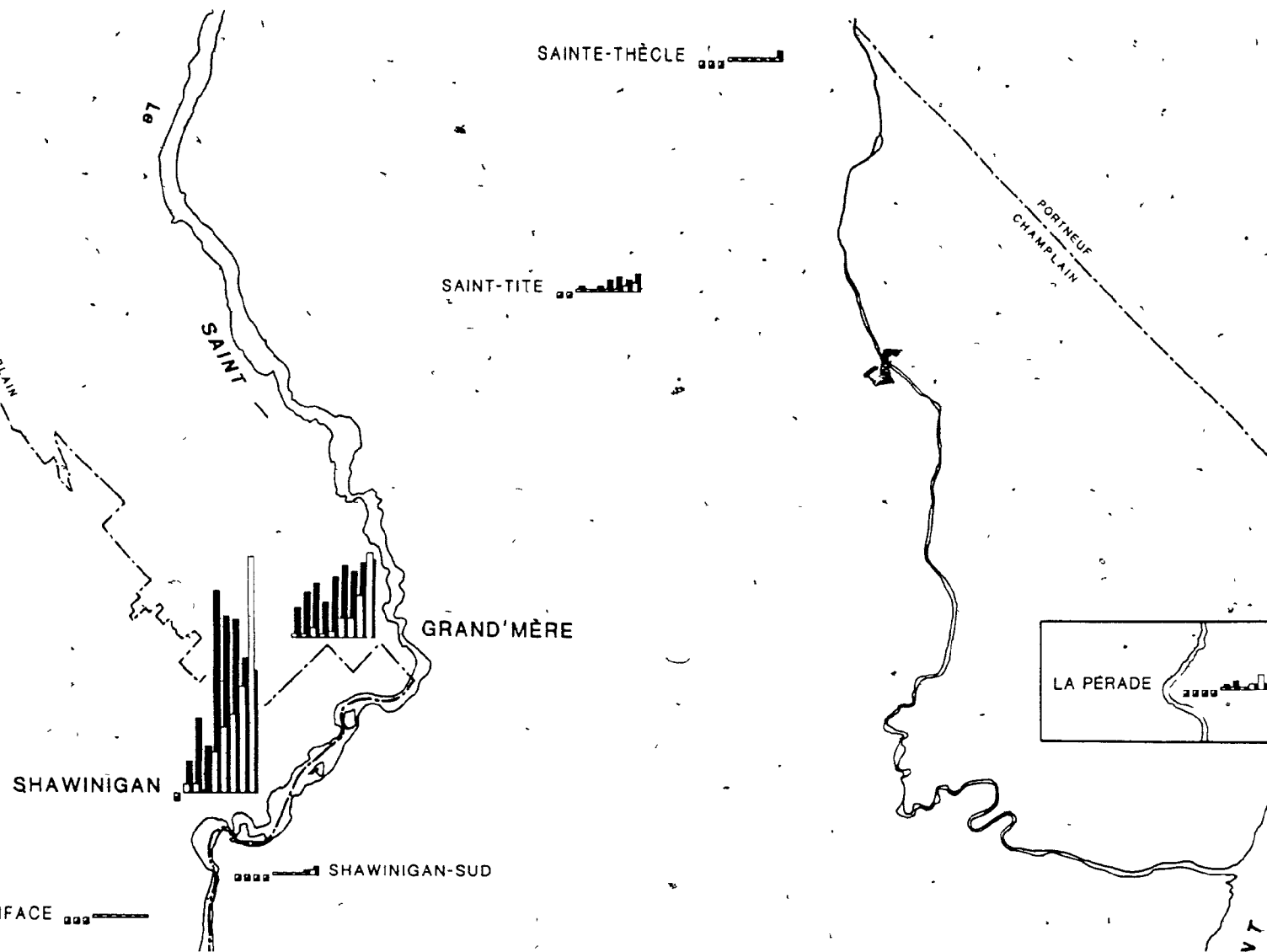
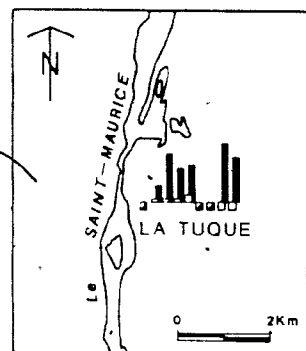
Donc un réseau routier assez bien développé, comme le mentionne Boucher, mais dans un tel état qu'il dessert assez mal les industries les plus importantes. On lui préfère de beaucoup, lorsque c'est possible,

la voie d'eau, ou mieux, pour les produits semi-finis, la voie ferrée qui devient disponible dans la région à la fin des années 1870.

Ainsi donc, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, les conditions de l'essor industriel à venir sont en place. La Mauricie est maintenant reliée par chemin de fer au réseau ferroviaire nord-américain. C'est un élément sur lequel on n'a peut-être pas suffisamment insisté dans le passé. La mise en place du rail à l'époque était une condition sine qua non de l'implantation des grosses usines transformant des matières pondéreuses et expédiant une volumineuse production. Les techniques de fabrication de la pâte de bois, par procédés mécaniques et chimiques, sont maintenant connues et éprouvées depuis une vingtaine d'années. Les problèmes de harnachement des cours d'eau à grand débit pour la production d'hydro-électricité ont été surmontés lors de la construction de la centrale de Niagara Falls (N.Y.) qui est entrée en opération en 1895. Par ailleurs, le potentiel de la région est connu des milieux financiers tant américains que canadiens. Les Américains ont été présents dans l'exploitation forestière en Mauricie dès le milieu du 19e siècle. La Laurentide Pulp Paper Co., contrôlée par des intérêts américains, s'est révélée très rentable, payant des dividendes de 37% sur ses actions ordinaires au cours de la période 1899-1904 et ce malgré son programme d'expansion et les grosses pertes que lui ont occasionnées des incendies majeurs en 1900 (Ryan, 1966, p. 60). En 1899, la revue Canadian Electrical News présentait le site de Shawinigan comme "un des sites naturels les plus favorables dans le monde pour le développement hydro-électrique"⁽¹¹⁾. Tout cela est de nature à atténuer

l'élément de risque, l'incertitude chez les investisseurs éventuels, Enfin, est-il besoin de rappeler que l'année 1896 marque le départ d'une phase de prospérité sans précédent dans les pays industrialisés. A la prudence des décennies antérieures, fait suite une période d'euphorie qui se traduit par une propension sans précédent à investir dans du capital de risque. Tout cela ne peut-être que favorable au développement industriel de la région. Bref, la Mauricie en 1900 était mûre pour la grande industrialisation.

Production et emplois manufacturiers en Mauricie 1900-1980



CHAPITRE IV

LA PÉRIODE DE CROISSANCE (1900-1957)

Peu de régions du Québec, et même du Canada, ont connu une croissance industrielle aussi rapide et aussi spectaculaire que la Mauricie. Menacée de léthargie alors que le travail du fer a pris fin aux Vieilles Forges du Saint-Maurice il y a près de deux décennies, alors que les Forges de Radnor en sont à leurs dernières années d'opération, à une époque également où la grande période du bois de sciage tire à sa fin, la région est responsable d'un volume de production industrielle bien modeste, à la fin du 19e siècle. En moins d'une quarantaine d'années cependant, elle va se hisser au premier rang des régions industrielles de l'hinterland québécois.

A plus d'un titre, ce succès régional mérite qu'on s'y arrête. La rapidité du développement, le volume et la diversité des productions, le marché des nouvelles entreprises retiennent l'attention. Cependant, il nous apparaît beaucoup plus important de saisir à travers cette croissance remarquable les mécanismes à l'oeuvre, les intérêts en jeu, les acteurs du développement et les liaisons interindustrielles qui s'établissent entre la région et les grands centres métropolitains. Au fur et à mesure que la région progresse dans son industrialisation, se tisse une trame de liens multiples qui la rattachent étroitement à des centres

économiques dont les besoins conditionnent dans une large mesure la bonne santé de l'industrie régionale. La connaissance de l'évolution des liaisons interindustrielles, même si elle n'est que fragmentaire pour les décennies antérieures, peut éclairer singulièrement notre compréhension du rythme de la croissance régionale, tant il est vrai que l'industrialisation de la région ne se fait pas en vase clos. Sans l'appréhension de ces éléments, l'étude de la croissance, quelle que soit la région, ne dépasse guère la banale monographie. D'autre part, comprendre les causes et les processus de la croissance, c'est probablement se donner de solides outils pour mieux appréhender la décroissance et les éventuels blocages du développement régional.

LA MISE EN PLACE DES STRUCTURES INDUSTRIELLES (1900-1914)

On ne saurait comprendre l'essor industriel mauricien au vingtième siècle sans faire référence à ce puissant cours d'eau que constitue le Saint-Maurice et à l'entreprise qui le mit en valeur, et l'exploita pendant plus d'un demi-siècle, la Shawinigan Water and Power Co. Pouvant tabler sur un potentiel énergétique tout à fait exceptionnel pour l'époque, et faisant preuve d'un entrepreneurship remarquable, les dirigeants de la S.W.P. vont permettre l'apparition d'une structure industrielle régionale originale articulée autour de l'hydro-électricité, des pâtes et papiers, de la chimie, de la transformation des métaux et du textile. D'autre part, il faut souligner que, contrairement à Québec et à Montréal qui, historiquement doivent dans une large mesure leurs succès à une situation riveraine sur le Saint-Laurent, la région de la Mauricie est d'abord redevable de ses succès à la rivière Saint-Maurice. Au plan des facteurs de localisation, les grandes industries régionales sont filles du Saint-Maurice, non du Saint-Laurent.

Chronologie sommaire des implantations industrielles

Les premiers grands développements industriels ont lieu dans ce qu'on appelle aujourd'hui le Centre-Mauricie, sous-région dominée par l'agglomération Shawinigan-Grand-Mère. On a vu les circonstances particulières dans lesquelles est née Grand-Mère avec la pionnière du papier-journal au Canada, la compagnie Laurentide. Si brillantes qu'aient pu être les réalisations en cet endroit à la toute fin du 19e siècle, elle pâlissent à côté de celles qui vont surgir à proximité du verrou de Shawinigan, à quelques milles en aval sur le Saint-Maurice. En effet, c'est avec une rapidité assez exceptionnelle que va être mise en place la structure industrielle du Centre-Mauricie. Intimement reliée à la disponibilité d'énergie hydraulique ou hydro-électrique, elle doit son existence essentiellement aux efforts du grand promoteur de la S.W.P., J.E. Aldred. A la recherche de clients éventuels auxquels il pourrait vendre l'énergie dont il dispose, c'est tout naturellement vers les industries à forte consommation d'énergie électrique qu'il se tournera. Le schéma de développement de Niagara Falls aux Etats-Unis lui était certainement bien connu. En août 1899, la S.W.P. réussit à signer un premier contrat avec la Northern Aluminium Company filiale canadienne de la Pittsburg Reduction Company, qui avait été le premier client de la Niagara Falls River Company quelques années auparavant (Dales, 1957, p. 228). Le contrat porte sur la livraison de 5000 HP hydrauliques. L'année suivante, on a su convaincre des capitaux belges désireux d'établir une usine de pâtes et papier au Canada de venir s'installer à Shawinigan. Un contrat pour la fourniture d'énergie hydraulique est

signé avec la Belgo Canadian Pulp and Paper Co. Cette fois-ci, il porte sur la livraison de 15 000 HP dont 8 000 le 1er mai 1901 (Lanthier et Gamelin; 1981, p. 186). En 1901, est mise sur pied la Shawinigan Carbide Co. qui se spécialise dans la fabrication du carbure de calcium. Là encore, écrivent Lanthier et Gamelin (1981, p. 332) "la S.W.P. a joué un rôle déterminant dans le choix de la ville de Shawinigan". Dès février 1900, les promoteurs de la future compagnie avaient signé une entente avec la S.W.P. pour la fourniture de 5 000 HP. On peut facilement penser que les conditions étaient à tout le moins avantageuses pour la nouvelle venue dont la production ne commencera cependant qu'en 1904.

Or ces usines, grosses consommatrices d'énergie, travaillant des matières pondéreuses sont généralement classées dans l'industrie lourde. Elles utilisent essentiellement une main-d'oeuvre masculine. Il n'est donc pas surprenant de voir s'installer à Shawinigan dès 1909, la Shawinigan Cotton Co. ainsi que la Shawinigan Knitting Co. filiales de la Wabasso de Trois-Rivières. Spécialisées respectivement dans la production de fil de coton et de tissus maillés, les deux filiales font appel à un important volume de main-d'oeuvre féminine disponible sur place. Ici encore la S.W.P. prend une part active dans ces nouvelles implantations industrielles. Non seulement elle fournit l'énergie électrique nécessaire au fonctionnement de l'usine, mais encore elle vend à la Shawinigan Cotton les terrains sur lesquels sera érigée l'usine et se porte acquéreur d'un bloc important d'actions de la nouvelle compagnie. L'arrivée de la Shawinigan Cotton marque un temps d'arrêt de quelques années dans le mouvement d'implantation industrielle au Centre-

Mauricie. On peut sans doute l'expliquer par la crise économique de 1907 dont on subit encore les séquelles. Les résultats, après une dizaine d'années, sont tout de même surprenants. En 1910, Shawinigan Falls, appellation sous laquelle la ville est connue à l'époque, compte déjà huit entreprises dont cinq auraient employé ensemble 1 500 ouvriers (Beauregard, 1952, p. 235) (1).

Par ailleurs, les entreprises en place ont connu une croissance rapide au cours de ces années. Ainsi, la Belgo Canadian Pulp and Paper qui au début se limitait à la production de la pâte mécanique et connaissait des problèmes de rentabilité, est passée à la production de papier-journal en 1904. En 1906, on a installé une deuxième machine fourdrinier de 128 pouces et une troisième de 152 pouces. A Grand'Mère, la compagnie Laurentide qui possédait déjà quatre fourdriniers en 1900, en ajoute trois autres en 1904 ainsi que sa première machine à fabriquer du carton. En 1910, la Laurentide érige une usine de boîtes de carton et en 1913 on apporte des agrandissements à l'usine à sulfite, au moulin à pâte mécanique et à la centrale à vapeur (2).

A Shawinigan, la Northern Aluminium a produit la première année d'opération 283 737 livres d'aluminium en lingots. Dès l'année suivante, on implante une cablerie devant fabriquer les fils et câbles nécessaires à la transmission d'énergie électrique. La S.W.P. sera évidemment le premier client de la compagnie. Entre 1905 et 1914, alors que la demande canadienne et étrangère d'aluminium est forte, la Northern Aluminium ajoutera trois autres salles de cuve à la première qu'elle possédait

déjà et devient alors l'une des plus importantes usines de son genre au monde. La consommation d'énergie hydraulique de l'usine est passée à 30 000 HP en 1909 et dès 1913 la Northern négocie l'achat d'un autre 10 000 HP de la S.W.P. Pour sa part la Shawinigan Carbide qui est entrée en opération en 1904, passe aux mains de la S.W.P. dès 1908. On réorganise alors le système de production en introduisant de nouveaux types de fourneaux plus larges et consommant moins d'électricité.

Après les succès de l'aménagement des chutes de Grand'Mère et de Shawinigan, il fallait s'attendre à ce que les fortes dénivellations à l'amont sur le Saint-Maurice retiennent l'attention. En 1904, la Brown Company de Berlin au New Hampshire incorpore une filiale canadienne, la Quebec and St.Maurice Industrial Co. Celle-ci se porte acquéreur la même année de la chute de La Tuque et obtient d'importantes concessions forestières dans la région. Trois ans plus tard, le site est relié par voie ferrée au chemin de fer Québec-Lac-St-Jean et la construction du barrage et de l'usine peut commencer. En 1910, la construction est terminée et l'usine a produit cette année-là 2 080 tonnes de pâte Kraft écrue et occupe 350 employés. Dès 1914, la production a été portée à plus de 36 000 tonnes de pâte chimique dont les trois-quarts sont expédiés à l'usine de papier de Berlin.

Si les agglomérations de Shawinigan, Grand'Mère et La Tuque sont nées de l'hydro-électricité et des pâtes et papier, la situation est différente à la confluence du Saint-Maurice et du Saint-Laurent où existe déjà au début du siècle un noyau de population de plus de 10 000 personnes.

dont près de 1 200 travailleurs industriels. La majorité de ceux-ci est occupée dans l'industrie du sciage. Il y a donc là un bassin de main-d'oeuvre féminine inexploitée. Les autorités municipales, par l'intermédiaire du député libéral Jacques Bureau, vont alors inviter un industriel anglophone, C.R. Whitehead, à venir implanter sur le territoire trifluvien une usine textile. Whitehead possédait déjà une usine textile près des chutes Montmorency, en banlieue de Québec. S'associant à J.N. Greenshields qui avait joué un rôle important dans la création de la S.W.P., Whitehead met sur pied le 1er juin 1907 la Wabasso Cotton Co. Dès le départ on voit grand. Les promoteurs projettent en effet d'installer 25 000 broches et 600 métiers dans la nouvelle usine. Lors de la construction on s'est inspiré des établissements les plus modernes du Lancashire. D'autre part, elle est la seule en Amérique du Nord à être équipée de machines construites par la société Platt Bros. & Co. de Oldham en Angleterre. Même si l'usine est construite en 1908, l'année même où le reste de l'industrie textile est en pleine dépression, l'entreprise connaîtra rapidement le succès et quelques années plus tard, en 1913, elle était responsable de plus de 1 000 emplois et avait investi environ 3 millions de dollars dans ses usines de Trois-Rivières et de Shawinigan (Ryan, 1967, p. 89). En 1910, les promoteurs de la Wabasso mettent sur pied une usine de confection de sous-vêtements pour dames, de vestes et chemises pour hommes et femmes, qui emploiera la même année environ deux cent cinquante personnes dont 90% sont des femmes. La nouvelle compagnie sera connue sous le nom de Diamond Whitewear.

Au cours des mêmes années, l'industrie du bois de sciage qui avait été le moteur de l'industrie trifluvienne au dix-neuvième siècle va régresser progressivement, faisant place à l'industrie du papier. La matière première demeure la même, mais le produit semi-fini est plus noble. Dès 1904, la société Warren-Curtis vend ses scieries, sa cour à bois et ses dépendances de Trois-Rivières à la Grès Fall Co. Ltd., filiale d'une compagnie américaine, la Union Paper. En 1910, la Grès Fall entreprend la construction d'une usine de pâte mécanique au Cap-de-la-Madeleine en bordure du fleuve, à proximité d'un embranchement du réseau du Canadien Pacifique. La même année, un arrêté en Conseil du Lieutenant Gouverneur du Québec interdisait l'exportation des bois coupés sur les terres de la Couronné, ce qui allait favoriser l'essor des pâtes et papiers au Québec. A Trois-Rivières C.R. Whitehead, J.N. Greenshields et Rodolphe Forget, s'associent dans le but de fonder la Wayagamack Pulp & Paper. La nouvelle compagnie qui a un capital autorisé et émis de 5 millions de dollars achète la scierie d'Alex Baptist sur l'île de la Potherie et y construit une usine de pâte chimique et de papier Kraft. Mise en opération en septembre 1912, la nouvelle usine produisait quotidiennement 50 tonnes de pâte chimique et 50 tonnes de papier Kraft. En 1914, l'introduction de deux nouvelles machines fourdriniers permet de porter la capacité de production de papier à 100 tonnes par jour (Dion, 1981, p. 70). La Compagnie Internationale de Papier du Canada (C.I.P) pour sa part n'existe pas encore. Cependant, lors de la fusion en 1898 aux Etats-Unis de plusieurs compagnies papetières, qui a donné naissance à la plus grande entreprise papetière au monde

L'International Paper Co., la St. Maurice Lumber, filiale de la Glenns Falls Paper des Etats-Unis passe aux mains de la puissante multinationale américaine. Lorsque cette dernière créera sa filiale canadienne en 1916, elle disposera déjà des terrains pour la construction de sa super usine et de réserves forestières importantes pour l'alimenter.

A Trois-Rivières, dans la première moitié du 20e siècle, l'histoire du groupe de la transformation des métaux se confond presque avec celle de la Canada Iron. Issue du regroupement de firmes qui ont exploité les Forges du Saint-Maurice, celles de Radnor et celles du Ruisseau l'Islet au cours du 19e siècle et de la Compagnie canadienne des conduits, la Canada Iron est devenue en 1908 une importante firme multilocationnelle possédant des usines à Fort William (Ont.), Hamilton (Ont.), St. Thomas (Ont.), Midland (Ont.), Montréal, Londonderry (N.E.), ainsi que des mines de fer à Mayo (Ont.), Eganville (Ont.), Bathurst (N.B.) et Torbrook (N.E.). Autour des années 1910, l'usine trifluvienne emploiera quelque 300 travailleurs (Belleau, 1979, p. 62). La production qui, à Trois-Rivières, était en grande partie orientée vers des besoins locaux, tels tuyaux à eau en fonte, tuyaux d'égouts, gouttières pour les rues, confection et réparation d'outils pour les scieries, etc., va se modifier graduellement selon les besoins du marché. On s'oriente au début du siècle vers la fabrication de conduites requises pour les centrales hydro-électriques. L'essor des moulins à papier, tant dans la région que dans le reste du Québec, crée de nouveaux débouchés pour l'entreprise qui se mettra à la fabrication de pièces et de machineries pour les papeteries. Enfin la production de roues de wagon en fonte trempée complète le tableau de la production.

En dehors des centres urbains dont nous venons de parler, la grande industrie est à peu près inexistante. Signalons une implantation industrielle importante à Louiseville: la manufacture de l'Empire Shirt qui emploie 350 personnes où l'on confectionne "pour tout le Dominion chemises, pyjamas, sous-vêtements" (Blanchard, 1947, p. 102). Pour le reste il y a peu de choses, sinon de petites entreprises, souvent artisanales, employant peu de monde. Les Forges Radnor de Saint-Maurice ferment leurs portes en 1908, ne pouvant plus faire face à la concurrence du fer américain. En réalité, le gros de la production industrielle se concentre dans les agglomérations riveraines du Saint-Maurice. En 1911, Trois-Rivières, Shawinigan, Grand'Mère et Louiseville, municipalités pour lesquelles nous possédons les données du recensement, sont responsables de 76% de la valeur des productions. Ajoutons-y la production des papeteries de La Tuque et du Cap-de-la-Madeleine et on atteint vraisemblablement les 90%. Il resterait donc un faible 10% des productions régionales réalisées sur le reste du territoire mauricien. Il n'a pas été possible, malheureusement, d'obtenir de renseignements pour celles-ci.

Au cours de cette première période qui se termine avec le début de la guerre 1914-18, des changements importants sont survenus dans la région. Ainsi, deux villes nouvelles, Shawinigan et La Tuque, sont apparues. Grand'Mère, intimement liée à l'essor de la compagnie Laurentide a poursuivi son développement. En Basse-Mauricie, l'agglomération tri-fluvienne, après l'incendie qui a rasé la plus grande partie de la ville en 1910, s'est reconstruite rapidement, stimulée par l'arrivée de grandes

entreprises de transformation. L'industrie a même enjambé le Saint-Maurice et se développe au Cap-de-la-Madeleine depuis l'implantation de la Glenn Falls Co. En l'espace d'une quinzaine d'années, l'emploi manufacturier en Mauricie a presque doublé, l'indice de l'emploi industriel (1900 = 100) atteignant 189.1 en 1915 (voir figure 4 et 5, pp. 135-136). La valeur des productions pour sa part, en dollars courants, a presque quadruplé. Certes l'écart entre les deux indices s'explique en partie par la forte inflation qui caractérise la période, mais surtout par l'arrivée de groupes industriels nouveaux où la valeur ajoutée est plus considérable; le degré de transformation est plus élevé. Autrefois dominée par le bois de sciage, l'industrie régionale l'est maintenant par le papier, produit plus "noble", plus transformé, que ne l'étaient les "log products".

Au plan infrarégional, le comté de Saint-Maurice qui englobe les villes de Trois-Rivières et de Shawinigan agit vraiment comme le moteur de l'économie régionale. Les très forts accroissements qu'il connaît au cours de la période - l'indice atteint plus de 440 points en 1910 - permettent à l'ensemble régional d'enregistrer une croissance remarquable même si trois comtés, Nicolet, Yamaska et Maskinongé, enregistrent des pertes importantes par rapport à leurs acquis de 1900.

C'est au cours de cette première période également que l'on assiste à la mise en place des principaux éléments de la structure industrielle que l'on connaît aujourd'hui: pâtes et papier, produits chimiques, aluminium, textiles et vêtements. Tous ces groupes industriels, reliés

directement ou indirectement à l'exploitation des ressources du Bouclier, sont présents en Mauricie avant 1914. Dans les décennies qui suivront, on ne fera qu'ajouter à ces éléments en place, sans modifier considérablement la structure industrielle existante.

Des changements si importants méritent qu'on s'y arrête et nous amènent à nous interroger sur les promoteurs de cette industrialisation rapide. Ils nous incitent également à mettre en lumière certains traits originaux de cette même industrialisation.

Les entrepreneurs

Ce qui frappe le plus lorsqu'on examine l'entrepreneurship en Mauricie dans la grande entreprise et plus particulièrement dans les secteurs de pointe de l'époque, c'est la très faible représentation, pour ne pas dire l'absence d'entrepreneurs locaux. Dans une très large mesure, les promoteurs ne sont pas du pays. Quelquefois ils sont du Québec, et alors ils appartiennent à la grande bourgeoisie montréalaise dominée par l'élément anglophone, mais rarement sont-ils originaires de la région. Mais pouvait-il en être autrement, alors que les petits entrepreneurs locaux ne disposaient pas des capitaux nécessaires à la mise en marche de grands projets et ne disposaient pas toujours non plus de l'information nécessaire sur les nouveaux secteurs industriels qui voient le jour aux États-Unis et en Europe? Voyons rapidement qui ont été les promoteurs des grandes entreprises régionales. A Grand'Mère on doit la naissance de la Laurentide Co. à John Forman, immigrant écossais vivant à Montréal où il travaille comme agent d'affaires pour le compte d'entreprises

britanniques. Une première tentative avec des associés montréalais a rapidement échoué car la mise de fonds initiale était nettement insuffisante. Quelques années plus tard, l'affaire est relancée, mais cette fois-ci avec des capitalistes américains, Pagenstecher et Curtis dont nous avons parlé plus haut. A Shawinigan, même scénario. Lors de la première réunion des actionnaires de la Shawinigan Water and Power en mai 1897 tenue à l'étude Greenshields and Greenshields de Montréal, on retrouve présents John Joyce, propriétaire d'une brasserie à Boston et qui s'intéressait depuis peu à la fabrication du carbure de calcium (Dales, 1957, p. 51), J.E. Aldred, financier d'expérience, qui était alors vice-président de la Puritan Trust Company de Boston, J.H. Melville également de Boston et enfin J.N. Greenshields et B. Sheperd tous deux de Montréal (Hogue et alii, 1979, p. 132). Si la signature d'un contrat avec le Montreal Light Heat and Power donne à la S.W.P. une reconnaissance qui facilitera à la nouvelle entreprise son financement sur les marchés financiers, cela n'est pas suffisant et il faut développer sur place, à proximité des barrages, un marché important pour écouler la production de la compagnie. Là encore, ce sont des entrepreneurs étrangers qui seront responsables des premiers développements: la Northern Aluminum, filiale de la Pittsburg Reduction Co. de Buffalo; la Belgo Canadian Pulp and Paper Co. appartenant à un syndicat financier belge; la Canada Carbide à laquelle la S.W.P. s'associe au début est mise sur pied par Thomas "Carbide" Willson, l'inventeur du procédé qui permet la production de carbure de calcium. Si Willson est d'origine ontarienne, il a séjourné pendant de longues années en Caroline du Nord et c'est d'ailleurs là qu'il a trouvé, à la fin du 19e siècle, le procédé qui fera sa fortune. A La Tuque, l'implantation de la papeterie est l'oeuvre d'industriels américains du

New Hampshire, la famille Brown, qui oeuvrent déjà dans ce secteur de production.

A Trois-Rivières, la situation est différente. Certes, des intérêts américains sont en place dès le 19e siècle à l'époque de la grande période du sciage. Mentionnons les scieries Ross, Ritchie and Co. qui passeront aux mains de la Glens Falls Paper Co. des U.S.A. en 1890, la St. Maurice Lumber (le moulin des Américains). Mais parallèlement à ces grandes entreprises de sciage, on retrouvait encore au début du siècle, la Compagnie canadienne des conduits, propriété d'intérêts belges. Celle-ci sera absorbée en 1908 dans le regroupement d'intérêts régionaux qui donne naissance à la Canada Iron Corporation Ltd. dont les racines remontent à l'exploitation des Forges du Saint-Maurice et des Forges Radnor.

Le textile et le vêtement, dominés par le groupe Wabasso, doivent leur existence à la détermination d'un Ecossais d'origine, C.R. Whitehead qui s'est associé à J.N. Greenshields, l'un des fondateurs de la S.W.P. pour mettre sur pied la grosse usine de la rue St-Maurice en 1907. Trois ans plus tard, les mêmes promoteurs s'allient à R. Forget, sénateur et homme d'affaires important de Montréal, pour créer la Wayagamack Pulp and Paper Co.

Bref, il faut se rendre à l'évidence, la grande entreprise qui s'installe en Mauricie au tournant du vingtième siècle est le fait d'abord d'entrepreneurs étrangers, le plus souvent américains. Viennent ensuite

des entrepreneurs issus de la grande bourgeoisie montréalaise tels les Greenshields, Holt, Forget, etc..., anglophones pour la plupart, hommes d'affaires souvent reliés à la Banque de Montréal et à l'exploitation des chemins de fer nationaux. On les retrouve tant dans les textiles, le vêtement, le papier que dans l'hydro-électricité.

Avec la diminution de la taille des entreprises, la nature des productions ainsi que l'entrepreneurship se modifient. Alors que la grande entreprise appartient à des capitaux étrangers, à la région du moins, et oeuvre surtout dans des secteurs de pointe, les entreprises de taille plus restreinte sont le plus souvent nées de l'initiative d'entrepreneurs locaux ou régionaux et se spécialisent dans des productions qui font appel à des technologies beaucoup plus simples et bien connues. C'est particulièrement le cas à Trois-Rivières, ville plus ancienne où de nombreux hommes d'affaires de la région ont monté des entreprises lesquelles, si elles n'ont pas l'envergure des grandes papeteries n'en sont pas moins importantes. A titre d'exemple, mentionnons la scierie J.H. Danse-reau, qui occupe vers 1910, environ 175 travailleurs, la Balcer Glove Manufacturing Co. avec plus de 200 travailleurs, la Tebbutt Shoe and Leather Co. qui en emploie jusqu'à 300 dans les mêmes années, Girard et Godin, fabricant de cercueils, qui emploient une centaine d'employés.

A cela s'ajoute toute une série d'entreprises plus modestes qui oeuvrent dans les secteurs de l'alimentation, du bois, des industries manufacturières diverses et qui répondent essentiellement à des besoins locaux. Si en début de période, J. Belleau peut affirmer qu'à Trois-Rivières "le secteur industriel, encore embryonnaire, était le fait de promoteurs

trifluviens" (Belleau, 1979, p. 21), avec les années, la part relative de l'entrepreneurship local diminue et ce dernier se confine dans les secteurs les moins dynamiques.

Ce bref examen de l'entrepreneurship en Mauricie dans les premières années du vingtième siècle nous laisse déjà entrevoir l'amorce d'une dépendance marquée, bipolaire, de l'espace industriel mauricien face aux centres dominants de Montréal et du Nord-Est étasunien. L'examen des liaisons interindustrielles pour sa part, bien que fragmentaire, nous révèle une économie industrielle régionale qui s'intègre graduellement à l'économie nord-américaine.

Les liaisons interindustrielles

Si l'on admet, comme nous le suggérons dans un récent article, "que les liaisons interindustrielles, i.e. l'ensemble des contacts et des échanges qui résultent des arrangements commerciaux constitue l'expression spatiale du système manufacturier" (Brouillette, 1982, p. 67), force est de constater que l'on assiste dans les premières années du vingtième siècle à la mise en place d'un sous-système manufacturier qui se rattache rapidement au grand système manufacturier nord-américain. On constate en effet très tôt une extraversion prononcée de la production des usines régionales vers les centres manufacturiers du Nord-Est, notamment dans le cas du papier. Ainsi, La Tuque, dominée par sa grosse usine de pâte kraft écrue, expédie les trois-quarts de sa production à l'usine de Berlin (N.H.) où la compagnie mère transforme

celle-ci en papier. Un cinquième seulement de la pâte sera vendue au Canada. Un maigre 5% est expédié en Europe. A Grand'Mère, la Laurentide Paper Co. effectue la plupart de ses ventes aux Etats-Unis et ce, malgré les tarifs, la concurrence locale et les fluctuations des prix (Niosi, 1975, p. 381). A Shawinigan, la Belgo Canadian Pulp and Paper se limitait à la production de pâte à papier qui était expédiée en Angleterre à la firme Edward Lloyd Ltd. qui la transformait en papier. Mais l'opération s'avère peu rentable; pour les six premiers mois d'activité, la compagnie a enregistré des pertes de 1 250 000 francs belges. Pour redresser la situation, une seule solution s'impose: pousser l'intégration verticale en ajoutant la production de papier à celle de la pâte et ainsi espérer pouvoir entrer sur le marché américain en plein essor. L'opération a certes eu du succès car après l'achat d'une première machine fourdrinier en 1903, on s'en procure deux autres en 1906.

A la Northern Aluminum, dès les débuts, une bonne partie de la production est écoulee sur les marchés étrangers. En décembre 1901, on a vendu 67 000 livres au Japon. L'année suivante, les Etats-Unis, les Pays-Bas, l'Australie et l'Allemagne, ensemble, ont acheté la presque totalité de la production de l'usine, soit près de 200 000 livres d'aluminium en lingot. Dans les années qui suivront, la S.W.P., qui a des besoins considérables en fils électriques, absorbe le gros de la production de l'usine d'électrolyse. L'aluminium produite est transformée sur place en fil conducteur pour le transport de l'énergie. Avec le début des hostilités cependant, on assistera à une reprise des exportations extra-régionales. Quant à la Canada Carbide, qui passe aux mains de la S.W.P. en 1904, son marché sera essentiellement américain jusqu'à la fin

de cette période. La Shawinigan Cotton pour sa part produit du fil de coton essentiellement pour le groupe Wabasso qui l'utilise dans son autre usine de Shawinigan et ses usines de Trois-Rivières.

Ainsi en Haute et Moyenne Mauricie, les usines, dès les premières années d'opération, apparaissent très nettement orientées vers les marchés extérieurs. Tant en volume qu'en valeur des productions, le nord-est américain apparaît comme le marché principal de ces entreprises, l'exportation des pâtes et papier dominant nettement toutes les autres expéditions. Du côté des approvisionnements, le gros des inputs provient de la région même, surtout si on y inclut les besoins en énergie. Cependant, on relève tout de même certaines sources d'approvisionnement éloignées; par exemple, la Northern Aluminum, en ces premières années, reçoit son alumine des Etats-Unis via la maison-mère; la Shawinigan Cotton achète son coton brut du Mexique; la Shawinigan Carbide pour sa part obtient la pierre à chaux de Bedford, dans le comté de Stanstead, et le charbon des Maritimes et des Etats-Unis.

Mais à Trois-Rivières, la situation est différente. Non pas que les entreprises trifluviennes n'ont pas de liens avec l'étranger. Pendant plusieurs décennies, les grandes scieries locales ont expédié leurs produits en Angleterre et aux Etats-Unis. Au tournant du siècle les grandes scieries mettent fin à leurs opérations avec la raréfaction des essences forestières qu'elles utilisaient et cèdent la place aux usines de pâtes et papier. Or, les machines à papier, celles de la Grès Fall au Cap-de-la-Madeleine qui deviendra la St-Maurice Paper en 1916, tout comme

celles de la Wayagamack installées sur l'île de la Potherie, tournent essentiellement pour le marché de la presse américaine et prolongent ainsi une longue tradition d'exportation sur le marché américain. Les exportations intéressent également d'autres pays. Ainsi en 1915, la Wayagamack a décroché des contrats lui permettant d'exporter une partie de sa production en Angleterre, en Australie et en Afrique du Sud, mais il s'agit d'un pourcentage assez faible du total de la production de l'usine. Les autres groupes industriels de l'agglomération apparaissent beaucoup plus orientés vers les marchés national et provincial ou encore purement régional. Dans ce dernier cas, signalons les groupes des aliments et boissons, de l'imprimerie, le sous-groupe des portes et fenêtres dont le marché ne dépasse guère les limites de la région. Par contre, les groupes du textile et du vêtement, du cuir et des industries métalliques écoulent l'essentiel de leurs productions sur le marché canadien. Ainsi, au plan des liaisons interindustrielles, une différenciation assez nette existe entre les établissements manufacturiers de l'agglomération trifluvienne et les établissements plus récents localisés dans les "villes nouvelles" au nord de la région. Alors qu'au nord les usines utilisant les ressources du Bouclier tournent essentiellement pour les marchés étrangers, plus au sud, les productions sont davantage destinées au marché intérieur.

Cette dichotomie spatiale n'exclut pas cependant certains échanges interindustriels au niveau infrarégional. Ainsi, dans le groupe du textile et du vêtement, on assiste très tôt à une intégration verticale des établissements. La Shawinigan Cotton, filiale du groupe Wabasso, fournit

une large part des intrants à la Shawinigan Knitting. Elle en fournit également à la Wabasso de Trois-Rivières, laquelle approvisionne la Diamond Whitewear et une dizaine d'autres entreprises de confection de moindre envergure qui peuvent obtenir la matière première à des coûts minimes de transport (Belleau, 1979, p. 45). Dans le groupe des pâtes et papiers, la Belgo Canadian Pulp and Paper de Shawinigan recevra sa pâte chimique de la Laurentide de Grand'Mère jusqu'en 1914. La Canada Iron Corporation de Trois-Rivières, à partir de 1909, oriente sa production vers la fabrication des énormes conduites requisés pour les aménagements hydro-électriques et vers la fabrication de machinerie pour les usines de pâtes et papier de la région qui sont en plein essor. Ajoutons aux liaisons infrarégionales des grandes entreprises celles des plus petits établissements manufacturiers dont les liaisons avec la région sont nécessairement plus fortes et on obtient le portrait d'une région industrielle qui dès ses premières années fait preuve d'une extraversion prononcée, mais probablement beaucoup moins forte que celle que connaîtront plus tard d'autres régions périphériques du Québec telles le Saguenay ou le Nord-Ouest québécois. Il y a en effet en Mauricie, dès les premières décennies, une quantité d'échanges interindustriels, que nous pourrions difficilement chiffrer faute de données précises, mais bien réelles, qui donnent à la région une amorce de "maturité", et d'intégration, caractères qui sont plutôt le propre des grandes régions industrielles. En ce sens, la Mauricie se distingue déjà des autres régions périphériques du Québec.

Une technologie d'avant-garde... et importée

Un des traits majeurs des débuts de l'industrialisation en Mauricie, trait qui n'a guère été mis en lumière jusqu'ici, c'est le recours quasi systématique que les promoteurs font à une technologie "avant-gardiste" lorsqu'ils mettent en place de nouveaux établissements manufacturiers. Au départ, même la source d'énergie, l'hydro-électricité qui agira comme aimant pour les grandes industries qui vont s'implanter en Mauricie, est une source d'énergie très récente. Rappelons-nous que la première centrale hydro-électrique d'envergure, celle de Niagara Falls n'a été mise en opération que deux ans seulement avant que John Joyce n'achète les chutes de Shawinigan pour en faire l'exploitation. Dans le domaine de l'industrie de transformation proprement dit, les premières productions du siècle en Mauricie sont tout aussi nouvelles; ce n'est qu'en 1886 que l'américain Charles M. Hall a implanté le procédé permettant de réduire économiquement l'aluminium par électrolyse dans un bain de cryolithe. La synthèse du carbure de calcium avec du goudron et de la chaux dans un four électrique n'a été trouvée qu'en 1891 par Thomas L. Wilson qui viendra exploiter son invention quelques années plus tard à Shawinigan. Certes la production des pâtes et papiers est déjà mieux connue lorsqu'elle débute en Mauricie. Mais il demeure que, pour une large part, on ne peut parler des productions régionales importantes sans faire référence au "cycle technologique" des produits. En ce début du siècle, nous sommes au début du cycle de ces produits appelés à une production de masse et qui contribuent grandement à l'essor industriel mauricien.

Mais, l'aspect novateur ne se limite pas à ces seuls produits. Dans la plupart des groupes industriels qui voient le jour en Mauricie entre 1900 et 1914, on retrouve l'utilisation d'une technologie à la fine pointe de l'époque et on fait appel dans bien des cas aux meilleurs ingénieurs ou spécialistes mondiaux dans les domaines concernés. Ainsi, à la Laurentide de Grand'Mère, on retrouve parmi les promoteurs, William Curtis considéré comme un spécialiste de la nouvelle technologie utilisée dans les usines de pâtes et papiers. En partie grâce à l'innovation technique, la Laurentide a, autour des années 1915, des coûts de production qui sont parmi les plus bas en Amérique du Nord (Niosi, 1975, p. 399-401). A La Tuque, l'usine de la Brown Corporation bénéficie des recherches effectuées aux laboratoires de la 'compagnie-mère' de Berlin (N.H.). La difficulté de recruter sur place une main-d'oeuvre qualifiée pour la production de pâte Kraft, laquelle exige une grande habileté, oblige l'entreprise à trouver des solutions dans l'innovation technique

"Il fallait en somme simplifier les opérations. Dix ans avant les autres papeteries, la Brown installait un système de récupération de la liqueur de cuisson et le procédé "Cottrell" de précipitation. Un peu plus tard, elle créait une machine à laver la pâte. En 1928, un procédé de blanchiment continu de la pâte, et deux ans plus tard, la mise en marche d'une usine d'évaporation, plaçait l'entreprise à la fine pointe de la technologie. (Dion, 1981, p. 63)

Alain Dion rapporte également que l'entreprise innove non seulement dans les procédés de production, mais encore qu'elle met en marché des produits nouveaux. Mis au point dans les laboratoires de recherches de Berlin au New-Hampshire, les produits étaient ensuite fabriqués à La Tuque. C'est ainsi qu'on mettra sur le marché dans les années 20 plusieurs types

de cellulose connus sous la marque de commerce "Solka" (Dion, 1981, p. 64).

A Trois-Rivières, lors de la création de la Wayagamack Pulp and Paper Co. en 1910, les principaux actionnaires sont des hommes d'affaires canadiens; mais la technologie, le "know how", eux, seront étrangers. C.R. Whitehead, dès que la décision de construire l'usine aura été prise, s'assurera les services de Thomas Nuttall et de Richard Collins, deux experts britanniques dans la fabrication de la pâte et du papier Kraft. Puis on s'assurera les services d'un ingénieur suédois, Henning Helin, un spécialiste de grande réputation dans le domaine. La construction de l'usine sera supervisée par Helin et un autre ingénieur suédois, J.M. Iversen. Enfin, l'usine sera équipée au début de deux machines à papier acquises de la firme Bentley and Jackson de Grande-Bretagne et ce seront une soixantaine de techniciens venus de Grande-Bretagne qui procéderont à l'installation de la machinerie (Dion, 1981, p. 69). Dans le secteur des textiles, rappelons ici l'implantation de la compagnie Wabasso dont nous avons parlé précédemment. Lors de la construction on s'est inspiré des établissements les plus modernes du Lancashire et l'équipement a été importé directement d'Angleterre.

Les quelques cas rapportés ici qui touchent les industries "motrices" de la région, illustrent encore une fois, à leur manière, la forte extraversion de l'industrie régionale. Développée souvent par des entrepreneurs et des capitaux étrangers, dépendante de la vigueur des marchés extérieurs pour ses débouchés, elle est également fortement dépendante à ses débuts

d'une technologie et d'un "know how" venus de l'extérieur. Spécialisée dans des produits nouveaux pour lesquels la demande sera rapidement croissante et utilisant une technologie à la fine pointe du temps, la région, et plus particulièrement le comté de Saint-Maurice, dans la première décennie du siècle, a connu une croissance remarquable qui semblait vouloir s'atténuer dans les quelques années qui précèdent le premier conflit mondial. Avec l'effort de guerre, on assistera à une vigoureuse reprise de la croissance.

DE L'EFFORT DE GUERRE A LA CRISE (1914-1929)

Au cours de cette période mouvementée, la région de la Mauricie va connaître des développements industriels fort importants. Alors que l'emploi manufacturier dans l'ensemble de la région avait connu une légère baisse de 1910 à 1915, il va connaître au cours des cinq années qui suivent un accroissement tout à fait exceptionnel passant d'un peu plus de 9 000 têtes à 19 200 en 1920, ce qui correspond à une augmentation de plus de 212%. La valeur des productions pour sa part a été multipliée par quatre atteignant 84 millions de dollars en 1920 et 104 millions en 1926 (cf. appendice 8 et 9). Certes les besoins accrus en produits industriels de base causés par l'effort de guerre expliquent pour une bonne part l'accroissement de l'activité industrielle en Mauricie au cours de cette période. D'autres facteurs contribuent également à l'explication. Parmi ceux-ci, il faut mentionner au premier chef les besoins grandissants de la presse américaine en papier journal et la stratégie des groupes financiers dans le secteur du papier. Voyons

FIGURE 4

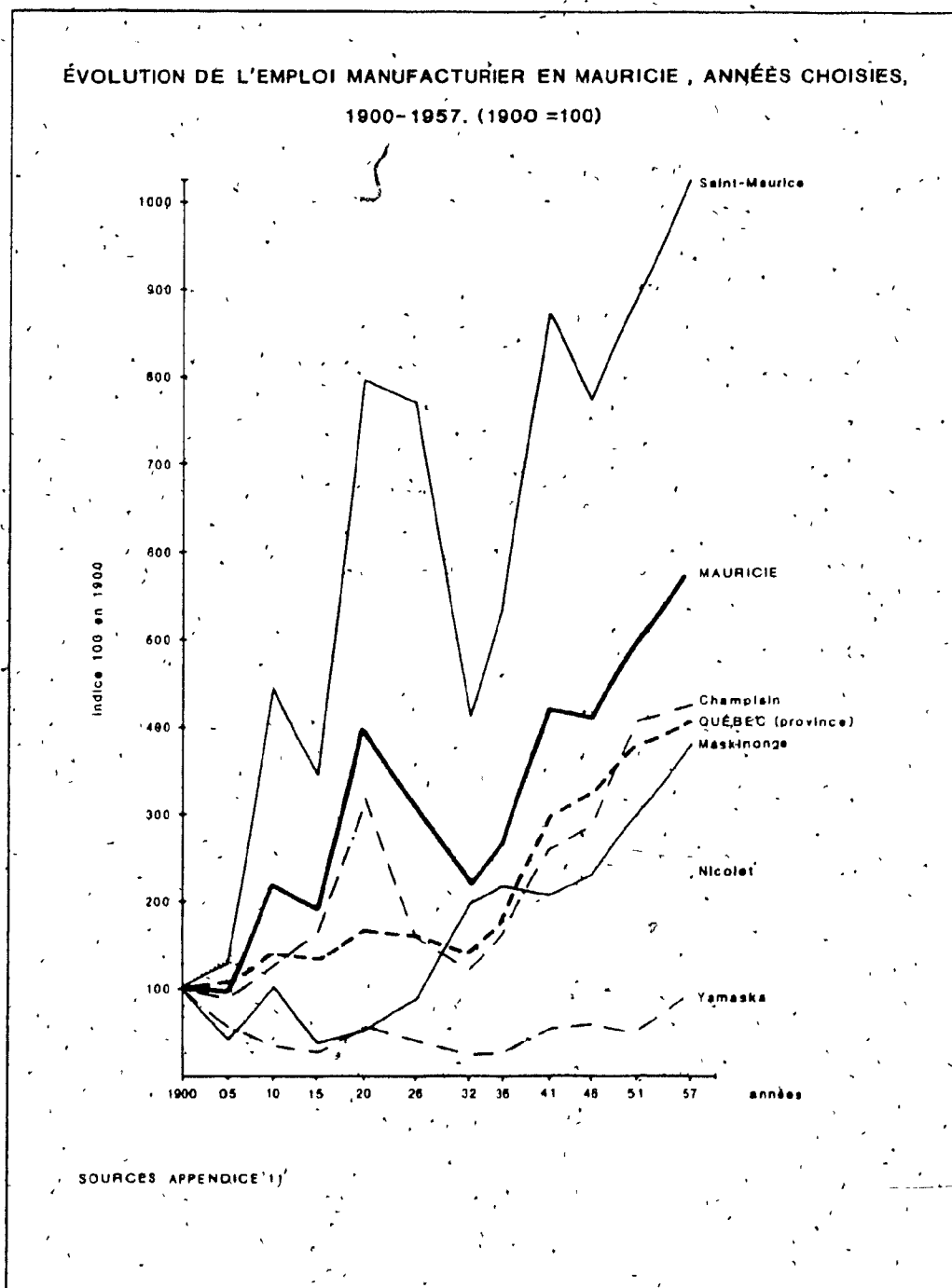
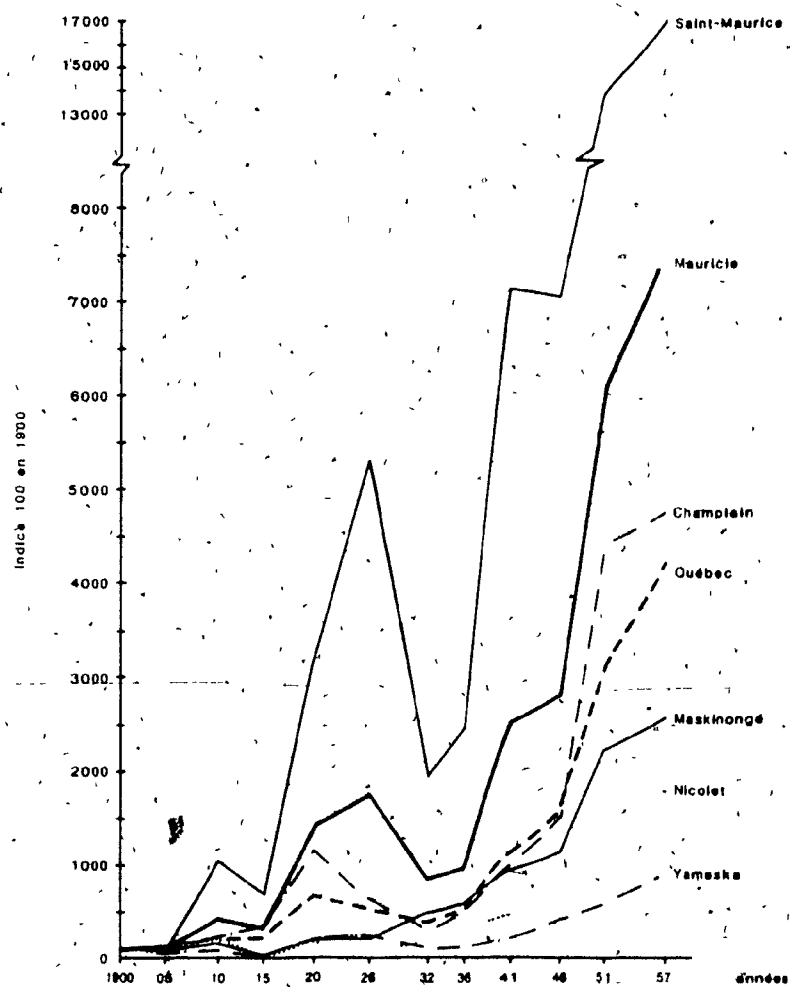


FIGURE 5

ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES PRODUCTIONS MANUFACTURIÈRES EN MAURICIE,
ANNÉES CHOISIES, 1900-1957. (1900 = 100)



SOURCES APPENDICE 10

rapidement sous quelle forme se concrétise cet accroissement manufacturier en relevant les implantations nouvelles et les agrandissements apportés aux établissements déjà en place.

Chronologie des nouvelles implantations et croissance des industries déjà en place

A Shawinigan, la reprise de l'investissement en biens de productions s'amorce en 1914 à l'usine de la Belgo Canadian Pulp and Paper Co. alors qu'on a installé une quatrième machine fourdrinier de 202 pouces et deux lessiveurs d'une capacité de 30 t/jour de bisulphite; un troisième sera installé l'année suivante. 1915 marque le démarrage de l'industrie chimique en Mauricie. En effet, cette année-là, Shawinigan voit l'arrivée de trois entreprises dans ce secteur. En début d'année, la Canadian Electro Products, filiale de la S.W.P., est mise sur pied à la demande de l'Imperial Munitions Board (Ottawa) pour la fabrication de l'acétone. Puis, au cours de l'année, le même organisme fédéral entre à nouveau en contact avec la S.W.P. pour que celle-ci produise du magnésium, élément important dans le domaine de la signalisation et de la photographie. L'Allemagne étant autrefois le seul lieu d'approvisionnement de ce produit, il fallait évidemment développer une autre source. Ce sera l'occasion de mettre sur pied une nouvelle entreprise, la Shawinigan Electro-Metals dont la S.W.P. aura le contrôle. En décembre, création d'une autre filiale, la Canadian Electrode Co. qui se spécialisera dans la fabrication d'électrodes de carbone pour les besoins de la Canada Carbide et d'autres industries de la région. Enfin, le 8 décembre de la même année, on annonçait la mise sur pied des Shawinigan Laboratories Ltd. qui auront pour fonction de mener les recherches nécessaires à la Canada Carbide et la Canadian Electro Products. Cette dernière implantation,

même si elle n'est pas un investissement directement dans le secteur de la fabrication, marque une étape importante dans l'histoire de l'industrie chimique de Shawinigan. Elle marque en effet la volonté bien arrêtée des administrateurs de la S.W.P. non seulement d'améliorer la qualité des produits qu'ils fabriquent, mais également de créer de nouveaux produits et de demeurer à la fine pointe de la technologie dans ce secteur. Avec les années, l'industrie chimique shawiniganaise ne sera plus importatrice de technologie étrangère mais elle en exportera à l'étranger comme on le verra ultérieurement.

En 1917, les besoins élevés en abrasifs artificiels pour fins militaires amènent la Canadian Aloxite Co.⁽³⁾, une filiale de la Carborandum Company of America à construire une usine à Shawinigan pour fabriquer du carborandum ainsi que du ferro-silicium qui servait à la fabrication d'hydrogène. Là encore les fortes quantités d'énergie électrique requises dans le procédé de fabrication ont été un atout important dans le choix du site de Shawinigan. Le contrat initial signé avec la S.W.P. portait en effet sur la livraison de 12 000 HP. La même année, s'implantait à proximité de Canada Carbide la compagnie Prest-O-Lite qui comprime dans des cylindres l'acétylène dérivé du carbure de calcium produit par la Canada Carbide. Enfin dernière implantation, en 1917, cette fois-ci par des entrepreneurs locaux, la Shawinigan Foundries, qui s'installe à Shawinigan pour approvisionner en pièces de fonte et d'acier les usines locales (Brouillette, 1971, p. 172). En 1918, la S.W.P. cède les actifs de la Shawinigan Electro-Metals à la Northern Aluminum. Mais d'autre part, elle participe à la mise sur pied de

l'American Electro Products pour produire de l'acide acétique. Les recherches effectuées pour le compte du gouvernement américain pendant la guerre ont abouti à un procédé plus simple et moins coûteux de production de l'acétique. Puis à l'automne 1918, on décide d'implanter à Shawinigan une nouvelle usine devant produire du ferro-silicium. C'est le pendant canadien de la Shawinigan Electro Products Co. of Baltimore, qui avait vu le jour suite aux recherches effectuées pendant le conflit, par les laboratoires de recherche de Shawinigan. Connue sous le nom de Canadian Ferro-Alloys, elle poursuivra ses opérations jusqu'en 1921 (Hardy, Gamelin et Rousseau, 1978, p. 48).

Dans les années qui suivent la fin de la guerre 1914-18, on assiste à une très forte concurrence de la part des nombreuses sociétés qui ont vu le jour pour les besoins de guerre. Selon Boisvert, "l'après-guerre fut désastreuse pour les industries de Shawinigan; quelques industries comme la Canadian Electrode et la Canadian Electro-Metals suspendirent leurs opérations, tandis que les autres opérèrent au ralenti" (Boisvert, 1951, p. 47). Le groupe Shawinigan cependant se ressaisira assez rapidement en rationalisant sa production, en procédant à une restructuration de ses filiales, en poursuivant les efforts de recherche et enfin en s'associant à d'autres groupes chimiques, principalement aux Etats-Unis. Sur place, l'élément le plus spectaculaire de cette réaction à la concurrence fut sans nul doute la formation de la Shawinigan Chemical Ltd., résultat de la fusion des entreprises électro-chimiques locales, et qui devenait ainsi l'une des plus puissantes compagnies de produits chimiques au Canada (voir appendice 12).

Dans les deux autres groupes industriels les plus importants de Shawinigan, la demande de produits demeure élevée au cours de cette période. C'est ainsi qu'à la Northern Aluminum on a procédé à la construction d'une cinquième salle de cuve en 1915 et on assiste en 1917-18 à une augmentation considérable de la fabrication de câbles d'aluminium qui concurrence fortement le câble de cuivre. A la Belgo Canadian Pulp and Paper, les investissements se poursuivent. Ainsi en 1920 débute la construction d'une nouvelle usine de pâte mécanique. L'année suivante on installe une chaudière de 23 000 Kv pour la fabrication de la vapeur, ce qui réduira d'autant l'utilisation du charbon qui doit être importé. En 1924, on ajoute deux nouvelles machines à papier, l'une de 218 pouces et l'autre de 220 pouces, ce qui porte à 6 le nombre de machines à papier de la Belgo et à 600 tonnes par jour la capacité de l'usine.

A La Tuque, la Quebec and St-Maurice Industrial Co., qui est devenue la Brown Corporation en 1917, augmente considérablement sa capacité de production. Alors qu'en 1914, on ne pouvait produire que 37 000 tonnes par année, en 1920, on dépasse les 50 000 tonnes et en 1928 on atteindra les 70 000 tonnes par année. En même temps que la production s'accroît, la Brown perfectionne ses produits ou ses procédés de production grâce aux recherches de son laboratoire de Berlin. C'est ainsi qu'on a mis au point en 1927 une nouvelle méthode pour convertir le bois à pâte en sulfate à haute teneur d'alfa. L'année suivante on construit une usine de fibres spéciales, la solka, et on s'oriente vers la production de pâte Kraft blanchie, laquelle constitue la moitié des

extrants en 1928. A Grand'Mère, la Laurentide qui avait agrandi l'usine à sulfate, le moulin à pâte mécanique et la centrale à vapeur en 1913, procède à l'installation de deux nouvelles machines à papier de 153 pouces en 1920 et 1921 (les machines no 8 et 9) et la capacité de l'usine connaît une augmentation de 40%.

L'agglomération trifluvienne ne sera pas laissée pour compte dans cet essor rapide des pâtes et papier. Dès 1916, la St-Maurice Paper qui a absorbé cette année là la Grès Fall décide d'ajouter à la pâte mécanique la production de pâte au bisulfite et de papier. En février de l'année suivante, les constructions requises sont terminées et la compagnie possède deux machines à papier, de type fourdrinier, pour une capacité annuelle de 36 000 tonnes de papier-journal. Assez rapidement, la capacité de production de l'usine sera augmentée avec l'introduction d'autres machines à papier, de sorte qu'en 1925, au moment de la fusion de la Belgo Canadian Pulp and Paper Co. avec la St-Maurice Paper, l'usine du Cap-de-la-Madeleine avait une capacité de production de 78 000 tonnes de papier-journal par année. La Wayagamack Pulp and Paper Co. pour sa part va profiter grandement de l'industrie militaire. L'utilisation du papier kraft que produit la compagnie pour le recouvrement, entre autres, des explosifs et des cartouches offre un débouché plus qu'intéressant aux usines de l'île de la Potherie. La forte demande de papier kraft ne se limite pas aux besoins militaires et dès 1919 la compagnie fait la commande de quatre nouvelles machines à papier. En 1921 on en rajoute deux autres. Mais le marché du papier s'est détérioré rapidement et la Wayagamack fermera ses portes trois mois au cours de

cette même année. En octobre 1924, la Wayagamack Pulp and Paper crée une filiale, la Wayagamack News Ltd. qui a pour objet la production de papier-journal. Concrètement, la mise sur pied de cette filiale s'est traduite par la construction d'une usine à papier d'une capacité de 150 tonnes de pâte et de 200 tonnes de papier-journal par jour. Cependant, un ralentissement de la demande de papier-journal aux Etats-Unis combiné à la vive concurrence que se livrent les producteurs canadiens pour le contrôle du marché, ont fait en sorte que dans les années subséquentes la Wayagamack et sa filiale connaissent des difficultés d'écoulement de leur production. De 1925 à 1929, l'usine de pâte chimique ne fonctionne qu'à 85% de sa capacité, celle de papier à 66%. La Wayagamack News pour sa part ne s'est pas avérée la planche de salut espérée; les profits nets ont oscillé entre 2 000 et 3 000 dollars seulement pour ces mêmes années.

¶ L'essor rapide des compagnies productrices de papier-journal au Canada et leurs succès sur le marché américain vont assez paradoxalement avoir des effets bénéfiques pour Trois-Rivières. L'International Paper revoit alors sa stratégie de production. Aux Etats-Unis, elle transforme graduellement ses usines de papier-journal en usines à papier fin pour profiter du tarif protecteur en ce domaine et se lance dans la construction d'usines à papier-journal à grand rendement au Canada et aux Etats-Unis (Piedalue, 1976, p. 244). Déjà propriétaire de vastes terrains à Trois-Rivières où elle opère une scierie depuis 1899 (la St-Maurice Lumber) c'est tout naturellement qu'elle se tournera vers ce site en bordure du fleuve pour y ériger une vaste papeterie.

En décembre 1920, la Canadian International Paper Company, filiale de l'International Paper des États-Unis, inaugure son usine de papier tri-fluvienne. Le complexe est à la fine pointe de la technologie papetière. Dès 1924, on décide d'agrandir l'usine de Trois-Rivières; on y injectera plus de 5 000 000 de dollars. Aux deux premières machines à papier fourdrinier viennent alors s'en ajouter quatre autres, puis cinq autres tours à sulfite, une puissante bouilloire électrique de 52 000 k.v.a., etc... de sorte qu'en 1926, la C.I.P. pouvait produire 700 tonnes de papier par jour, ce qui en faisait la plus grosse unité de production au monde pour la fabrication de papier-journal.

En 1920, on a assisté à la fondation de la Three Rivers Pulp and Paper Co. Noah Timmins qui était le président de la mine d'or Hollinger en Ontario, et John Rankin en sont les principaux instigateurs. En juin 1922, la compagnie prend le nom de St. Lawrence Paper Mills Ltd. et la construction des usines démarre. L'année suivante l'établissement entre en opération avec une capacité de 45 000 tonnes de papier-journal par année. Elle possède deux machines à papier. En 1925, l'entreprise se lance dans des projets considérables d'expansion. On va doubler la capacité de production de papier-journal et construire une usine de pâte chimique d'une capacité de 100 tonnes par jour. On espérait pouvoir expédier une partie importante de la pâte vers les États-Unis. Mais finalement le projet en se réalisera pas. Heureusement, la Wayagamack News de Trois-Rivières pourra absorber les surplus de production de pâte chimique. Puis en 1927, installation de deux nouvelles machines à papier portant la capacité à 450 tonnes par jour. Ici encore, on parle à l'époque d'une

entreprise à la fine pointe du progrès. "L'usine de Trois-Rivières produisait au plus bas prix de revient en Amérique du Nord sur la base d'un homme par tonne de papier, grâce à une gestion lucide, à une technologie d'avant-garde et à un entretien efficace de la machinerie" (Dion, 1981, p., 87).

On pouvait logiquement s'attendre à ce que la mise en place d'un tel complexe de production de pâtes et papiers dans la région ait des effets d'entraînement importants et que de fortes liaisons industrielles intra-régionales se fassent jour. En réalité, celles-ci n'ont pas été aussi importantes qu'on aurait pu l'espérer, notamment en ce qui concerne les liaisons d'amont (forward linkages), et elles arrivent tardivement. Ainsi, ce n'est qu'en 1923 que la compagnie écossaise George Christie Ltd. implante à Trois-Rivières une usine de fabrication de toiles métalliques utilisées dans les usines de papier. L'approvisionnement des usines de papier en agents de blanchiment par la C.I.L. de Shawinigan ne débutera que dans les années '30. Certes la Canada Iron, dès les années 1900 avait commencé, timidement, à produire certaines pièces pour les usines de papier, mais ce n'est qu'en 1927 que l'on assiste à la création d'une filiale, la Paper Machinery Ltd. qui a spécifiquement comme objet la fabrication de machinerie pour les papeteries. La Canada Iron obtient d'autre part cette année-là la licence exclusive pour le Canada, les Etats-Unis et Terre-Neuve pour la fabrication de machines, notamment les défibreurs Ramyr, pour les usines de pâtes et papier. La compagnie a procédé alors à l'agrandissement de son usine trifluvienne. A l'aval (backward linkages) ce n'est qu'en 1927 que l'on assiste à la fondation

de la Bates Valve Bag Company au Cap-de-la-Madeleine pour fabriquer des sacs de papier kraft. Elle sera connue plus tard sous le nom de St-Regis Paper (Hardy et alii, 1979, p. 33). En fait le gros de la production est écoulé sous forme de produits semi-finis, pâte chimique, papier-journal, etc... sur le marché américain.

Deux autres secteurs retiennent l'attention au cours de cette période qui se termine avec les débuts de la crise. Le secteur des "industries de main-d'oeuvre" et le secteur du matériel de transport. Dans le premier cas, il est surtout représenté par le groupe Wabasso. Ce dernier ferme son usine de vêtements à la fin de la période de gel de taxe en 1920 et liquide la Diamond Whitewear. Par contre dès 1923, on construit une nouvelle usine pour la St-Maurice Valley Cotton en prolongeant le bâtiment principal à Trois-Rivières et on agrandit la blanchisserie ainsi que d'autres bâtiments. En 1924, on met sur pied une nouvelle filiale, la Mercerizers Ltd. qui procédera au mercerisage des tissus de la Wabasso dans l'ancienne usine de la Diamond Whitewear. Au cours des années 24 à 27, des agrandissements importants sont effectués qui permettront d'ajouter quelque 2 000 métiers et une usine d'impression et de teinture d'une capacité d'environ 15 millions de verges par an. On met sur le marché de nouveaux produits tel le walcosilke (composé de soie cellulose et de coton) et en fin de période, on décide de remplacer l'équipement d'origine anglaise que l'on possédait par des machines automatiques américaines, ce qui se traduira par une baisse temporaire de l'emploi à l'usine de la rue Saint-Maurice. Bref, l'entreprise connaît une croissance très appréciable perceptible par le volume de production

de tissus et de toiles qui passe de 3 972 000 de verges en 1908, à 16 000 000 en 1928.

De nombreux autres établissements faisant appel à une abondante main-d'oeuvre voient le jour au cours de cette période. J. Edouard Béland qui avait mis sur pied l'Empire Shirt à Louiseville en 1895, ouvre une deuxième usine à Grand'Mère en 1923. A Nicolet, en 1924, H.N. Biron met sur pied la Compagnie de Tricot de Nicolet qui emploiera à ses début une soixantaine de travailleurs (Hardy et alii, 1979, p. 40). Dans les mêmes années, apparaîtront successivement la Lampron Shirt à Trois-Rivières, la Falomar Manufacturing Company et la Canadian T.S.R. of Lyons; cette dernière appartenant à des intérêts français s'occupe du tissage de la soie. En 1920, est née la Sterling Shirt and Overalls Ltd. issue d'une boutique de tailleurs, celle de Fred Aboud, qui avait ouvert ses portes en 1911 et qui par la suite est passée à la production en série. En 27 apparaît également la Grand'Mère Shoe dirigée par la même famille de Grand'Mère jusqu'à tout récemment. Ainsi, au cours des années 20, à l'essor des pâtes et papier, de l'électro-chimie, de la métallurgie primaire, correspond une montée considérable des industries de main-d'oeuvre. Moins spectaculaires que les secteurs industriels nouveaux, elles n'en contribuent pas moins à assurer à la région une structure industrielle plus diversifiée et à rendre celle-ci moins dépendante de quelques productions, si considérables soient-elles.

Enfin, on ne saurait passer sous silence au cours de cette période un phénomène assez éphémère mais tout de même important au plan de l'emploi.

Nous voulons parler de l'industrie des équipements de transport.

Pas moins de quatre compagnies de construction navale s'installent en effet à Trois-Rivières et au Cap-de-la-Madeleine entre 1915 et 1917.

On possède peu de renseignements sur ces entreprises et les informations partielles dont on dispose proviennent de sources indirectes, essentiellement la Gazette du Travail. Mais au bas mot, les chantiers navals trifluviens et madelinois ont occupé pas moins de 2 800 personnes qui s'affairaient à la construction de bateaux en bois requis pour l'effort de guerre.

Le premier chantier naval, celui de la Tidewater Shipbuilding Ltd., propriété de la Canada Steamship Lines, ouvre ses portes en 1915 au Cap-de-la-Madeleine. Il occupera plus de 800 travailleurs. Puis successivement apparaît en 1917 la Three Rivers Shipyards Ltd. dirigée par Thomas Mulvey Kirkwood et qui sera vendue l'année suivante à la Boston Shipyards Co. Elle aurait occupé plus de 700 travailleurs. En 1908, la National Shipbuilding Corporation s'installe à Trois-Rivières; elle employait entre 800 et 1 000 travailleurs. Enfin mentionnons la Fraser Brace de Trois-Rivières qui occupait encore en 1922 près de 200 travailleurs. Derniers soubresauts d'une industrie agonisante, les chantiers navals trifluviens ne survivront que peu de temps au conflit qui leur avait donné naissance et en 1923, les trois principaux chantiers avaient fermé définitivement leurs portes.

Éléments importants de la période 1914-1929

La brève chronologie des nouvelles implantations industrielles et des agrandissements auxquels procèdent les entreprises déjà en place en 1914

nous a permis de voir comment s'est traduite concrètement dans la région la croissance remarquable dont rendent compte les indicateurs globaux présentés au début de la section précédente. Il reste à mettre en lumière la place qu'occupe la Mauricie sur l'échiquier industriel provincial, voire continental et à cerner certains éléments sous-jacents ou concomitants de cet essor industriel.

En 1912, la vallée du Saint-Maurice se classait déjà au premier rang des régions productrices de pâtes et papiers au Québec, avec plus de 28% de la capacité de production de la province. Elle est suivie de près par le Saguenay qui en possède le quart et l'Estrie un peu moins de vingt pour cent (tableau 10). Seize ans plus tard, en 1928, la part relative de la Mauricie dépasse les 38%. Le Saguenay maintient son pourcentage de la production québécoise alors que l'Estrie connaît une chute drastique passant de 18,1 à 4,8 pour cent. La région confirme donc sa suprématie de façon incontestable dans le domaine des pâtes et papiers et Trois-Rivières, avec ses quatre grosses usines de papier, s'ennorgueillit du titre de capitale mondiale des pâtes et papiers. Il faut prendre conscience qu'il s'agit là d'une production tout à fait considérable, énorme pour l'époque. Au seul chapitre du papier-journal, la Mauricie fournissait en effet le tiers de la production canadienne et le sixième de celle de l'Amérique du Nord (Dion, 1981, p. 25). Dans le secteur de la métallurgie primaire, l'usine de l'Alcan à Shawinigan sera jusqu'en 1927, date où l'entreprise met en opération l'aluminerie d'Arvida, la plus importante aluminerie au Canada avec une production annuelle de plus de 11 000 tonnes. Dans le secteur de la chimie, la région de Shawinigan occupe le premier rang après Montréal. Bref, la Mauricie, à

TABLEAU 10

RÉPARTITION RÉGIONALE DE LA PRODUCTION
DE PÂTES ET PAPIERS AU QUÉBEC, EN 1912

Régions	Capacité (tonnes par jour)	Capacité (en %)	Usines (nombre)
Mauricie	885	23,1	6
Saguenay	751	25,1	6
Estrée	548	18,1	5
Outaouais	240	7,8	2
Québec	279	9,2	12
Montréal	127	4,1	7
Côte-Nord	150	5,0	1
Bas-du-Fleuve et Gaspésie	78	2,4	3
Abitibi-Témiscamingue	0	0	0
Province de Québec	2 985	100	42

TABLEAU 11

RÉPARTITION RÉGIONALE DE LA PRODUCTION
DE PÂTES ET PAPIERS AU QUÉBEC, EN 1928

Régions	Capacité (tonnes par jour)	Capacité (en %)	Usines (nombre)
Mauricie	5 450	38,1	8
Saguenay	3 505	25,5	8
Estrée	650	4,8	5
Outaouais	1 440	10,4	3
Québec	2 025	14,5	12
Montréal	270	2,0	10
Côte-Nord	130	0,9	1
Bas-du-Fleuve et Gaspésie	173	1,4	4
Abitibi-Témiscamingue	330	2,4	1
Province de Québec	13 913	100	52

Source: Claude Manzagol, L'industrie des pâtes et papier au Québec, p. 154 et 156.

l'aube des années 30, fait figure de leader dans l'industrialisation des régions du proche hinterland québécois.

Certes, il existe toute une série de conditions favorables qui contribuent à l'explication de l'essor industriel mauricien. Parmi celles-ci, la disponibilité en énergie hydro-électrique n'est pas la moindre. De 1914 à 1931, la puissance installée en Mauricie est passée de 152 000 à 718 900 HP. A cela s'ajoute environ 50 000 HP d'origine hydraulique qui sont vendus aux usines situées à proximité des centrales et un autre 110 000 HP que la S.W.P. achète d'autres compagnies productrices telles la Duke-Price, la Southern Canada ou encore de ses filiales et qu'elle revend à ses clients réguliers notamment l'industrie des pâtes et papiers qui utilise l'énergie secondaire pour alimenter ses bouilloires électriques.

Dans ce dernier secteur, la conjoncture s'avère particulièrement favorable. La demande de papier-journal étant très forte aux Etats-Unis, le prix du papier-journal passait de \$41.60 U.S. la tonne en 1915 à \$114.70 U.S. en 1920. Au niveau canadien, le taux de profit sur le stock de capital investi, malgré des investissements massifs, représentait près de 40% en 1920 (Piédalue, 1976, p. 224). On comprend mieux ainsi les gros investissements que connaît le Québec des ressources au cours de cette période, alors que les opportunités de profits sont si considérables. Par ailleurs, la chute vertigineuse des prix consécutive à la récession de 1921, au surinvestissement dans ce secteur et à la concurrence féroce que se livrent les grands producteurs font évidemment

baïsser le taux de profit et expliquent dans une large mesure les mouvements de concentration qui aboutissent entre autres en Mauricie, à la mise sur pied au début des années 30 de la Consolidated Paper Corporation.

Dorénavant, et il s'agit là d'un fait capital, le dynamisme de l'entreprise ne se mesurera plus en fonction des succès d'un établissement industriel donné, mais en fonction de l'ensemble des établissements du groupe. A partir de ce moment, les succès de l'entreprise pris globalement ne se traduiront pas nécessairement par une forte croissance dans la région d'origine. Certes les mouvements de prise de contrôle, de fusion, de création de filiales extra-régionales n'ont pas encore, au cours de la période 14-29, l'ampleur qu'on leur connaîtra par la suite, mais ils sont tout de même présents. Ainsi, la Northern Aluminum, dès 1916, développe son intégration verticale en ouvrant à Toronto la première usine de laminage de tôle d'aluminium au Canada. En 1924, vu l'expansion du marché de l'aluminium, on décide d'augmenter de façon considérable les capacités de production. L'expansion cette fois-ci aura lieu à Arvida. Dès 1927, on pourra y produire 30 000 tonnes d'aluminium, soit le huitième de la production mondiale de l'époque. Dans le secteur des textiles, très tôt le groupe Wabasso s'est orienté vers une structure organisationnelle de filiales. Successivement, entre 1907 et 1924 seront créées les filiales suivantes: en 1907, Shawinigan Cotton Co. Ltd.; en 1910, Oxford Knitting Co. (Ont.), Shawinigan Knitting Co., Diamond Whitewear; en 1912, St-Maurice Valley Cotton Mills, et en 1924, Mercerizers Ltd. Dans le secteur de l'électro-chimie, on assiste en 1927, à la création de la Shawinigan Chemicals Ltd., elle-même filiale à 100%

de la S.W.P. qui possède des intérêts dans différentes entreprises de produits chimiques aux Etats-Unis telles la Niacet Chemicals, la Midwest Corporation, etc. La Canada Iron Corporation pour sa part est une entreprise multilocationnelle depuis 1908 avec des établissements en Ontario, en Nouvelle-Ecosse, au Nouveau-Brunswick. Bref, on assiste au cours des trois premières décennies du siècle, mais plus particulièrement dans les années qui précèdent la crise de 1929, à un vaste mouvement de consolidation des entreprises régionales et à une complexité de plus en plus grande des structures financières et administratives.

Enfin, signalons un dernier élément qui apparaît au cours de la période. Il s'agit de la diversification des approvisionnements en bois pour les usines de pâtes et papiers. Alors que les facteurs de localisation des premières usines avaient été essentiellement la disponibilité d'énergie et les facilités d'approvisionnement en matière ligneuse dans la région, les dernières implantations sont reliées à la disponibilité et aux bas coûts de l'énergie, mais l'approvisionnement régional en bois devient moins important. Situées en bordure du Saint-Laurent, les papeteries trifluviennes peuvent, grâce à la voie d'eau, se procurer cet intrant d'endroits aussi éloignés que l'île d'Anticosti, le Bas-du-Fleuve ou la Gaspésie. Ce faisant, la région commence à se distinguer des régions périphériques dont la principale fonction est d'approvisionner les régions centrales en matières premières. Mais il demeure que ce caractère de "centralité" que lui confèrent ces approvisionnements en provenance de régions périphériques éloignées demeure encore bien faible.

4. DE LA CRISE A LA FIN DE LA DEUXIÈME GUERRE

Après l'essor industriel vigoureux qui avait marqué les premières décennies du siècle en Mauricie, la région va connaître à partir du début des années '30 un ralentissement considérable. L'effondrement de la Bourse de New-York en cette sombre journée d'octobre 1929 va affecter de façon drastique une économie régionale fortement intégrée au système manufacturier américain. La valeur des productions manufacturières qui avait atteint 104 millions de dollars en 1926 n'est plus que de 44 millions en 1932. En 1933 elle dépasse tout juste la moitié de ce qu'elle était en 1926. Parallèlement, l'emploi manufacturier perd plus du tiers de ses effectifs entre 1926 et 1932. Il s'agit là de pertes considérables et la région est beaucoup plus durement touchée que ne l'est l'ensemble du Québec.

L'indice de l'emploi (1900=100) qui avait atteint 320 points en 1926 en Mauricie, se retrouve à 220 points seulement en 1932 alors que l'indice provincial est passé de 159 à 145 au cours de la même période. Perte de 100 points dans le premier cas, mais de 14 seulement dans le second (figure 4 et 5, pp. 136, 137). On observe le même phénomène au chapitre de la valeur des productions, mais de façon beaucoup plus accentuée. L'indice pour la Mauricie enregistre en effet une chute affolante de 920 points alors qu'au niveau provincial la baisse n'est que de 160 points. Le comté de Saint-Maurice qui avait connu un essor fulgurant au cours de la première guerre mondiale sera le plus durement touché. Les usines tournent en-deçà de leur capacité de production lorsqu'elles ne sont pas complètement

fermées. Ainsi, à la Canada Iron de Trois-Rivières, en 1932, on signale que la production a baissé de 50% par rapport à l'année précédente. Dans le secteur du papier, le grand moteur de l'industrie régionale, la situation devient dramatique: la Consolidated Paper Corporation ferme son usine du Cap-de-la-Madeleine (la Wayagamack "B" autrefois connue sous l'appellation de St-Maurice Paper) le 13 décembre 1930; elle n'ouvrira ses portes à nouveau que dix ans plus tard. La division Belgo de Shawinigan sera également fermée pendant plus de 15 mois à partir de juin 1932. La même année, l'usine de la C.I.P. a cessé toute production pendant deux semaines. La St-Lawrence Paper Mills pour sa part a été fermée du 16 janvier au 2 mars 1931. Et lorsqu'elles sont en opération, les usines opèrent à moins de 60% de leur capacité.

Chez les autres grandes entreprises régionales où l'on se spécialise dans la transformation des produits de base, la situation n'est guère plus reluisante. L'usine de l'Aluminum Company of Canada à Shawinigan ferme ses portes en 1930 et ne les réouvrira qu'en 1935. Les autres usines du groupe Aluminum Ltd ne fonctionnent qu'à 50% de leur capacité. A la Shawinigan Chemicals, la production d'acide acétique et d'acétone connaît une diminution très considérable. Car avec la crise économique, la demande de rayonne a connu une chute drastique. Par contre, la demande d'acétylène et de vinyle demeure élevée, ce qui va permettre à la Shawinigan Chemicals de mieux passer à travers la crise, d'autant plus que l'entreprise réagit vigoureusement à la situation en faisant un effort particulier de recherche et de développement. Les recherches ont abouti à l'apparition de nouveaux procédés de production moins coûteux

et également à la mise en marché de nouveaux produits. Il ne fait pas de doute que c'est la recherche et la diversification de la production qui ont permis à la Shawinigan Chemicals de passer plutôt mieux que mal à travers la crise. Dès 1932, le rapport annuel de la compagnie indique qu'un redressement est en train de s'opérer.

Chronologie des nouvelles implantations et croissance des industries déjà en place

De façon assez surprenante, en avril 1931, en pleine période de difficultés économiques, la Canadian Industries Ltd (C.I.L.) prend la décision d'implanter à Shawinigan une usine de pellicule cellulosique (cellophane). Filiale de l'Imperial Chemical Industries de Grande-Bretagne et de la Dupont de Nemours des Etats-Unis, elle exploitera au Canada le procédé développé par la Dupont de Nemours. Même en temps de crise, les perspectives semblent intéressantes pour la C.I.L. En effet, dès les débuts de la production en 1932, on annonçait l'ajout d'une seconde unité de production. Deux autres s'ajoutent par la suite en 1936 et 1938. Entre-temps, en 1934, on s'est lancé dans la production de peroxyde d'hydrogène et de trichlorethylène sous licence de la B. Laporte Ltd. de Grande-Bretagne.

En ces années difficiles, l'implantation de la C.I.L., qui emploiera rapidement près de 600 travailleurs, apportait une note d'espoir à Shawinigan durement touchée par la crise économique. Après le creux de 1932 où la production manufacturière au Québec a atteint son plus bas niveau, la reprise s'amorce lentement et ce ne sera vraiment qu'avec le déclenchement des hostilités en Europe qu'on assistera à une expansion sans précédent

de l'industrie mauricienne. Fouettées par les besoins urgents et massifs de l'effort de guerre, les grandes industries régionales vont tourner à plein rendement. De 58 millions de dollars qu'elle était en 1936, la valeur des productions va presque tripler en cinq ans pour atteindre 150 millions en 1941. L'emploi manufacturier pour sa part passe de 12 900 à plus de 20 000 au cours de ces mêmes années.

Tous les centres urbains d'importance, bien qu'à des degrés divers, vont bénéficier de cet essor industriel. C'est probablement à Shawinigan que l'effort de guerre sera le plus apparent. Après l'invasion de la Norvège, important producteur de carbure de calcium européen, la Shawinigan Chemicals va construire en 1940 deux autres fourneaux et remettre en opération les fourneaux 1 et 2 qui avaient été fermés quelques années auparavant. Avec sept fourneaux en activité, l'usine de carbure de la Shawinigan Chemicals devenait alors la plus importante usine au monde dans ce secteur de production. La même année, toujours pour répondre aux besoins de guerre, la compagnie construit deux usines pour la fabrication d'aniline munethyle et d'alcool butylique. En mai 41, nouvelle demande du gouvernement fédéral pour la fabrication d'un explosif, le R.D.X. Après les recherches effectuées par la Shawinigan Chemicals pour mettre au point le procédé de production, le gouvernement approuve en décembre la construction d'une usine à Shawinigan. Celle-ci entre en opération au cours de 1942. Initialement prévue pour une production de 50 tonnes par mois, l'usine en produisait 350 à la fin de la guerre. L'Aluminum Company of Canada Ltd. pour sa part, délaisse la production de câbles d'aluminium et s'oriente vers la production du

fil d'aluminium pour la fabrication de rivets (avionnerie) et vers la production de différentes pièces et composantes tant pour l'armement que pour le matériel de transport militaire. Mais l'élément le plus spectaculaire sera sans nul doute l'érection du "plan" no 2, la grosse aluminerie de la rue Saint-Sacrement, avec une capacité de plus de 70 000 tonnes par année.

Parallèlement à ces productions reliées directement aux besoins de guerre, la Shawinigan Chemicals poursuit son expansion. Elle ajoute à sa gamme déjà élevée de produits chimiques l'anhydride acétique et développe un nouveau procédé moins coûteux pour la production d'acétone. Depuis 1937, elle s'est associée à la Fiberloid Corporation de Springfield, Mass., pour ouvrir une filiale aux Etats-Unis, la Shawinigan Resins Corporation. En 1941, de concert avec la Union Carbide (50%), on met sur pied une nouvelle filiale, la Canadian Resins and Chemicals qui a pour objet la production de résine à Shawinigan. Dès 1943, les laboratoires de recherches de la compagnie sont à l'oeuvre pour étudier divers produits et procédés qui pourront alimenter le marché d'après-guerre. A la C.I.L. en 1939, on a mis en activité l'usine de chloralcalis et de soude caustique. Utilisés comme agent de blanchiment dans la production de pâtes et papiers, ces produits sont surtout destinés aux usines régionales de pâtes et papiers qui absorbent 70% de la production de la C.I.L. (N. Brouillette, 1971, p. 24). En ces années qui précèdent la fin de la guerre, Shawinigan apparaît donc comme un centre industriel bourdonnant d'activités et se classe parmi les plus importants centres chimiques au Canada.

A proximité, Grand'Mère a vu sa grosse usine de papier reprendre graduellement son rythme de croisière à la fin des années 30. Elle voit également les industries de main-d'oeuvre prendre de l'ampleur. A l'usine de l'Empire Shirt ouverte par J.E. Bédard en 1923 est venue s'ajouter en 1933 la Grand'Mère Knitting Co., propriété d'un entrepreneur local, Albert Thibeault. Celui-ci procède à des agrandissements importants de son usine en 1938. En 1945, il pousse l'intégration verticale en ouvrant la Grand'Mère Handcraft qui approvisionnera en fil la Grand'Mère Knitting. D'autres entreprises, de petite et moyenne importance, oeuvrant dans le vêtement ou le textile, telle la Textile Weavers (1934) viennent également s'ajouter au cours des mêmes années de sorte que à la fin de la période, Grand'Mère apparaît beaucoup moins dépendante de la seule Laurentide. En 1950, les industries du vêtement dépassent même en terme d'effectifs celles du papier. Plus au Nord, La Tuque, tout comme Grand'Mère n'a pas connu la fermeture de sa papeterie pendant la crise, bien que celle-ci ait opéré au ralenti. La reprise de la demande dans le secteur du papier mais surtout la construction et la mise en opération d'une fonderie d'aluminium par l'Aluminum Company of Canada à proximité du verrou de La Tuque stimule fortement l'économie urbaine de la Haute-Mauricie.

En Basse-Mauricie, l'effort de guerre a peut-être été moins apparent alors qu'il accompagnait la reprise de l'essor économique, mais il demeure tout de même important. Dès 1940, la Canada Iron a reçu de grosses commandes d'équipement pour les aciéries (laminoirs) et autres compagnies oeuvrant pour la Défense nationale. La division de la machinerie a même obtenu cette année-là des commandes plus importantes.

1. que celles des roues et tuyaux. On a donc procédé à l'agrandissement du département de la machinerie et de l'outillage. L'emploi à la Canada Iron atteint des sommets d'autant plus que l'année précédente on avait décroché d'importants contrats pour les usines de pâtes et papiers. Dans ce dernier secteur, la demande s'accroît. Graduellement à partir de 1936, la plupart des machines à papier qui avaient été immobilisées pendant la crise sont remises en opération. D'autre part, certaines entreprises, telles la C.I.P., obtiennent d'importants contrats de la Défense nationale. Ainsi, en 1939, l'usine de Trois-Rivières a transformé son département de bobines pour fabriquer des contenants à obus pour le transport outre-mer. De 1941 à 1945, la C.I.P. de Trois-Rivières en aurait produits environ 1 000 000 par mois. Cependant, à partir de 1942, plusieurs papeteries se voient imposer des quotas de production par le gouvernement fédéral. Les énormes quantités d'énergie électrique requises pour la fabrication de produits stratégiques, notamment l'aluminium, passent avant les besoins moins prioritaires de l'industrie papetière.

La forte demande pour les produits de l'aluminium a incité l'International Foils à ouvrir une usine de transformation au Cap-de-la-Madeleine en 1939. Cet établissement connu successivement sous le nom de Dominion Foils (1944) et de Rolling Foils (1951), devient la Reynolds Aluminum en 1956 et sera un apport non négligeable à l'économie madelinoise.

(Les industries de main-d'oeuvre qui s'étaient passablement développées au cours de la période précédente poursuivent leur croissance.

Au Cap-de-la-Madeleine apparaît en 1934 l'usine de vêtement Béliveau. Quelques années plus tard, le même entrepreneur local ouvre à Trois-Rivières la Béliveau Children's Wear et la Béliveau Mfg. Ltd. En 1934 est également apparu la Regent Shirt mise sur pied par Paul Aboud, autre entrepreneur local. Le groupe Wabasso pour sa part n'a pas été inactif au cours de cette période. De 16 000 000 de verges en 1928, la production de tissus et de toiles est passée à 37 000 000 de verges en 1935, sans compter les autres productions. Par ailleurs on a mis au point des procédés nouveaux pour le traitement des tissus, telle la "sanforisation" qui rend le linge irrétrécissable au lavage et le remplacement de la machinerie anglaise par de l'équipement automatique américain a été à toute fin pratique complété au cours de la période.

On connaît moins bien les implantations industrielles qui surviennent en dehors de l'axe du Saint-Maurice. Les informations bien fragmentaires que l'on possède cependant nous laissent croire que le mouvement d'industrialisation s'accroît dans les petits centres, souvent à l'instigation d'entrepreneurs locaux qui misent sur une main-d'oeuvre tant féminine que masculine, dans tous les cas bon marché. C'est le cas en particulier à Saint-Tite où l'on voit apparaître en 1933 la St-Tite Shoe qui s'appellera G.A. Boulet Ltée en 1943, la Consumers Gloves l'année suivante, filiale de la Consumers Gloves Inc. de Montréal, et en 1940 la Laurentide Gloves; petite entreprise occupant une dizaine d'employés, elle passe aux mains de G.A. Boulet en 1945. La présence d'une importante tannerie sur place n'a pas été étrangère à ces nouvelles implantations. A Sainte-Thècle, les frères Groleau développent la scierie qui avait vu le jour

au début du siècle. A Louiseville, autour de l'Associated Textile, qui s'est implantée en 1929 sont venus se greffer une quinzaine de petits établissements qui s'approvisionnent directement de la grosse usine de textile ou encore qui s'occupent de différents petits travaux de sous-traitance. D'autres petits centres tels Maskinongé, Yamachiche, La Pêrade, etc. (voir carte 17) s'éveillent également à la production industrielle grâce à l'initiative de promoteurs locaux. Mais en regard de l'appareil de production qui a été mis en place depuis le début du siècle à Shawinigan-Grand'Mère et dans l'agglomération trifluvienne, ces productions apparaissent bien modestes. Tout au plus peut-on parler d'un saupoudrage industriel discontinu.

A la fin de la guerre 39-45 se termine une des périodes les plus glorieuses de l'histoire de la Mauricie. Si la décennie des années 30 a été caractérisée par l'affaissement des productions régionales et par la fermeture de grandes usines sur de longues périodes, avec la reprise économique qui s'amorce à la fin des années 30 et surtout avec l'entrée en guerre du Canada, la région a connu une activité industrielle débordante et s'est taillé une place de premier plan sur l'échiquier industriel canadien. Devant cet essor tout à fait remarquable, on n'a guère mis en lumière, jusqu'à ce jour, des éléments dont certains étaient très évidents, d'autres moins, mais qui peuvent contribuer puissamment à l'explication de l'évolution tant passée que future de la Mauricie. Abordons-les brièvement.

Eléments importants de la période 1930-1945

Tout d'abord, il faut prendre conscience que l'accroissement très considérable de la production qui s'est poursuivi après la crise économique des années trente est écoulé dans une très forte proportion sur le marché international d'abord, et secondairement sur le marché national. Ce faisant, on prolongeait une tradition de dépendance bien établie depuis les débuts du siècle envers les marchés étrangers et plus particulièrement envers le marché du nord-est américain. Or accentuer la dépendance, c'est également se rendre plus vulnérable face aux réorientations éventuelles des stratégies d'approvisionnement des principaux clients.

Deuxièmement, signalons un ralentissement de l'aménagement du potentiel hydro-électrique du Saint-Maurice. Déjà en 1931, la puissance installée dépassait les 700 000 HP. En 1945, soit 14 ans plus tard, on n'a rajouté que 200 000 HP de plus (La Tuque). Bien que tout le potentiel ne soit pas entièrement exploité -d'autres développements viendront par la suite- on constate déjà un début de plafonnement qui assez étrangement coïncide grosso modo avec la fin de l'implantation des établissements manufacturiers à forte consommation énergétique à Shawinigan. Mais il serait prématuré d'établir une relation étroite, de cause à effet, entre les deux phénomènes.

L'examen de la stratégie des groupes industriels semble apporter un éclairage beaucoup plus satisfaisant. Dans un document inédit à paraître prochainement, Pierre Lanthier (1982) distingue deux phases

principales dans la stratégie des grands groupes industriels présents en Mauricie. Dans un premier temps, qui s'étend grosso modo de 1910 à 1940, les groupes industriels auraient privilégié une certaine forme de concentration verticale mais surtout la concentration horizontale. Ainsi, dans le secteur des pâtes et papiers, on a vu très tôt les usines régionales passer de la production de pâtes mécaniques et chimiques à celles du carton, du papier kraft et du papier-journal. Dans les secteurs de l'électricité et de l'électro-chimie, retenons le cas du groupe Shawinigan. Ce dernier développe graduellement ses centrales de production d'énergie électrique et acquiert le contrôle de petites compagnies d'électricité, procédant ainsi à la concentration horizontale. Mais en même temps, il est amené à s'intéresser à l'industrie des carbures par l'acquisition d'une filiale en 1901, la Shawinigan Carbide. A partir du carbure, grâce aux efforts de recherche, on trouvera successivement de nouveaux procédés et de nouveaux produits servant de débouchés à la production. Signalons notamment le cas du prestone en 1912, nouveau procédé de soudure et de coupe du métal, l'acétone au cours de la première guerre mondiale, la fabrication de magnésium métallique, le ferro-silicium et la production d'électrodes. Bref, au dire de Lanthier, il s'agit là du "cas le plus important d'intégration verticale qu'a connu l'industrie mauricienne des débuts jusqu'à nos jours. On notera toutefois que le processus ne va pas jusqu'au produit fini: il ne fait que gravir un échelon de plus vers le produit-fini, sans l'atteindre" (Lanthier, 1982, p. 15).

Mais le fait majeur des périodes précédant le deuxième conflit mondial demeure l'augmentation horizontale de la capacité de production et la

concentration horizontale qui l'accompagne. La fusion des compagnies de papier de Grand'Mère, Shawinigan, du Cap-de-la-Madeleine, Port Alfred et de la Wayagamack de Trois-Rivières est certes l'exemple le plus frappant de ces mouvements d'intégration horizontale. D'autre part, dans une très large mesure, la concentration horizontale, au plan spatial, a touché surtout les établissements de la Mauricie. Il y a bien sûr des prises de contrôle extrarégionales, mais elle demeurent somme toute assez limitées. Parallèlement, l'augmentation de la capacité de production des groupes industriels est réalisée d'abord en Mauricie. Tous ces efforts ont eu des effets très positifs sur le développement industriel de la Mauricie, car l'intégration horizontale a appelé ou maintenu, comme le signale Lanthier, fournisseurs et clients dans la région. Elle a rendu possible par exemple la venue de la C.I.L. à Shawinigan, celle de la Georges Christie à Trois-Rivières et elle a probablement maintenu à Trois-Rivières la Canada Iron. Il n'est donc certes pas exagéré d'avancer que la stratégie des groupes industriels en Mauricie explique dans une large mesure les succès étonnants de l'industrialisation régionale de l'avant-guerre. Dans l'après-guerre, et plus particulièrement après le débuts des années 1950, les nouvelles implantations industrielles se font rares; d'autre part les grands groupes industriels présents en Mauricie, comme on le verra plus loin, favorisent l'intégration verticale et la diversification de leurs productions. Ce faisant, ils sont appelés à investir hors de la région soit par prise de contrôle de clients importants, soit par la construction d'usines dans des secteurs nouveaux de production. Dans la presque totalité des cas, cette orientation nouvelle s'est traduite par le rapprochement du producteur de son marché

Ainsi, si la période 1930-1945 se caractérise d'abord de façon très apparente par un accroissement considérable de la capacité de production régionale, à l'examen, elle apparaît également comme une époque charnière dans l'évolution des stratégies des grands groupes industriels de la Mauricie. Pour cette dernière raison, davantage que pour la première, elle demeure probablement la période la plus cruciale de l'histoire industrielle de la région, car elle annonce déjà des changements majeurs dans le devenir de la Mauricie.

L'APRÈS-GUERRE (1945-1957)

La signature de l'armistice qui marquait la fin du dernier conflit mondial fut accueillie avec un immense soulagement. Cependant, pour les régions industrielles, telle la Mauricie, qui avaient connu une hypertrophie de leur capacité de production pour répondre à l'effort de guerre, la fin des hostilités amenait également son cortège d'angoisses: licenciements et fermetures d'usines risquaient à nouveau de s'abattre sur la région. Le souvenir de la grande crise des années 30 était encore frais à l'esprit. Dès la fin du conflit, de nombreux établissements manufacturiers, construits d'abord pour les besoins de guerre ferment leur porte. Ce fut le cas de la fonderie d'aluminium de La Tuque, de la grosse aluminerie de l'Alcan, rue St-Sacrement à Shawinigan, qui ne réouvrira ses portes qu'en 1948, de la poudrière à Shawinigan-Sud, de l'Electric Steels Ltd. du Cap-de-la-Madeleine, etc. . A la Shawinigan Chemicals, on connaît une baisse des commandes qui entraîne des mises à pied que l'on espère temporaires. Cette fois-ci encore ce sera le comté de Saint-Maurice qui sera le plus durement touché. Des 13 949 emplois manufacturiers recensés en 1943,

Il n'en reste que 12 000 en 1946. La même année, la valeur des productions a également fléchi, alors qu'on a enregistré une baisse de plus de six millions et demi par rapport à 1941. Compte tenu du poids relatif de ce comté, la Mauricie connaît donc au lendemain de la guerre une légère chute de l'indice de l'emploi manufacturier qui passe de 420.5 à 411.3, même si tous les autres comtés de la région ont augmenté leur volume d'emploi (figure 4, p.136).

La récession mauricienne sera cependant de courte durée. Assez rapidement les entreprises régionales se sont ajustées à une économie de paix. Les grands établissements manufacturiers, notamment ceux du Centre-Mauricie, qui traditionnellement ont écoulé le gros de leur production sur le marché international, vont profiter grandement de la reconstruction européenne qui leur assure des débouchés plus que satisfaisants. Ils profitent également de l'essor économique généralisé qui caractérise la période sur le continent nord-américain. Aussi, dès 1951 la valeur des productions a presque doublé par rapport à 1946 et l'emploi manufacturier s'est accru de 22% dépassant le record d'emploi que l'on avait enregistré au plus fort de la production de guerre. La croissance de l'emploi se poursuit par la suite jusqu'en 1957, année où la Mauricie atteint un sommet - près de 27 000 emplois manufacturiers - sommet qu'elle n'a pas réussi à égaler depuis. Ces données globales recouvrent évidemment des réalités sous-régionales et sectorielles bien différentes. Elles ne rendent pas compte également de toute l'activité des groupes industriels présents dans la région et des stratégies que ceux-ci développent ou poursuivent au cours de la période pour faire face à la concurrence et contrer la baisse

tendancielle du taux de profit. A nouveau, l'examen des investissements tant régionaux qu'extrarégionaux effectués par les grands groupes industriels en présence, éclaire singulièrement le processus de développement régional en Mauricie dans l'après-guerre.

Chronologie des nouvelles implantations et croissance des industries en place

La fin des années 40 et le début des années 50 sont témoins du développement de ce qu'il est convenu d'appeler les industries de main-d'oeuvre. Sans doute la libération de gros effectifs ouvriers acceptant des rémunérations modestes n'est-elle pas étrangère à cette situation. Ainsi, dès 1946 à La Tuque, on voit la St-Maurice Furniture Co., une filiale de la compagnie Woodhouse, s'installer dans les locaux désaffectés de l'Aluminium du Canada Ltd. Dans le même temps sont apparues en Haute-Mauricie la Maurice Knitting et la Cosmos Underwear Ltd., lesquelles appartiennent à des entrepreneurs locaux. L'année suivante, à Shawinigan cette fois-ci, c'est au tour de la Canadian Converters de Montréal d'ouvrir une usine où plus de 200 travailleurs surtout féminins s'affairent à la production de chemises, blouses et pyjamas. Albert Gigaire, un entrepreneur local qui exploitait une scierie et une fabrique de boîtes de bois depuis les années 20, passe à la fabrication de contre-plaqué et augmente ses effectifs de 30 à près de 80 employés en 1951. Grand'Mère pour sa part a vu en 1947 l'ouverture d'une toute nouvelle usine du groupe Wabasso; le nouvel établissement comprend plus de 130 métiers à tisser. La Grand'Mère Knitting de son côté augmente considérablement ses superficies de plancher et hausse sa production. Au

Cap-de-la-Madeleine, en 1945, la Laurentian Silk met sur pied une nouvelle filiale, la Mason Spinning Mills Co. qui fabriquera du fil de rayonne. A Trois-Rivières, en partie, semble-t-il, grâce aux pressions du premier ministre du Québec et député de Trois-Rivières à l'époque, la Canadian Westinghouse Co. Ltd. construit en 1951 une usine pour la fabrication d'ampoules électriques. Dès 1955 on procède à des agrandissements pour ajouter la fabrication des tubes fluorescents et en 1956 l'usine employait plus de 700 travailleurs et travailleuses, ce qui en faisait un des principaux employeurs de l'agglomération. L'arrivée de la Canadian Westinghouse marquait une étape importante dans l'industrialisation de Trois-Rivières et même de la région. Il s'agit en effet de la dernière grande implantation industrielle qu'ait connue la Mauricie.

Quoiqu'il en soit, toutes ces nouvelles implantations ont largement compensé les pertes d'emplois que l'on avait connus dans l'immédiat après-guerre même si la plupart de ces entreprises, à l'exception de la Westinghouse, oeuvrent dans des secteurs de production moins prestigieux et payent des salaires souvent comptés au plus juste. Les autres groupes industriels, ceux que l'on range habituellement dans l'industrie lourde, n'ont guère connu de nouvelles implantations d'importance au cours de cette période d'après-guerre. Au Cap-de-la-Madeleine on a vu apparaître deux nouvelles filiales américaines qui se spécialisent dans la fabrication d'abrasifs artificiels: en 1948, l'Electro-Refractories and Alloys (Canada) Ltd., rue Notre-Dame, à proximité du Saint-Maurice et plus au nord en 1949, la Norton Co. qui s'installe dans

l'ancienne usine de l'Electric Steels qui avait mis fin à ses opérations en 1946. Fortes consommatrices d'énergie, téléguidées de l'étranger, tournant essentiellement pour le marché américain, ces nouvelles venues prolongent une longue tradition de dépendance en Mauricie.

Dans les autres groupes industriels traditionnellement considérés comme moteurs de l'industrie régionale, les implantations nouvelles sont à peu près inexistantes. Vu de l'extérieur, tout se passe un peu comme si la Mauricie était la chasse-gardée, le fief des quelques grandes industries régionales déjà en place avant la Deuxième guerre mondiale. L'expansion horizontale, sinon l'expansion tout court dans la région tire à sa fin. Ainsi à Shawinigan, l'Alcan après avoir réorganisé la ligne de production de l'usine no 1 pour s'orienter vers le produit fini (câblerie-tréfilerie), n'aurait investi qu'en moyenne \$200 000 par année dans son aluminerie au cours des années 50 (Brouillette, 1971, p. 34); la modernisation et le contrôle de la pollution ont accaparé la plus grosse part des investissements. Par contre, en 1956, l'usine madelinoise de la Dominion Foils après s'être appelée la Rolling Foils en 1951 est passée aux mains du groupe Reynolds en 1956 et connaîtra une croissance intéressante dans les années qui suivront.

Dans les pâtes et papiers, même sans nouvelles implantations, les développements sont tout de même intéressants. Les grandes entreprises papetières qui avaient été bloquées dans leur expansion à partir des années 30, vont investir à nouveau pour répondre à la forte reprise de la demande. C'est ainsi qu'en 1945, on assiste à la réouverture

de la Wayagamack "B" au Cap-de-la-Madeleine. Une partie importante de l'usine cependant a été louée à la Continental Paper Products filiale de l'International Paper pour la production de sacs en papier kraft. En 1947, la Consolidated Paper investit quatre millions de dollars dans la modernisation de ses usines et elle récidive l'année suivante. Puis en 1956, ce sont encore de nouveaux investissements qui permettront à l'usine de la Wayagamack "A" d'augmenter sa production de papier-journal de 17 000 tonnes par année. A l'usine Belgo de Shawinigan, l'installation d'une unité de pâte de sulfite va permettre de réduire de 9 1/2% la consommation de bois pour papier-journal. La C.I.P. pour sa part effectue des travaux de modernisation à son usine de Trois-Rivières au cours des années 52-53 et porte la capacité de production de l'usine à 1 000 tonnes par jour. En 1954, elle achète l'usine de pâte de la Brown Corporation de La Tuque et l'intègre dans son système de production. Aux 46 millions de dollars qu'elle a dû déboursier pour l'achat de tous les actifs de la Brown en Haute-Mauricie, elle ajoute un autre 20 millions pour porter la production de 175 000 à 263 000 tonnes par année et convertit l'usine à la production de papier kraft et de carton. Dans les années qui suivent, des améliorations répétées sont apportées à l'équipement de l'usine trifluvienne afin d'améliorer la productivité et diversifier la production des types de papier.

En 1952, on assiste à une restructuration du groupe auquel appartient la St-Lawrence Paper Mills Co. et la St-Lawrence Corporation Ltd. refait surface. Elle a acheté tous les actifs de la St-Lawrence Mills Co.,

de la Brompton Pulp and Paper et de la Lake St-John Power and Paper Co. ainsi que leurs filiales. Dès l'année suivante la "corporation" entreprend un vaste programme d'expansion de ses usines dont bénéficieront les usines de Dolbeau (Lake St-John Power and Paper Co.) et de Trois-Rivières. Cette année-là, on a injecté plus de 9 millions de dollars à ces deux usines.

Les gros investissements apportés dans les grandes papeteries régionales ont permis d'accroître la production de pâtes et papier dont la valeur atteint en 1960 près de 190 millions de dollars. Le nombre d'employés travaillant dans l'industrie papetière pour sa part est passé à près de 7 000, ce qui fait de celle-ci l'employeur le plus important de la région.

Le groupe de la chimie, essentiellement concentré à Shawinigan est dominé par la Shawinigan Chemicals qui, avec ses 2 000 employés, fournit en 1950 75% des effectifs occupés dans ce secteur. Les usines de la Dupont du Canada Ltée, qui devient autonome de la C.I.L. en 1954, en fournissent 17% alors que cette dernière fournit le reste, soit 8% (Brouillette, 1971, p. 19). S'il fallait parler d'un âge d'or pour le secteur chimique à Shawinigan c'est bien à cette décennie qu'il faudrait l'appliquer. - La demande pour ces produits de base demeure forte et d'autre part, dès les dernières années de la guerre, les laboratoires de recherche de la Shawinigan Chemicals mettaient au point divers produits et procédés pour alimenter le marché d'après-guerre. Les efforts de recherche et de développement rapportent maintenant des

dividendes. Parmi les nombreux produits mentionnés le chloral servant à la fabrication de D.D.T., l'acide monochloracétique qui sert à la fabrication d'herbicides, l'acide crotonique utilisé pour les plastifiants et les dissolvants, etc... En 1945, on a construit une vaste usine pour la fabrication de films et de résine granulaire. Dix ans plus tard, en 55, on procède à l'agrandissement de l'usine d'acétate de vinyle qui avait été érigée pendant la guerre et on annonce la construction d'une usine d'acide sulfurique qui entrera en opération en 1958. Du côté de Dupont - C.I.L., on a commencé en 47 la production de chloroforme et en 1949 on a ajouté la production d'éponges synthétiques.

Les lourds investissements consentis dans la région par plusieurs des grands groupes industriels régionaux ont donc permis d'accroître la productivité, d'augmenter le volume des productions et également de porter le niveau de l'emploi industriel dans la région à un sommet inégalé depuis. Et il faut s'en réjouir. Cependant cet accroissement de la valeur des productions et du volume de l'emploi doit être examiné en regard de la stratégie des groupes et des investissements extra-régionaux que ceux-ci effectuent au cours des mêmes années. Mis en parallèle avec ces derniers, les investissements régionaux perdent sensiblement de leur éclat.

Investissements extra-régionaux, intégration verticale et diversification

Amorcé timidement avant la fin du dernier conflit mondial, le processus d'intégration verticale de la production et de diversification

des productions dont sont responsables les grands groupes industriels régionaux va prendre toute son ampleur dans l'après-guerre. Cette fois-ci cependant, l'intégration verticale se traduira par des prises de contrôle, des créations de filiales et des constructions d'usines à l'extérieur de la région. Le plus souvent, en passant à un produit plus fini, on se rapproche du marché, mais on assure également dans bien des cas, des débouchés fermes aux produits des usines de la Mauricie. Dans d'autres cas, c'est l'évolution de la technologie qui amène le déplacement graduel des unités de production au détriment des productions régionales. L'examen des investissements extrarégionaux des principaux groupes industriels illustre bien les stratégies adoptées dans l'après-guerre.

Le groupe Shawinigan n'en était pas à ses premières armes hors de la région et à l'étranger lorsqu'il augmente le rythme de ses investissements extrarégionaux au cours des années 50. Dès 1919, il avait créé la Shawinigan Ltd. de Londres pour la vente de ses produits en Europe. L'année suivante, on créait le pendant américain, la Shawinigan Products Corporation de New York, un holding qui agit également comme agent des ventes aux Etats-Unis pour les produits de Shawinigan. Mais c'est surtout dans l'après-guerre que l'on verra le groupe Shawinigan s'associer à d'autres groupes tant canadiens qu'américains pour mettre sur pied des filiales communes. Prévoyant l'essor vigoureux qu'allait connaître la pétro-chimie, la Shawinigan Chemicals s'associe en 1951 à la British American Oil Co. pour mettre sur pied la B.A. Shawinigan Ltd. qui produira entre autres, à partir du pétrole, acétone et phénol. L'usine sera érigée à proximité de la raffinerie

de la British American à Montréal-Est. La même année, la Shawinigan Chemicals s'associe à la Heyden Chemical Corporation de New York pour fonder la St-Maurice Chemicals. L'usine, érigée à Varennes, fabriquera à partir de 1953 de la formaldéhyde et du pentaérythritol.

En 1954, les laboratoires de recherche de la Shawinigan Chemicals ont mis au point le "vinyl film convertor" et la Canadian Resins ouvre alors à Sainte-Thérèse-de-Blainville une usine de conversion, d'impression et de gaufrage de la pellicule "vinylite". Dans les mêmes années, le groupe Shawinigan poursuit son expansion à l'étranger. Aux Etats-Unis, il achète la Gelvatex Coatings Corp. de Californie qui s'occupe de peinture à base de vinyl et augmente la capacité de cette nouvelle filiale en construisant une nouvelle usine à Anaheim en Californie. En 1955, la Shawinigan Resins, filiale conjointe de la Shawinigan Chemicals et de la Fiberloid Corporation des Etats-Unis construit une nouvelle usine à Trenton au Michigan, ce qui lui permettra de doubler sa fabrication de résine polyvinylique "Burvar". A Springfield, Mass. elle ajoute une usine de "Gelvatol" un alcool polyvinylique utilisé dans le textile, les colles et les papiers. En Angleterre, de concert avec la Distillers Co. Ltd. d'Edimbourg, la Shawinigan Ltd. de Londres crée la Hedon Chemicals Ltd. qui fabriquera de l'acétate de vinyle; ses usines seront localisées près de Hull en Angleterre. Ces quelques cas illustrent la forte expansion extrarégionale du groupe Shawinigan qui, dans ce processus, s'approche à la fois de ses marchés et d'une de ses sources de matières premières les plus importantes, le pétrole. En s'implantant dans la région de Montréal on s'approchait certes d'un marché important,

mais également du plus important poste d'arrivage du pétrole importé dans l'est du Canada.

Le groupe de l'International Paper, fidèle à sa politique de diversification qui l'avait si bien servi lors de la "guerre du papier" des années 20, après une période de consolidation horizontale au Canada, poursuit sa politique d'intégration verticale et de diversification. En 1946, il crée la Continental Paper Products qui fabriquera au Cap-de-la-Madeleine, rappelons-le, des sacs en papier Kraft. L'année suivante, la C.I.P. fait l'acquisition de l'International Plywoods Ltd. à Gatineau. En 1948, la C.I.P. reçoit de l'International Paper l'International Fibre Board Ltd., la Continental Paper Products et l'Industrial Cellulose Research Ltd. de Hawkesbury. En 1954, elle acquiert toutes les actions de la Commercial Alcohols Ltd. qui possède des usines à Gatineau et à Montréal et, en 1955, toutes les actions de la Hygrade Containers Ltd. qui possède des usines en Ontario, notamment à London. Elle investit 2 millions de dollars à Pointe-aux-Trembles pour la construction d'une usine qui fabriquera des cartons ondulés; l'usine sera gérée par la Hygrade Containers. Et pour approvisionner les usines de cette dernière filiale, elle achète l'usine de la Brown Corporation de La Tuque et modifie la production de cette dernière usine en conséquence. En 1956, on procède à l'achat d'une usine à Regina pour la fabrication de sacs en papier et en 1957 on ouvre l'usine torontoise de la Hygrade Containers. Donc ici encore, intégration verticale et diversification caractérisent la stratégie du groupe dans l'après-guerre.

La Consolidated Paper Corporation pour sa part, après de gros investissements dans la modernisation de ses usines en 1947 et 1948, se lance en 1953 dans la fabrication de produits en plastique et autres matériaux. En 1955, elle fonde la Gamache Exploration and Mining Co. Ltd. à laquelle on confie le mandat de faire de l'exploration minière et pétrolière sur les propriétés de la compagnie (Anticosti notamment). Dans le cas de la Consolidated Paper Corporation, le processus de diversification et d'intégration verticale est moins important au cours de ces années, mais il s'accroîtra par la suite.

C'est probablement le groupe de la Canada Iron qui aura été le plus actif au cours des années 50 en fait de transactions visant à diversifier et à intégrer ses productions. Dès 1952, le groupe achète toutes les actions de l'Electric Taper Equipment Co. of Canada Ltd., de la Paper Mill Equipment Ltd., de l'Hydro Turbine Co. Ltd. et de la Paper Machinery Ltd. L'année suivante, il se porte acquéreur de toutes les actions de la Pressure Pipe of Canada Ltd., autant de compagnies dans lesquelles le groupe possédait des parts majoritaires. Acquisées à 100%, elles deviendront à brève échéance des "divisions" de la compagnie à l'instar de plusieurs filiales, telles la National Iron Ltd., la Dominion Wheel and Foundries Ltd. et la Gartshore-Thomas Pipe and Foundry Co. qui deviennent de simples divisions de la compagnie en 1954. Cette même année, la Canada Iron prend le contrôle de la Dominion Structural Steel Ltd. qui possède une usine à Côte Saint-Luc. En 1955, autre prise de contrôle, celle de la Disher Steel Corporation Ltd. Bref, au cours de cette période, le groupe de la Canada Iron poursuit son expansion amorcée dans les années 30, diversifie ses productions et se dote d'un

réseau d'usines, plus d'une quinzaine, pour desservir un marché qui sera essentiellement québécois et ontarien à la fin des années 50.

Enfin, mentionnons en terminant le cas de la Wabasso. En 1955, cette compagnie passe aux mains du groupe Woods d'Ontario qui se spécialise dans la fabrication de matériel de camping. Ceci amènera la Wabasso à ajouter à la gamme de ses productions, la fabrication de toiles et de coutils. Par ailleurs, le groupe Woods Manufacturing possède des filiales à Toronto, Winnipeg, Calgary, Ogdensburg et Welland. Ici encore, il y a donc accentuation de l'intégration verticale et de la diversification.

Les gens de la Mauricie, les plus de cinquante ans du moins, ceux qui ont vécu ici au cours de cette période, gardent un souvenir heureux de ces "bonnes années" et c'est avec nostalgie que l'on se remémore les années d'après-guerre. Un vent de progrès soufflait sur la Mauricie. Jamais l'emploi manufacturier n'avait été aussi élevé. Les villes de la région accroissent de façon considérable leurs superficies urbanisées, les commerces sont florissants, les équipements sociaux se développent avec l'aide bienveillante des grandes entreprises locales. Dans l'euphorie générale de la croissance, entachée cependant par des conflits ouvriers qui laisseront une sombre réputation aux villes telles Shawinigan, où le militantisme syndical était le plus actif⁽⁴⁾, on n'a certes pas perçu les changements importants qui survenaient dans la stratégie des grands groupes industriels régionaux. L'intégration verticale et la diversification des productions des groupes en présence amorcées.

timidement dans l'avant-guerre se sont accentuées grandement dans les années 50. Mais dans ce processus, la tendance allait inévitablement dans le sens d'un rapprochement du marché des entreprises. En conséquence, les établissements régionaux perdent de leur importance relative et ne deviennent qu'une des pièces du jeu qui doit assurer le profit et l'accumulation du capital du groupe.

CONCLUSION

En l'espace d'un demi-siècle, la Mauricie a donc connu des changements très considérables. De petite région rurale, peu peuplée et dominée par l'industrie du bois de sciage au tournant du siècle, elle est passée au rang de première région industrielle de l'hinterland québécois en l'espace de quelques décennies. Avec le développement du potentiel hydro-électrique du Saint-Maurice est apparue une structure industrielle régionale tout-à-fait nouvelle, originale, articulée autour de l'hydro-électricité, des pâtes et papiers, de la chimie, de la transformation des métaux et du textile. Les investissements énormes consentis par les grandes entreprises étrangères à la région ont certes entraîné un développement régional remarquable, mais en même temps, ils ont accentué la dépendance extérieure de la région, dépendance, comme nous le verrons dans un chapitre ultérieur, qui s'est maintenue jusqu'à nos jours.

D'autre part, au cours de cette longue période qui va des premières grandes implantations industrielles au début du siècle jusqu'à l'aube des années 60, on assiste à une modification radicale de la stratégie des groupes industriels régionaux. Après une première période où ces derniers ont favorisé la concentration horizontale et la consolidation de leur position sur le marché des produits de base, on assiste, particulièrement après la grande crise économique des années 30, à un processus de diversification des productions et d'intégration verticale lourde de conséquences pour l'avenir de la région.

Aux brillantes années de la période de guerre et d'après-guerre vont succéder des années plus sombres et une perte d'importance relative de la région sur l'échiquier industriel du Québec. Il faut sans doute, comme l'ont suggéré plusieurs auteurs, notamment Gachelin (1977), comprendre le phénomène dans le contexte plus large d'un nouvel ordre économique mondial en devenir et du redéploiement industriel qu'il entraîne.

CHAPITRE V

LA PÉRIODE DE STAGNATION (1958-1975)

S'il est un terme qui caractérise bien les deux dernières décennies que couvre notre étude, c'est bien celui de stagnation. Après le sommet que connaît la Mauricie en 1957, la région entre dans une période de ralentissement marqué de son économie industrielle. Le phénomène prend d'autant plus de relief qu'au cours des deux décennies antérieures, le rythme de croissance avait été nettement supérieur à celui du Québec. Grâce aux gros investissements consentis par les groupes industriels déjà en place, grâce également à l'implantation de nouvelles entreprises attirées par une main-d'œuvre abondante et par des taux d'électricité avantageux, la Mauricie avait pu maintenir sa position dominante parmi les régions de l'hinterland québécois. Après 1957, c'est une situation toute autre qui se fait jour. L'examen comparé de l'évolution que connaît la région en regard de celle que connaît l'ensemble provincial est particulièrement éloquent à ce sujet. D'autre part, l'analyse des données au niveau infra-régional révèle des différences marquées du rythme de croissance et de décroissance des comtés et des principales municipalités. Ces rythmes différents laissent entrevoir une migration du centre de gravité des activités industrielles en Mauricie. Par ailleurs, ici encore, l'examen des investissements tant régionaux qu'extra-régionaux des principaux groupes industriels en présence peut éclairer singulièrement

notre compréhension du dynamisme industriel régional. Enfin, on ne saurait ignorer l'intervention de plus en plus importante de l'Etat québécois dans l'évolution industrielle mauricienne.

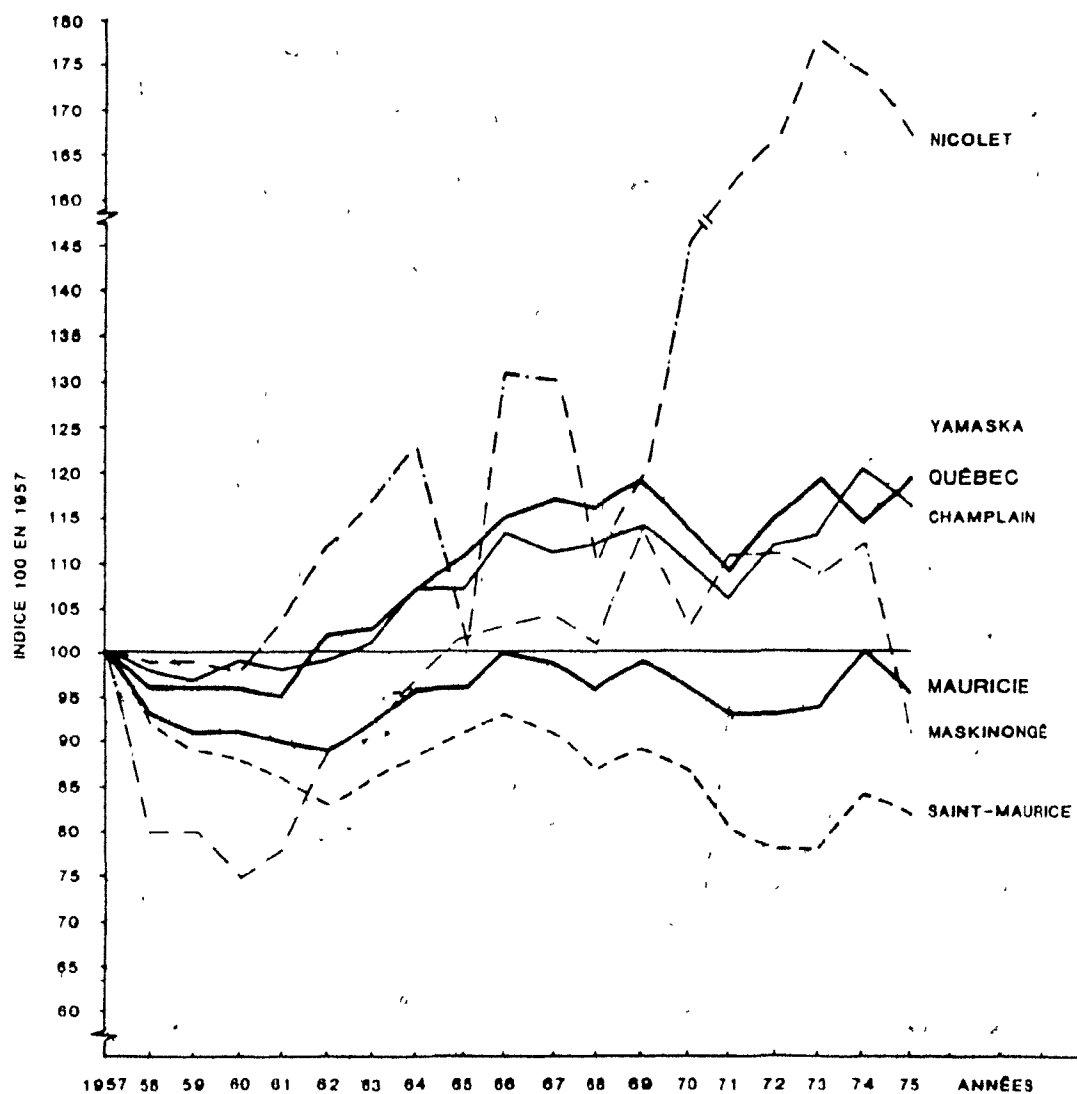
Evolution de l'emploi manufacturier et de la valeur des expéditions au Québec et en Mauricie

Le ralentissement économique qui marque la fin des années 50 et le début de la décennie suivante s'est traduit, entre autres, par une baisse généralisée de l'emploi manufacturier. Au niveau provincial, l'indice (1957=100), à partir de 1958, se maintient à 96 points trois années d'affilée, perd encore un point en 1961 et ne dépassera le niveau de 1957 que l'année suivante. Par la suite, l'emploi manufacturier dans l'ensemble du Québec va s'accroître lentement, mais régulièrement jusqu'en 1969, année où l'on a dénombré près de 530 000 emplois industriels pour un indice de progression de 118 points. Dans les quelques années qui suivent, l'indice fluctue à la baisse pour finalement se retrouver presque au même niveau qu'en 1969 en fin de période, soit à 119 points (figure 6). Or il en va tout autrement en Mauricie.

Traditionnellement, la région avait connu dans le passé une évolution sensiblement parallèle à celle de l'ensemble provincial tant au niveau de l'emploi manufacturier que de la valeur des productions. Certes les fluctuations de l'indice régional étaient plus accentuées. A cause de la nature de ses productions, de sa forte extraversion et de son intégration poussée à l'économie nord-américaine, l'industrie mauricienne était beaucoup plus sujette aux fluctuations de la demande des produits de base

FIGURE 6

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI MANUFACTURIER AU QUÉBEC, EN MAURICIE
ET DANS LES COMTÉS DE RECENSEMENT DE LA MAURICIE,
1957-1975.



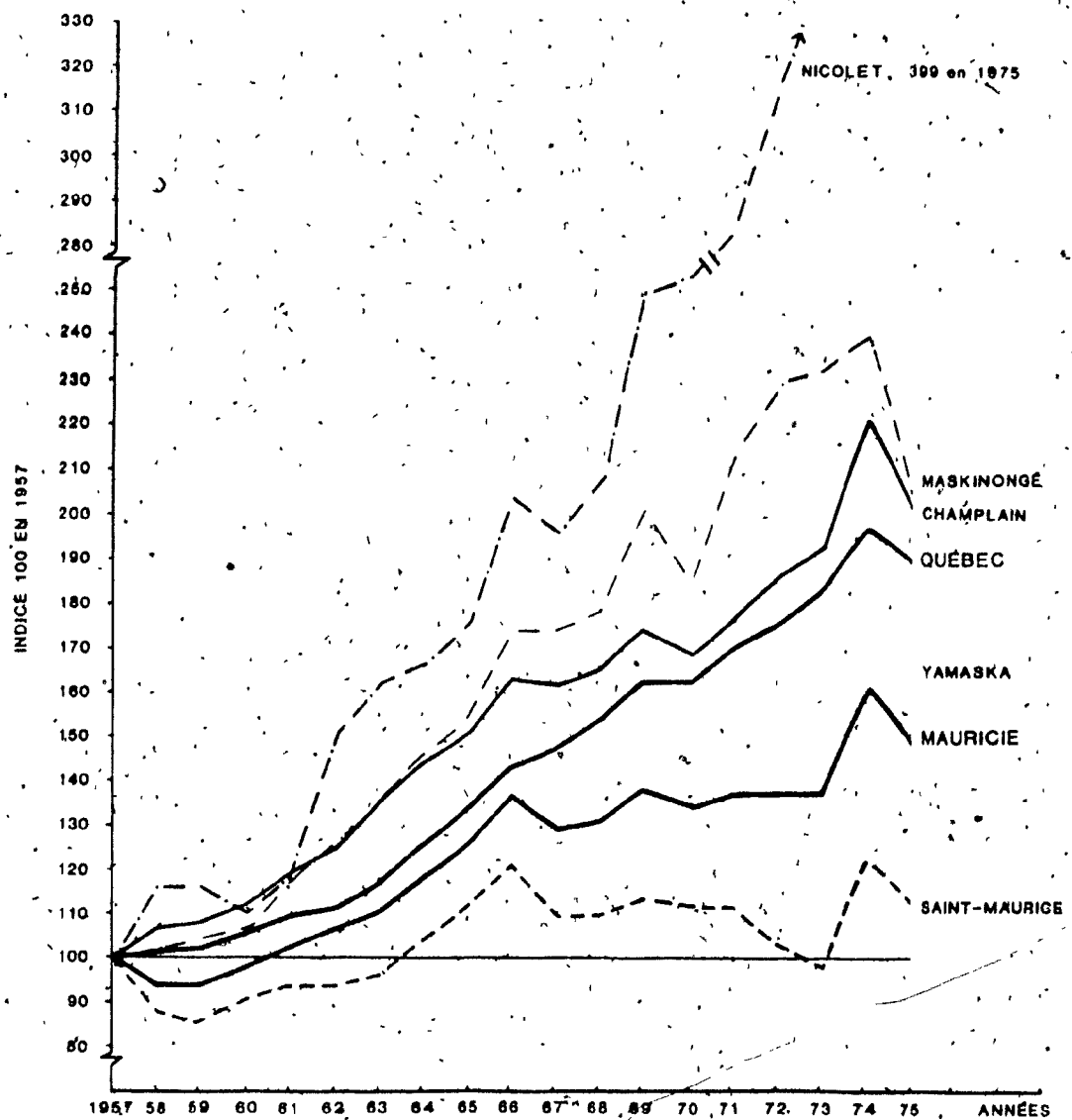
• Sources Appendice 18

industriels sur les marchés extrarégionaux que ne l'était et que ne l'est encore l'industrie québécoise. En conséquence, lors des récessions, tout comme lors des reprises, les fluctuations ont été beaucoup plus prononcées en Mauricie. D'autre part, rappelons qu'avant 1957 le rythme de croissance régional s'avérait dans l'ensemble supérieur à celui du Québec. Or, à partir de la fin des années 50, l'industrie mauricienne ne suit plus la tendance observée auparavant. Non seulement le rythme de croissance n'est plus supérieur à celui du Québec, mais à partir de 1965, la Mauricie se voit distancer de plus en plus par l'ensemble provincial. Dès cette année là, 15 points séparent les deux indices; en 1973 l'écart atteint les 25 points. Mais ce qui frappe à première vue lorsqu'on examine la figure 6, c'est qu'en aucun temps, au cours de la période, l'indice de l'emploi a pu dépasser les valeurs de 1957. Il y a donc là véritablement stagnation de la croissance de l'emploi manufacturier.

L'évolution de la valeur des expéditions (figure 7) traduit sensiblement le même phénomène, mais de façon plus accentuée. Ainsi, dès 1958, l'indice pour la région décroche de l'indice provincial par plus de 7 points. La Mauricie par la suite connaît une évolution parallèle à celle du Québec mais toujours inférieure de six à sept points chaque année, jusqu'en 1966 alors que l'écart s'élargit soudainement à 18 points. Dans les années qui suivent, l'écart continue de s'accroître: 28 points en 1970, 39 en 1972, 46 en 1973. C'est donc à une évolution très différente que l'on assiste à partir des années 60 et plus particulièrement au cours de la dernière décennie alors que la Mauricie, traditionnellement connue comme région dynamique, au premier rang des régions de l'hinterland québécois,

FIGURE 7

ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES EXPÉDITIONS, DE MARCHANDISES
DE PROPRE FABRICATION AU QUÉBEC, EN MAURICIE ET DANS LES
COMTÉS DE RECENSEMENT DE LA MAURICIE, 1957-1975.



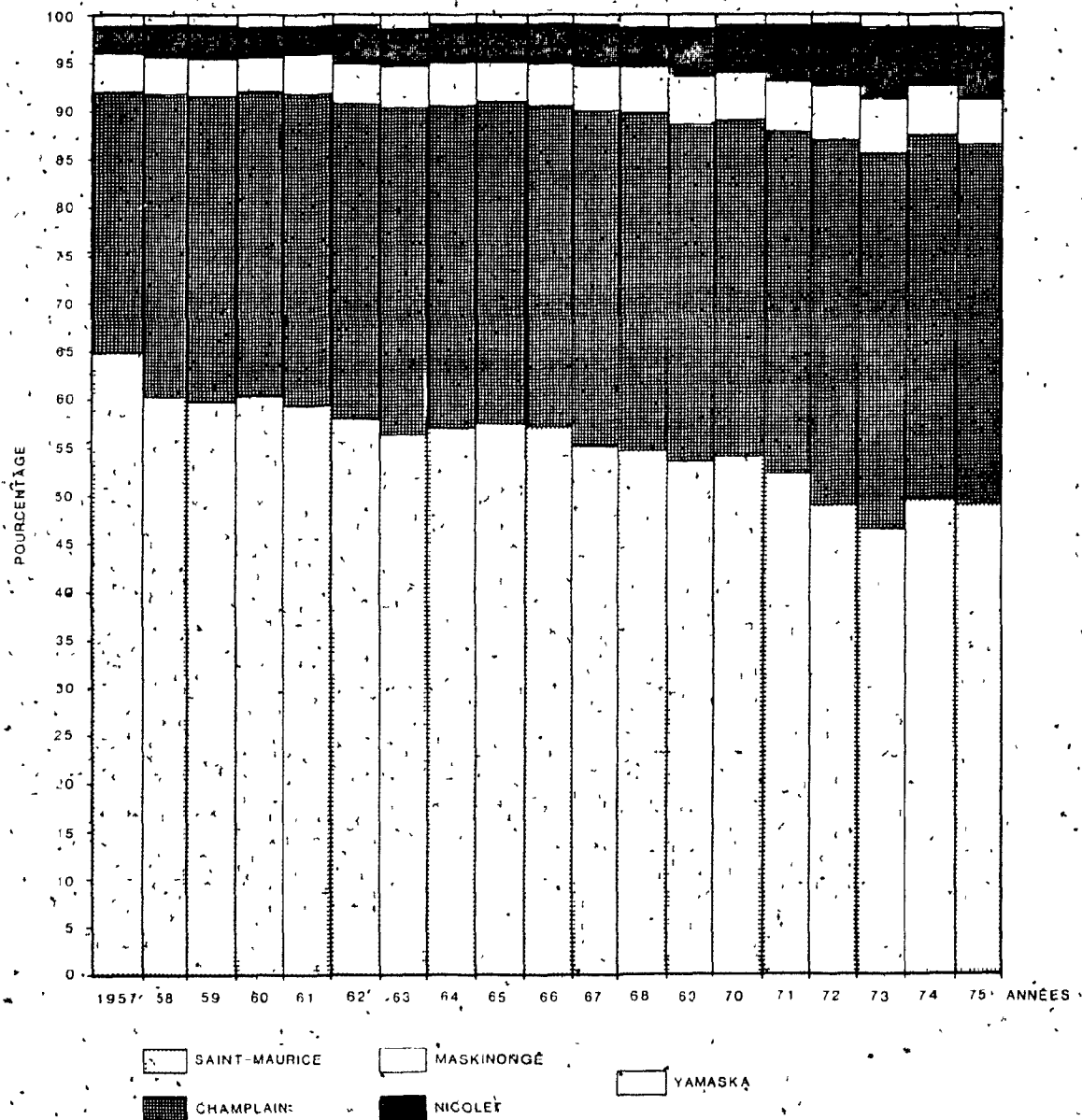
Sources : Appendice 19

donne des signes d'essoufflement. Certes la valeur des expéditions s'est accrue au cours de cette dernière période passant de \$536 millions (dollars constants de 1971) à près de \$800 millions en 1975, soit un accroissement annuel moyen de 3,5%. Pendant la même période cependant, la valeur des expéditions québécoises connaissait un rythme d'accroissement annuel moyen de 10%. S'il n'y a pas lieu de parler de déclin industriel, il faut bien admettre que la région est entrée depuis près de deux décennies dans une phase de stagnation prononcée et qu'elle perd graduellement de son importance relative dans l'hinterland québécois comme le laissait déjà entrevoir notre analyse de la croissance industrielle dans l'hinterland (chapitre II).

Evolution différentielle des comtés et des principales municipalités de la Mauricie

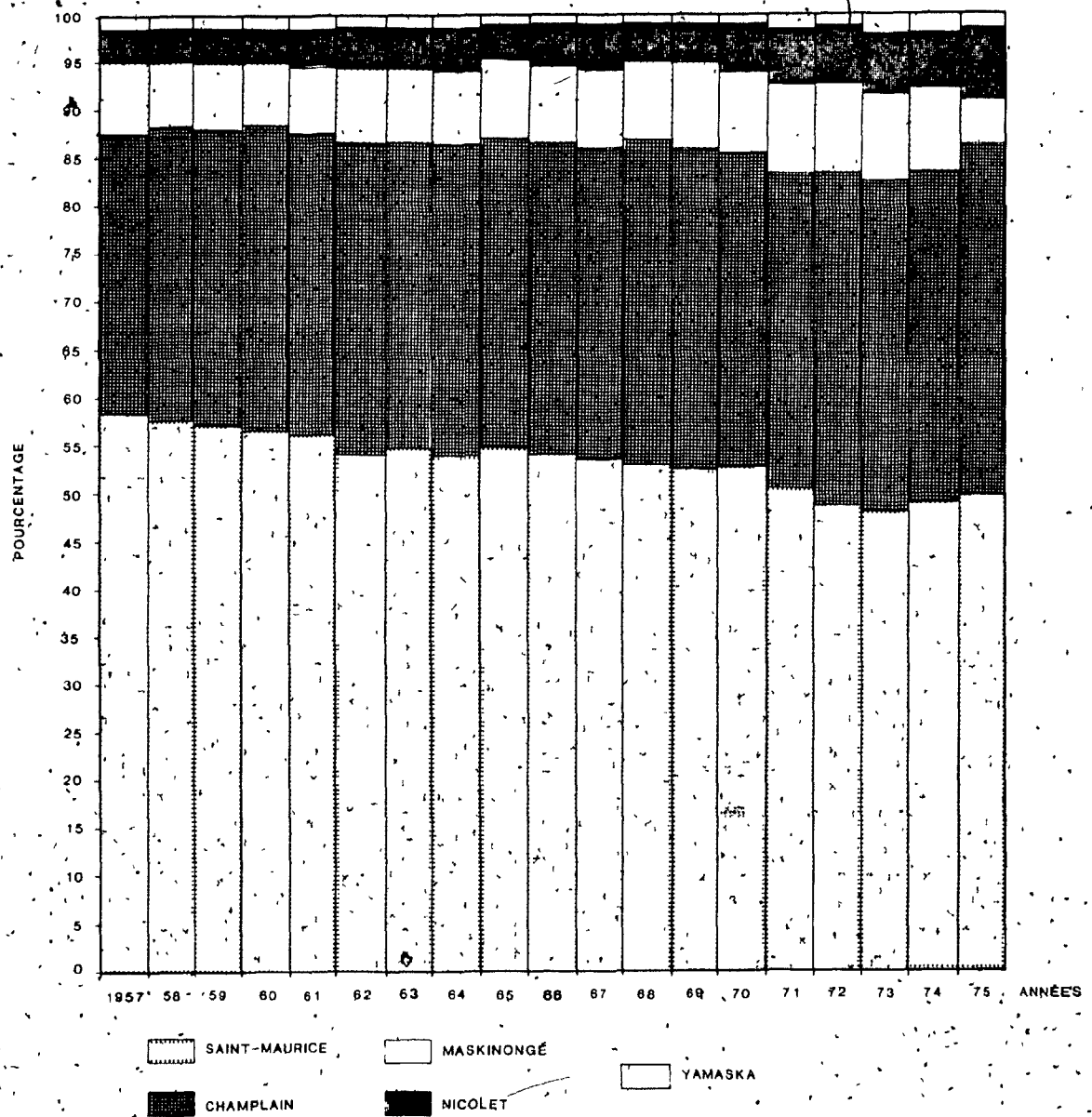
Si la Mauricie dans l'ensemble voit son poids relatif diminuer dans le tableau industriel du Québec, ses diverses composantes ne sont pas toutes affectées au même degré. Laissons de côté au départ le comté de Yamaska dont le poids relatif moyen dans la région au cours de la présente période se situe à 1,7 % pour l'emploi et à 1,2 seulement pour la valeur des expéditions, avec des fluctuations annuelles toujours inférieures à 0,6%. Dans Maskinongé, les variations tant de la valeur des expéditions que de l'emploi sont légèrement plus fortes, notamment pour la valeur des expéditions alors que le poids relatif de Maskinongé passe de 3,4 à 4,6 entre 1957 et 1975. Par contre le poids relatif de l'emploi manufacturier n'a progressé que de quatre dixième de point entre ces mêmes années. Nous ne nous y attarderons donc point. Nicolet, le dernier des comtés "ruraux", même si son poids relatif n'est pas très élevé, n'en présente pas moins un certain intérêt.

IMPORTANCE RELATIVE DE LA VALEUR DES EXPÉDITIONS DE
MARCHANDISES DE PROPRE FABRICATION DANS LES COMTÉS
DE RECENSEMENT DE LA MAURICIE, 1957-1975.



SOURCES VOIR APPENDICE 17

IMPORTANCE RELATIVE DE L'EMPLOI MANUFACTURIER DANS LES COMTÉS DE RECENSEMENT DE LA MAURICIE, 1957-1975.



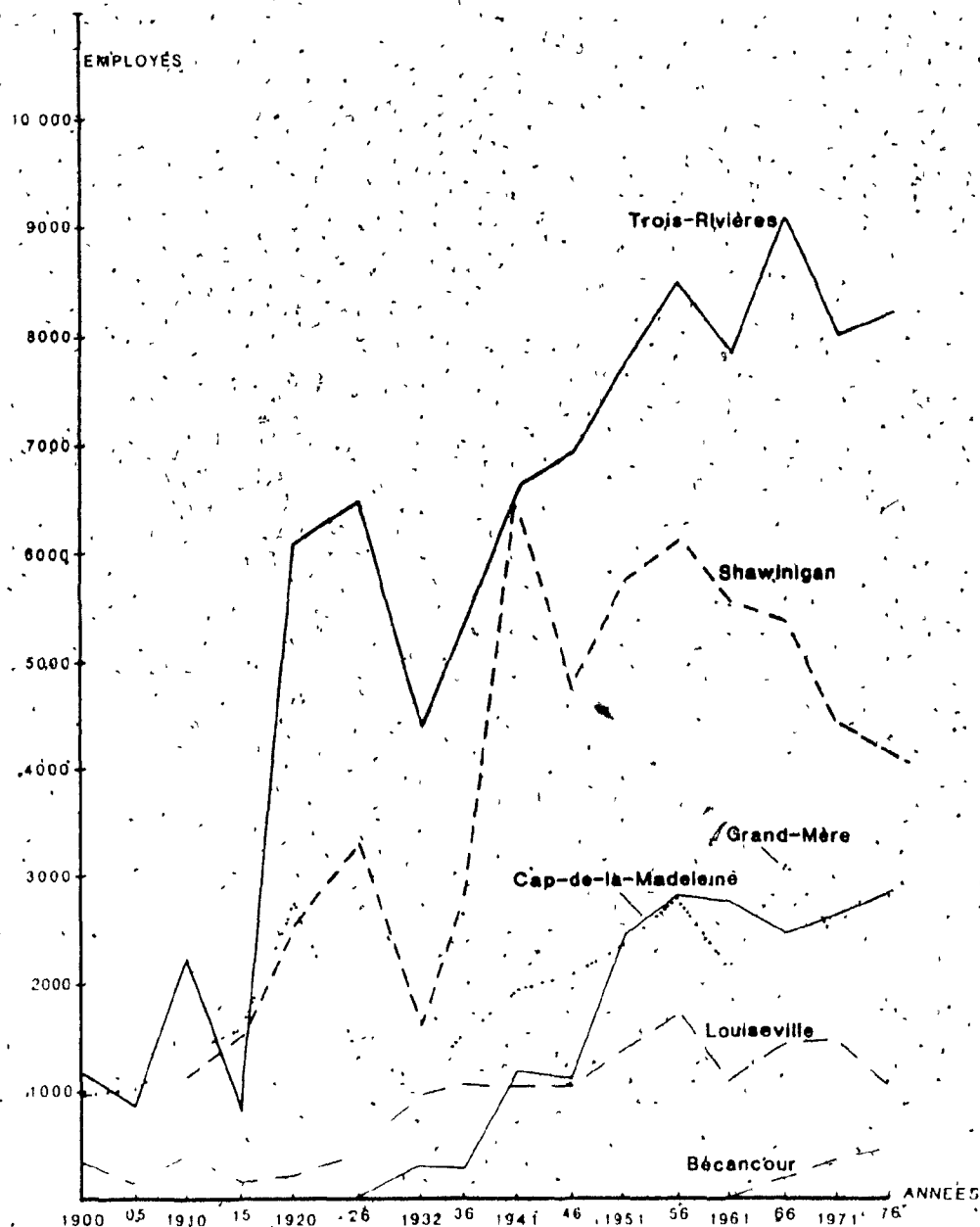
SOURCES VOIR APPENDICE 16

En effet, les indices de progression tant de la valeur des expéditions que de l'emploi industriel, qui atteignent respectivement 389 et 167 points en 1975, placent Nicolet au premier rang des comtés de la région en terme de croissance relative (figures 6 et 7), bien avant les gros comtés industriels de la rive Nord. Par contre, en terme de poids relatif, le comté fait plus humble figure alors que la valeur des expéditions de Nicolet, dans l'ensemble de la Mauricie, ne totalisent que 7,5% et l'emploi industriel 5,9 en fin de période. Il s'agit tout de même d'un gain de près de cinq points dans le premier cas et de deux points et demie dans le second. Si modestes soient-ils, ces gains ont permis au comté de Nicolet de déloger Maskinongé pour passer au troisième rang en importance des comtés de la Mauricie. D'autre part signalons ici la croissance plus rapide de la valeur des expéditions que de l'emploi industriel. D'un poids relatif de 2,8, la première est passée à 7,5 alors que le second est passé de 3,4 à 5,9 (figures 8 et 9). Bien qu'il soit prématuré d'affirmer, à partir de ces données, que le comté de Nicolet se soit orienté au cours de la période vers des industries à plus grande "profitabilité", i.e. vers des industries où le ratio valeur des expéditions/emploi total est relativement élevé, on peut tout de même constater que le renversement de l'importance du poids relatif de ces deux variables survient après l'ouverture du grand parc industriel provincial de Bécancour en 1969. L'arrivée de nouvelles industries à haute valeur ajoutée par opposition aux industries traditionnelles à fort coefficient de main-d'oeuvre expliquerait donc dans une large mesure la montée récente du comté de Nicolet. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point ultérieurement.

Les modifications, somme toute mineures, qui surviennent dans les comtés ruraux de la région paraissent bien négligeables cependant en regard de ceux qu'enregistrent les gros comtés industriels riverains de la rivière Saint-Maurice. C'est dans le comté de Saint-Maurice que le changement a été le plus profond. Alors qu'en 1957, ce dernier comté était responsable de 65% de la valeur des expéditions régionales, en fin de période il n'en retient qu'un peu moins de la moitié. La valeur des expéditions est passée de \$347 à \$391 millions⁽¹⁾ en 1975, ce qui a porté l'indice de progression du comté à 113 points. Mais pendant la même période, les indices des comtés de Champlain et de Maskinongé ont atteint les 200 points. La baisse relative de l'emploi manufacturier par comté a été moins accentuée. De 58% de l'emploi manufacturier régional, la part relative de Saint-Maurice est passée à 50% en 1975. En chiffres absolus, Saint-Maurice a perdu près de 3 000 emplois industriels. Un seul autre comté, Maskinongé, terminait la période avec des effectifs inférieurs à 1957 avec une perte de 200 travailleurs industriels. Nicolet pour sa part en a gagné près de 600, Yamaska près d'une centaine. Mais les gains les plus importants apparaissent dans Champlain qui termine la période avec plus de 1 200 travailleurs. Rien de surprenant alors que ce dernier comté ait vu sa part relative de l'emploi industriel passer de 29% à 35% et la valeur des expéditions atteindre 37% de l'ensemble régional. En 1957, elle n'était que de 28%.

En l'espace de moins de 20 ans on a donc assisté à une redistribution spatiale importante de l'appareil de production mauricien. Un bref examen de l'évolution de l'emploi manufacturier dans les principales municipalités de la région, lesquelles totalisent plus de 80% de l'emploi industriel,

EMPLOI MANUFACTURIER DANS LES PRINCIPALES MUNICIPALITÉS
DE LA MAURICIE, 1900-1976



SOURCES : STATISTIQUE CANADA ET ANNUAIRE DU QUÉBEC, ANNÉES CONCERNÉES

régional, éclaire davantage ce mouvement de redistribution (figure 10 et carte 17).

Le fait le plus marquant de la période est sans contredit le véritable effondrement que connaît Shawinigan. Des 6 112 travailleurs industriels que comptait en 1956 celle qu'on a appelé la ville de l'électricité, il n'en reste que 4 089 en 1976. Plus de deux mille emplois industriels, le tiers des effectifs, ont donc disparu. Dans une très large mesure, les pertes ont été encourues dans le secteur des industries chimiques. L'autre pôle industriel du comté, Trois-Rivières, maintenait à peu près ses effectifs avec une variation négative de 152 emplois seulement. Pour expliquer la chute du poids relatif de Saint-Maurice, c'est d'abord vers Shawinigan qu'il faudra se tourner, les lourdes pertes qu'enregistre le comté étant attribuables à plus de 70% à la disparition d'emplois survenue à Shawinigan.

L'évaluation de l'emploi dans le comté de Champlain, à la lumière des données disponibles au niveau des principales municipalités surprend à première vue. Les deux principales localités industrielles, Cap-de-la-Madeleine et Grand'Mère, ont perdu ensemble plus de 350 emplois industriels, Saint-Tite 70, Sainte-Thècle 39. Par contre Shawinigan-Sud en a gagné près de 200 et La Pérade une dizaine. Pour ces municipalités prises globalement on en arrive donc à un bilan négatif de 264 emplois industriels en 1976. Or on sait que le comté de Champlain a gagné 1 241 emplois industriels au cours de la période. Il y aurait donc eu environ 1 500 travailleurs industriels qui auraient trouvé de l'emploi en dehors de ces centres. Certes les gros investissements consentis par la C.I.P. à La Tuque

expliquent une part non négligeable de cet accroissement, mais guère plus de 20%. Dans ces conditions, l'hypothèse de la dissémination dans les petites municipalités rurales du comté de petites entreprises à fort coefficient de main-d'oeuvre pourrait donc être retenue. D'ailleurs, pour une bonne part, l'hypothèse semble se confirmer lorsque l'on examine les données de l'emploi en 1980, fournies par le Répertoire industriel de Scott. On peut y constater en effet un accroissement substantiel de l'emploi manufacturier dans plusieurs municipalités rurales de la région.

Tout compte fait, ce qui se dégage du rythme différentiel de croissance des effectifs des comtés et des principales municipalités de la Mauricie, c'est avant tout le déplacement du centre de gravité des activités industrielles régionales vers l'agglomération trifluvienne. Fortement influencé par l'effondrement industriel du Centre-Mauricie et, plus particulièrement de Shawinigan, ce déplacement l'est également par le développement du parc industriel de Bécancour qui s'amorce après 1970 et qui devrait connaître un essor vigoureux au cours des toutes prochaines années. D'autre part, certains indices laissent croire à une certaine dissémination du fait industriel en milieu rural grâce à l'initiative de la petite et moyenne entreprise.

Rationalisation, modernisation et rythme de l'investissement industriel régional.

La stagnation relative des productions industrielles et le réaménagement spatial de l'importance relative des centres régionaux qui se fait jour à partir de la fin des années 50 ne sauraient être compris sans la

connaissance si sommaire soit-elle, du comportement des principaux groupes industriels en présence et du rythme des investissements régionaux réalisés au cours de cette période. Les stratégies des groupes adoptées tant pour les établissements régionaux que pour ceux situés hors région, contribuent puissamment à l'explication du dynamisme des grandes industries locales.

Le cas de la Shawinigan Chemicals en particulier apparaît éloquent à cet égard. On sait déjà toute l'importance qu'a eue l'industrie chimique à Shawinigan dans le passé. En 1950, des 2 644 employés dans le secteur des produits chimiques que compte l'agglomération, plus de 2 000

s'occupent dans les différentes usines de la Shawinigan Chemicals. En 1967, on en dénombre plus que 300; en 1972, il n'en reste qu'un peu plus de 500 et dans les années qui ont suivi, la chute s'est encore poursuivie. Comment en est-on arrivé à cet effondrement? On se rappellera que dès 1951, la Shawinigan Chemicals entraît dans le secteur de la pétrochimie en s'associant à la British American Oil Co.; deux ans plus tard, elle poursuivait sa percée dans ce secteur en s'associant cette fois-ci à la Heyden Chemical Corporation. Assez rapidement les avantages de la pétrochimie sur l'électrochimie et la proximité du marché se sont fait jour.

Coût des matières premières moindre, coût de transfert des intrants comme des extrants moins élevés, adaptation plus souple des équipements de production à la demande, etc... De sorte que dès 1962, la Shawinigan Chemicals remplaçait l'aldéhyde acétique tiré du carbure de calcium produit à Shawinigan par un aldéhyde acétique qui lui était produit à l'usine de Varennes. Ce changement de technologie devait se traduire par la perte de 250 emplois à Shawinigan en 1963. Dès la fin des années 50, on a vu la Shawinigan

Chemicals mettre fin aux "joint ventures" qu'elle possédait avec la Heyden Chemical, la Union Carbide et la B.A. Oil Co. en rachetant les 50% d'actifs détenus par ses partenaires. Ce faisant, elle manifestait son intention ferme de s'orienter définitivement vers la pétrochimie. Certes à Shawinigan pendant les mêmes années, on a bien tenté de maintenir le secteur chimique en se lançant dans la production de cyanure liquide de sodium, d'acide sulfurique, de caustique, etc..., ce qui va freiner momentanément les effets négatifs sur l'emploi industriel local amorcés avec la nouvelle orientation vers la pétrochimie. Mais la conjoncture favorable lors de la prise de décision de cette diversification, se retourne rapidement après quelques années alors que l'industrie chimique canadienne entre dans une crise structurelle qui sera durement ressentie (Brouillette, 1971: 189-190). Les nouvelles installations de Shawinigan-Est auront donc la vie brève. En 1968, la British American Oil Co. qui a pris le contrôle total des actions de la Shawinigan Chemicals⁽²⁾, devant la très forte concurrence mondiale sur le marché des produits chimiques de base, se voit dans l'obligation de concentrer ses efforts du côté de la pétrochimie, ce qui entraînera la fermeture des installations de Shawinigan-Est et la mise à pied de plusieurs dizaines de travailleurs. En 1965, la baisse des commandes et des coûts de productions élevés avaient entraîné la fermeture définitive de la division des aciers inoxydables; de nombreux autres emplois avaient alors disparus. En 1969, Gulf Oil Canada Co. qui a assimilé British American cette année-là, procède à la fermeture des installations de fabrication d'alcools devenues "techniquement et économiquement désuètes"⁽³⁾. Puis en 1971, alors que l'industrie chimique canadienne souffre de surcapacité chronique et fait face d'autre part à une concurrence féroce tant sur les marchés

canadiens qu'étrangers, Gulf met un terme final à certaines opérations considérées comme marginales par le groupe. D'autre part, à cause des coupures d'opération, le centre de recherches chimiques devient à toute fin inutile et il sera dissout. Là encore disparaîtront de nombreux emplois. Mais Shawinigan n'était pas au bout de ses peines. L'année suivante, voilà qu'à quelques mois d'intervalle la compagnie Gulf annonce la vente de ses installations de fabrication de chlorure polyvinyle (anciennement la division des résines de la Shawinigan Chemicals) à la B.F. Goodrich Co. et la fermeture de la division des produits chimiques à Shawinigan. Dans ce dernier cas la fermeture entraînait la perte de 750 emplois. La compagnie conserve donc uniquement la division du carbure (i.e. carbure, noir acétylène et gaz acétylène). Dans les années qui suivront, l'usine de carbure de la Gulf réussit tant bien que mal à se maintenir, en partie grâce aux ventes d'acétylène qu'elle effectue sur place, notamment à la C.I.L. et à la Venchem Ltd. Mais déjà on pouvait soupçonner que ses années étaient comptées. Fabricant un produit de plus en plus désuêt, utilisant une technologie tout aussi désuète, en dehors des champs de spécialisation du groupe Gulf, loin de ses principaux marchés, l'usine s'avèrera de moins en moins rentable et la compagnie Gulf quittera définitivement Shawinigan à l'automne 82⁽⁴⁾.

Ainsi, en l'espace d'une vingtaine d'années, l'empire de la Shawinigan Chemicals s'est littéralement effondré, entraînant dans sa disparition une chute catastrophique de l'emploi industriel pour l'agglomération qui l'avait vu naître. Bon nombre de raisons peuvent être avancées pour expliquer cet état de fait. Il ne fait pas de doute cependant que la stratégie des

dirigeants qui présidaient aux destinées de l'entreprise soit à la source de l'explication. Contrairement à plusieurs autres groupes industriels régionaux qui dès les années 40 ont diversifié leurs productions tout en développant l'intégration verticale à l'aval, ce qui a permis dans bien des cas de consolider la position des usines régionales qui opèrent au niveau des produits de base semi-finis, les dirigeants de la Shawinigan ont préféré la diversification horizontale dans les produits chimiques de base et surtout ont pris une option très claire sur la pétrochimie, ce que l'on ne saurait évidemment leur reprocher. Mais ce faisant, Shawinigan devenait un pion beaucoup moins important de leur échiquier industriel. D'ailleurs, l'ancienneté des équipements et des productions réalisées à Shawinigan, la perte d'avantages comparatifs certains, concernant les taux d'électricité pratiqués à Shawinigan après la nationalisation de l'électricité⁽⁵⁾ et l'évolution de la technologie dans l'industrie chimique condamnaient à plus ou moins brève échéance le développement de l'industrie chimique shawiniganaise. La crise conjoncturelle de l'industrie chimique canadienne n'aura été en somme que le catalyseur d'une évolution inexorable.

Chez les autres fabricants de produits chimiques de Shawinigan, on assiste également à une diminution régulière de l'emploi. Chez Dupont du Canada Ltée, le volume de l'emploi passera de 627 en 1960, à 571 en 1967. L'année précédente, Dupont avait investi plus de deux millions de dollars à son usine de Shawinigan afin de moderniser son équipement. Dans les années qui suivront, la diminution du volume de l'emploi se poursuivra régulièrement, sans trop de bruit, alors que les effectifs ouvriers arrivant à la retraite ne sont pas remplacés. On procède donc à une importante rationalisation des

procédés de production pour tâcher de maintenir un taux de profit acceptable. En 1982, lorsque la Dupont fermera ses portes, elle ne comptera plus qu'environ 250 employés. A la C.I.L. la situation s'est présentée un peu différemment. Là aussi, graduellement l'emploi va diminuer grâce à la rationalisation de la production. Mais ce sera surtout la décision, en 1973, d'ouvrir une nouvelle usine dans le parc industriel de Bécancour qui aura des conséquences négatives pour l'établissement de Shawinigan. Fabriquant sensiblement les mêmes produits mais avec une technologie d'avant-garde, bénéficiant d'économies d'échelle et de facteurs de localisation bien supérieurs, la nouvelle usine décline complètement l'usine shawinigaïaise qui ne retient aujourd'hui guère plus de 75 employés, alors qu'en 1960 elle en occupait près de deux cents. On peut donc prévoir sans trop d'erreur la fermeture éventuelle de ce dernier établissement. D'ailleurs n'eut été le maintien des opérations à l'ancienne usine de carbure de la Gulf, la C.I.L. aurait fermé ses portes à Shawinigan dès 1982.

La modernisation des équipements et la rationalisation des opérations qui l'accompagne a également eu ses conséquences négatives sur l'emploi dans d'autres groupes industriels. Ainsi dans les textiles et le vêtement, l'introduction de nouvelles machineries et la rationalisation des opérations se sont traduites par la perte d'environ 150 emplois à l'usine de la Wabasso de Shawinigan en 1960. Dix ans plus tard, sous l'effet de la très forte concurrence des pays du Tiers Monde et des pays socialistes, le groupe Wabasso met fin à la fabrication de tissus pour vêtements ce qui entraîne la fermeture de l'usine de Grand'Mère (150 employés) et l'abandon d'une grande partie de la production de l'usine "Greige" et de l'usine

de finition de Trois-Rivières. Signalons encore, au chapitre des pertes d'emplois en région, le transfert de la Continental Paper Products, filiale de la C.I.P. du Cap-de-la-Madeleine à Pointe-aux-Trembles à la fin des années 50. Les avantages retirés de la proximité du marché montréalais ont été ici un facteur décisif de rélocalisation.

Les pertes d'emplois que causait le groupe de la C.I.P. par la relocalisation de son usine de fabrication de contenants en carton et papier allaient cependant être largement compensées par la création d'emplois dans le secteur de la fabrication de produits semi-finis. Grâce à des investissements considérables, près de \$40 millions de 1974 à 1976 pour la seule usine de La Tuque, et à un remarquable programme de modernisation qui s'amorce au milieu des années 60, la C.I.P. portera la capacité de production de son usine de La Tuque de 850 tonnes par jour qu'elle était à la fin des années 50 à 1 500 tonnes par jour en 1976. L'usine de Trois-Rivières n'est pas délaissée pour autant. Devant l'essor de la production de papier journal dans le sud des États-Unis et la difficulté de plus en plus grande d'écouler la production conventionnelle sur le marché américain, on s'oriente à partir de 1961 vers une variété plus grande de types de papier: papier offset, papier léger (rotogravure paper news, papier à haute brillance, etc...) papier "spectacolor" en 1965, "preprint" en 1967. Le programme de diversification de la production s'accompagne d'un vaste programme de modernisation. Ainsi, en 1968 on assiste à la mise en activité d'une machine à papier "vertiforma" qui peut produire du papier offset sans produit chimique. Il s'agit d'un procédé tout à fait révolutionnaire. Grâce à cette stratégie de diversification des productions et de modernisation de l'équipement, on

a pu augmenter la production tout en maintenant sensiblement au même niveau l'emploi à l'usine soit environ 1 500 travailleurs.

Chez les deux autres producteurs de pâtes et papiers de la région, la Consolidated Paper, qui deviendra la Consolidated Bathurst en 1967 et la St-Lawrence Paper qui passera successivement aux mains de Domtar et du groupe Kruger en 1973, on retrouve sensiblement la même politique. Les investissements dans les usines de la région ont certes été moins élevés qu'à la C.I.P. toute proportion gardée, mais ils ont été réalisés dans le même sens. Adaptation à la forte concurrence sur le marché du papier journal américain par la modernisation de l'équipement, la rationalisation de la production et l'introduction de nouveaux types de papier: papiers spéciaux, papiers glacés, papier mousseline pour carbonné, cartons d'emballage, papier couché pour publication, etc... Bien que le volume de production connaisse des fluctuations selon les trimestres, le bilan global en fin de période indique une augmentation de la production, mais assez minime, sauf à l'usine du Cap-de-la-Madeleine (Wayagamack B) où l'on mettra fin aux opérations en 1977. Ce que l'on retient finalement de l'examen des groupes industriels du papier dans la région au cours de la période, ce sont les efforts de modernisation et de rationalisation de la production consentis par ces groupes pour maintenir en Mauricie des usines rentables, mais également l'absence à peu près totale d'intégration verticale. L'acquisition de l'usine du Cap-de-la-Madeleine de la St. Regis Paper Co. où l'on fabrique des sacs en papier par la Consolidated Paper en 1960 prend presque figure d'accident de parcours, tant il est vrai que les groupes du papier semblent posséder une stratégie bien arrêtée de se cantonner dans les produits semi-finis.

en Mauricie, réservant la production du produit fini aux grandes zones métropolitaines.

Trois autres employeurs importants retiennent l'attention. Tout d'abord la Société d'Aluminium Reynolds (Canada) Limitée, le plus gros employeur du Cap-de-la-Madeleine avec plus d'un millier de travailleurs qui s'occupent à la fabrication de produits d'aluminium en plaques, bandes, feuilles épaisses et feuilles minces, matériaux de construction, produits divers pour l'emballage et l'empaquetage, etc... Grâce à des investissements considérables qui ont dépassé les \$50 millions au cours de la période, la société Reynolds a pu varier la gamme de ses productions, moderniser son équipement et maintenir un niveau d'emploi élevé. A l'Alcan, la situation se présente différemment. A partir de la fin des années 50, la demande mondiale de l'aluminium non transformée commence à ralentir et il ne saurait être question d'augmenter la capacité de production de l'usine d'électrolyse qui a été portée à 92 000 tonnes quelques années auparavant. En fait c'est plutôt à un ralentissement de la production des lingots d'aluminium que l'on assiste dans les premières années de la période avec des pointes ici et là lorsque la demande se raffermait sur le marché canadien. Le volume de l'emploi dans l'ensemble va donc demeurer stable, s'établissant autour des 800 travailleurs. L'autre usine shawiniganaise de l'Alcan, une cablerie-tréfilerie, bénéficie de la forte demande de câbles et fils électriques requis par les très importants aménagements hydro-électriques en cours sur la Côte Nord et plus tard à la Baie de James et l'on réussit à maintenir un volume d'emploi moyen qui se situe autour des 250 emplois

pendant la plus grande partie de la période. Cependant, avec la fin des grands travaux hydro-électriques et les débuts de la récession, l'emploi va diminuer considérablement. Dans l'ensemble, les investissements de l'Alcan auront donc été assez faibles au cours de cette dernière période en Mauricie.

Aux établissements trifluviens de la société Canron les investissements n'ont guère été substantiels au cours des années 60. En 1965, on a annoncé un investissement de \$7,5 millions pour procéder à l'expansion ou la modernisation des usines de Rexdale, de Trois-Rivières et de Lachine. Mais ce sera au cours des années 70, donc en fin de période, que Canron s'engagera dans un programme de modernisation considérable de ses usines trifluviennes, alors qu'elle y investira près de \$20 millions. Le gros de l'investissement a été accordé à la division de la machinerie où l'on fabrique de l'équipement pour centrales électriques, industrie des pâtes et papiers et voies ferrées. Ce faisant, on a pu maintenir et même augmenter légèrement le niveau de l'emploi aux usines de la rue Saint-Maurice.

Ainsi, au cours de cette dernière période qui s'étend de 1958 à 1975, on assiste chez la plupart des grands groupes industriels de la région, à un effort considérable de modernisation des équipements et à une rationalisation des productions de façon à maintenir la rentabilité des unités de production en Mauricie. Dans ces ajustements nécessaires face à la concurrence et à l'évolution de la technologie, des choix parfois douloureux ont dû être faits; ils ont entraîné

localement; notamment à Shawinigan, une érosion considérable du volume de l'emploi manufacturier. Ailleurs, les investissements consentis dans la modernisation des usines ont permis d'augmenter la valeur des expéditions et de maintenir dans bien des cas le niveau de l'emploi et même de le hausser parfois. Cependant, un fait demeure: malgré une certaine tendance à la diversification des productions, notamment dans le cas du papier, les productions régionales des grands groupes industriels sont peu diversifiées et se concentrent essentiellement sur les produits de base ou produits semi-finis. Si on exclut du tableau des entreprises comme Canron, il faut bien constater qu'en Mauricie la diversification comme l'intégration verticale ne se sont guère développées. La raison en est que dans la stratégie des groupes en présence, les établissements mauriciens se sont vus assigner dans bien des cas un rôle de pourvoyeur de produits semi-finis pour les établissements situés hors-région, principalement dans les grandes zones urbanisées. C'est bien là un des rôles auquel on confine habituellement l'hinterland.

Expansion extra-régionale des principaux groupes industriels

La stratégie adoptée par les grands groupes industriels qui se précisait dans l'après-guerre se confirme au cours de cette dernière période. Tant dans les secteurs de l'aluminium, du papier, des textiles, de la chimie que dans celui des industries métalliques, on assiste à une expansion assez extraordinaire des groupes qui accentuent le caractère national et international de leurs opérations. Et si on privilégie l'intégration verticale et la diversification des productions, on n'en poursuit pas moins l'intégration horizontale.

Le cas de l'Alcan à ce sujet est particulièrement éloquent. Dès 1957, l'Aluminum Ltd annonçait dans son rapport annuel qu'elle chercherait à augmenter autant que possible sa capacité de transformation de l'aluminium dans ses différentes usines à travers le monde. Douze ans plus tard, on pouvait lire dans le rapport annuel de 1969 de

Alcan Aluminium Ltée:

"Au cours des années 60, par suite de sa politique d'intégration vers le produit fini, Alcan en est venue à dépendre beaucoup moins qu'auparavant de la vente de son métal sous sa forme brute, tout en élargissant l'éventail des pays où elle le vend sous cette forme".

La "politique d'intégration vers le produit fini" a été menée rondement, en particulier au Canada où l'on assiste au cours de la décennie des années 60 à la construction de plusieurs nouvelles usines de transformation ainsi qu'à la prise de contrôle de sociétés spécialisées dans la fabrication de divers produits finis à base d'aluminium. En 1962, l'Aluminum Ltd construit deux laminoirs à froid à haute vitesse à Kingston, ce qui fait de cette usine le plus grand centre de transformation de l'aluminium au Canada. En 1965, on acquiert la Morfoils Ltd de Toronto, une entreprise spécialisée dans les emballages rigides en aluminium et l'Alanco Ltd d'Aurora (Ontario) dont l'objet est la fabrication de produits filés et les traitements de surface de l'aluminium. L'année suivante, on met sur pied l'Alcan Building Products Ltd qui s'occupera des applications de l'aluminium dans la construction résidentielle. A Vernon (B.C.) on ouvre l'usine de l'Alcan Pipe Ltd qui fabriquera tubes et tuyaux d'aluminium. A Vancouver, on augmente la capacité de fabrication des demi-produits. A Toronto, l'Aluminum Goods Ltd porte de 39 à 99% sa participation dans la Metcan Products Ltd qui fabrique

tubes souples et capsules pour récipients. A Transcona, près de Winnipeg, l'Aluminum Co. of Canada construit une usine de barres d'aluminium et de câbles électriques. En 1967, on crée une nouvelle division, la Maison Universelle Alcan et la même année s'ouvre à Woodstock (Ont.) l'usine de montage à la chaîne de maisons préfabriquées. En 1969, l'usine de câbles de Stephenville, à Terre-Neuve, entre en opération. La même année, l'Alcan Aliminium Ltée achète pour \$18 millions la Canada Foils Ltd qui se spécialise dans les emballages souples et de conversion. Cette dernière possède deux usines en Ontario, dont l'une à Scarborough. Et la liste est bien incomplète. En fait, les nombreux cas présentés ici illustrent de façon évidente la stratégie d'Alcan qui procède au cours de la période à une intégration verticale de plus en plus poussée de ses productions, notamment au Canada où de gros investissements sont réalisés dans le secteur de la transformation à la grandeur du pays: en Colombie Britannique, en Alsama, en Ontario, au Québec et dans les provinces atlantiques. C'est donc sans grande surprise que les actionnaires apprenaient lors de la présentation du rapport annuel de 1970 que "Alcan a livré pour la première fois, en 1970, un plus gros tonnage de produits de transformation que de métal brut". En 1973, les "livraisons du secteur transformation... ont passé le cap du million de tonnes pour la première fois et ont triplé en dix ans" (Alcan, 1973, rapport annuel). La politique d'intégration vers le produit fini et de diversification aura obligé l'Alcan à investir environ \$845 millions dans le secteur de la transformation.⁽⁶⁾ Parallèlement, l'investissement dans le secteur de l'aluminium de première fusion plafonne au Canada. En 1974, l'Alcan

commence des travaux pour augmenter de 25 000 tonnes la capacité d'électrolyse à Kitimat et à Arvida. Mais la même année, on a fermé une salle de cuve à l'usine d'électrolyse de Shawinigan. La récession frappe durement l'Alcan qui se voit obligée de freiner l'expansion de ses immobilisations et ce n'est qu'après 1975 que l'on assistera à une reprise dans ce secteur, notamment avec la construction d'une aluminerie ultra-moderne à Grande-Baie pour laquelle on aura dépensé \$500 millions (en dollars de 1980)⁽⁷⁾.

Mais tout compte fait, ce que l'on retient de l'examen des nouveaux investissements du groupe Alcan depuis la dernière guerre, c'est l'extraordinaire expansion du groupe tant au plan national qu'international. L'appendice 26 illustre de façon très claire l'ampleur, le gigantisme qu'a atteints l'entreprise en 1976.

On retrouve des analogies de comportement chez plusieurs autres groupes régionaux, bien que l'ampleur des opérations ne soit en rien comparable à celle du groupe Alcan. Par exemple, le groupe de la Consolidated Paper, après quelques tentatives timides de diversification au cours de la période précédente va tenter des percées dans le secteur des produits finis, surtout après sa fusion avec la Bathurst Paper Ltd. Ainsi en 1965, on s'est porté acquéreur de 62% des actions de la Doeskin Products Inc. des Etats-Unis qui fabrique et vend des tissus et serviettes de papier aux Etats-Unis. En 1967, on a pris le contrôle de Dominion Glass, qui sera revendu à Power Corporation l'année suivante. Par contre, cette même année, on a mis sur pied la Twinpack Ltd qui fabrique des produits et contenants en plastique. En 1973,

Consolidated Bathurst reprend le contrôle de Domglass Inc. qui fabrique des récipients en verre, des contenants de plastique, du verre industriel et qui s'occupe également d'assemblage électronique. Sur la même lancée, on achètera également Dorchester Electronics en 1974.

Il y a donc là une certaine volonté de diversification des productions mais, dans l'ensemble, l'intégration horizontale l'emporte. Ainsi, en 1963, on a acquis la Gillies Bros. Co. Ltd qui possède un immense territoire forestier et des scieries à Braeside (Ontario) et à Waltham au Québec. L'année suivante, on a annoncé la construction d'une usine à pâte de \$80 millions à Pontiac, dans l'Outaouais; l'usine aura une capacité de 500 tonnes par jour de pâte Kraft blanchie. En 1967, on avait acquis deux entreprises allemandes la Europa Carton A.G. et la Bremer Papier - Und - Wellpappen Fabrik. Par cet achat, le groupe se dotait de 4 usines de papier et de 8 usines de carton ondulé en territoire européen. En 1974 on a acheté la compagnie Bobois Ltée ainsi que la Lauenburger Wellpappenwerk Gmb H d'Allemagne. Si on ajoute à ces investissements considérables ceux déjà consentis pour la modernisation des usines en Mauricie, force est de constater que ce qui caractérise la stratégie du groupe Consol au cours de cette période, c'est bien l'intégration horizontale et la diversification de préférence à l'intégration verticale que l'on n'écarte pas pour autant. D'autre part, dans cette stratégie de développement, Consolidated Bathurst étend de façon considérable son assiette spatiale de production. En fin de période, elle possède des usines dans l'Est du Canada, en Ontario, en Colombie-Britannique et même en Allemagne (cf. appendice 22).

Le groupe de la C.I.P. pour sa part demeure fidèle à la stratégie adoptée depuis plus d'un demi-siècle. Intégration verticale et horizontale sont menées de pair et assurent une remarquable stabilité à l'entreprise. En 1959, la C.I.P. acquiert toutes les actions de l'Anglo-American Paper Co. et prend ainsi le contrôle de ses six filiales: Victoria Paper Co. de Toronto, Garden Lity Paper Mills Co. de St. Catherines, Ont., Canadian Vegetable Parchment Co. de Merriton, Ont., Monarch Paper Ltd de Toronto, Mid West Paper Ltd de Winnipeg et Vancouver Pacific Paper Co. de Vancouver. La même année, elle s'associe avec la Stanley Steel Co. pour mettre sur pied l'International Stanley of Canada Ltd qui se spécialise dans la fabrication d'équipements pour le transport en cargo. En 1960, la C.I.P. a acheté la majorité des actions de la Hendershot Paper Products Ltd, qui s'occupe de chimie et de produits en papier à Burlington au Vermont. L'année suivante, on acquiert la Dominion Cellulose et sa filiale, la National Cellulose of Canada Ltd. En 1964, on met sur pied, de concert avec la East Asiatic Co. (Canada), une usine de pâtes à papier à Gold River en Colombie-Britannique. En 1965, on annonce la construction d'une usine à carton ondulé à Matane et d'une scierie à Causapsca, nécessitant des investissements de plus de \$12 millions. En 1966, un investissement majeur: \$50 millions sont en effet consacrés à l'agrandissement et à la modernisation de l'usine de pâtes de Gatineau. Enfin en 1969, on crée avec la Homemakers Ltd, la C.I.P. Hômes Ltd qui aura son usine à Drummondville. Ainsi donc, ici encore on constate une stratégie de développement qui s'appuie à la fois sur l'intégration verticale et la diversification des productions, mais également sur l'intégration horizontale alors que de nouvelles unités de production de pâtes et papiers voient le jour et que la capacité de

production d'anciennes unités est considérablement augmentée. Enfin, tout comme dans le cas des groupes évoqués plus haut, l'assiette spatiale des unités de production s'élargit considérablement (appendice 23).

Examinons un dernier cas, celui du groupe Canron. Si les années 50 avaient été témoins de l'implantation solide du groupe sur les marchés québécois et ontarien, à partir des années 60, on assiste à l'expansion spatiale du groupe hors du Canada Central en particulier dans l'Ouest canadien et américain et même hors du continent. Ainsi dès 1958, la Canada Iron commençait à acquérir des actions d'entreprises de l'Ouest telles la Western Bridge and Steel Fabrications Ltd de Vancouver, la C.W. Carry Ltd d'Edmonton, la Calgary Structural Steel Ltd, l'Amco Furnace Contractors et l'Amco Technical Consultants. En 1959, on a créé la Tamper Inc. aux Etats-Unis, laquelle, quelques années plus tard assurera la gérance de l'usine nouvellement construite de Columbia, en Caroline du Sud où l'on se spécialise dans la fabrication d'équipements de voies verrées. En 1966, la Canada Iron prend le contrôle (100%) de la Cobalt Foundry Ltd de Cobalt, de la Wabi Iron Works Ltd (80%) de New Liskeard et opère ainsi une percée sur le marché du moulage de pièces pour l'industrie minière. La même année, on a mis sur pied la Tamper (Australia) Co. Ltd. En 1966, on a pris le contrôle de la Pacific Press and Shear Corp. de Oakland en Californie. Cette entreprise possède également une usine à Mount Carmel en Illinois où elle s'occupe de machinerie hydraulique. En 1969, on prend le contrôle de Matissa Matériel Industriel S.A. de Suisse et de ses

filiales Matema S.P.A. de Polomba en Italie et Matissa Equipment Corp. de Chicago, autant d'entreprises spécialisées dans la fabrication de matériel pour voies ferrées. Toutes ces prises de contrôle et les investissements considérables qui ont été consentis vont donc permettre au groupe Canron de s'affirmer non seulement comme producteur d'envergure nationale mais également internationale (appendice 24).

Certes les nombreux cas présentés dans cette section sont loin de couvrir entièrement tous les investissements et prises de contrôle, associations, etc... qui ont été réalisés au cours de la période. Tous les groupes n'ont pas été présentés et pour ceux qui ont été sélectionnés, on n'a pas présenté la totalité des opérations réalisées. Mais les exemples sont suffisamment nombreux cependant pour saisir l'ampleur du mouvement qui prend forme dans les années 60. Si dans le passé les intérêts des principaux groupes industriels de la Mauricie pouvaient être assimilés à ceux de leur région d'origine, il en va tout autrement au fur et à mesure que l'on progresse dans le temps et particulièrement à partir des années 60. Désormais, la stratégie des groupes se situe à un niveau bien supérieur à celui de la région. Il faut penser en terme de stratégie nationale voire internationale. Dans cette nouvelle vision de l'organisation industrielle, les établissements régionaux ne sont plus qu'un maillon de la chaîne qu'on évalue et soupèse, sans aucune sentimentalité, selon leur potentiel de profit, au même titre que l'établissement de Vancouver ou de Melbourne.

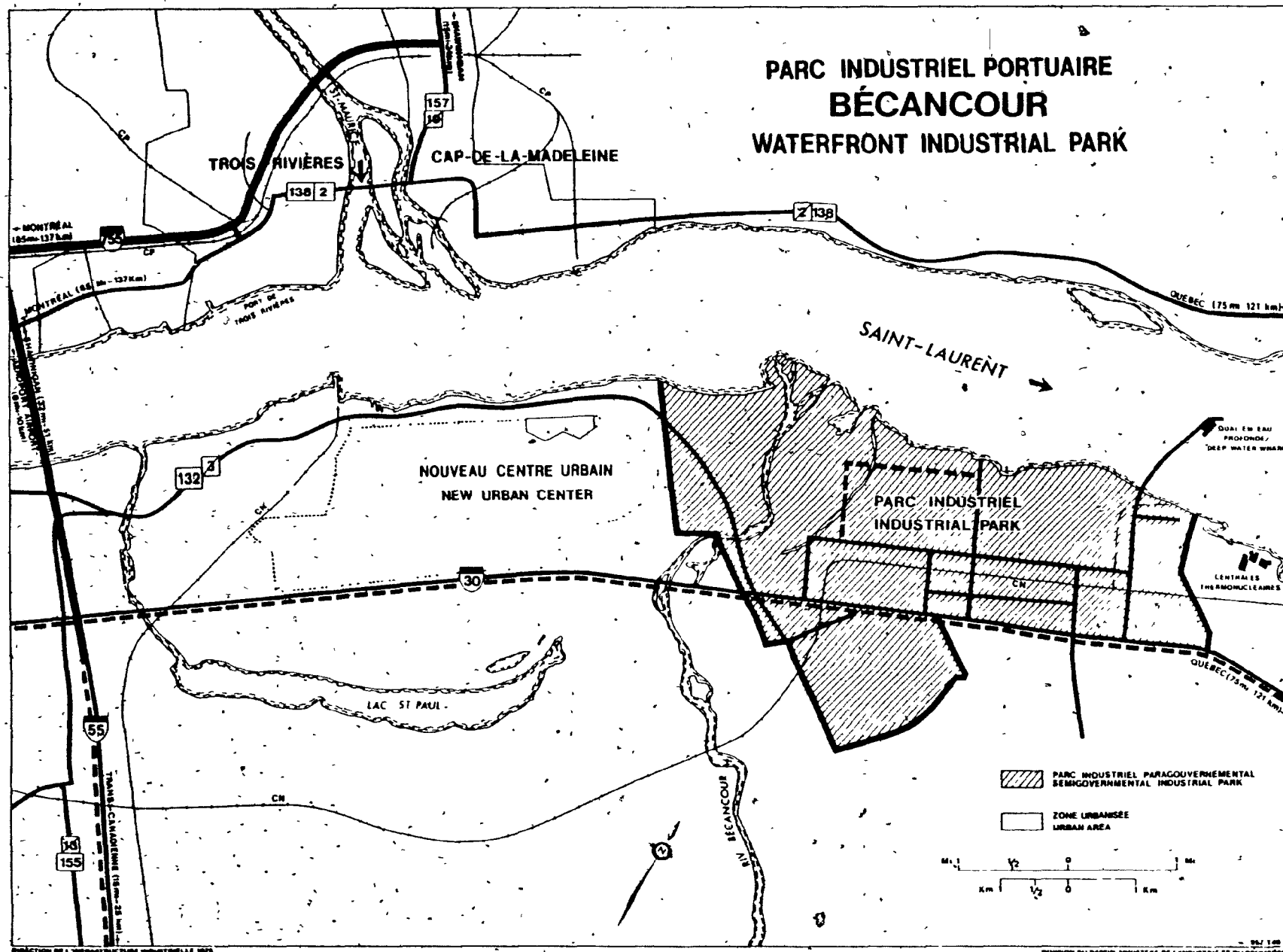
L'État au secours de la région?

Les licenciements massifs, les fermetures d'usines, le plafonnement de l'emploi chez plusieurs grands employeurs régionaux et l'extraordinaire expansion de certains de ces groupes hors-région ont pu laisser l'impression que la Mauricie avait perdu tout attrait aux yeux des investisseurs industriels. L'impression est sans doute assez fondée au Centre-Mauricie. Mais ce n'est pas le cas plus au sud où l'on assiste à la fin des années 60 et au début des années 70 à la mise en place d'importantes infrastructures industrielles et de transport susceptibles de rendre bien alléchante l'implantation d'une usine en Mauricie. Les ententes Canada-Québec sur les "zones spéciales" qui prennent forme en 1968 et qui seront renouvelées régulièrement par la suite, ont permis l'injection de plusieurs dizaines de millions de dollars dans l'infrastructure autoroutière de la Basse-Mauricie, favorisant ainsi le désenclavement de la région et de meilleures liaisons avec les grands centres de consommation. D'autre part, le programme des "zones désignées", résultant d'une autre entente fédérale-provinciale, offre également des avantages indéniables, en terme de subventions, aux entreprises désireuses de s'implanter ou de s'agrandir dans les zones désignées.⁽⁸⁾ Les décisions politiques alimentées par le nationalisme économique ont parfois des conséquences spatiales imprévisibles. Ainsi, l'existence du Parc industriel du Centre du Québec tient essentiellement, bien qu'indirectement, au rêve que caressaient les "Pères de la révolution tranquille" de doter le Québec d'une grande sidérurgie d'État intégrée. Avant même que les études de "faisabilité" et de marchés aient été complétées, le gouvernement Lesage annonçait la création d'une sidérurgie d'État, Sidbec, qui serait localisée

à Bécancour, en plein terroir agricole, sur la rive sud du Saint-Laurent.

Dans l'euphorie générale on entrevoyait déjà des milliers d'emplois directs et indirects, qui graviteraient autour de cette sidérurgie nationale de plus de \$600 000 000. On connaît la suite. Dès 1967, le rapport Gignac sur "Les réalités de demain" confirmait l'étude du gouvernement d'une nouvelle sidérurgie au Québec, mais jetait en même temps une douche froide sur l'enthousiasme suscité lors de la première annonce du projet. De \$600 millions, le projet était ramené à \$175 millions. Mais pire encore, l'acierie ne serait pas érigée à Bécancour mais serait implantée à Contrecoeur dans les locaux laissés vacants par la Compagnie Dosco. (9)

Après avoir suscité tant d'espoir dans la population régionale, et après avoir déjà pris des mesures législatives visant à réserver de vastes superficies pour la nouvelle sidérurgie, les autorités québécoises ne pouvaient politiquement retourner Bécancour à sa douce léthargie. En 1968, le Gouvernement du Québec décidait donc de créer un "super-parc" industriel qui offrirait toutes les infrastructures nécessaires à l'établissement d'entreprises industrielles d'envergure internationale (carte 18). Le parc sera administré par la Société du Parc industriel du Centre du Québec. Celle-ci est une compagnie privée organisée d'après la loi des compagnies. Appartenant à part entière au Gouvernement du Québec, elle relève directement du ministre de l'Industrie et du Commerce, et les membres de la Société n'y sont pas élus mais nommés. Par ailleurs, la Société disposait d'une banque de terrains tout à fait remarquable, soit une superficie de 8 000 acres; il s'agit donc d'un des plus grands parcs industriels au Canada. Situé en



bordure du Saint-Laurent, doté d'un port en eaux profondes, bien relié au réseau ferroviaire et autoroutier nord-américain, le parc est conçu pour attirer des entreprises d'envergure nationale et surtout internationale auxquelles on offre des subventions par le biais de la Société de développement industriel (SDI). Egalement, le Ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC) du Québec, en vertu des lois 23 et 24 d'aide au développement industriel régional peut octroyer des subventions qui atteignent entre 25 et 40% des investissements réalisés. Si on ajoute en plus les subventions provenant du Gouvernement fédéral par l'intermédiaire du Ministère de l'expansion économique régionale, force est de constater que le rôle incitatif de l'Etat est loin d'être négligeable.

Et pourtant, les implantations industrielles ont été peu nombreuses et lentes à venir. Si plusieurs projets ont vu le jour, tels la raffinerie de cuivre-nickel de Falcon Bridge ou l'usine de verre plat de la firme Glaverbel, des projets respectifs de \$65 et \$15 millions devant entraîner la création de plus de 500 emplois, peu de projets à ce jour ont été menés à terme. Il faut attendre 1972 pour assister à l'ouverture de la Compagnie Biraghi Entrepôse Canada Ltée, un maigre investissement de un million de dollars qui créera tout au plus une quarantaine d'emplois. L'entreprise, qui fabrique des tubes de chaudières à surface étendue pour les raffineries de pétrole et les usines chimiques, expédie la presque totalité de sa production à l'extérieur du Québec: au Canada, aux Etats-Unis, en Amérique du Sud, etc... L'année suivante, la compagnie C.I.L. annonçait un investissement de plus de \$50 millions pour la construction d'une nouvelle usine de chlore et de soude caustique à Bécancour. Au total, on aura investi plus de \$100 millions dans cette usine lorsqu'elle entrera en opération en 1977. L'usine a certes permis la

"création" de plus de 200 emplois; il faut rappeler par contre que dans une large mesure il s'agissait à toute fin pratique, d'un transfert de production et d'emplois de Shawinigan à Bécancour. Puis, en 1974, le Parc industriel du Centre du Québec accueille la compagnie Ceramco du Canada Ltée, une filiale du groupe Ceramica San Solvo de Modene en Italie. Spécialisée dans la production des tuiles de céramique pour murs et planchers, l'usine devait constituer la plus grande du genre en Amérique du Nord et occuper au plus fort de la production près de 300 employés. Par cette implantation, le groupe Ceramica San Solvo recherchait une percée importante sur le marché nord-américain. L'essentiel de la production prend donc le chemin des Etats-Unis. A ce jour cependant, le volume de l'emploi n'a jamais dépassé cent employés. Par la suite, l'arrivée de deux nouvelles firmes, allemandes cette fois-ci, va enfin consacrer l'importance industrielle du parc et affirmer le caractère international de ses "résidents". En juillet 1974 la S.K.W. Electro-Métallurgie du Canada Ltée, filiale de la Südeutsche Kalkstickstoff Werkskiesgesellschaft de Trostberg en Allemagne de l'Ouest, entreprend la construction de son usine au coût de 50 millions de dollars. L'usine occupera 250 travailleurs. D'une capacité de 52 000 tonnes par année, l'usine fabriquera essentiellement deux produits: le ferrosilicium destiné aux aciéries et aux fonderies et le silicium métallique qui est vendu aux alumineries et à des compagnies comme la Compagnie Générale Electrique qui fabriquent des produits à base de silicone. Ici encore, le gros de la production va à l'exportation. L'autre usine qui entre en opération en 1977, appartient à la Compagnie Didier Canada Ltée, filiale du groupe allemand Didier Werke, qui possède des usines un peu partout à travers le monde. L'investissement qui a atteint les \$25 millions était destiné à la production de briques réfractaires pour hauts-fourneaux. Il a permis la création d'environ 225 emplois.

Seulement 20% de la production est destinée au marché québécois, le reste étant écoulé dans le Nord-est américain, en Ontario et en Nouvelle-Ecosse.

A l'examen, l'appareil de production qui est mis en place graduellement au cours de la décennie 70 à Bécancour s'inscrit sensiblement dans la même logique qui a présidé à la mise en place de la structure industrielle mauricienne depuis le début du siècle. Les productions qui y sont réalisées constituent en effet des produits de base ou produits semi-finis, font appel à des capitaux étrangers, exigent de grandes quantités d'énergie et les extrants dans une très forte proportion sont destinés au marché extérieur. Cependant à la différence du processus d'industrialisation de la région qui eut cours dans la première moitié du siècle et qui s'appuyait essentiellement sur l'exploitation des ressources du Bouclier, à Bécancour, comme à Trois-Rivières d'ailleurs, l'Etat est appelé à jouer un rôle beaucoup plus important. Dans le parc industriel du Centre du Québec, pour sept entreprises seulement, les seules subventions à l'investissement auraient totalisé plus de 36 millions de dollars.⁽¹⁰⁾ Si on ajoute à ces sommes les avantages consentis en tarifs préférentiels pour l'énergie électrique, les congés de taxe de cinq ans pour certaines entreprises et surtout les sommes très considérables consenties pour l'aménagement des structures autoroutières, portuaires, d'aqueduc, etc... force est de constater que, dans l'industrialisation de la région, l'Etat au cours des dernières années a joué un rôle qui dépasse fortement la simple incitation. Et que dire du projet d'aluminerie du groupe Péchiney qui semble sur le point d'aboutir? Devant cette situation, on ne peut s'empêcher d'établir un parallèle avec la situation qui prévalait dans un passé pas si lointain alors que les municipalités du Québec désireuses de s'industrialiser s'arrachaient les entreprises du textile à coup de

subventions et de congés de taxe. La compétition est demeurée la même mais cette fois-ci le "jeu" se situe à un autre niveau: Bécancour tente sa chance au niveau international!

CONCLUSION

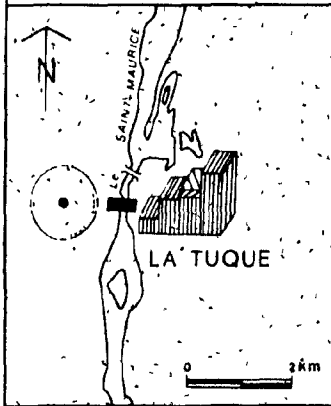
La région de la Mauricie, symbole de l'essor industriel québécois dans la première moitié du vingtième siècle, a donc connu depuis la fin des années 50 un ralentissement marqué de sa croissance, ce qui lui a valu une perte de poids relatif dans le tableau industriel du Québec. A l'intérieur de la région, c'est par milliers que l'on compte les pertes d'emplois surtout au Centre-Mauricie qui a été le plus durement touché. Par ailleurs, des centres de production nouveaux se sont allumés. Bécancour grâce à des investissements massifs de la part de l'Etat dans l'infrastructure industrielle, grâce également à de généreuses subventions à l'entreprise, est en train de devenir un site d'implantation fort alléchant pour la grande industrie à forte intensité de capital. D'autre part les petites et moyennes entreprises ont fait preuve d'un dynamisme accru en milieu rural. Tout ceci a entraîné un déplacement vers le sud du centre de gravité de l'appareil de production mauricien.

Une fois faits ces constats, il faut bien réaliser que c'est dans la stratégie des grands groupes industriels régionaux, elle-même conditionnée par l'évolution de la technologie et les conditions nouvelles de la concurrence sur le marché des produits industriels de base que réside l'explication de la perte de poids relatif de la Mauricie, tout comme le déplacement de son centre de gravité. En dernier ressort, s'il est un concept qui peut le

mieux éclairer l'état actuel du développement régional tout comme son évolution, c'est bien celui de dépendance. Dans une très large mesure, les décisions qui affectent la bonne santé ou l'asphyxie de l'industrie régionale sont prises à l'extérieur de la région, qu'il s'agisse d'Akron, de New York, de Montréal ou de Trotsberg. D'autre part les expéditions des usines régionales, compte tenu de leur nature, apparaissent dans l'ensemble fortement extraverties. Ce faisant, elles sont donc très vulnérables aux fluctuations des marchés extérieurs ou en d'autres termes, très dépendantes. Le chapitre suivant tente de mettre en relief cet aspect particulièrement important.

CARTE 19.

INDUSTRIALISATION ET HYDRO-ÉLECTRICITÉ EN MAURIE 1910-1980.



SAINT-TITE

GRAND'MÈRE

SHAWINIGAN

SHAWINIGAN-SUD

LA GABELLE

SAINT

MAURICE

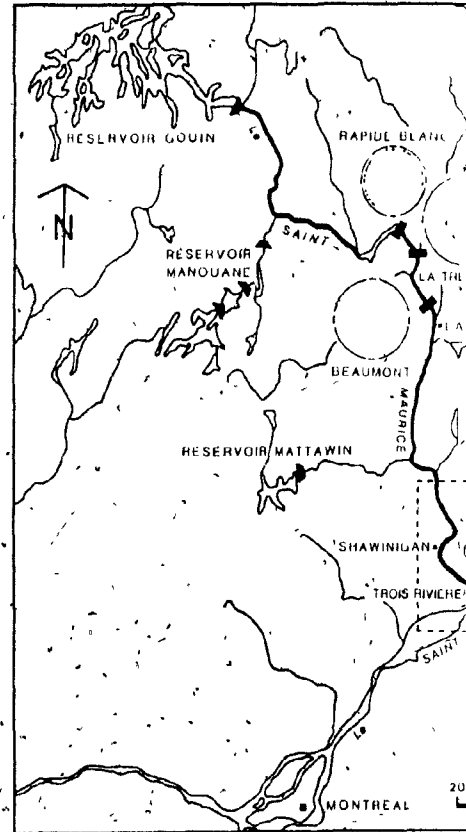
CAP-DE-LA-MADELEINE

SAINT

LAUR

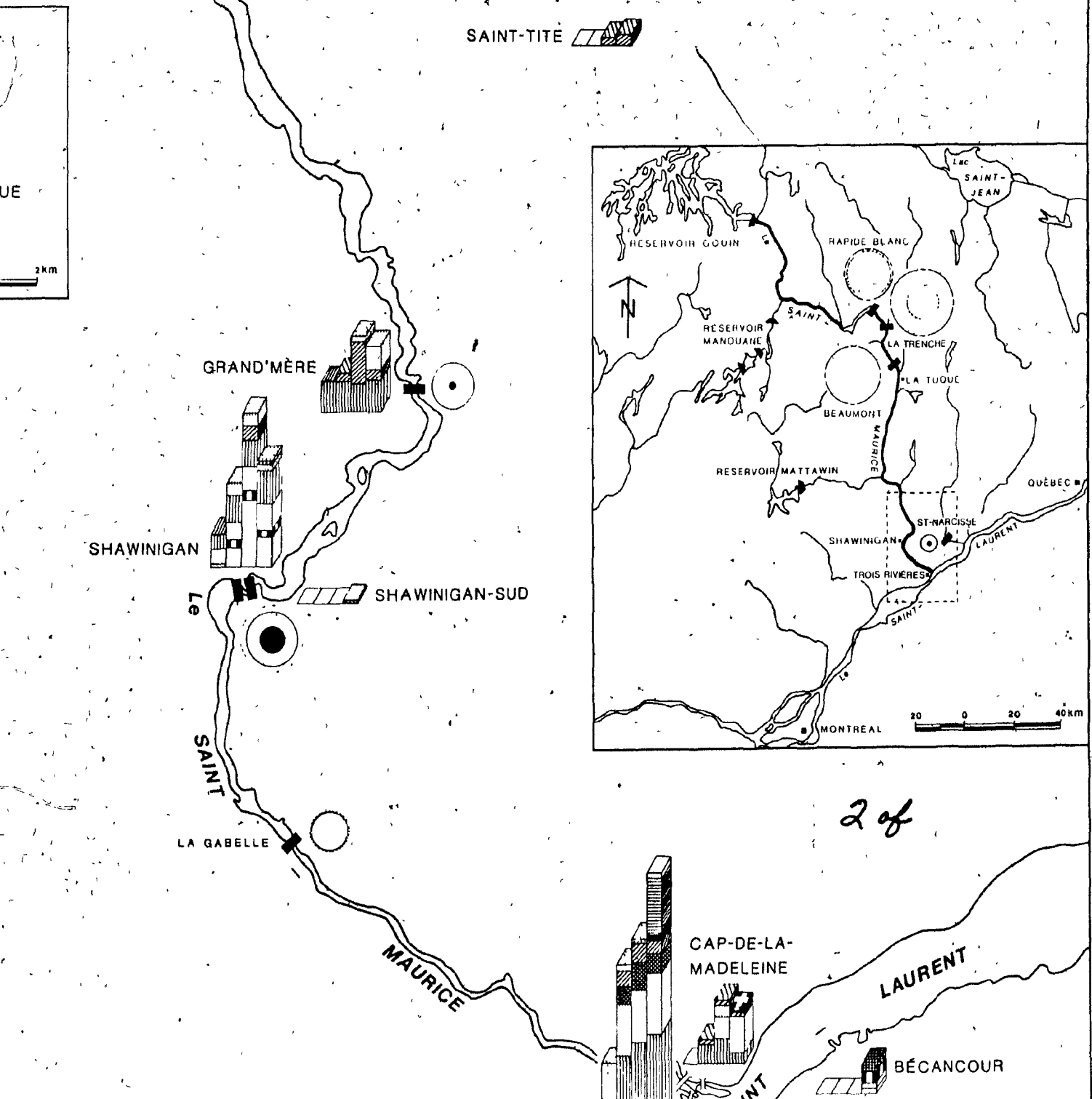
BÉC

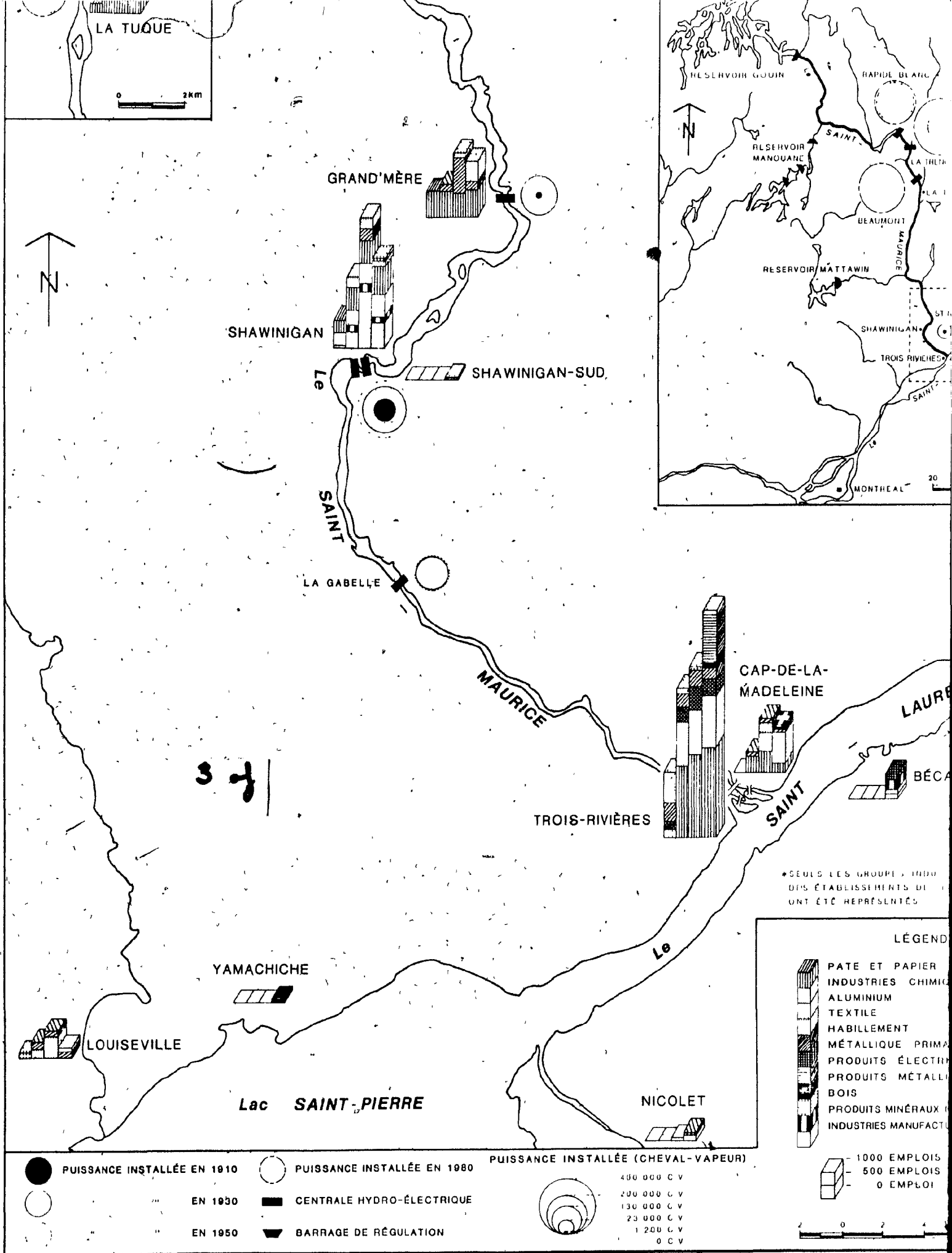
TROIS-RIVIÈRES



14

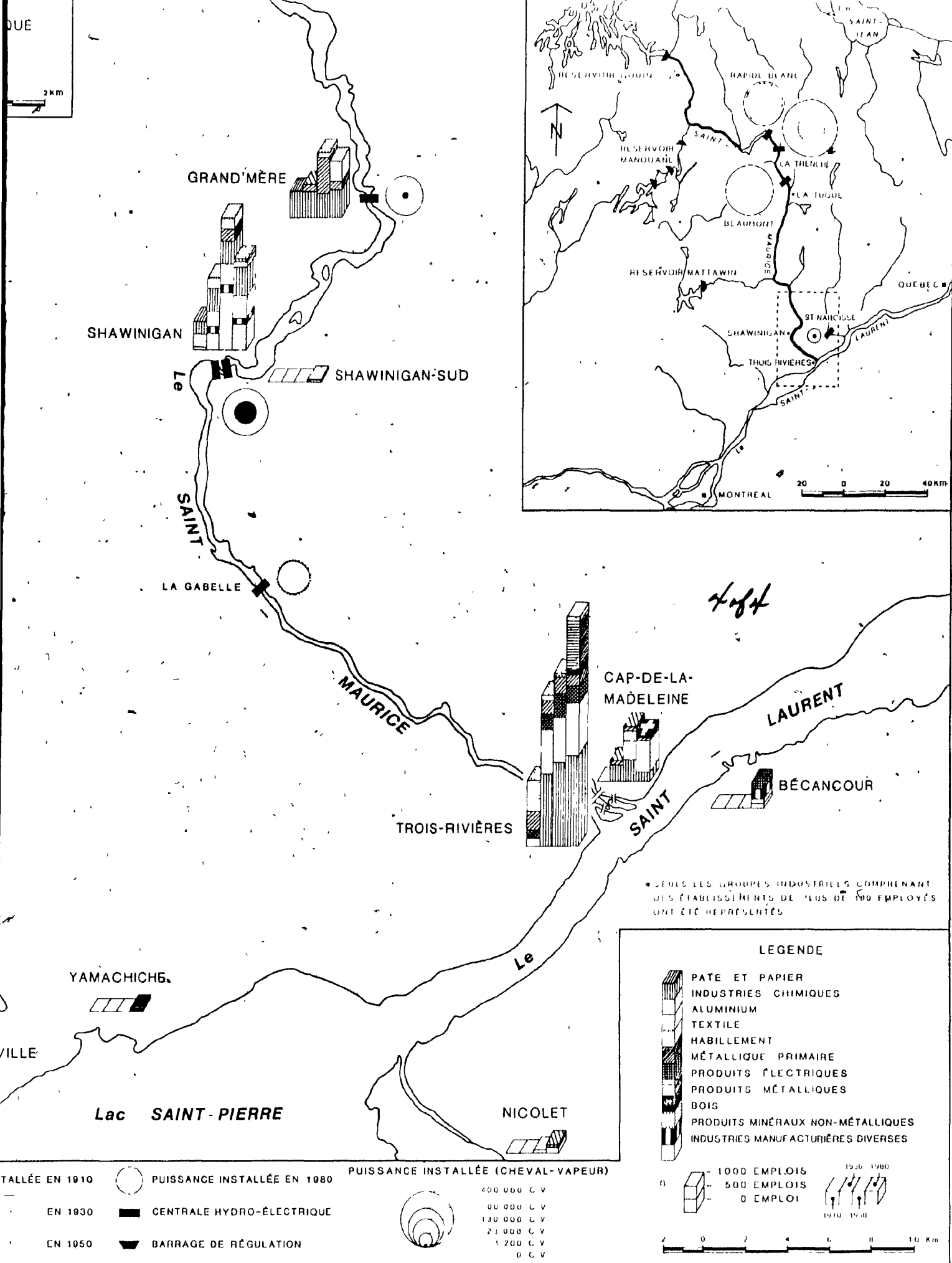
INDUSTRIALISATION ET HYDRO-ÉLECTRICITÉ EN MAURICIE 1910-1980.





SOURCES : MINISTÈRE DES TRANSPORTS 1/125 000 QUÉBEC, 1980 TROIS RIVIÈRES, FEUILLE J11 EST
 MINISTÈRE DES TRANSPORTS 1/125 000 QUÉBEC, 1980 SAINT GABRIEL FEUILLE J11 OUEST

CONCEPTION H
 RÉALISATION H



CHAPITRE VI-

EXTRAVERSION ET DÉPENDANCE ET L'INDUSTRIE MAURICIENNE

L'examen des aspects structuraux des grandes entreprises régionales a permis de constater à quel point la prise de décision échappait aux dirigeants des établissements mauriciens. Le directeur de l'usine régionale, laquelle ne constitue qu'un simple maillon dans un vaste ensemble de production, voit dans la presque totalité des cas sa marge de manoeuvre limitée aux décisions de routine, aux opérations courantes. Les décisions majeures sont prises hors région, au siège social. En ce sens, l'industrie mauricienne apparaissait déjà dépendante de l'extérieur pour son développement.

Par un autre angle d'attaque, il est également possible d'appréhender la dépendance des régions et même de mesurer sommairement son intensité. Nous voulons parler de l'analyse des liaisons interindustrielles. L'analyse des liaisons interindustrielles constitue en effet un outil qui permet d'interpréter la totalité des relations entre les firmes (Bater et Walker, 1970, p. 61). Ces liaisons représentent les liens spatiaux ou les voies d'échanges et d'expansion économiques. Elles reflètent, entre autres choses, les

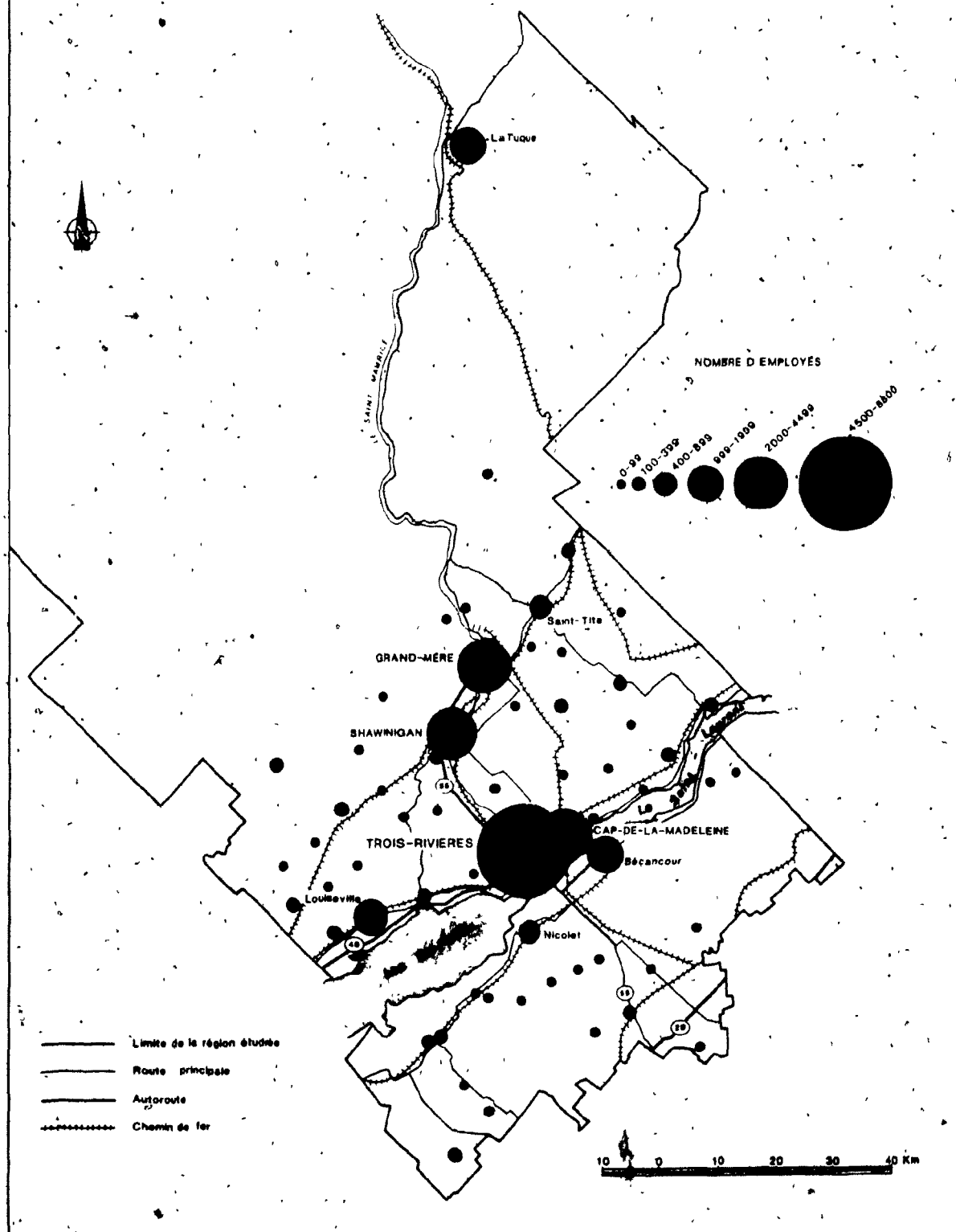
interdépendances spatiales... les structures économiques régionales, et dans une perspective dynamique, le maintien ou la réorientation des patrons économiques (Schmidt, 1972: p. 589). Il nous est donc apparu opportun de procéder à l'analyse des liaisons interindustrielles des établissements manufacturiers de la Mauricie afin d'identifier les pôles auxquels ils se rattachent et de mesurer l'intensité des liens que ces derniers entretiennent entre eux et avec l'extérieur de la région.

Déjà, l'historiographie mauricienne nous a révélé (chapitres 3 et 4) que la région à ses débuts, comme la plupart des régions où la transformation des ressources primaires occupe une place prépondérante alors que la fabrication (secondary manufacturing) est relativement moins importante, faisait preuve d'une grande extraversion. Les productions manufacturières régionales étant encore dominées par quelques produits industriels de base, on peut donc poser les hypothèses suivantes: les établissements manufacturiers établissent leurs liaisons matérielles principalement avec d'autres établissements extérieurs à la région, plus spécialement dans le heartland. Deuxièmement, l'intensité des liaisons interindustrielles avec l'extérieur est fonction de la taille des entreprises et de la nature des productions.

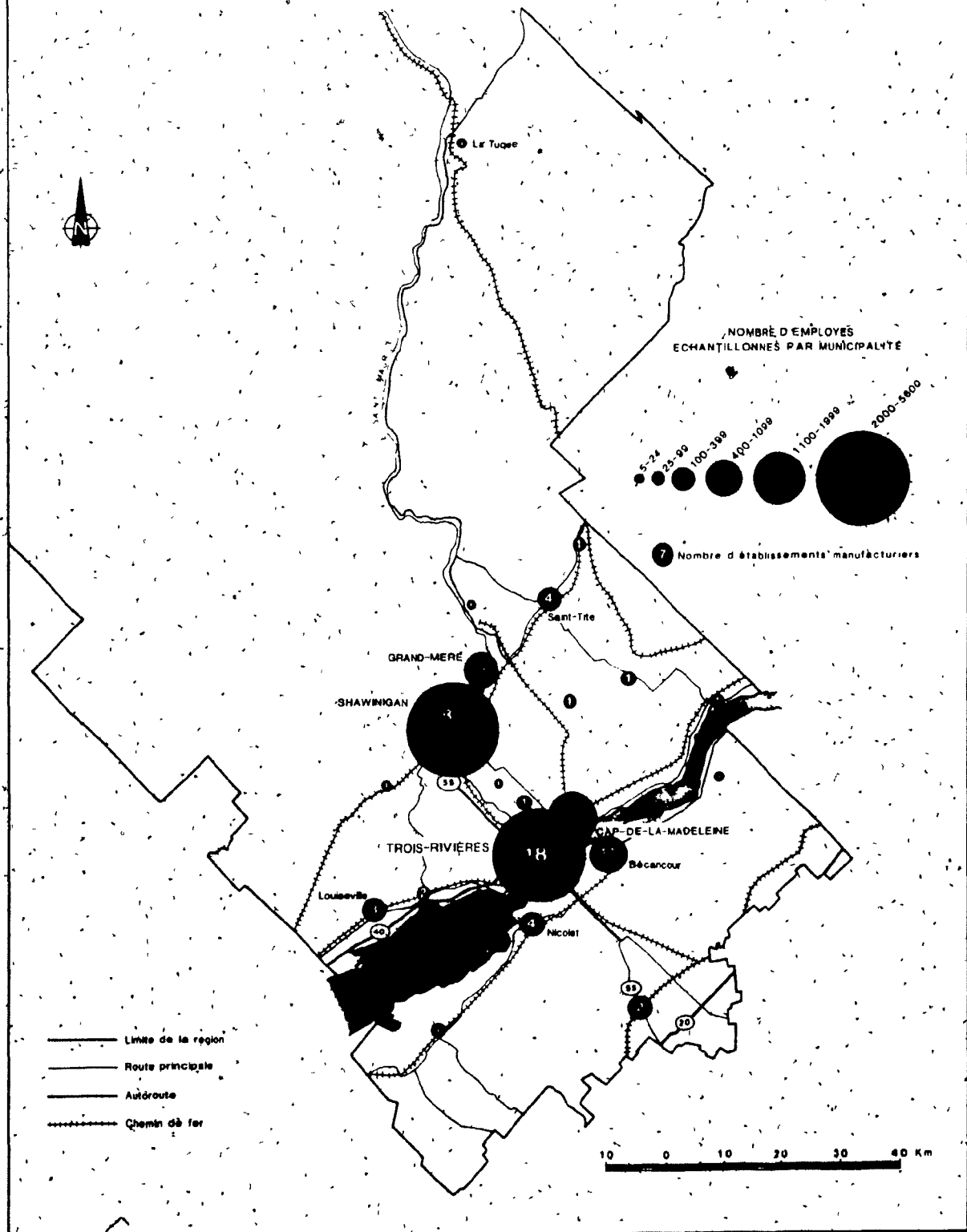
Précisons avant d'aborder le vif du sujet que les données statistiques utilisées ici proviennent d'une enquête effectuée par l'auteur en 1978-79 auprès de 140 établissements industriels de la région Mauricie-Bois-Francs, une région administrative du Québec plus vaste que la région qui fait l'objet de notre étude (1) Des 140 établissements qui avaient été retenus comme échantillon à ce moment, 82 étaient localisés à l'intérieur de notre région.

CARTE 20

Répartition de l'emploi manufacturier en Mauricie, 1978



Répartition des établissements échantillonnés en Mauricie



On a donc recompile les données obtenues de ces derniers établissements de façon à ce qu'ils ne traduisent que les réalités mauriciennes, excluant les données relatives à celle de la sous-région des Bois-Francs. Les figures 20 et 21 illustrent respectivement la répartition géographique de l'emploi manufacturier en Mauricie en 1978 ainsi que celle des établissements sélectionnés. Enfin, on trouvera une description détaillée de la méthodologie de l'enquête en appendice 24.

LES PATTERNS SPATIAUX DES LIAISONS MATÉRIELLES

Un premier aperçu général des liaisons matérielles des établissements manufacturiers de la région nous est donné par le tableau 12. On a mesuré globalement les liaisons intra et extrarégionales sans tenir compte de la taille des établissements et des productions. Les liaisons "totales" sont obtenues en prenant la moyenne des achats et des ventes effectués avec une région donnée. Une caractéristique majeure de la région apparaît immédiatement; c'est la très grande faiblesse des liaisons intrarégionales. Moins de 10% en effet des transactions financières relatives à l'échange de biens tangibles sont effectuées dans la région. Si l'on postule que la cohésion de la région peut être mesurée par l'intensité des liaisons intrarégionales, il faut bien constater que celle-ci, à primé abord, apparaît très faible.

D'autre part, alors qu'on aurait pu s'attendre aux connexions les plus fortes avec l'agglomération montréalaise qui constitue le cœur de l'industrie manufacturière québécoise, on constate que les échanges avec la métropole ne totalisent que 14% alors que le reste du Québec en accapare le double. Mais c'est avec l'étranger, Etats-Unis principalement, que les liaisons sont les plus fortes.

TABLEAU 12
LIAISONS RÉGIONALES ET EXTRARÉGIONALES DES
ÉTABLISSEMENTS MANUFACTURIERS DE LA MAURICIE, EN %

	Mauricie	Agglomération de Montréal	Reste du Québec	Toronto	Reste de l'Ontario	Maritimes	Ouest	U.S.A.	Autres pays	TOTAL
ACHATS	14.1	14.4	44.2	5.5	4.9	1.3	2.3	9.7	3.7	100
VENTES	4.8	13.6	9.9	11.3	10.6	2.0	4.2	35.1	8.5	100
LIAISONS TOTALES	9.4	14.0	27.1	8.4	7.8	1.7	3.2	22.4	6.0	100

Sources. Les données de ce tableau, de même que celles des tableaux subséquents proviennent d'une enquête effectuée par l'auteur en 1979-1980.

La distinction entre achats et ventes des établissements nous permet de mieux saisir comment s'articulent les liaisons interindustrielles de la région avec le monde extérieur. Ainsi, les ventes des établissements régionaux à l'étranger totalisent plus de sept fois les ventes réalisées dans la région. Les extrants destinés à l'étranger dépassent également de beaucoup, plus du triple, les expéditions vers l'agglomération montréalaise. La métropole canadienne, Toronto, et le reste de l'Ontario reçoivent respectivement pour leur part autant de produits de la région que tout le Québec réuni à l'exclusion du Montréal métropolitain.

Si les achats dans la région sont supérieurs aux ventes, plus du triple, ils n'en demeurent pas moins faibles avec 14,1%. Précisons ici que, lors de notre enquête, on n'a pas tenu compte des achats d'électricité qui constituent une partie importante des intrants de plusieurs grands établissements de la région (aluminium, papier, produits minéraux non-métalliques, etc...). Même si la capacité du réseau mauricien est suffisante pour alimenter toute la région, les transactions financières s'établissent avec le centre de facturation de Montréal et, sur le plan comptable, les achats d'électricité sont considérés comme originant de Montréal. L'inclusion de ces intrants aurait donc gonflé artificiellement la part dévolue aux intrants extrarégionaux. On a donc ignoré dans nos calculs les coûts en énergie, coûts que d'ailleurs les gros consommateurs, jusqu'à très récemment, étaient très réticents à divulguer. Malgré ceci, près de 60% des intrants extrarégionaux proviennent du Québec avec 14,4% pour l'agglomération montréalaise et 44,2% provenant du reste du Québec. Ici encore les achats à l'étranger (13,3%), concentrés aux États-Unis, sont sensiblement égaux aux achats

régionaux lesquels ne sont guère plus importants que les intrants en provenance de l'Ontario.

Ce premier examen global des liaisons matérielles des établissements manufacturiers nous laisse donc entrevoir une extraversion prononcée de cette région manufacturière, caractère qu'elle possède depuis les débuts de son industrialisation. Il permet également de déceler un comportement spatial assez caractéristique des régions du proche hinterland en ce sens que la région participe à la fois aux caractères des régions centrales (cœur) et à ceux des régions périphériques. Par une large part de ses extrants constitués de produits semi-finis, orientés principalement vers les grandes concentrations industrielles du continent nord-américain, la région Mauricie-Bois-Francs s'apparente aux régions périphériques pourvoyeuses de matières premières. Mais par ses intrants qui proviennent tant des grandes concentrations industrielles que des régions périphériques du Québec, elle s'apparente également aux régions du centre.

Lorsqu'on examine le comportement spatial des établissements manufacturiers de la région en tenant compte de la dimension des établissements, on retrouve évidemment des comportements spatiaux assez différenciés, car le poids relatif des grands établissements n'influence plus l'ensemble de l'échantillon (tableaux 13, 14 et 15). Le fait le plus marquant est sans aucun doute le très grand écart qui sépare les grands établissements (100 et plus) des plus petits. La production de ces derniers est nettement orientée vers la région avec 80,8% des ventes destinées au marché régional. Le reste du Québec, Montréal inclus, ajoute un autre 10% pour un grand total de 91%

TABLEAU 13

RÉPARTITION PROCENTUELLE DES VENTES SELON LA TAILLE
DES ÉTABLISSEMENTS MANUFACTURIERS
1978

Etablissements dans l'échantillon	Dimension (employés)	Mauricie	Agglom. de Montréal	Reste du Québec	Agglom. de Toronto	Reste Ontario	Maritimes	Ouest	Etats- Unis	Autres pays	Total
26	5 - 24	80.8	4.7	5.7	1.4	1.7	1.0	3.5	.9	.3	100%
27	25 - 99	15.7	29.5	21.9	2.9	7.4	2.9	2.2	11.9	5.6	100%
29	100 et plus	2.3	12.0	8.7	12.4	11.1	1.9	4.4	38.2	9.0	100%

TABLEAU 14

RÉPARTITION PROCENTUELLE DES ACHATS SELON LA TAILLE
DES ÉTABLISSEMENTS MANUFACTURIERS
1978

Etablissements dans l'échantillon	Dimension (employés)	Mauricie	Agglom. de Montréal	Reste du Québec	Agglom. de Toronto	Reste de Ontario	Maritimes	Ouest	Etats- Unis	Autres pays	Total
26	5 - 24	27.7	32.7	21.6	8.4	3.3	1.4	1.9	1.5	1.5	100
27	25 - 99	48.7	21.7	4.3	14.3	.4	--	1.3	6.8	2.5	100
29	100 et plus	8.5	12.9	50.7	4.1	5.6	1.6	2.5	10.3	3.8	100

TABLEAU T5

RÉPARTITION PROCENTUELLE DES LIAISONS MATÉRIELLES TOTALES
SELON LA TAILLE DES ÉTABLISSEMENTS MANUFACTURIERS
1978

Etablissements dans l'échantillon	Dimension (employés)	Mauricie	Agglom. de Montréal	Reste du Québec	Agglom. de Toronto	Reste Ontario	Maritimes	Ouest	Etats- Unis	Autres pays	Total
26	5 - 24	54.2	18.7	13.7	4.9	2.5	1.2	2.7	1.2	..9	100%
27	25 - 99	32.1	25.7	13.1	8.6	3.9	1.4	1.8	9.4	4.0	100%
29	100 et plus	5.4	12.4	29.7	8.3	8.4	1.7	3.4	24.3	6.4	100%

des ventes reliées à l'économie québécoise. Moins spectaculaires par leur magnitude, les liaisons d'intrants rattachent d'abord les petits établissements de la région à l'économie montréalaise. Evidemment les liens avec les établissements régionaux demeurent forts avec un pourcentage de 27,7; le reste du Québec de façon assez surprenante fournit tout de même plus du cinquième des intrants. A l'inverse, les grands établissements entretiennent des liens matériels très lâches avec la région même. Moins de 6% des liaisons totales s'établissent dans la région et encore, ce sont les achats qui permettent de hausser le pourcentage à ce niveau, les ventes régionales n'atteignant pas les trois pour cent.

Au niveau extrarégional, les grands établissements apparaissent nettement rattachés aux grandes concentrations nord-américaines. Plus des trois-cinquièmes des ventes sont destinés aux grandes concentrations industrielles telles Montréal, Toronto ou les grandes villes du Nord-est américain. A elles seules, les ventes outre-frontières atteignent près de 40%. Avec des intrants d'origine américaine qui dépassent dix pour cent, il ne faut pas s'étonner que les liaisons totales avec l'économie américaine approchent en importance les liaisons que ces établissements entretiennent avec l'économie québécoise, si l'on ne tient pas compte de l'agglomération montréalaise. Il faut sans doute voir la raison de l'étalement spatial de ces liaisons totales dans le volume des besoins des firmes concernées, comme on l'a suggéré récemment pour les firmes montréalaises (Gilmour, 1974, p. 353). Parce qu'ils ont des liaisons considérables qu'ils ne peuvent se procurer dans la région ou encore parce qu'ils peuvent les combler à bien meilleur compte à l'extérieur, notamment d'une autre filiale de la même organisation, l'essentiel de leurs intrants provient de l'extérieur de la région à laquelle ils appartiennent.

Bref, il est tout à fait évident, les chiffres parlent d'eux-mêmes, qu'au fur et à mesure que la dimension des firmes s'accroît, la force des liaisons matérielles avec l'économie régionale et même avec l'économie québécoise diminue. Cette conclusion est à rapprocher des constatations de Klimasewski (1978), qui enregistrait sensiblement le même comportement chez les établissements manufacturiers de huit comtés ruraux de l'est du Tennessee. A cause de leur taille, probablement autant sinon davantage, qu'à cause de leur statut de filiale, les grands établissements manufacturiers de la région, comme ceux de l'est du Tennessee, ont des liaisons totales très faibles avec l'économie régionale. Et il ne s'agit pas là d'un comportement unique aux régions moins urbanisées. Les analyses de liaisons appliquées aux grandes zones métropolitaines telles Philadelphie (Karaska, 1969), Toronto (Field et Kerr, 1968) ou Montréal (Brooks, Gilmour et Murricane, 1973) ont mis en lumière des liaisons matérielles relativement faibles avec la zone métropolitaine à laquelle appartenaient les établissements manufacturiers. Si dans ces derniers cas on a pu avancer que la force d'agglomération de la concentration exprimée par les liaisons matérielles augmentait de façon inversement proportionnelle à la dimension des établissements, il semble bien que pour les régions moins industrialisées du proche hinterland, le degré de cohésion exprimé par les liaisons matérielles suit un gradient assez similaire à celui observé pour la force d'agglomération dans les zones métropolitaines.

ORIGINE DE L'ÉQUIPEMENT

L'achat d'équipements de production crée des liens entre les établissements manufacturiers et différentes régions qui ne sont évidemment pas

TABLEAU 16

RÉPARTITION PROCENTUELLE
ORIGINE DE L'ÉQUIPEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MANUFACTURIERS
SELON LA TAILLE DES ÉTABLISSEMENTS
1973

Nombre d'établissements dans l'échantillon	Dimension (employés)	Mauricie	Agglom. de Montréal	Reste du Québec	Agglom. de Toronto	Reste Ontario	Maritimes	Ouest	Etats- Unis	Autres pays
24	5 - 24	28.3	23.9	14.5	4.8	5.7	--	.3	14.4	8.1
27	25 - 99	5.9	41.8	11.2	3.5	6.6	--	.3	20.3	10.4
27	100 et plus	9.9	24.8	8.8	5.5	6.6	.1	--	35.9	8.4

Pondéré par le nombre d'employés

de même nature que ceux qui apparaissent à travers les transactions financières habituelles d'intrants et d'extrants. Ponctuels, les achats d'équipements ne possèdent pas ce caractère de flux relativement continu qui appartient aux intrants ou aux extrants des établissements manufacturiers. Cependant, les lieux d'origine des équipements n'en reflètent pas moins les grands pôles industriels de fabrication, les "préférences" des dirigeants d'entreprise et les canaux d'information qui leur sont accessibles. En ce sens, la répartition géographique des achats d'équipements éclaire à sa manière la trame des liens multiples qui rattachent l'économie régionale aux coeurs industriels du continent nord-américain voire de l'Europe.

L'examen du tableau 16 révèle en effet un comportement dans les achats d'équipements assez semblable à celui qu'on avait pu observer pour les liaisons matérielles totales. La taille des établissements est ici, encore davantage que dans le cas précédent, au coeur de l'explication des patterns de liaisons. Alors que les achats d'équipements atteignent plus de 28% dans la région chez les plus petits établissements, ils ne sont plus que de 10% pour les grands établissements. Montréal apparaît comme le grand pourvoyeur d'équipements industriels pour les trois catégories de taille où l'on atteint et dépasse le seuil des 24%. On atteint même les deux-cinquièmes chez les entreprises moyennes. Cependant, lorsqu'on regroupe les achats à l'étranger (Etats-Unis et autres pays) le rôle de la métropole s'estompe. Pour la grande entreprise, Montréal perd sa suprématie: 44% à l'étranger contre 25% seulement à Montréal. Elle la conserve nettement cependant pour la moyenne entreprise alors que pour les plus petits établissements on arrive sensiblement aux mêmes proportions.

On retrouve donc en Mauricie, à travers l'achat des équipements industriels, certains traits caractéristiques des régions du proche hinterland; extraversion prononcée, dépendance marquée des centres majeurs de fabrication pour l'obtention de produits plus sophistiqués et partant, un degré d'autonomie et de cohésion moins élevé.

GROUPE INDUSTRIEL ET LIAISONS MATÉRIELLES

Plusieurs auteurs ont pu observer pour les grandes agglomérations comme Philadelphie (Karaska, 1969), Toronto (Field et Kerr, 1968) ou Montréal (Gilmour et Murricane, 1975) des comportements spatiaux assez différents selon les groupes industriels et en ont déduit que la force d'agglomération exercée par ces régions métropolitaines variait de façon significative selon les groupes industriels représentés. On pouvait donc supposer que les différents groupes industriels de la région, dont les établissements sont largement concentrés dans des villes de taille moyenne, auraient également des comportements assez différents, traduisant des dépendances plus ou moins marquées envers leurs propres agglomérations et plus généralement envers la région à l'étude.

Les valeurs des ventes et des achats pour chacun des groupes ont donc été compilées et elles apparaissent sous forme ^{pourcentage} au tableau 17. Même si on enregistre de fortes variations dans les ventes ou les achats régionaux qui s'étalent de 72 à 0.1%, des regroupements assez nets se font jour, tant pour les extrants que pour les intrants. Dans ce dernier cas, trois catégories se détachent clairement. Une première catégorie regroupe

TABLEAU 17
LIAISONS INTRARÉGIONALES DES ÉTABLISSEMENTS MANUFACTURIERS
SELON LE GROUPE INDUSTRIEL, EN %
1978

Groupe industriel	Achats (%)	Ventes (%)	Liaisons totales
Imprimerie	48.0	72.6	60.3
Aliments et boissons	68.0	21.1	44.5
Bois	9.1	30.6	19.9
Fabrication d'équipement de transport	13.3	19.6	16.5
Produits minéraux non-métalliques	15.4	17.2	16.3
Industrie chimique	13.2	11.7	12.5
Meubles	18.2	3.8	11.0
Fabrication des produits de métal	10.0	7.3	8.7
Papier	13.0	0.1	6.6
Fabrication de produits électriques	8.0	2.5	5.3
Industries manufacturières diverses *	2.7	7.1	4.9
Habillement	6.8	1.8	4.3
Première transformation des métaux	5.1	1.6	3.4
Textiles	2.6	2.2	2.4
Cuir	0.1	4.1	2.1

* Compte tenu de sa faible représentation dans l'échantillon le groupe de la "fabrication de machines" a été inclû dans "industries manufacturières diverses".

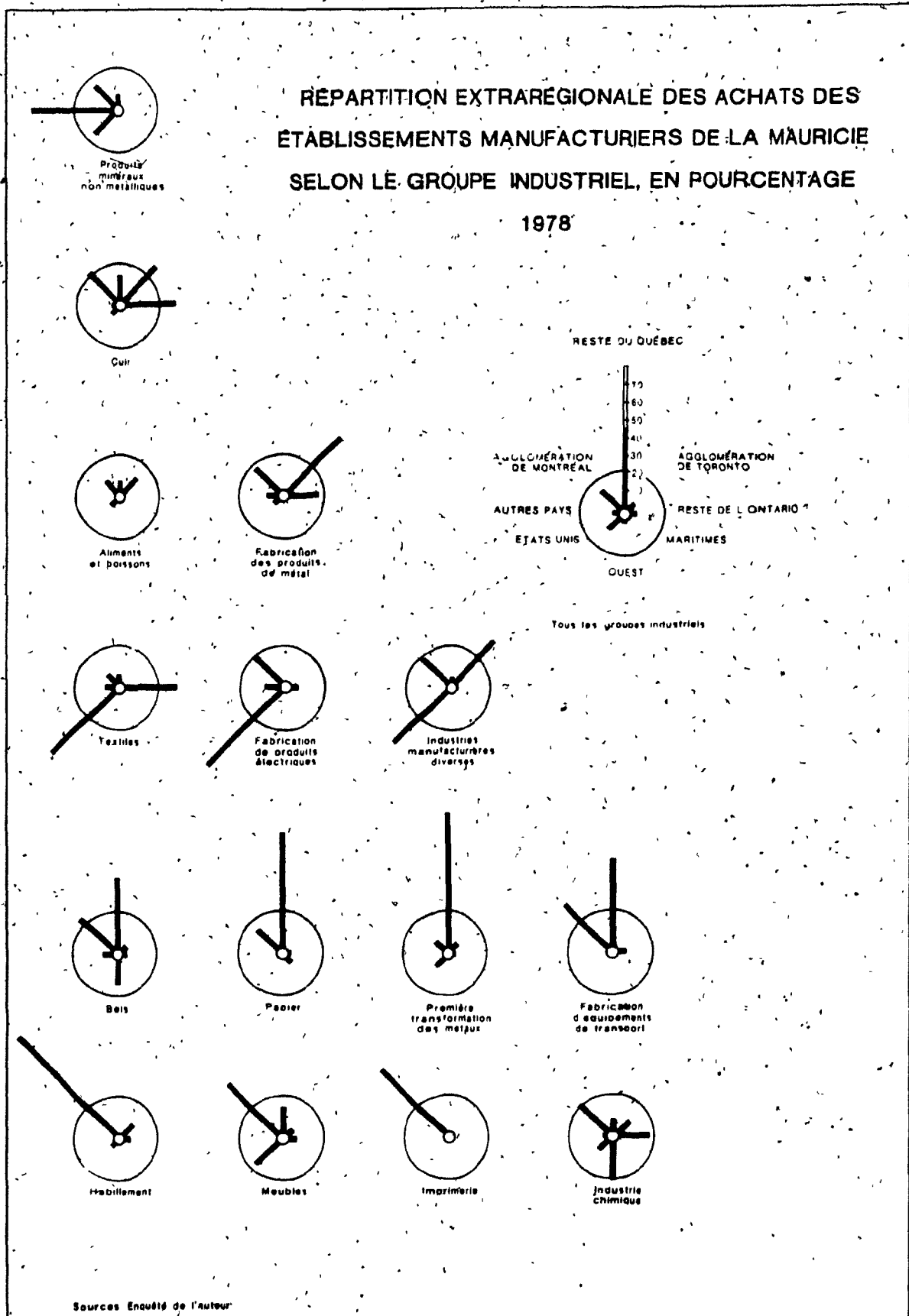
L'industrie des aliments et boissons et celle de l'imprimerie qui effectuent respectivement 68 et 48% de leurs achats dans la région. A l'opposé, six groupes industriels tels la fabrication de produits électriques, l'habillement, les textiles, le cuir ont des achats régionaux égaux ou inférieurs à huit pour cent. En position intermédiaire, des groupes industriels tels l'industrie du meuble, la fabrication des produits de métal, le bois, le papier se procurent entre 10 et 20 pour cent de leurs intrants dans la région.

On retrouve sensiblement le même pattern pour les ventes des établissements avec des écarts très marqués entre les groupes. Ici encore un regroupement analogue au triptique précédent se fait jour. Le groupe de l'imprimerie avec 72,6% distance et de loin tous les autres groupes industriels pour la part de ses ventes destinées à la région. Une seconde catégorie est constituée par cinq groupes qui expédient sur le marché régional entre 17 et 31% de leur production. Il s'agit de l'industrie du bois, de la fabrication d'équipement de transport, et de celle des produits minéraux non-métalliques. Enfin, une dernière catégorie regroupe sensiblement les mêmes industries pour lesquelles on avait enregistré de faibles valeurs au niveau des achats régionaux. Elles sont toutes affectées de pourcentage inférieurs à 10%, à l'exception de l'industrie chimique (11,7%) que l'on a tout de même assimilée à cette catégorie. Le plus souvent, les valeurs sont même inférieures à 4%, dénotant ainsi une très forte extraversion régionale des expéditions.

Somme toute, si on exclut les industries des aliments et boissons, largement représentées par des productions destinées à l'alimentation

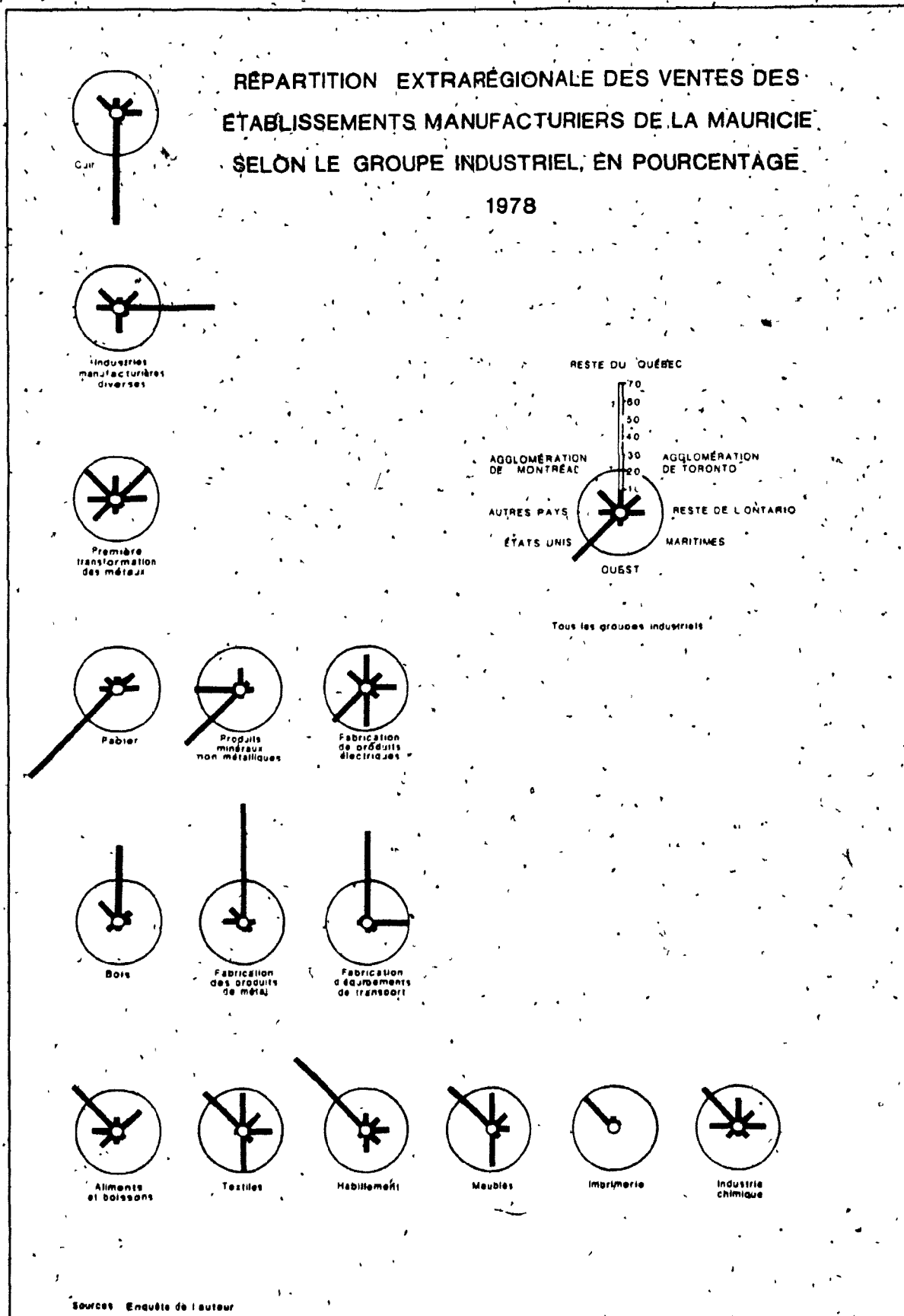
animale, celle de l'imprimerie et celle du bois, les différents groupes industriels démontrent une bien faible dépendance de la région tant pour leurs marchés d'approvisionnement que pour le marché d'écoulement de leurs produits. Deux groupes seulement ont un pourcentage de leurs liaisons matérielles totales avec la région supérieur à 20%. Huit autres ont des pourcentages inférieurs à 10%. C'est là une situation diamétralement opposée à ce que l'on retrouve dans les grandes agglomérations telles Montréal où le calcul des liaisons totales pour les mêmes groupes industriels à partir des données recueillies par Gilmour et Murricane (1975, p. 354) laisse apparaître des pourcentages toujours supérieurs à 20% dans 13 cas sur 16 et encore les pourcentages de liaisons totales ne baissent jamais en bas du seuil des dix pour cent.

Bénéficiant à un degré moindre des avantages reliés à la concentration industrielle et urbaine, l'industrie mauricienne a donc dû chercher à l'extérieur de la région des sources d'approvisionnement et des marchés qui à l'examen s'avèrent fort diversifiés. Si les approvisionnements sont diversifiés dans l'ensemble, il n'en demeure pas moins qu'au niveau des groupes pris individuellement on décèle des dépendances très marquées mises en lumière par les figures 11, 12 et 13. En ne retenant que les groupes dont le pourcentage de dépendance excède vingt pour cent vis-à-vis une région donnée, on peut plus facilement identifier les fortes dépendances et mieux appréhender la trame des liens multiples qui rattachent l'économie régionale au continent nord-américain et à un degré moindre, aux autres pays. Ainsi, des groupes industriels comme l'habillement, l'imprimerie, la fabrication du matériel de transport et l'industrie du meuble s'avèrent très dépendants.



de l'agglomération montréalaise avec des pourcentages d'intrants toujours supérieurs à 30% et qui atteignent même 77% dans le cas de l'habillement! A un degré moindre, mais tout de même de façon importante, quatre autres groupes sont nettement rattachés à Montréal. Il s'agit des industries du bois, de la fabrication de produits de métal, de l'industrie chimique et des textiles qui tous s'y procurent plus du cinquième de leurs achats. Deux groupes industriels, les pâtes et papiers et la première transformation des métaux, doivent compter sur les régions périphériques du Québec pour leur approvisionnement et ce, dans une proportion supérieure à 60%. Pour les usines de papier, c'est là une dépendance qui surprend, à première vue, la Mauricie ayant traditionnellement été considérée comme un pays forestier, riche en matière première ligneuse.

Hors des frontières du Québec, les liaisons d'achats deviennent moins nombreuses et moins importantes. Certains groupes cependant se distinguent avec des pourcentages élevés. C'est le cas de la fabrication des produits en métal qui se procurent 44% de ses intrants à Toronto; l'industrie du cuir dont près des deux tiers des intrants proviennent de l'Ontario et celle de la fabrication de produits électriques avec près des deux tiers de ses intrants originant des Etats-Unis. Enfin l'industrie des produits minéraux non-métalliques achète 46% de ses intrants hors du continent. D'autres groupes industriels, sans entretenir des liens aussi forts avec l'extérieur du Québec méritent également d'être signalés, le pourcentage de leurs achats extraprovinciaux dépassant le seuil des vingt pour cent: le groupe des industries manufacturières diverses avec l'agglomération de Toronto et les Etats-Unis, l'industrie chimique avec les provinces de l'Ouest et enfin



l'industrie du textile qui se procure plus de la moitié de ses achats aux Etats-Unis.

Ainsi donc, l'examen détaillé des liaisons d'achats des différents groupes industriels nous laisse entrevoir une situation fort différente et certes beaucoup plus hétérogène que ce que nous livrait au début l'analyse globale des liaisons selon le seul critère de la taille des établissements manufacturiers. Forte diversification certes des sources d'approvisionnement, mais également très forte dépendance de certains groupes vis-à-vis une ou deux régions privilégiées, notamment l'agglomération montréalaise.

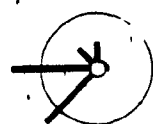
On retrouve sensiblement le même caractère de diversification pour les marchés des différents groupes, mais cette fois-ci avec des dépendances plus prononcées vis-à-vis une ou deux régions pour un groupe donné (figure 12). Ainsi, alors que Montréal constituait la principale source d'approvisionnement pour seulement trois groupes industriels, on en dénombre cinq au niveau des extrants, soit les groupes du textile, des aliments et boissons, du meuble, des produits chimiques et de l'habillement. Dans ce dernier cas, Montréal reçoit plus de la moitié des expéditions du groupe. Deux autres groupes atteignent le seuil des vingts pour cent, soit l'imprimerie et la première transformation des métaux. Il s'agit donc là d'une forte dépendance de l'agglomération montréalaise qui s'affirme à la fois comme principal pourvoyeur et principal client de la région de la Mauricie, si l'on ne tient pas compte du poids de l'industrie des pâtes et papier qui infléchit l'ensemble des liaisons vers le Nord-Est américain.

Le reste du Québec, qui reçoit plus de vingt-cinq pour cent des produits de cinq groupes industriels, constitue le second marché en importance de la région. La fabrication des produits de métal en particulier y écoule les deux-tiers de sa production, la fabrication d'équipement de transport, près de la moitié, l'industrie du bois les deux-cinquièmes alors que l'industrie du meuble y fait des ventes presque aussi fortes que sur le marché montréalais.

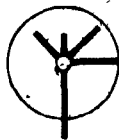
Si on s'en tient toujours au seuil de 20% dans l'examen des destinations hors Québec des expéditions des grands groupes industriels mauriciens, deux destinations apparaissent privilégiées: le marché national et le marché international. Ces deux marchés reçoivent tous deux plus de 20% des expéditions de quatre groupes industriels. Dans le premier cas, il s'agit de la première transformation des métaux et des équipements de transport qui écoulent le cinquième de leurs expéditions sur le marché du-Toronto métropolitain; du groupe des industries manufacturières diverses qui concentrent plus de la moitié de leurs ventes dans le reste de l'Ontario et enfin de l'industrie du cuir qui de façon assez surprenante réussit à placer plus de 60% de sa production dans l'Ouest canadien. Sur le marché international, les expéditions sont largement dominées par le groupe du papier qui y écoule 73% de sa production. Viennent ensuite les produits minéraux non-métalliques (abrasifs) avec 62 pour cent dont près de 40% aux Etats-Unis et enfin l'industrie des produits électriques qui expédie 24% de sa production vers ce même pays.

Ce que l'on retient finalement de l'examen détaillé des marchés de la région de la Mauricie, c'est la bipolarité prononcée des industries régionales qui sont liées par leurs extrants d'une part au marché québécois, d'autre part au marché international, le marché national étant beaucoup moins important. En cela la situation n'est guère différente de celle que l'on connaissait vingt ans plus tôt alors que Jacques Girard (1970, p. 316) avait relevé pour 1961 une répartition analogue. A cette bipolarité des extrants pris globalement, s'ajoutent une assez forte diversification géographique et une dépendance prononcée de certains marchés pour quelques groupes industriels.

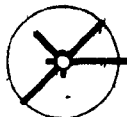
C'est finalement l'ensemble des transactions financières relatives aux biens tangibles, tant du côté des achats que des ventes, ce que nous appelons liaisons totales, qui va nous permettre de saisir comment s'articulent les entreprises régionales dans le système manufacturier et à quels pôles se rattache essentiellement la région. Ici encore des regroupements se font jour (figure 13). En retenant le seuil de vingt pour cent comme précédemment, force est de constater que c'est avec le Québec, hors de l'agglomération montréalaise que la Mauricie entretient le plus de liens sur la base des différents groupes industriels. En effet, de nos quinze groupes industriels, six ont des liens privilégiés tant avec le Québec des ressources qu'avec le Québec de base. On enregistre des pourcentages aussi élevés que 48,7% pour la fabrication d'équipement de transport, 40,4 pour l'industrie du bois, 32,3 pour la fabrication des produits de métal, 34,1 pour l'industrie du papier et 42,4 pour le groupe de la première transformation des métaux. Compte tenu du poids relatif de ces deux derniers groupes,



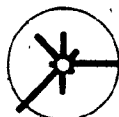
Produits



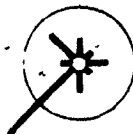
Cuir



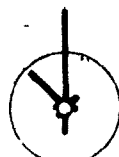
Industries
manufacturières
diverses



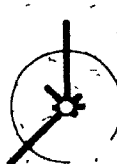
Textiles



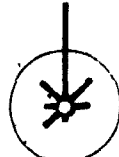
Fabrication
de produits
électriques



Bois



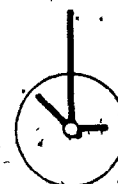
Papier



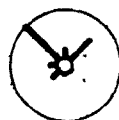
Première
transformation
des métaux



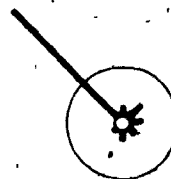
Fabrication
des produits
de métal



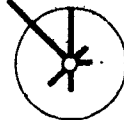
Fabrication
d'équipements
de transport



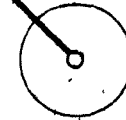
Aliments
et boissons



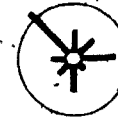
Habillement



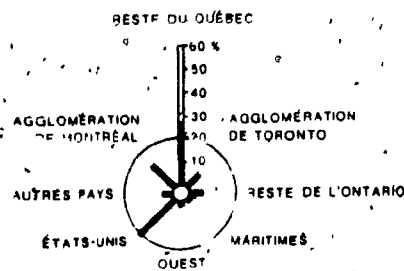
Meubles



Imprimerie



Industrie
chimique



Tous les groupes industriels

on comprend facilement que, considérée globalement, l'industrie mauricienne soit liée d'abord avec le "Québec des ressources".

Si l'agglomération montréalaise se voit devancée par le "reste du Québec" en terme de nombre de groupes industriels mauriciens qui entretiennent avec une "région" des liaisons privilégiées, elle suit tout de même de très près avec cinq groupes dont les liaisons totales les plus fortes s'établissent avec le Montréal métropolitain. Ainsi, le pourcentage le plus élevé de liaisons avec une région donnée, et pour tous les groupes, appartient à l'industrie de l'habillement qui effectue 65,9% de ses liaisons avec la seule agglomération montréalaise. L'industrie du meuble et l'imprimerie pour leur part privilégient Montréal dans une proportion de 35% alors que l'industrie chimique et les aliments et boissons le font respectivement pour le quart et le cinquième de leurs liaisons totales. Enfin on pourrait adjoindre à ces groupes l'industrie du bois qui atteint presque le seuil discriminant.

Avec l'augmentation de la distance, on pouvait s'attendre à un affaiblissement des liaisons matérielles totales supérieures à 20%. C'est effectivement ce qui se produit à l'échelle du pays alors que les Maritimes n'ont aucune liaison totale supérieure à 4% avec la région. L'agglomération de Toronto ne retient que deux groupes supérieurs à 20% soient les industries manufacturières diverses et la fabrication de produits en métal, bien qu'à la limite on pourrait lui adjoindre l'industrie du cuir qui atteint presque les 20%. Le reste de l'Ontario obtient un meilleur score avec trois groupes au-dessus du seuil discriminant. Enfin, l'industrie du cuir, grâce à une percée assez exceptionnelle sur le marché de l'Ouest

canadien depuis quelques années, a pu porter ses liaisons totales à 30% avec les provinces de l'Ouest.

Lorsqu'on sort du territoire canadien, on assiste à de volumineux échanges qui intéressent au premier plan les Etats-Unis et deuxièmement d'autres pays européens ainsi que le Japon. C'est le cas en particulier du groupe des pâtes et papiers et de celui de la fabrication de produits électriques qui entretiennent plus du tiers de leurs liaisons avec le Nord-est américain. Cas également du groupe des produits minéraux non-métalliques qui établissent leurs liaisons totales dans une proportion de plus de 60% avec l'étranger. Pour deux de ces groupes à tout le moins, papier et produits minéraux non-métalliques, il s'agit là de courants d'échanges qui perdurent depuis les débuts de l'industrialisation de la région. Par leur ampleur, ils ont contribué à maintenir dans l'esprit des gens l'idée d'une région essentiellement rattachée aux grands marchés américains, et à un degré moindre à l'Europe de l'ouest. Or, c'est à une vision tout autre que nous a conduit l'analyse des liaisons matérielles extrarégionales. Sur les 15 groupes industriels retenus, 10 établissent des relations privilégiées avec l'économie québécoise, se partageant seulement entre l'agglomération montréalaise et le reste du Québec. Par ailleurs si l'on considère l'ensemble de l'économie industrielle de la région sans distinction de groupes, c'est d'abord à l'économie québécoise que se rattache la région, Montréal entretenant avec celle-ci des liens deux fois moins importants que le reste du Québec. Enfin, les liens avec le marché international sont passablement plus intenses, 28% contre 21%, qu'avec le marché national.

CONCLUSION

De cette brève analyse des liaisons interindustrielles "matérielles" se dégage le portrait d'une région du proche hinterland qui, par la nature de ses productions et par son degré de développement ne peut être assimilée ni aux régions périphériques, ni aux régions du centre. Alors que les premières se sont vu traditionnellement et essentiellement réserver le rôle de fournisseur de matières premières pour les heartlands, les secondes ont toujours conservé les pouvoirs de décision, la plus grande part des productions industrielles et le gros du marché. Or très clairement, la Mauricie ne peut être assimilée à aucune de ces deux catégories bien qu'elle participe aux caractères de l'une et de l'autre. Par sa proximité de Montréal, par le pourcentage élevé de ses intrants qui proviennent hors de la région, principalement des régions périphériques, notamment pour ce qui est des groupes du papier et de la première transformation des métaux, la région ne peut vraiment pas être assimilée aux régions périphériques. Elle ne peut l'être davantage aux régions du centre lorsqu'on songe au faible pourcentage des extrants qui sont écoulés sur le marché local, à la faible intégration des établissements régionaux et à la nature des productions en cause qui impliquent le plus souvent des opérations routinières.

Mais quelle que soit la catégorie dont elle s'approche le plus, la Mauricie apparaît fortement extravertie et dépendante à maints égards. Compte tenu de la nature des productions dominantes et de la faiblesse du marché local, le gros des productions régionales, le plus souvent des semi-produits, est destiné aux heartlands où il se retrouve en compétition

de plus en plus forte avec les expéditions de semi-produits d'autres régions de l'hinterland. Si l'on songe par ailleurs, que pour leurs approvisionnements les établissements régionaux sont fortement dépendants de l'extérieur, principalement des régions périphériques du Québec, force est de constater que la Mauricie connaît une situation de dépendance qui n'est certes pas unique, mais pour le moins inquiétante. D'autre part, ce caractère de dépendance perceptible par l'examen des intrants et des extrants des établissements régionaux, s'accroît par la dépendance structurelle des établissements mauriciens les plus importants dont l'orientation et le dynamisme sont contrôlés par des administrateurs extrarégionaux dans le cadre de stratégies de profit où les usines régionales ne constituent qu'une des pièces du jeu parmi tant d'autres. Bref, il faut parler non seulement d'extraversion et de dépendance, mais aussi de vulnérabilité. Si dans le passé, à l'échelle québécoise, la Mauricie a pu être considérée comme un géant industriel, on prend conscience maintenant que le géant avait des pieds d'argile!

CHAPITRE VII

LE BLOCAGE DU DÉVELOPPEMENT: ÉLÉMENTS D'EXPLICATION

A travers la longue rétrospective de l'industrie manufacturière mauricienne qui nous a menés du début du siècle jusqu'à nos jours, on a pu saisir dans un premier temps les facteurs et les acteurs d'un développement industriel assez exceptionnel. Cependant, à partir des années 50, on assiste à un changement radical. Il semble bien que l'âge d'or soit terminé. Aux très forts accroissements des périodes précédentes succède une période de stagnation générale, voire de déclin pour certaines agglomérations de la région. Fermetures d'usines, pertes d'emplois qui se comptent par milliers, émigration des jeunes et chômage structurel créent dans la région un climat de morosité duquel on s'arrache difficilement. Malgré les efforts réels des divers palliers de gouvernement pour améliorer les infra-structures industrielles et de transport, la reprise est longue à venir. Il faut manifestement parler d'un blocage du développement.

Les causes du blocage constaté sont nombreuses, diverses. Si elles sont apparues en filigrane à travers les chapitres précédents, il importe maintenant de les mettre en lumière, et de présenter de façon cohérente, structurée les causes fondamentales du blocage. Ce qui n'implique en rien que l'on

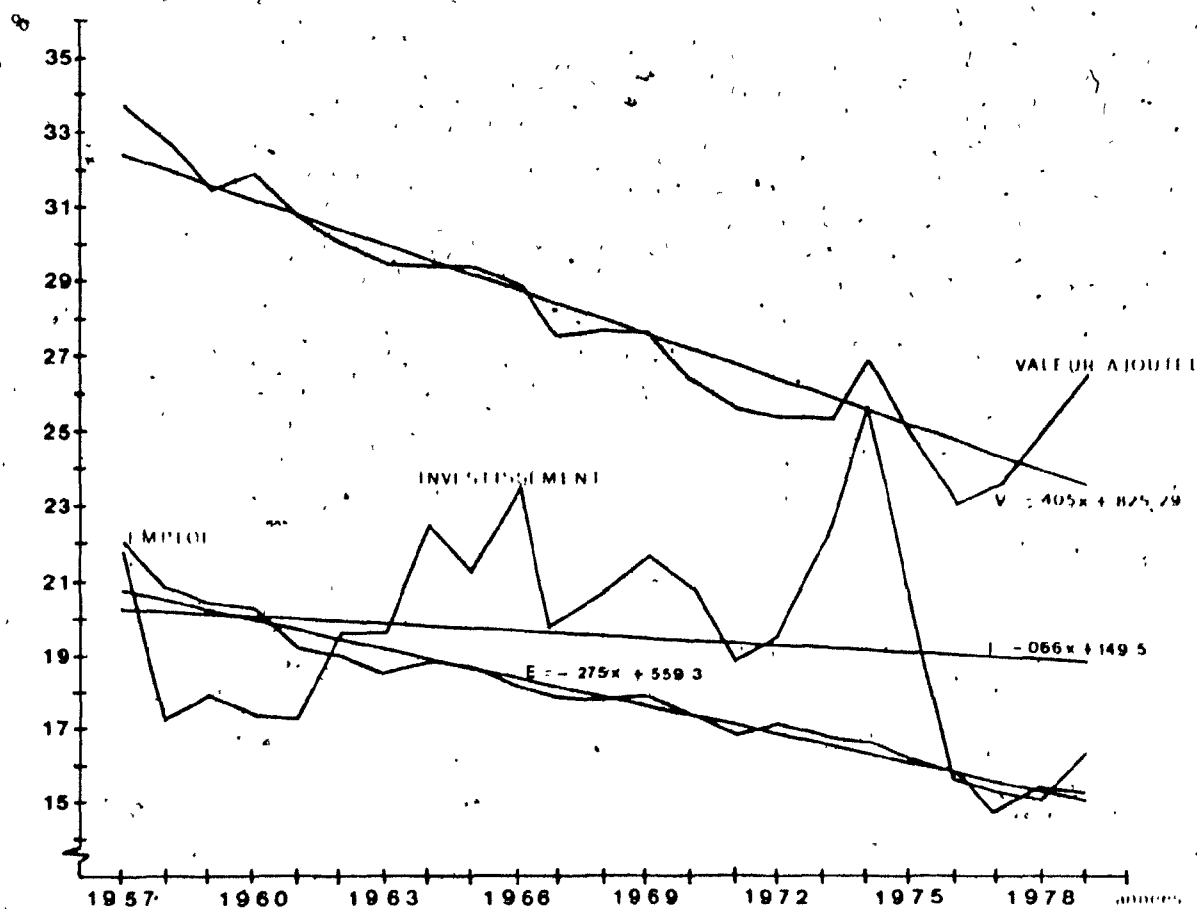
veuille mesurer de façon précise l'importance exacte de tel ou tel facteur dans le blocage actuel, mais plutôt présenter les mécanismes qui sont à la source de cet état de fait. Il serait d'ailleurs assez peu réaliste de vouloir mesurer l'importance exacte de ces facteurs, car "si l'on peut raisonnablement prétendre que l'une des causes décelées a une importance capitale par rapport aux autres, les difficultés pratiques qu'implique l'évaluation précise du rôle joué par cette force... sont à peu près insurmontables" (Bureau international du travail, 1962, p. 17). En fait l'explication réside à plusieurs niveaux. A l'analyse apparaissent des facteurs spécifiques à la région, d'autres plus généraux qu'il convient de distinguer. Par ailleurs, l'explication du blocage ne saurait être perçue à travers le prisme convergent d'une seule approche théorique. Au risque de nous faire taxer d'un certain éclectisme, il faut faire appel ici pour bien appréhender une situation à notre avis fort complexe, à des théories explicatives et à des concepts différents mais, qui chacun à leur manière et à des degrés divers, peuvent ajouter à notre compréhension de la situation industrielle mauricienne. Tout en privilégiant la théorie de la dépendance, on fera donc appel à des concepts tels l'avantage comparatif, le développement technologique, l'extension des espaces de la firme et l'internationalisation du capital.

La perte de poids de l'industrie manufacturière dans l'économie québécoise

La perte de poids relatif de la région mauricienne n'est pas un phénomène isolé. Déjà lors de l'examen de la croissance industrielle dans l'hinterland québécois, était apparu à partir des années 50-60 un net ralentissement de la

EVOLUTION DE L'IMPORTANCE RELATIVE DE L'INVESTISSEMENT, DE LA VALEUR AJOUTEE ET DE L'EMPLOI DU SECTEUR MANUFACTURIER DANS L'ENSEMBLE QUEBECOIS

(1957-1979)



Sources: Statistique Canada. Investissements privés et publics au Canada (CS 61-205); Industries manufacturières, du Canada niveaux national et provincial (CS 31-203); Industries manufacturières du Canada, section C, province de Québec (CS 31-205).

croissance de plusieurs comtés, principalement, dans les régions ressources. D'autre part, si on élargit l'analyse aux grands secteurs de l'économie québécoise, on constate rapidement (figure 14) que l'industrie manufacturière connaît, au moins depuis 1957, une nette régression dans l'ensemble de l'économie québécoise. Quelle que soit la variable considérée, investissement, emploi, ou valeur ajoutée, la part relative de l'industrie manufacturière enregistre une tendance très nette à la baisse. En effet, le pourcentage de la valeur ajoutée par l'industrie manufacturière est passé de plus de 32% à moins de 24% et celui de l'emploi de 21 à 15%. Les investissements, pour leur part, une fois la tendance ajustée⁽¹⁾, enregistrent une baisse moins spectaculaire certes, mais bien réelle malgré la forte remontée de 1974. Cette baisse du poids relatif du secteur secondaire, combinée à une augmentation du secteur tertiaire a été interprétée par plusieurs, à la suite de Bell (1974), comme étant l'émergence du Québec et plus généralement du Canada, à une société post-industrielle. Cette position a été durement critiquée par le Conseil des Sciences du Canada (1977) qui démontre que le problème est tout autre. En effet, la notion de société post-industrielle n'est possible que dans le contexte d'un développement technologique poussé du secteur secondaire. Or manifestement, ce n'est pas le cas, le secteur manufacturier canadien se voyant de plus en plus distancé dans ce domaine. En réalité, dans le cas québécois, il faut se tourner vers d'autres avenues pour tenter d'expliquer cette perte de poids. Le déplacement du centre de gravité industriel nord-américain vers l'Ouest, la force grandissante du marché comme facteur de localisation et plus généralement la restructuration de l'espace industriel semblent ouvrir des voies d'explication plus prometteuses. A la lumière d'un référentiel lui-même à la baisse, la situation industrielle mauricienne n'en apparaît que plus inquiétante et le constat au niveau provincial, de groupes industriels eux-mêmes

stagnants ou à la baisse, s'il confirme que les causes du blocage ne tiennent pas uniquement à la région mais à des facteurs plus généraux, est une bien maigre consolation pour la région.

Evolution récente, au niveau provincial, des principaux groupes industriels représentés en Mauricie

L'examen de l'évolution récente, au niveau provincial, des principaux groupes industriels⁽²⁾ représentés en Mauricie, donne un éclairage particulier à l'évolution industrielle mauricienne. En replaçant l'évolution des principales productions industrielles réalisées dans la région dans un cadre plus vaste, on peut déjà déceler certains facteurs d'explication propres à la région, d'autres plus généraux, que la Mauricie partage avec le reste du Québec. Compte tenu de l'importance du groupe des pâtes et papiers tant au Québec que dans la région, nous nous attarderons davantage à la situation de ce secteur. Quatre autres groupes ou sous-groupes retiennent également notre attention: il s'agit de l'industrie de l'aluminium, des produits chimiques, du textile et des produits minéraux non-métalliques.

Pâtes et papiers

Quelle que soit la variable utilisée pour évaluer le dynamisme de l'industrie des pâtes et papiers, on arrive sensiblement aux mêmes conclusions. Depuis près de deux décennies, le premier groupe industriel du Québec est en difficultés. Alors que depuis la fin du 19ième siècle, l'industrie québécoise des pâtes et papiers avait été marquée par une croissance presque ininterrompue, on constate à partir des années 60 un ralentissement marqué de la

TABLEAU 18

TAUX ANNUELS DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION DE
PATES ET PAPIERS AU QUÉBEC ET AU CANADA, 1960-1978
(en '000 t)

	1960	1970	1978
<u>PATES DE BOIS</u>			
QUÉBEC			
Production	4 079	5 916	6 737
Taux annuel		3,8%	1,6%
CANADA			
Production	10 398	16 609	20 407
Taux annuel		4,8%	2,6%
<u>PAPIERS ET CARTONS</u>			
QUÉBEC			
Production	3 544	5 064	5 954
Taux annuel		3,6%	2,0%
CANADA			
Production	8 140	11 504	14 090
Taux annuel		3,5%	2,6%

Source: Blay, Claudine (1981, p. 72).

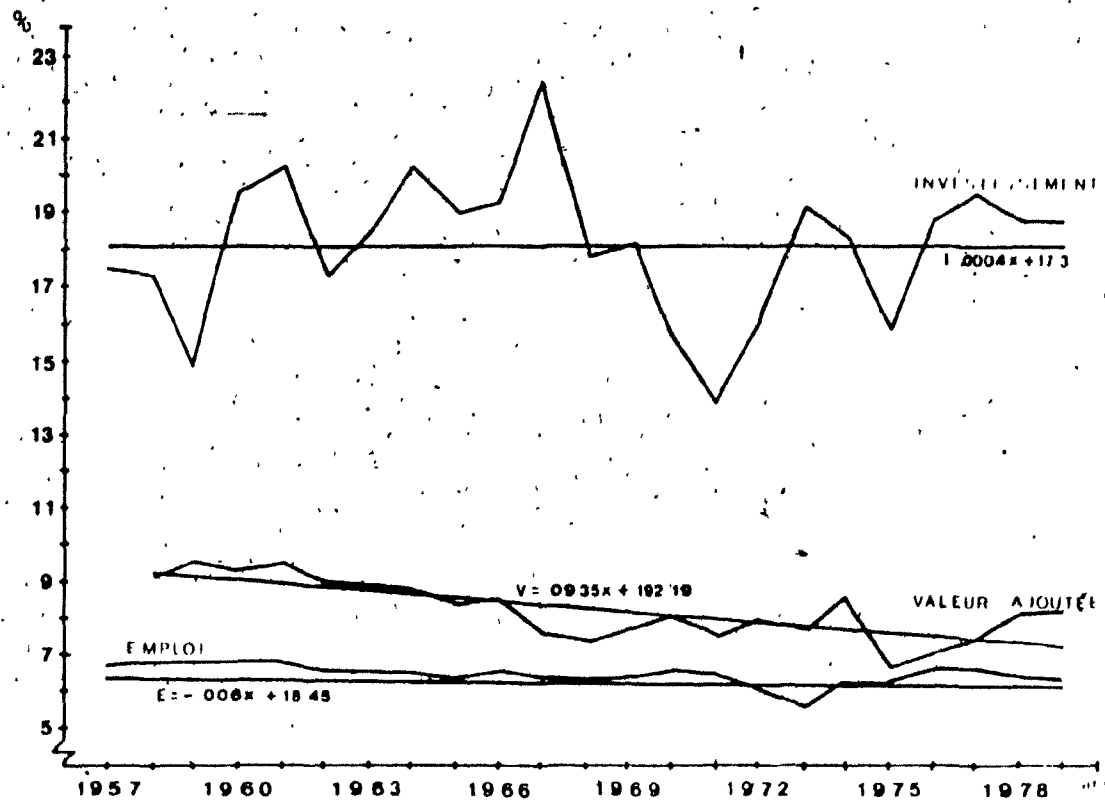
croissance des productions (tableau 18).

"Alors que les taux de croissance annuels étaient de 3,8% pour la pâte de bois et de 3,6% pour les papiers et cartons dans les années 60, ils ne sont plus que de 1,6% et 2% respectivement (dans les années 70). Toutefois, en ce qui concerne la production de papiers et cartons les taux de croissance québécois sont comparables aux taux de croissance canadiens (3,6 dans les années 60 et 2% dans les années 70 pour le Québec, 3,5% et 2,6% respectivement pour le Canada" (Blay, 1981, p. 69).

Il ne faut donc pas se surprendre de voir cet important secteur perdre du poids dans l'ensemble de l'activité manufacturière québécoise (figure 15). Ainsi, les emplois industriels dans les pâtes et papiers qui totalisaient près de 7% de l'emploi industriel québécois en 1957 dépassent à peine les 6% en 1979. La valeur des expéditions pour sa part enregistre une baisse de 2% et la valeur ajoutée passe de 9,5% en 1959 à 8,1% en 1978. Les investissements des producteurs de pâtes et papiers ont certes été élevés; en moyenne 177,1 millions de dollars annuellement. Mais par rapport à l'ensemble québécois, ils font preuve d'une remarquable et inquiétante stabilité en longue période. Au chapitre de l'investissement, le secteur des pâtes et papiers, tout en conservant une part importante des investissements annuels, aux environs de 18%, ne joue donc plus le rôle de leader qu'on lui avait connu avant les années 60, mais conserve tout au plus sa part relative. Même stabilité relative également en ce qui concerne le pourcentage québécois de l'investissement dans l'ensemble canadien qui sur la longue période s'établit à 33% avec cependant de fortes variations annuelles. Il semble donc que les investisseurs n'aient pas de préférences marquées entre le Québec et le reste du Canada. Cependant, lorsqu'on procède à un examen plus détaillé des investissements, on constate que l'industrie papetière québécoise

FIGURE 15

EVOLUTION DE LA PART RELATIVE DE L'INDUSTRIE DES PATES ET PAPIERS
DANS L'ENSEMBLE MANUFACTURIER QUEBECOIS: INVESTISSEMENT*, EMPLOI
ET VALEUR AJOUTEE (1957-1979)



V valeur ajoutée I investissement E emploi

* Investissements du groupe "papiers et produits connexes".

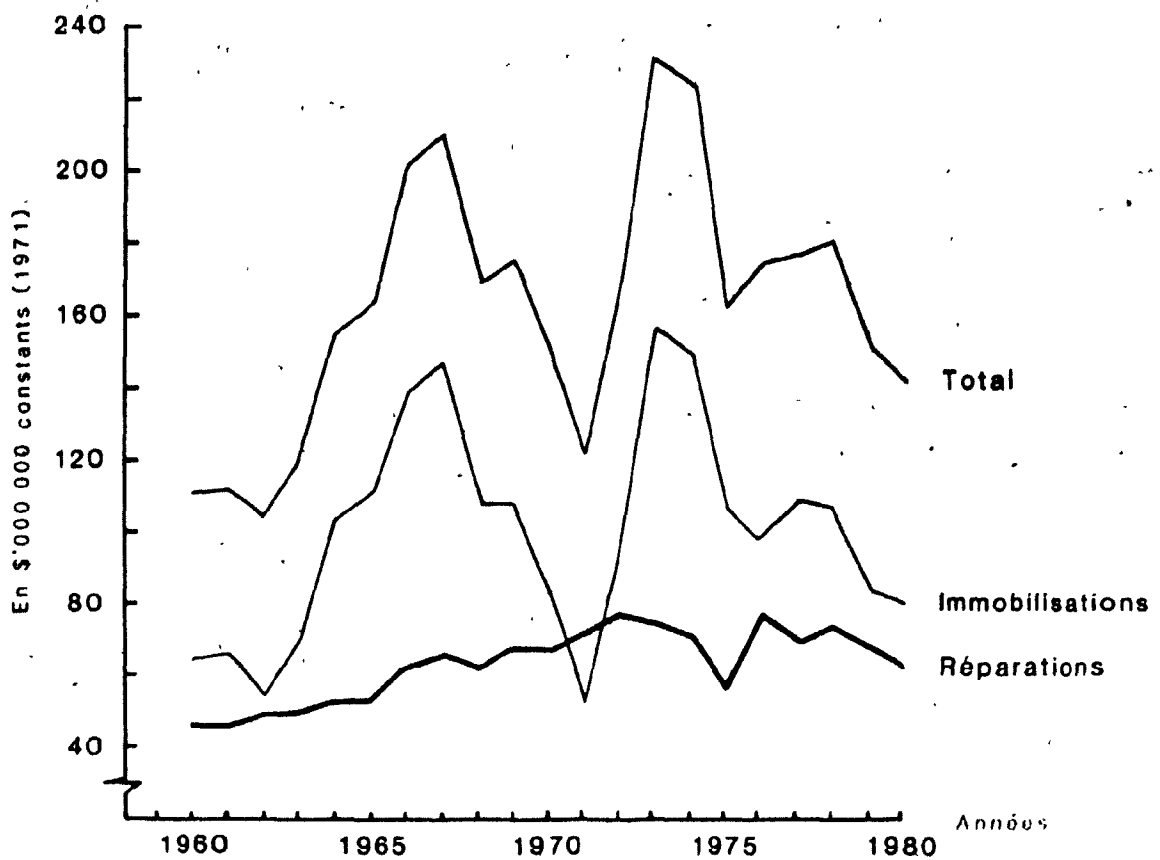
Sources • Statistique Canada. Catalogues CS 31-203 et CS 31-205.

a pris de l'âge. Depuis 1960, le montant des dépenses en réparation représente en moyenne 40% des dépenses totales en investissements alors que la moyenne canadienne se situe aux alentours de 36%. Par ailleurs, on constate également que depuis 1965 la part de l'investissement dévolue à la réparation et à l'entretien va en augmentant. En 1979, elle totalisait 177 des 392 millions que les investisseurs ont consacrés à l'industrie papetière québécoise (figure 16).

Ces quelques indicateurs nous permettent déjà de déceler la perte de dynamisme et le vieillissement de ce secteur industriel. Il y a quelques années, à l'occasion d'une commission parlementaire⁽¹³⁾, on a mis en lumière les principaux problèmes auxquels doit faire face l'industrie papetière et qui sont à la source de la perte de dynamisme constatée. Nous les reprenons ici brièvement. Tout d'abord, l'approvisionnement en bois est devenu au fil des ans de plus en plus coûteux. Parce que la forêt publique a été exploitée depuis la fin du dix-neuvième siècle sans souci de reboisement, la régénération naturelle étant considérée comme suffisante, on a vu les sources d'approvisionnement s'éloigner de plus en plus des usines. Dans le cas mauricien par exemple on a pu constater (chapitre VI) qu'actuellement, plus des trois-cinquième des intrants des usines régionales provenaient du "reste du Québec", donc de zones de récoltes éloignées des lieux de transformation, ce qui entraîne évidemment des coûts de transports et de main-d'oeuvre élevés pour l'approvisionnement des usines. D'autre part, à moyen comme à long terme, on ne voit pas comment les coûts de transport pourront être sensiblement réduits alors que l'évolution va dans le sens de l'élimination du flottage du bois, et que d'autre part les compagnies papetières sont réticentes à se

FIGURE 16

DÉPENSES EN INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE DES PÂTES ET PAPIERS AU QUÉBEC, 1960-1980



Sources Blay, Claudine (1981, p 91);
Statistique Canada, cat 62-543 et 62-011.

lancer dans de vastes programmes de sylviculture n'étant pas assurées de récupérer les investissements qu'elles auraient consentis à ce chapitre.

Le réseau d'usines de pâtes et papiers pour sa part montre depuis plus d'une décennie des signes de vieillissement qui se traduisent par des coûts de production élevés, en tous cas relativement plus élevés que chez des concurrents du Québec. Si l'on compare le nombre d'employés travaillant dans les usines québécoises par rapport à l'ensemble des usines canadiennes et surtout par rapport aux usines des pays concurrents (Etats-Unis, Scandinavie) on constate que l'industrie québécoise des pâtes et papiers emploie une proportion plus élevée de main-d'oeuvre. Or cette main-d'oeuvre est dispendieuse.

"Les salaires étaient, vers le milieu des années 70's, supérieurs de 20% à ceux perçus dans l'industrie américaine. On est revenu à une certaine parité (depuis la dévaluation du dollar canadien). Cependant, il est important de souligner la tension constante qui prévaut aux négociations patronat/syndicat, tensions qui ont souvent occasionné de longues grèves très coûteuses pour les industries" (Valade et Beaudoin, 1982, p. 3).

Des coûts d'approvisionnement et de main-d'oeuvre élevés, des coûts en énergie qui ont grimpé plus rapidement que le prix unitaire des livraisons⁽³⁾, la vétusté de l'équipement de plusieurs usines ont résulté en une baisse importante du taux de profit ce qui n'a guère permis, aux dires des compagnies papetières, de dégager les sommes pour les investissements de modernisation qui étaient rendus nécessaires afin de conserver à tout le moins les marchés traditionnels.

Parallèlement, on a assisté au cours des mêmes années, à une assez extraordinaire expansion de la capacité de production du papier-journal aux Etats-Unis, surtout dans le sud-est du pays. Bénéficiant d'une technologie d'avant-garde, plus proche des consommateurs de papier-journal et utilisant le pin du Sud à croissance rapide comme matière première, ces nouvelles usines ont des coûts de fabrication inférieurs à ceux des usines québécoises. En conséquence on a vu l'industrie américaine fournir une part de plus en plus grande du marché intérieur américain alors que le Canada, tout comme le Québec, a vu rétrécir de façon drastique sa part des importations sur ce même marché. Alors qu'en 1950, 80% de la consommation du papier-journal aux Etats-Unis provenait du Canada, en 1981, ce pourcentage n'est plus que de 56%. "De plus, il semble assuré que cette tendance à la baisse va se poursuivre à mesure que les Américains vont accroître leur capacité de production" (Valade et Beaudoin, 1982, p. 1).

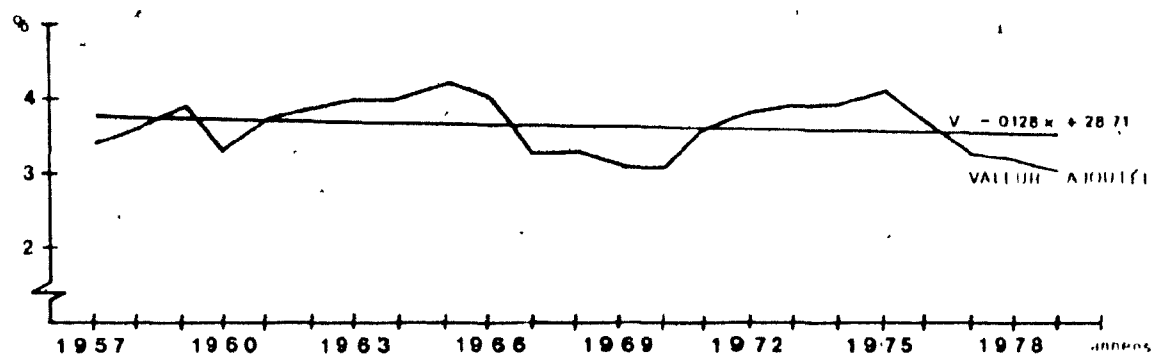
Bref, pour diverses raisons, qui ne sont pas toutes passées en revue ici, l'industrie papetière québécoise ne fait plus preuve du dynamisme qui était le sien dans les années 50's. Etant donné les avantages "artificiels" tels la dévaluation du dollar canadien et les très importantes subventions à l'investissement mises de l'avant récemment par les gouvernements tant provincial que fédéral, on peut espérer une reprise intéressante de ce secteur dans les quelques années à venir. On ne peut s'empêcher de penser cependant que ce groupe industriel issu de la "seconde révolution industrielle" présente des signes de maturité dans un "cycle technologique" qui avantagera à l'avenir d'autres types de production.

Produits minéraux non-métalliques

Le second groupe examiné ici, celui des produits minéraux non-métalliques s'intéresse à un ensemble assez hétéroclite de productions qui vont de la fabrication du ciment Portland à la fabrication du verre plat mais également à celle de carborandum et autres abrasifs naturels ou artificiels. Ce dernier type de production est fortement représenté en Mauricie. Faute de données désagrégées au niveau des sous-groupes, il faut s'en remettre aux données globales du groupe 17 de la classification type des industries de Statistique Canada.

A l'examen de la figure 17, il apparaît assez évident que le faible dynamisme des industries régionales dans ce secteur est également partagé par la plupart des autres établissements du Québec oeuvrant dans le même domaine. Lorsqu'on procède à l'ajustement de la tendance en longue période, on constate que pour les trois variables considérées, investissement, emploi et valeur ajoutée, la tendance est négative. Si en valeur absolue, exprimée en dollars constants de 1971, les investissements ont presque doublé par rapport à ceux de l'ensemble manufacturier québécois, ils sont en déclin passant sous le seuil des 5%. L'emploi connaît sensiblement la même tendance alors qu'en nombre absolu il fait preuve d'une assez grande stabilité. Enfin, la valeur ajoutée par le groupe a presque doublé, (en dollars constants) mais perd également du poids dans l'ensemble québécois.

EVOLUTION DE LA PART RELATIVE DE L'INDUSTRIE DES PRODUITS MINERAUX
NON-METALLIQUES DANS L'ENSEMBLE MANUFACTURIER QUEBECOIS,
INVESTISSEMENT, EMPLOI ET VALEUR AJOUTÉE (1957-1979)



I investissement

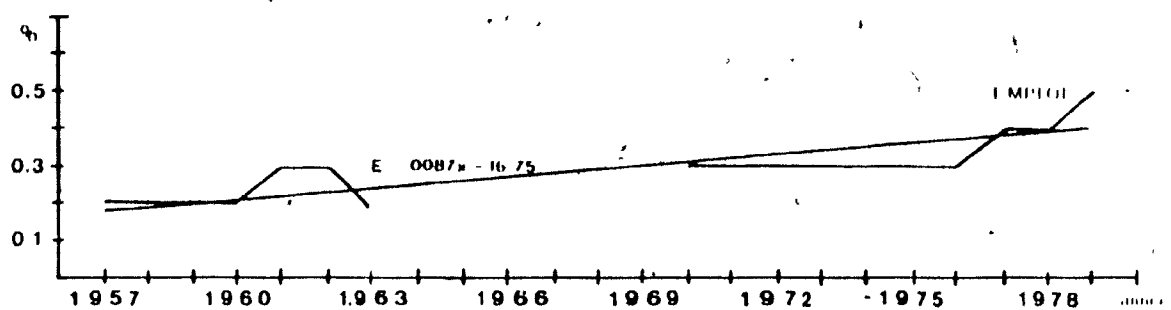
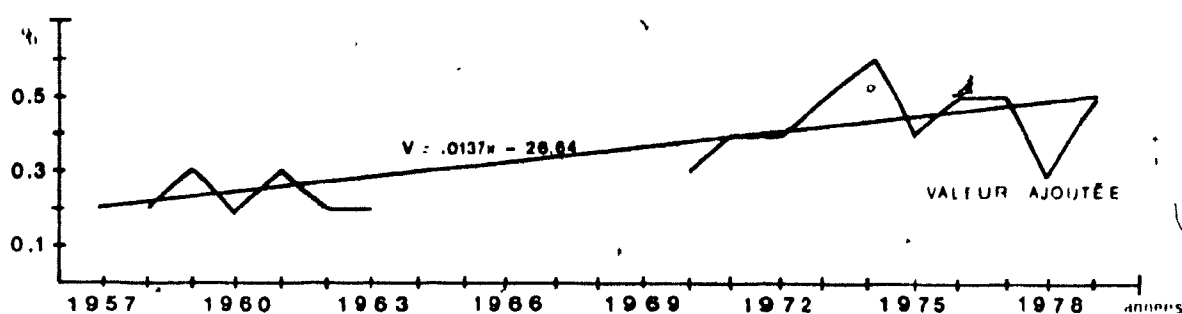
V valeur ajoutée

E emploi

Sources: Statistique Canada. Catalogues CS 61-205, CS 31-203, CS 31-205.

FIGURE 18

EVOLUTION DE LA PART RELATIVE DE L'INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM
DANS L'ENSEMBLE MANUFACTURIER QUEBECOIS, EMPLOI ET VALEUR AJOUTEE
(1957-1979)



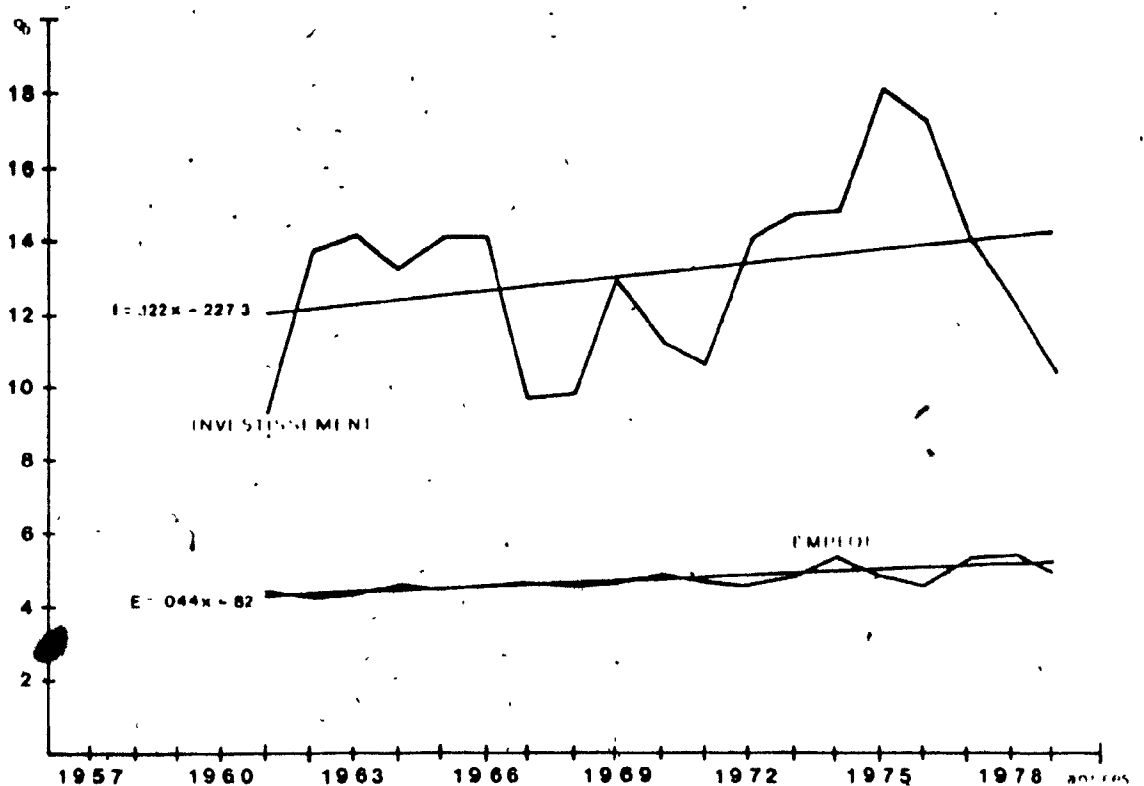
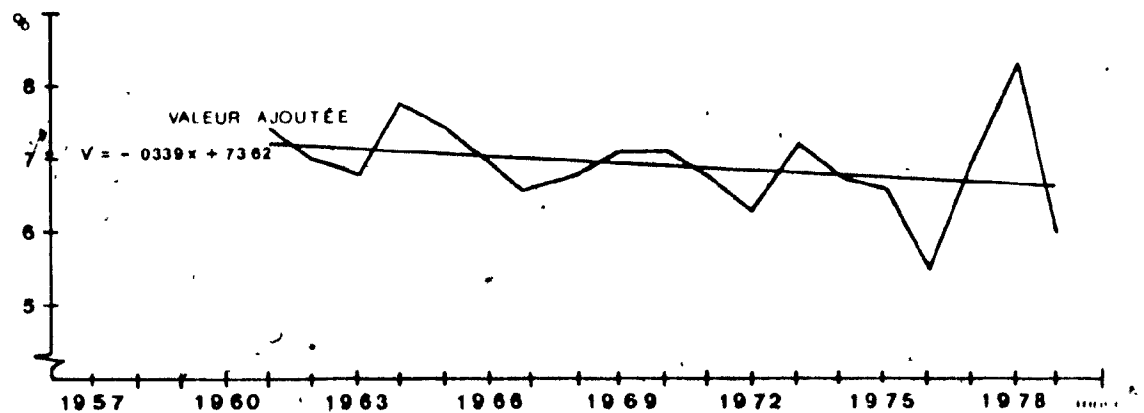
I Investissement

V valeur ajoutée

E emploi

Sources: Statistique Canada. Catalogues CS 31-203 et CS 31-205.

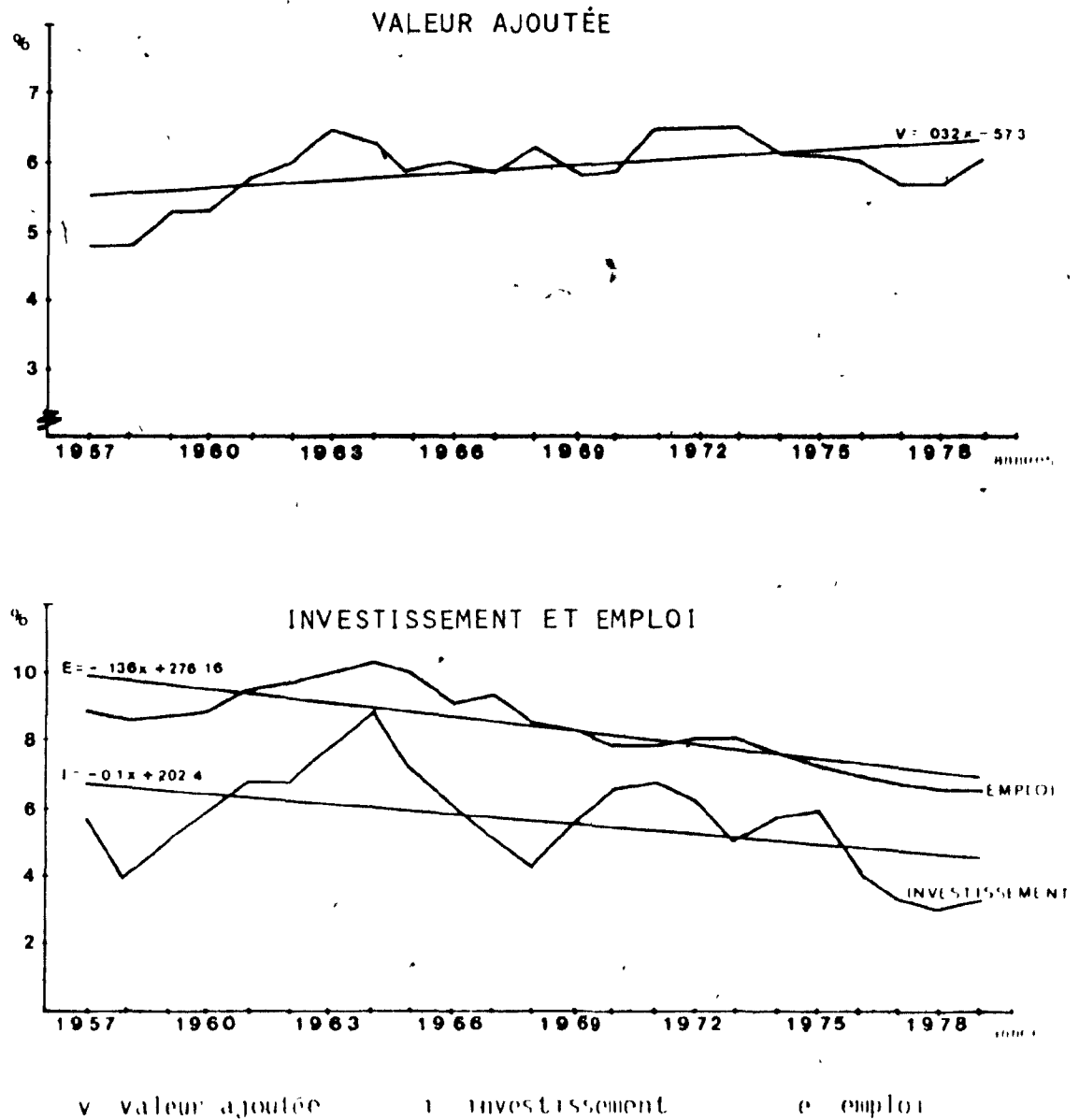
EVOLUTION DE LA PART RELATIVE DE L'INDUSTRIE DE LA PREMIERE TRANSFORMATION
DES METAUX DANS L'ENSEMBLE MANUFACTURIER QUEBECOIS, INVESTISSEMENT,
EMPLOI ET VALEUR AJOUTEE (1957-1979)



I : investissement V : valeur ajoutée E : emploi

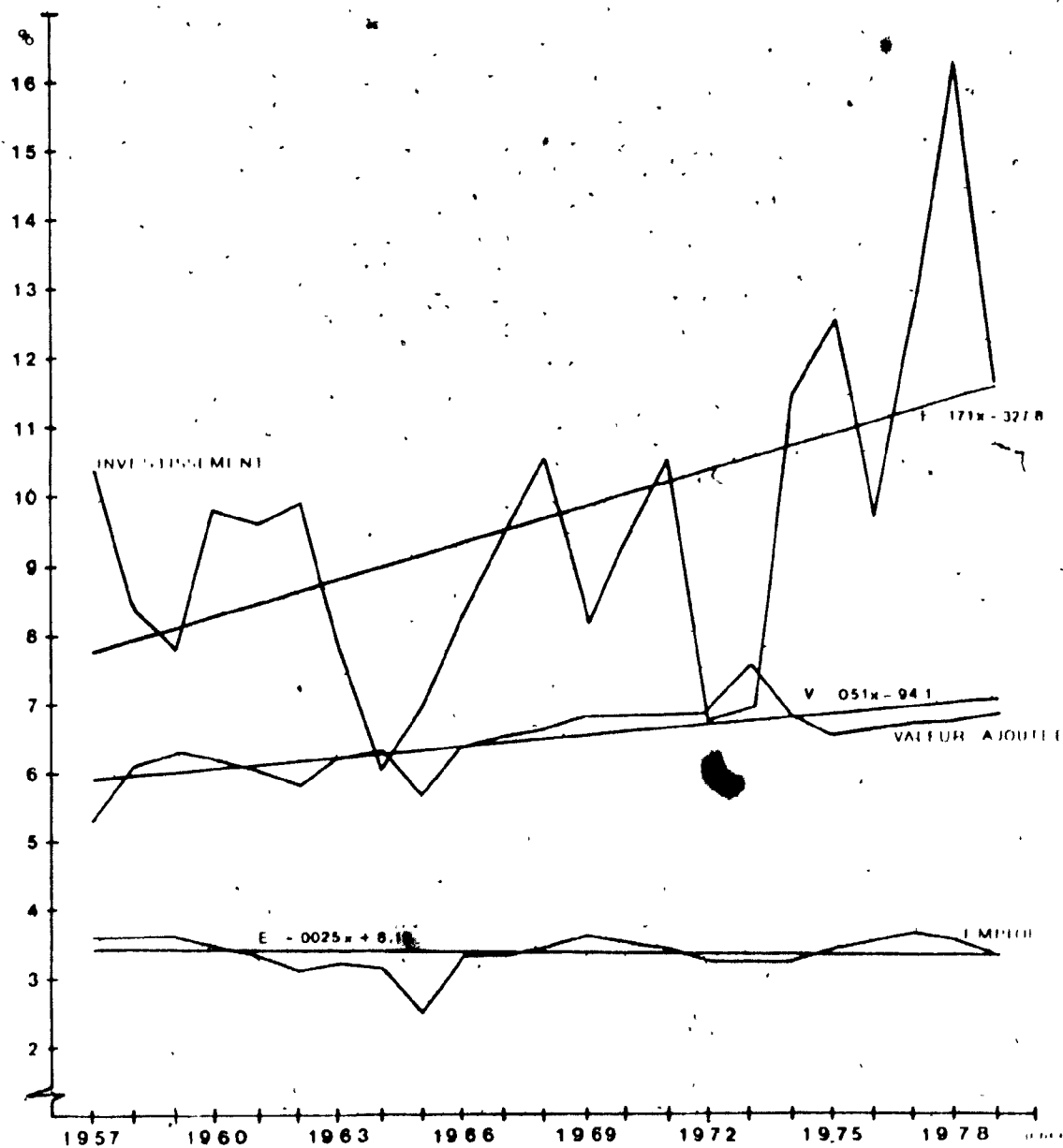
Sources: Statistique Canada, CS 61-205, CS 31-203, CS 31-205.

EVOLUTION DE LA PART RELATIVE DE L'INDUSTRIE DU TEXTILE DANS
L'ENSEMBLE MANUFACTURIER QUEBECOIS: INVESTISSEMENT, EMPLOI
ET VALEUR AJOUTÉE (1957-1979)



Sources: Statistique Canada, CS 61-205, CS 31-203, CS 31-205.

EVOLUTION DE LA PART RELATIVE DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE DANS L'ENSEMBLE
MANUFACTURIER QUEBECOIS, INVESTISSEMENT, EMPLOI ET VALEUR AJOUTEE
(1957-1979)



I investissement

V valeur ajoutée

E emploi

Sources: Statistique Canada, CS 61-205, CS 31-203, CS 31-205.

L'aluminium

Lorsqu'on aborde le sous-groupe de l'aluminium, on assiste à un renversement des tendances observées chez les deux groupes précédents. Les données statistiques relatives à l'investissement annuel de ce sous-groupe n'étant pas divulguées, on a considéré les investissements au niveau du groupe de la première transformation des métaux qui comprend l'industrie de l'aluminium. Malgré de fortes fluctuations, les investissements font preuve d'une tendance très nette à la hausse (figure 19). Par ailleurs, non seulement le volume de l'emploi a augmenté de façon absolue, mais également, le sous-groupe a vu son importance s'accroître dans l'ensemble québécois (figure 18). Et il en va de même pour la valeur des livraisons et la valeur ajoutée qui connaissent une progression assez spectaculaire en terme absolu. En effet, la valeur des livraisons est passée de \$34 millions (dollars constants de 1971) à \$177 millions en 1979. La valeur ajoutée pour sa part, qui était de \$7,5 millions en 1957, a plus que quintuplé en 1979. Il s'agit donc là d'un sous-groupe qui, au niveau provincial, fait preuve d'un dynamisme certain. Le tableau serait encore plus spectaculaire si l'on tenait compte des investissements massifs réalisés par l'ALCAN au Saguenay et par la Société d'Aluminium Reynolds sur la Côte-Nord depuis 1980 et qui dépassent le milliard de dollars pour ces deux sociétés. En regard de ces investissements massifs, les investissements régionaux apparaissent tout à fait négligeables depuis 1957 et manifestement la Mauricie après avoir joué le rôle d'aimant pour ce genre d'industries à forte consommation énergétique marque le pas alors que l'industrie mondiale de l'aluminium connaît une expansion assez extraordinaire (Savey, 1978).

L'industrie du textile

La situation se présente de façon bien différente dans le secteur des textiles. Les difficultés rencontrées par ce secteur "mou" de l'économie québécoise sont bien connues. Forte concurrence des produits étrangers sur le marché intérieur, coûts unitaires de la main-d'oeuvre élevés, etc... qui ont amené les entreprises à procéder à une rationalisation vigoureuse des opérations et à abandonner les productions les moins compétitives. Ce faisant, la valeur ajoutée dans ce secteur a pu être doublée au cours de la période. Par contre, le secteur perdait 500 emplois, voyait les investissements annuels fléchir considérablement et enregistrait une perte de poids relatif dans l'ensemble manufacturier québécois (figure 20).

L'industrie chimique

C'est très certainement dans le secteur de l'industrie chimique que le contraste entre le comportement du groupe au niveau provincial et celui du groupe en Mauricie est le plus marqué. Industrie à forte intensité de capital, l'industrie chimique connaît à travers de fortes fluctuations, une tendance nettement positive de ses investissements. Il en va de même de la valeur des livraisons et de la valeur ajoutée qui va presque tripler entre 1957 et 1979. Ce faisant, l'industrie chimique accroît son poids relatif dans l'ensemble québécois. Cependant, l'emploi manufacturier dans ce secteur n'a pas suivi la tendance observée au niveau de l'investissement et de la valeur des livraisons. En terme absolu on enregistre un modeste gain de 600 emplois entre 1957 et 1979 alors que considéré en

terme de poids relatif dans l'ensemble québécois, on note une très faible diminution (figure 21).

En Mauricie la situation est tout autre comme on a pu le constater au chapitre V. Non seulement l'emploi ne s'est pas maintenu, mais il a connu une chute vertigineuse perdant près de 75% de ses effectifs. Si dans bien des cas le rétrécissement du volume de l'emploi ne traduit pas nécessairement un déclin de l'activité industrielle comme l'ont avancé Massey et Meehan (1982), mais peut être un moyen d'éviter le déclin et même peut être considéré à la limite comme un résultat du processus de croissance, il faut bien admettre que dans la région à l'étude le déclin de l'emploi, dans le secteur chimique traduit bien davantage l'effondrement de ce secteur localement plutôt qu'un processus de croissance. C'est plutôt le processus de croissance des entreprises nationales ou internationales possédant des établissements manufacturiers en Mauricie qui serait ici en cause.

Il faut bien garder à l'esprit lorsqu'on examine les figures précédentes que les tendances observées illustrent la part relative du groupe dans l'ensemble manufacturier québécois. Une tendance négative des investissements par exemple ne signifie donc pas que l'investissement de façon absolue a été négatif, mais que le rythme de l'investissement entre 1957 et 1979 a été moins rapide que dans l'ensemble du secteur manufacturier et en corollaire, que d'autres groupes ont connu un rythme d'investissement plus élevé. En fin de compte, c'est le dynamisme relatif des groupes en présence qu'illustrent les figures présentées plus haut. Car dans tous

les cas, de façon absolue les groupes ont connu au niveau provincial une croissance positive plus ou moins forte.

TABLEAU 19

ÉVOLUTION RELATIVE DE QUELQUES GROUPES INDUSTRIELS,
AU NIVEAU PROVINCIAL PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE
MANUFACTURIER QUÉBÉCOIS, 1957-1979

Groupes (sous-groupes)	Investissements	Valeur ajoutée	Emploi
Aluminium	+	+	+
Industrie chimique	+	+	-
Textile	-	+	-
Pâtes et papiers	+	-	-
Produits minéraux non-métalliques	-	-	-

: différence minime entre tendance positive ou négative

+ - : pente de la courbe de régression linéaire

Sources: figures 15 à 21.

Le tableau 19 présente de façon synthétique le comportement relatif, au niveau provincial, des principaux groupes présents en Mauricie. En schématisant, il est possible de distinguer les groupes dynamiques, moyennement dynamiques ou plus dynamiques. Ainsi, le sous-groupe de l'aluminium affecté de signes positifs tant pour les investissements, la valeur ajoutée et l'emploi apparaît comme le groupe le plus dynamique des cinq groupes en présence. A la limite, on pourrait y adjoindre le groupe de l'industrie chimique qui, dans deux cas sur trois, investissements et valeur ajoutée, a connu une tendance positive. Quant à l'emploi il s'en est fallu de peu que le signe soit positif. Le textile et les

pâtes et papiers, avec une seule cote positive chacun, sont classés dans la catégorie des groupes moyennement dynamiques, encore que les pâtes et papiers pourraient glisser assez facilement dans la dernière catégorie, compte tenu de la faiblesse relative de l'investissement au cours de la période. Enfin, le groupe des produits minéraux non-métalliques apparaît bien peu dynamique avec des tendances négatives pour les trois variables concernées.

Le même tableau appelle également d'autres remarques: tout d'abord on constate une diminution généralisée de l'emploi manufacturier sauf dans le cas du sous-groupe de l'aluminium. Deuxièmement, à l'exception du textile, il s'agit d'industries à forte consommation énergétique par unité d'output. Troisièmement, des gains relatifs au chapitre de l'investissement n'entraînent pas nécessairement de gains dans l'emploi. Ce serait plutôt l'inverse, alors que ces groupes ont connu une hausse appréciable de leur productivité au cours de cette période.

Par ailleurs, lorsqu'on examine l'évolution des tendances relatives de ces groupes en regard de l'évolution qu'ont connue les unités de production de ces mêmes groupes en Mauricie (chapitre V), on constate de fortes divergences. Ainsi, alors que depuis 20 ans dans la région la fabrication de l'aluminium a été plutôt stagnante, on assiste au niveau provincial à une forte expansion de ce secteur en particulier au cours des dernières années. Même divergence également dans le groupe de la chimie où les contrastes sont encore plus frappants. Contraste également, mais de façon moins marquée et à l'inverse, dans le secteur des pâtes et

papiers ou l'on a enregistré au niveau provincial des tendances négatives pour l'emploi et la valeur ajoutée, alors que la courbe de l'investissement était tout juste positive. Or ce n'aurait pas été le cas dans la région où les taux d'accroissement de l'emploi et de la valeur ajoutée ont été supérieurs au taux enregistré au niveau provincial. Par ailleurs, en l'absence de données complètes sur les investissements régionaux dans ce secteur, le taux de productivité et le coût unitaire de main-d'oeuvre disponible dans ce secteur pour la région administrative Mauricie-Bois-Francs⁽⁴⁾ nous portent à croire que l'investissement a proportionnellement été plus élevé qu'au niveau provincial dans les pâtes et papiers. Dans le secteur des textiles où, relativement, seule la valeur ajoutée connaît au niveau provincial une tendance positive, le comportement des établissements mauriciens s'apparente passablement à celui de l'ensemble provincial: diminution de l'emploi et vraisemblablement faiblesse de l'investissement alors que l'on a assisté en région au cours de la période, à la rationalisation des productions et à la fermeture de certaines divisions (usine Wabasso de Grand'Mère, fermeture de la division "Greige" à Trois-Rivières). Par ailleurs, de 1971 à 1978, le coût unitaire de main-d'oeuvre, tout comme la productivité n'ont cessé de se détériorer par rapport à l'ensemble provincial dans le même secteur. Enfin, le dernier groupe considéré, celui des produits minéraux non-métalliques, connaît dans les deux cas une tendance nettement négative.

De l'examen de l'évolution relative au niveau provincial des principaux groupes industriels présents en Mauricie se dégagent les éléments suivants: bon nombre de groupes industriels québécois tels les textiles,

le vêtement, les produits minéraux non-métalliques (abrasifs) et même les pâtes et papiers, ont un comportement qui les apparente aux groupes qui ont atteint le stade de la maturité et du déclin dans le passé.

Tout comme les secteurs du bois et du cuir qui ont connu leur apogée au dix-neuvième siècle pour ensuite connaître une baisse très considérable de leur poids relatif dans la structure industrielle québécoise au vingtième siècle (figure 1), bon nombre de secteurs industriels présents en Mauricie qui avaient connu une forte croissance pendant la première moitié du vingtième siècle connaissent depuis les années 50 une perte de poids relatif dans la structure industrielle du Québec. Par analogie avec le concept de cycle du produit de R. Vernon, il faut parler en longue période pour les produits semis-finis, d'un "cycle technologique" qui avantage certaines régions à une époque donnée. Ainsi le développement des grandes régions industrielles (sidérurgie notamment) sur les bassins charbonniers européens correspond à une époque et à une technologie particulière. Avec le développement de la technologie, notamment celle des transports, on a vu ces régions de l'intérieur perdre leur poids relatif au profit des nouvelles sidérurgies littorales (Gachelin, 1977; 42) qui bénéficient de facteurs de localisation bien supérieurs à ceux des vieilles régions sidérurgiques dans un contexte technologique et économique bien différent. Au Québec, le prolongement de l'industrialisation au début du vingtième siècle a été rendu possible grâce à l'exploitation des ressources du Bouclier: hydro-électricité, forêts et minéraux. Si au début du siècle une technologie nouvelle, à la fine pointe du progrès, a permis l'exploitation de ces ressources, aujourd'hui cette technologie a, à tout moins, atteint le stade de maturité sinon de vétusté et plusieurs secteurs

industriels fondés sur celle-ci sont en perte de vitesse. Dans ce contexte, il faut donc comprendre que le blocage que connaît la région dans son développement industriel tient en partie à des causes plus générales qui se situent à un niveau bien supérieur à celui de la région même et qui affectent d'autres régions dont la base économique reposait sur les mêmes activités. C'est le cas notamment du Saguenay.

Des avantages comparatifs amoindris

Ecrire l'histoire économique de la Mauricie, c'est décrire dans un certain sens la succession d'avantages comparatifs qu'a possédés la région. Lorsque la Mauricie s'est ouverte à l'industrialisation dans la seconde partie du dix-neuvième siècle, celle-ci se fondait sur la présence d'essences forestières abondantes et fort recherchées sur les marchés étrangers, de même que sur la présence de minerai de fer qui ont donné lieu à la naissance des Forges du Saint-Maurice et des Forges Radnor par la suite. Avec l'épuisement des sources de minerai et la forte compétition des sidérurgies américaine et ontarienne, l'activité sidérurgique a pris fin en Mauricie au tournant du siècle. De même, les grandes scieries qui avaient employé des centaines de travailleurs, disparaîtront graduellement dans les mêmes années avec l'épuisement des ressources forestières auxquelles elles s'alimentaient et le rétrécissement des marchés d'exportation. N'eut-été des technologies nouvelles qui se font jour au tournant du vingtième siècle, la Mauricie serait tombée dans une profonde léthargie. L'essor insoupçonné qu'elle connaîtra au cours de la première moitié du vingtième siècle, elle le doit essentiellement à des avantages comparatifs.

FIGURE 22

UN AVANTAGE COMPARATIF PLEINEMENT "EXPLOITÉ"...

French-Canadian Labor

The character traits of the old pioneers are still dominant in the French-Canadian people. They make ideal artisans. These and many other industrial advantages of this territory are interestingly told in a booklet just published and sent on request.

Department of Development
The Shawinigan Water & Power Company
 Power Building - Craig Street West
 MONTREAL, CANADA

NO LABOR TROUBLES

A more contented people than the French Canadian of the Province of Quebec, probably do not exist anywhere. If you are interested in locating an industry where labor troubles are practically unknown, ask for our new booklet, "Industry's New Magnet."

Department of Development
The Shawinigan Water & Power Company
 Power Building - Craig Street West
 MONTREAL, CANADA

Most Hours Per Dollar

Industrialists who appreciate the importance of a plentiful supply of low priced, efficient labor, will be interested in the facts recorded in a new booklet, sent on request, telling of the marketing advantages of the district served by this company.

Department of Development
The Shawinigan Water & Power Company
 Power Building - Craig Street West
 MONTREAL, CANADA

Source: Extraits d'une campagne de publicité de la Shawinigan Water and Power Co. en 1930. Reproduits dans C. Hogue et alii (1978) p. 156.

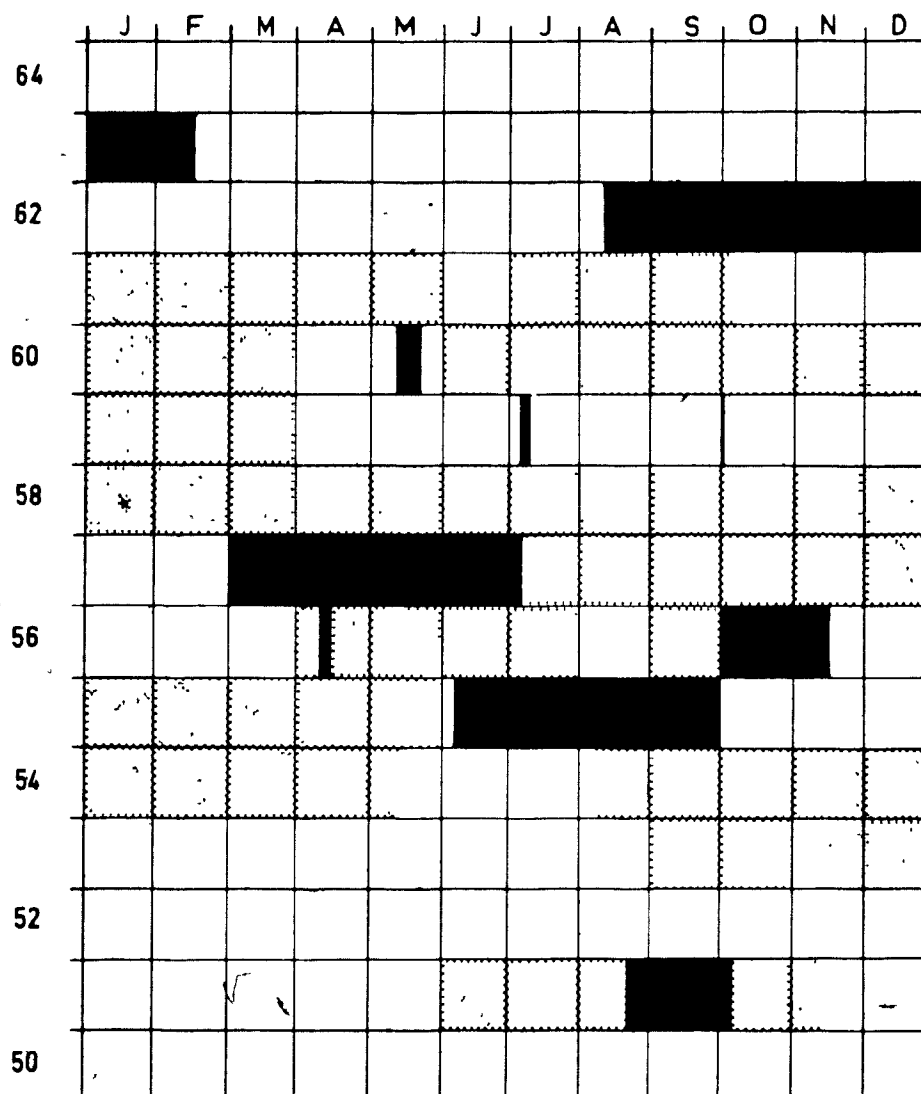
assez exceptionnels face à la nouvelle technologie qui voit le jour: un potentiel hydro-électrique tout à fait exceptionnel pour l'époque⁽⁵⁾, des essences forestières abondantes et d'excellente qualité pour l'industrie du papier et enfin la disponibilité d'une main-d'oeuvre abondante, laborieuse et peu dispendieuse. Ajoutons-y la "découverte" de la région par des entrepreneurs dynamiques et nous retrouvons là tous les éléments de base du succès de la Mauricie industrielle.

Soixante-quinze ans plus tard, les avantages spécifiques que possédait la Mauricie se sont érodés. La forêt mauricienne, comme on l'a vu précédemment n'est plus cette ressource abondante, inépuisable qu'on se plaisait à imaginer; les aires de récoltes forestières pour l'approvisionnement des usines de papier sont majoritairement à l'extérieur de la région, la Mauricie fournissant moins de 15% des intrants en bois à pâtes des usines régionales. L'autre ressource majeure qui avec la forêt constituait les piliers de l'économie régionale, l'hydro-électricité, n'a plus ce pouvoir d'attraction qui était le sien au début du siècle. Avec le développement des techniques de transport de l'électricité, l'interconnection des réseaux et la politique tarifaire pratiquée depuis la nationalisation des compagnies productrices d'électricité, politique qui ne tient pas compte de la proximité des sites de production dans la fixation des taux, l'avantage de la Mauricie en ce domaine a à toute fin pratique disparu. Dans ce dernier cas, la Mauricie n'est pas plus avantagée maintenant que les autres régions du Québec.

Par ailleurs, si jusqu'à la fin des années 40 la main-d'oeuvre a pu être considérée comme une main-d'oeuvre laborieuse et peu exigeante, sur

FIGURE 23

ARRÊTS DE TRAVAIL ET ARBITRAGE RELATIF
À LA SIGNATURE DES CONVENTIONS COLLECTIVES
DANS LES ENTREPRISES DE SHAWINIGAN, 1950-1964



- arbitrage



- arrêt de travail

d'après compilation dans le quotidien Le Nouvelliste

Source: N. Brouillette (1971) p. 98.

laquelle on pouvait faire des économies (figure 22) la situation s'est modifiée radicalement par la suite, alors que la région et particulièrement la sous-région de Shawinigan a connu une longue période de conflits de travail⁽⁶⁾ qui s'étend de 1951 à 1963 (figure 23). Après 1960, la publicité axée sur le "no labor troubles" n'était plus possible tout comme celle axée sur le faible coût de la main-d'oeuvre alors que les syndicats ouvriers ont réussi de haute lutte à gagner des rémunérations et des conditions de travail parmi les meilleures du pays.

Ainsi, en l'espace d'un demi-siècle environ, les avantages comparatifs qui ont été à la source de l'activité industrielle mauricienne ont disparu ou sont à tout le moins considérablement amoindris. D'autre part, il faut bien reconnaître que les activités industrielles régionales reposent sur une base économique étroite. En particulier la faible taille du marché régional n'a pas permis le développement d'entreprises qui, s'appuyant d'abord sur un marché régional, auraient pu par la suite se développer et conquérir des marchés plus vastes.

Restructuration des espaces industriels et stratégie des firmes

Parler du blocage du développement industriel en région, ce n'est guère autre chose finalement que de s'interroger sur la faiblesse ou l'absence de croissance des industries déjà en place et sur l'absence à peu près complète de nouvelles implantations industrielles. Dans le cas mauricien, une large part de l'explication tient à la stratégie des firmes elle-même conditionnée par un vaste mouvement de restructuration des espaces industriels.

C'est un fait bien connu maintenant, on assiste depuis quelques décennies, à l'échelle des pays occidentaux à une modification importante des grandes zones de production industrielle. Aux Etats-Unis, comme au Canada, le centre de gravité de l'activité manufacturière s'est déplacé graduellement de l'est vers l'ouest, avantageant dans ce dernier cas le sud de l'Ontario. Mais le phénomène le plus marquant des dernières décennies, est probablement l'accroissement de la concentration de l'activité manufacturière dans les grandes régions urbaines. A partir de l'observation des tendances récentes dans la localisation industrielle Norcliffe (1975) présentait récemment une théorie des places manufacturières dans laquelle il soulignait que les facteurs traditionnellement importants dans la localisation, tels les transports et la main-d'oeuvre ont perdu beaucoup de leurs pouvoirs d'explications aujourd'hui et que trois autres facteurs deviennent de plus en plus importants, soit: a/ la disponibilité d'infrastructure, b/ les externalités (agglomération economies) et c/ les patterns de liaisons interindustrielles et les contacts face-à-face entre les dirigeants d'entreprises, autant de facteurs ou d'avantages que l'on retrouve dans les grands centres urbains. Comme la tendance est à l'augmentation de la taille des usines, il devient de plus en plus difficile pour les petites villes d'offrir les infrastructures nécessaires aux usines de grande taille, les externalités continuent d'encourager la croissance des grands centres et enfin les patterns de contacts se réalisent toujours plus facilement dans et entre les centres métropolitains.

En combinant ces tendances au couple centre-périphérie⁽⁷⁾, Norcliffe dégage différents types de localisation en fonction du type d'activités réalisées par les divers établissements de la firme. Ces types d'activités, il en distingue quatre soit: 1/ la transformation dont les intrants sont surtout constitués de matières premières, 2/ la fabrication dont les intrants sont constitués de produits déjà transformés partiellement et que l'on transforme davantage, 3/ l'intégration dont l'activité principale est l'assemblage de produits presque finis et enfin 4/ les unités administratives où il n'y a pas d'intrant physique proprement dit à l'exception peut être de besoins requis pour la recherche et le développement (A et D).

Les activités de transformation, fortement liées à la présence de matières premières - c'est là que le schéma webérien s'applique encore le mieux - peuvent être localisées n'importe où. Mais on peut s'attendre qu'avec la diffusion de l'urbanisation à partir du centre (core) ces activités seront de plus en plus refoulées vers la périphérie. Par contre, les trois autres types d'activités, étant donné les facteurs énoncés plus haut auront tendance à se regrouper au centre, dans le heartland. Ainsi les unités administratives se localiseront dans la métropole étant donné leurs besoins de contacts fréquents avec leurs clients, les organismes gouvernementaux, etc...; les usines de très grande taille choisiront probablement également la métropole ou une ville de très grande taille et les villes satellites de moyenne dimension accueilleront les usines où sont menées des opérations ne demandant que des décisions de routine. A la limite, ce que suggère Norcliffe, c'est que le processus d'industrialisation, la croissance industrielle en cours est réalisée de plus en plus

en milieu urbain et plus spécifiquement dans les grandes concentrations urbaines, là où est le plus grand marché potentiel. Partant d'une approche très différente, Lipietz (1977) a été amené à suggérer une typologie (chapitre I) des régions productrices à trois niveaux qui semble correspondre à la réalité de la division spatiale du travail industriel telle que la présente Norcliffe.

En même temps que se dessinaient ces nouvelles tendances de la localisation industrielle, plusieurs grandes firmes manufacturières régionales, dont certaines avaient vu le jour en Mauricie, diversifiaient leurs stratégies de croissance en s'orientant résolument vers le produit fini et la diversification des productions. Bien que l'on ait assisté à une certaine forme d'intégration verticale à l'aval dans les premières décennies du siècle, c'est surtout dans l'après-guerre que le mouvement prend toute son ampleur. Les chapitres IV et V nous ont procuré de nombreux exemples de ce processus. Après avoir favorisé dans un premier temps la concentration horizontale et la consolidation de leur position sur le marché des produits de base, les groupes en présence, particulièrement après la grande crise économique des années 30, enclenchent pour de bon un processus de diversification des productions et d'intégration verticale à l'aval, tout en poursuivant dans certains cas l'expansion horizontale au niveau des produits semi-finis.

Or dans ce double processus d'expansion horizontale et d'intégration verticale à l'aval, la Mauricie ne sera guère favorisée. Dans le premier cas, si on a vu la capacité de production des usines de papier, par exemple,

augmenter au cours de la période récente, on n'a vu par contre aucune autre papeterie être érigée dans la région alors que les mêmes groupes ouvraient de nouvelles usines dans le Nord-Ouest (Quévillon) ou dans l'Est du Québec. On constate le même phénomène dans le secteur de l'aluminium où l'expansion horizontale est réalisée au Saguenay ou à Kitimat, sans parler des alumineries érigées à l'étranger. On ne peut s'empêcher de penser ici aux avantages comparatifs amoindris de la région pour la production de ces produits semi-finis. A la limite, le même raisonnement s'applique au secteur chimique frappé de vétusté, de vieillissement technologique face à la pétro-chimie montréalaise.

Au chapitre de l'expansion verticale, la tendance allait nécessairement vers le rapprochement des grands marchés urbains, bref, vers la "métropolisation" des nouvelles expansions. Tel que suggéré par la théorie des places manufacturières de Norcliffe (1975), la presque totalité de l'expansion prise par les entreprises au niveau des produits finis a été réalisée dans ou à proximité des grandes zones métropolitaines tant du Canada, des Etats-Unis que de l'Europe et même de l'Australie. Comment d'ailleurs aurait-il pu en être autrement alors que d'une part le potentiel de marché et celui des économies d'urbanisation pèsent de plus en plus dans les décisions de localisation des nouvelles usines de produits finis? La Mauricie, malgré une croissance démographique remarquable pendant la première moitié du vingtième siècle n'a jamais atteint ce volume de population ni le niveau de concentration urbaine qui donnent naissance à des externalités difficilement quantifiables mais combien importantes.

Par ailleurs, il est assez révélateur de constater que la presque totalité des récentes implantations industrielles d'envergure qui ont été réalisées au cours des dernières années ou qui le seront très prochainement dans le Parc industriel du Centre du Québec (aluminerie Pêchiney) ont pour objet des demi-produits, des produits semi-finis, bref appartiennent au secteur de la transformation, et non à celui de la fabrication et de l'intégration au sens ou l'entend Norcliffe. En ce sens, ces nouvelles implantations, si elles confirment la solidité de la théorie de Norcliffe, viennent accentuer un des caractères importants de la Mauricie, celui de "périphérie interne" et ce, non seulement à cause du type de production qui y est réalisée, mais encore à cause de l'origine extérieure des capitaux, de la faible intégration de ces unités de production à l'économie "nationale" et enfin de la destination des extrants vers les grands centres métropolitains étrangers. D'autre part, ces nouvelles implantations, tout comme l'expansion spectaculaire dans le reste du continent américain et en Europe des principaux groupes issus de la Mauricie, mettent en lumière le caractère de plus en plus international des opérations industrielles de transformation et de fabrication. La compréhension du dynamisme des localisations industrielles se situe dorénavant à une toute autre échelle. La notion d'échelle est fondamentale. Enfin, faut-il le souligner, dans ce processus de croissance des firmes, les grandes unités de production régionale si elles apparaissent de plus en plus intégrées à un vaste réseau de production à l'échelle continentale, voire intercontinentale, apparaissent du même coup dépendantes alors que les décisions concernant leur expansion ou leur fermeture sont prises à l'extérieur dans le cadre de stratégies globales de profit dictées par la firme.

L'épineuse question de l'entrepreneurship local

La région de la Mauricie, on l'a dit et redit, tout comme les autres régions ressources de l'hinterland québécois, a été développée par la grande entreprise, par des entrepreneurs étrangers ou à tout le moins "étrangers" à la région. Qui ne connaît pas en Mauricie les noms des Biermans, Joyce, Whitehead, Aldred, etc... qui ont hissé la Mauricie au rang de région industrielle d'envergure? Les études sur l'entrepreneurship au Québec sont encore peu développées, exploratoires, même si on constate un regain d'intérêt pour ce sujet depuis quelques années (Toulouse, 1979). Dans la région, elles sont à peu près inexistantes. Il n'est guère possible pour le moment de broser un tableau, si sommaire soit-il, de l'évolution de l'entrepreneurship en Mauricie. Tout au plus, à partir des données fragmentaires et de façon indirecte, peut-on se faire une certaine idée de l'état de l'entrepreneurship actuellement. Par ailleurs, les théoriciens du développement inégal et de la dépendance sont assez unanimes pour affirmer que la domination de l'économie nationale par des firmes étrangères a habituellement comme effet d'émousser le sens de l'entrepreneurship, et de provoquer un syphonage des ressources humaines au profit du centre (Savarias, 1974). Parizeau pour sa part constatait pour le Québec, l'habitude de s'en remettre au capital étranger pour assurer le développement à un degré à peu près inégalé ailleurs au monde (Parizeau in Fréchette et alii, 1975, p. xx). Il convient donc de voir maintenant la situation actuelle dans la région.

Une première approche nous est fournie par la taille des établissements industriels en Mauricie (tableaux 20 et 25). La grande entreprise, définie ici comme celle possédant un ou des établissements occupant plus de 200 employés, est responsable de près des trois-cinquièmes de l'emploi régional avec cependant de fortes variations. Ainsi, dans Saint-Maurice, la grande entreprise occupe 74,7% des travailleurs industriels, 52,1% dans Champlain alors que dans les comtés "ruraux", une seule entreprise occupe plus de deux cents employés. Bref, plus le comté est urbain, plus grande est la taille de l'entreprise. Ces informations en soi ne nous renseignent guère sur l'entrepreneursip local. Mais lorsqu'on les met en parallèle avec le statut juridique de la firme, elle prennent toute leur signification. C'est ainsi que 67% des travailleurs dans l'industrie mauricienne sont occupés dans des filiales⁽⁸⁾. En terme absolu c'est donc plus de 18 800 emplois qui appartiennent à cette catégorie juridique. Par contre moins de 2% de ces emplois sont contrôlés par des sièges sociaux ayant résidence en Mauricie. A l'inverse, toujours en terme d'emploi, 73% des établissements de cette même catégorie sont contrôlés par le siège social de Montréal, 14% par le Canada anglais alors que 9% le sont par l'étranger. En partant de ces données, il nous semble donc possible d'affirmer que la région en 1979 est encore dominée par la grande entreprise, que cette grande entreprise est essentiellement contrôlée de l'extérieur, et qu'en corollaire, l'entrepreneursip local demeure faible malgré certains gains réalisés au cours de la dernière décennie⁽⁹⁾. Ainsi semble accréditée la thèse voulant que la grande entreprise "étrangère" ait une influence davantage négative que positive sur l'entrepreneursip local. Chose certaine, dans le cas de la région, la grande entreprise

TABLEAU 20

RÉPARTITION EN CHIFFRES ABSOLUS ET EN POURCENTAGE DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS
PAR TAILLE DES ÉTABLISSEMENTS ET PAR COMTÉ, MAURICIE 1979

Comtés	Taille des établissements									
	0-4		5-49		50-199		200 & +		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Champlain	56	28,9	107	55,1	23	11,9	8	4,1	194	100,0
Nicolet	9	15,5	40	69,0	8	13,8	1	1,7	58	100,0
Yamaska	6	26,1	13	56,5	4	17,4	--	--	23	100,0
Saint-Maurice	41	23,7	93	53,8	21	12,1	18	10,4	173	100,0
Maskinongé	11	25,0	27	61,9	12	27,1	--	--	52	100,0
Mauricie	125	25,0	280	56,0	68	13,6	27	5,4	500	100,0

Source: Scott's Répertoire industriel du Québec, 91ème édition, 1979.

TABLEAU 21

RÉPARTITION EN CHIFFRES ABSOLUS ET EN POURCENTAGE DE L'EMPLOI INDUSTRIEL
PAR TAILLE DES ÉTABLISSEMENTS ET PAR COMTÉS, MAURICIE 1979

Comtés	Taille des établissements									
	0-4		5-49		50-199		200 & +		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Champlain	142	1,5	1 907	20,4	2 423	26,0	4 863	52,1	9 335	100,0
Nicolet	22	1,2	821	43,2	834	43,8	225	11,8	1 902	100,0
Yamaska	9	1,7	150	28,7	364	69,6	--	--	523	100,0
Saint-Maurice	99	,6	1 446	9,8	2 195	14,9	11 028	74,7	14 768	100,0
Maskinongé	35	2,1	536	32,1	1 098	65,8	--	--	1 669	100,0
Mauricie	307	1,1	4 860	17,2	6 914	24,5	16 116	57,2	28 197	100,0

Source: Scott's Répertoire industriel du Québec, 91ème édition, 1979.

TABLEAU 22

RÉPARTITION EN CHIFFRES ABSOLUS ET EN POURCENTAGE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES SELON
LEUR STATUT JURIDIQUE ET PAR COMTE, EN MAURICIE 1979

Comtés	Autonomes		Filiales et succursales		Sièges sociaux		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
Champlain	160	82,5	31	16,0	3	1,5	194
Nicolet	46	79,3	12	20,7	0	0	58
Yamaska	20	87,0	3	13,0	0	0	23
Saint-Maurice	130	75,1	37	21,4	6	3,5	173
Maskinongé	41	78,8	9	17,3	2	3,9	52
Mauricie	397	79,4	92	18,4	11	2,2	500

Source: Scott's Répertoire industriel du Québec, 91ème édition, Oakville, Penstock Publications, 1979.

TABLEAU 23

RÉPARTITION EN CHIFFRES ABSOLUS ET EN POURCENTAGE DE L'EMPLOI INDUSTRIEL SELON
LE STATUT JURIDIQUE DES ENTREPRISES ET PAR COMTE, EN MAURICIE 1979

Comtés	Autonomes		Filiales et succursales		Sièges sociaux		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
Champlain	3 239	34,7	5 948	63,7	148	1,6	9 335
Nicolet	1 204	63,3	698	36,7	0	0	1 902
Yamaska	351	67,1	172	32,9	0	0	523
Saint-Maurice	2 986	20,2	11 576	78,4	206	1,4	14 768
Maskinongé	1 127	67,5	430	25,8	112	6,7	1 669
Mauricie	8 907	31,6	18 824	66,8	466	1,6	28 197

Sources: Scott's Répertoire industriel du Québec, 91ème édition, Oakville, Penstock Publications, 1979.

TABLEAU 24

LOCALISATION DES ENTREPRISES MÈRES OU DES SIÈGES SOCIAUX DONT LES
FILIALES OU SUCCURSALES SONT IMPLANTÉES EN MAURICIE, 1979

Localisation du siège social	Filiales et succursales			
	Etablissements		Emplois	
	Nombre	%	Nombre	%
Mauricie	16	17,4	253	1,3
Province	15	16,3	466	2,5
Montréal	42	45,7	11 803	71,3
Canada anglais	13	14,1	2 651	13,6
Etranger U.S.A.	5	5,4	1 392	7,4
Autres	1	1,1	259	1,4
Total	92	100,0	18 824	99,5

Source: Scott's Répertoire industriel du Québec, 91ème édition, Oakville, Penstock Publications, 1979.

TABLEAU 25

RÉPARTITION EN CHIFFRES ABSOLUS ET EN POURCENTAGE DE L'EMPLOI INDUSTRIEL SELON
LE STATUT JURIDIQUE ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE EN MAURICIE 1979

Taille de l'établissement	Autonomes		Filiales et succursales		Sièges sociaux		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
Artisanale	295	97,4	8	2,6	0	0,0	303
Petite	3 769	76,5	969	19,7	186	3,8	4 924
Moyenne	4 208	62,9	2 205	32,9	280	4,2	6 693
Grosse	635	3,9	15 642	96,1	0	0,0	16 277
Total	8 907	31,6	18 824	66,8	466	1,6	28 197

Source: Scott's Répertoire industriel du Québec, 91ème édition, Oakville, Penstock Publications, 1979

n'a pas suscité d'initiative très forte au niveau de la sous-traitance réalisée essentiellement par des entrepreneurs autonomes. Les tableaux 12 et 14 indiquent en effet que dans l'ensemble, les entreprises manufacturières de la région, quelle que soit leur taille, n'effectuent que 14,1% de leurs achats de biens dans la région et les grandes entreprises, 8.5% seulement.

Dans une étude exploratoire analogue réalisée dans l'Est du Québec, Klein (1982) trouvait des données assez différentes de celles de notre relevé. Ainsi, pour tout l'Est du Québec, la grande entreprise ne retient que 39% de l'emploi contre 57% en Mauricie. D'autre part, toujours en terme d'emploi, 52% seulement des établissements manufacturiers avaient un statut de filiale; c'est 15% de moins qu'en Mauricie. Enfin, alors qu'en Mauricie 1,3% seulement des emplois industriels appartenant aux filiales étaient contrôlés par un siège social localisé dans la région, dans l'Est du Québec le pourcentage passe à 9,2%. Par ailleurs, si le contrôle des filiales en Mauricie s'exerçait dans une proportion de 73,3% à partir de Montréal, dans l'étude de Klein le pourcentage n'est plus que de 27,4%. Si Klein a pu parler de domination extérieure pour l'Est du Québec, que dire alors de la Mauricie? Par ailleurs, devant cette opposition entre l'Est du Québec et la Mauricie on ne peut s'empêcher de trouver des analogies avec les données recueillies par Michael Ray (1971) il y a quelques années à propos de la localisation des filiales américaines au Canada. L'intensité du contrôle variait avec l'importance du centre où étaient situés les sièges sociaux, mais également avec la distance. A une autre échelle, il semble donc que nous soyons en présence

du même phénomène. Quoiqu'il en soit, un fait demeure, c'est la faiblesse de l'entrepreneurship local, reliée selon toute vraisemblance à la juxtaposition dans la région de grandes entreprises qui auraient inhibé son développement.

Autres facteurs

Concernant les éléments du blocage industriel de la région, deux facteurs ont souvent été mis de l'avant tant en Mauricie qu'à l'extérieur, à savoir la nationalisation de l'électricité en 1963 et les difficiles relations patronales-ouvrières qui ont eu cours pendant plusieurs années en Mauricie, particulièrement au cours des années 50 (figure 23). Il nous apparaît important de nuancer ces affirmations.

Voyons tout d'abord le cas de la nationalisation. Un des arguments les plus souvent avancés par les groupes d'industriels dont les établissements sont situés dans des régions productrices d'électricité⁽¹⁰⁾ concerne le fait qu'après la nationalisation, les taux consentis aux industries grandes consommatrices d'énergie électrique ont continué de s'accroître à un rythme jugé "effarant" depuis 1949 sans que la nationalisation soit venue y changer quoi que ce soit. Ces fortes augmentations auraient empêché l'expansion des industries en place et auraient nui à de nouvelles implantations industrielles. L'argument apparaît pour le moins fallacieux. En effet, en l'absence de nationalisation, les taux auraient très vraisemblablement continué leur progression. Déjà, depuis 1949 la tendance était très nettement à la hausse et on ne voit pas pourquoi après 1962 ils auraient connu

une régression alors que le groupe de la SWP misait justement sur les revenus tirés de l'hydro-électricité pour développer la pétro-chimie à Montréal. Par ailleurs une étude comparative des prix de l'électricité pratiqués par les fournisseurs les plus importants en Europe, en Amérique du Nord, en Australie et en Afrique du Sud indiquait que sur les 43 plus importants fournisseurs d'électricité, l'Hydro-Québec se classait au troisième rang, immédiatement après Manitoba-Hydro et British Columbia Hydro, avec une différence minime n'excédant pas 0.13¢ par rapport au taux le plus bas⁽¹¹⁾. Pour les utilisateurs de très grande puissance, les comparaisons établies avec d'autres fournisseurs tant au Canada qu'aux Etats-Unis placent encore une fois Hydro-Québec aux premiers rangs, donc dans une position très compétitive (Maréchal, 1975, p. 34-35). A la lumière de ces données l'argument des taux élevés ne résiste pas à l'analyse.

On a également déploré qu'avec la nationalisation de la Shawinigan Water and Power, la Mauricie perdait un "service d'expansion industrielle" fort important. On sait en effet que la Shawinigan Water and Power a joué un rôle majeur dans l'avènement des grandes implantations industrielles survenues en Mauricie pendant la première moitié du XXe siècle. Les conséquences de la "perte" de ce service ont sans doute été exagérées. A partir des années 60, le potentiel du Saint-Maurice est à peu près complètement aménagé et la Shawinigan ne dispose guère de surplus. Elle doit même acheter certaines quantités d'électricité pour répondre à la demande de ses clients. Elle n'avait donc plus tellement d'intérêt à attirer en Mauricie des entreprises fortes consommatrices d'énergie. D'autant plus qu'avec le développement de la technologie du transport de l'électricité la proximité des centrales n'était plus un facteur aussi contraignant.

La question des relations patronales-ouvrières pour sa part apparaît un peu plus complexe et il serait tout-à-fait irréaliste de prétendre que les difficultés rencontrées dans les relations de travail dans le passé, notamment à Shawinigan, n'ont eu aucun impact négatif. Toutefois, elles n'ont certes pas eu comme effet direct le déplacement des productions ou la fermeture d'usines comme on l'a souvent laissé entendre. Une analyse détaillée des conflits de travail survenus à Shawinigan entre 1950 et 1964 (Brouillette, 1971, p. 94-113), période et lieu où les conflits ont été les plus intenses, révèle en effet que si au début des années 50, les revendications des travailleurs allaient dans le sens d'une meilleure rémunération, d'ailleurs justifiée, de la force de travail, à la fin des années 50 et au début des années 60 les combats menés par les unions ouvrières visaient essentiellement la sauvegarde des emplois face à l'évolution de la technologie. D'autre part, l'examen de la stratégie des grandes firmes auquel nous avons procédé dans les chapitres précédents, confirme bien que le facteur "main-d'oeuvre locale" avait bien peu à voir dans les décisions d'expansion extrarégionale.

Les nombreux conflits de travail ne sont pas passés inaperçus. La Mauricie à partir des années 60 a acquis la réputation d'une région industrielle où les unions ouvrières étaient dynamiques, vigoureuses. En ce sens, cette réputation a pu éloigner des investisseurs éventuels, en particulier les entreprises à fort coefficient de main-d'oeuvre. Et cette réputation, semble-t-il, perdure de nos jours⁽¹²⁾, malgré des relations patronales-ouvrières considérées comme tout à fait normales par la plupart des chefs d'entreprises de la région aujourd'hui. En fin de compte,

il faut bien admettre que les relations patronales-ouvrières en Mauricie, tout comme la nationalisation de l'électricité, ne sont certes pas les facteurs prédominants du blocage que connaît la région dans son développement industriel.

CONCLUSION

Au cours du vingtième siècle, des changements importants sont survenus dans l'espace industriel québécois. Le développement de la technologie au tournant du siècle, notamment dans le secteur de l'hydro-électricité, qui fournit à l'industrie une nouvelle source d'énergie à des coûts très avantageux et qui rend possible de nouveaux procédés de transformation, a permis l'essor de groupes industriels nouveaux: pâtes et papiers, électro-chimie, électro-métallurgie, etc... qui ont modifié considérablement la structure industrielle du Québec. Ces mêmes groupes ont également entraîné l'étalement de l'assiette spatiale de l'industrie manufacturière. Ces régions nouvelles, telles le Saguenay, l'Outaouais ou la Mauricie, en sont venues assez rapidement à accaparer une part de plus en plus grande des productions manufacturières réalisées au Québec. Ce faisant, elles s'urbanisaient rapidement et contribuaient ainsi à accélérer le vaste mouvement d'urbanisation de la province. Cependant, après les années 50, on assiste à un ralentissement économique marqué de ces régions qui s'étaient affirmées au cours de la première moitié du siècle comme des leaders de la croissance dans l'hinterland, alors que d'autres régions jusque là essentiellement rurales, connaissent un certain développement industriel.

Parallèlement à la restructuration de l'espace industriel québécois qui s'amorce à partir des années 60, on assiste, à l'échelle mondiale, à de nouvelles tendances des localisations industrielles. Avec, entre autres, le développement de la technologie des transports dans l'après-guerre, l'espace industriel de la firme s'est élargi à l'échelle internationale, suivant en cela le mouvement d'internationalisation de l'accumulation du capital amorcé bien auparavant. Deux tendances apparaissent alors nettement: d'une part, dans les pays développés, une "métropolisation" du secteur secondaire dans ses activités de fabrication et d'"intégration" (integrative activities), et d'autre part, le glissement des opérations de routines et des activités de transformation vers les régions périphériques, notamment vers les pays en voie de développement. Dans ce réaménagement des conditions de la localisation industrielle, le proche hinterland des pays développés n'apparaît guère favorisé. Affecté de coût de main-d'oeuvre guère inférieurs à ceux que connaissent les grandes zones métropolitaines, ne pouvant offrir aux investisseurs toute la gamme des externalités des villes millionnaires, sa croissance repose donc, dans une très large mesure, sur l'exploitation et la transformation de ressources primaires avec toutes les incertitudes que cela comporte à long terme.

La région de la Mauricie, malgré sa taille restreinte, nous fournit un terrain d'étude assez exceptionnel pour saisir dans le détail les processus et les mécanismes qui sont à la source des transformations que connaît le proche hinterland des pays industrialisés. L'intérêt de cette région est d'autant plus grand que son développement industriel s'amorce

véritablement avec le vingtième siècle. Il est donc contemporain de l'étalement spatial de l'industrie manufacturière québécoise qui est réalisé en majeure partie grâce aux industries à forte consommation énergétique attirées au Québec par les ressources du Bouclier (forêts, hydro-électricité, mines).

A travers la croissance des grandes entreprises mauriciennes, on assiste à l'essor d'une nouvelle région industrielle, symbole du développement d'un Québec moderne, qui culminera à la fin des années 50, alors que le nombre d'emplois industriels atteint un sommet tout juste égalé en 1974. Après 1957, la Mauricie perd ce caractère de leader qu'on lui connaissait auparavant et entre dans une période de stagnation, voire de déclin pour certaines agglomérations, qui s'est poursuivie jusqu'à nos jours.

Suite au déclin de centres, tels Shawinigan et Louiseville (carte 17), on assiste à un déplacement graduel du centre de gravité industriel régional vers le sud alors qu'un nouveau centre de production se développe lentement à Bécancour. Mais ce déplacement vers le sud, donc vers la capitale régionale et la possibilité de bénéficier de certaines externalités, ne doit pas être perçu comme une orientation des productions vers un produit plus fini, ce à quoi on pouvait s'attendre alors que la tendance va dans le sens d'une concentration des activités de "fabrication" et d'"intégration" dans les grands centres urbains. Le Trois-Rivières métropolitain n'a sans doute pas atteint le seuil de population nécessaire. En réalité, les productions réalisées à Bécancour et celles qui le seront

à l'avenir, prolongent une longue tradition mauricienne de spécialisation dans les produits de base. Mais le prolongement de cette orientation passe par une meilleure intégration des nouveaux établissements manufacturiers aux grands réseaux de transport internationaux. En ce sens, le Saint-Maurice, épine dorsale du développement industriel de la région, cède sa place à cette grande voie d'eau que constitue le Saint-Laurent, en bordure duquel Bécancour est situé.

Quelles ont été les conditions de ces transformations radicales que connaît l'espace industriel mauricien et plus généralement le proche hinterland québécois? Pourquoi les brillantes décennies de la première moitié du vingtième siècle ont-elles donné suite à deux décennies d'inquiétude marquées par la stagnation et le déclin de groupes industriels importants? Quelles sont les stratégies, les processus, les mécanismes, qui ont entraîné cette situation? Voilà bien la question qui était posée.

A l'examen, on constate que l'essor industriel repose dans un premier temps sur une nouvelle technologie (hydro-électricité, papier, électrochimie...) et sur la nécessité d'un développement à grande échelle pour assurer la rentabilité des installations hydro-électriques. Cette nécessité amène très tôt la Shawinigan Water and Power à adopter une stratégie d'intégration horizontale. Elle attire en région des clients à grande consommation d'énergie (aluminium, papier, textile...), développe elle-même de nombreuses filiales fortes consommatrices d'électricité pour écouler les grandes quantités d'énergie dont elle dispose. Les entreprises attirées dans la région ont également adopté dans l'ensemble une stratégie

d'intégration horizontale qui s'est traduite par de fortes augmentations des capacités de productions de la Mauricie jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre.

A partir de la fin des années 30, par contre, on assiste à une modification graduelle de la stratégie des grands groupes industriels régionaux. Alors que dans le passé on avait privilégié l'intégration horizontale, en se concentrant sur les produits de base, on s'oriente dorénavant vers une plus grande intégration verticale de la production à l'aval, donc vers le produit fini, tout en poursuivant l'intégration horizontale. Certes, dans certains cas, cette nouvelle stratégie a peut-être assuré des débouchés fermes aux produits des établissements de certains groupes régionaux, mais elle n'a guère permis le prolongement d'une croissance régionale que l'on s'était habitué à considérer comme allant de soi. En effet, dans cette nouvelle stratégie, l'essentiel des investissements réalisés par les entreprises régionales l'a été hors région, tant à Montréal, dans l'Ouest canadien qu'à l'étranger. Dans ce processus de déplacement du capital, la très forte dépendance de l'économie mauricienne de centres de décision extérieurs à la région prend tout son relief. Si elle est passée plus facilement inaperçue en période de forte croissance, bien que tout aussi réelle, elle devient maintenant très apparente en période de déclin.

Concrètement, en Mauricie, l'explication des pertes d'emplois fait appel à plusieurs processus et mécanismes de déclin décrits récemment tant par Meegan et Massey que par Bluestone et Harrison. Tout d'abord

la rationalisation, définie comme étant une réduction de la capacité totale de production ou au pire la fermeture pure et simple de l'usine. C'est un processus que l'on retrouve dans plusieurs secteurs de production en Mauricie. Il est apparent, entre autres, dans le secteur des textiles, mais plus particulièrement dans le secteur chimique où les mises à pied ont été réalisées à l'occasion de la fermeture de "divisions" entières. Mais dans le même temps, l'entreprise effectuait des investissements forts importants hors région dans la pétro-chimie, et ce cas peut être assimilé aux pertes d'emplois reliés au changement technologique (Investment and technical change de Massey et Meegan), d'autant plus que les emplois dans les nouvelles usines pétro-chimiques de Varennes et de Montréal-Est n'ont pas été aussi nombreux que ceux perdus dans la région. Quant à la réaffectation des profits tirés des établissements manufacturiers régionaux, dont parlent Bluestone et Harrison. il nous semble superflu de s'y arrêter ici. Les très nombreux exemples d'implantations extra-régionales présentés au chapitre IV et V illustrent on ne peut mieux le processus. Enfin, en l'absence de données détaillées, il ne nous est guère possible d'identifier de façon précise, l'importance du processus d'intensification qui est particulièrement prononcé dans plusieurs sous-groupes industriels étudiés par Massey et Meegan, notamment dans l'industrie du vêtement et de la chaussure. Cependant, les données disponibles au niveau des groupes industriels de la région administrative Mauricie-Bois-Francs concernant la variation annuelle de la productivité depuis 1971, nous laisse croire à un processus d'intensification chez la plupart des groupes industriels régionaux. Bref, on retrouve en Mauricie les mêmes processus, les mêmes mécanismes de décroissance et de stagnation qui affectent d'autres groupes

industriels et d'autres régions dans d'autres pays industrialisés. En ce sens, la Mauricie perd son originalité mais y gagne en tant qu'échantillon représentatif du phénomène de restructuration qui affecte l'espace industriel des pays développés.

A la fin de cette étude sur l'espace industriel mauricien, bon nombre de questions demeurent en suspens, la première étant l'avenir industriel de la région et plus généralement du proche hinterland québécois. Sans sombrer dans un pessimisme de mauvais aloi, il faut bien réaliser que la période de croissance industrielle rapide, basée sur l'exploitation des ressources du Bouclier, est bel et bien terminée. La perte d'avantages comparatifs importants et les tendances récentes de la localisation industrielle n'incitent guère à l'optimisme. Tout espoir de relance n'est pas cependant perdu, loin de là. Dans les années à venir, non seulement le coût, mais la disponibilité d'énergie demeureront des facteurs importants de localisations. Grâce aux ressources énergétiques peu dispendieuses, les industries à forte consommation énergétique de la région conservent un taux de productivité plus élevé que leurs concurrents américains. L'arrivée prochaine de l'aluminerie Pêchiney-Ugine-Kuhlman à Bécancour, devrait encore améliorer cette productivité. Par ailleurs, la modernisation du secteur des pâtes et papiers, rendue possible grâce à de généreuses subventions de l'Etat, permet d'entrevoir une consolidation de ce secteur et le maintien du volume de l'emploi à son niveau actuel, et même un certain accroissement, avec la reprise qui s'annonce. Etant donné l'importance de ces deux groupes industriels dans la région, on peut espérer, à tout le moins, une certaine stabilité.

Un autre signe d'espoir réside dans l'apparition d'une concertation de plus en plus grande des agents économiques régionaux et dans l'émergence d'un nouvel entrepreneurship, conscient que le développement ne viendra probablement plus de l'extérieur. Le développement de l'industrialisation en milieu rural, dont rendait compte sommairement les dernières cartes de la croissance industrielle dans le proche hinterland (chapitre II), va probablement dans ce sens. Il y a là un sujet à examiner de plus près. Enfin, et c'est un aspect que nous avons délibérément écarté dans cette étude, le rôle qu'a joué la grande industrie dans le façonnement des espaces urbains en Mauricie n'a guère été touché jusqu'à ce jour. Sans une étude approfondie de ce sujet, toute étude de géographie globale de la Mauricie, demeurera bien incomplète.

NOTES

CHAPITRE I

1. Beaucoup d'auteurs, particulièrement les auteurs anglophones, n'établissent pas de distinction entre "modèles" et "théories". Or cela entraîne nécessairement des ambiguïtés. Modèles et théories ne sont pas de même calibre, les premiers étant forcément réducteurs. Bien que conscient de cette ambiguïté potentielle, nous n'avons pas tenu compte de cette distinction ici, préférant mettre l'accent sur les modèles et théories orientés vers la croissance versus ceux pouvant servir à expliquer la décroissance.
2. Le concept d'activités "résidentielles" rejoint celui de "non-basic" de Hoyt.
3. Voir notamment J.M. Gilmour (1966) "The Joint Anarchy of "Confidentiality" and Definitional Change". Canadien Geographer, 10 (1): 40-48.
4. J. Paelinck, "Systématisation de la théorie du développement régional polarisé". Cahiers de l'I.S.E.A., F-15, cité dans Lipietz (1977, p. 123).
5. Le souligné est de nous.
6. H. Bartoli, cité dans Saint-Germain (1973, p. 16).

CHAPITRE II

1. Les données statistiques utilisées dans cette section sont tirées de la thèse de Marc Vallières (1974): Les industries manufacturières du Québec 1900-1959.
2. Les limites des régions administratives du Québec ne concordent pas parfaitement avec celles des comtés de recensement. Des portions minimales de certains comtés vont à la région administrative limitrophe. Nous n'avons pas tenu compte de ces "anomalies" dans la compilation des données. Il n'a pas été tenu compte également des changements de définition qui surviennent en cours de période notamment à celle de l'emploi manufacturier, toutes les régions étant également affectées par ces changements de définition. Enfin, les

données pour 1976 sont tirées de Jean Larrivée (1982), Statistiques des industries manufacturières par division de recensement et par région de recensement (1946-1976).

3. La répartition est faite par comté de recensement.
4. Pour des raisons de commodité et de disponibilité des données statistiques, la Mauricie est ici assimilée aux cinq comtés suivants: Saint-Maurice, Champlain, Maskinongé, Nicolet et Yamaska. Ce regroupement correspond grosso modo à une des deux sous-régions de la région administrative de Trois-Rivières (04). L'intégration de Yamaska et de Nicolet à la Mauricie peut paraître surprenante à première vue, en particulier pour les premières décennies de la période. Cependant, en fin de période, l'intégration de ces comtés à la zone d'influence de Trois-Rivières est telle que nous ne pouvions les exclure. De façon à conserver un territoire uniforme tout au long de la période étudiée, nous avons conservé les cinq comtés de 1900 à 1975.

CHAPITRE III

1. Ce serait à Mgr Albert Tessier, écrivain et cinéaste que l'on devrait cette appellation. Jusqu'aux débuts des années 40, on parlait toujours de la vallée du Saint-Maurice. Or la région déborde le cadre étroit de la vallée, particulièrement dans sa partie méridionale, là où l'agglomération trifluvienne a étendu son influence jusqu'aux limites des comtés de Joliette à l'Ouest, de Portneuf à l'Est. Sur la rive sud, les comtés de Nicolet et Yamaska se rattachent essentiellement à Trois-Rivières. Voir à ce sujet A. Séguin (1982).
2. Au recensement de 1901, est considérée comme "urbaine" la population vivant dans les villes et villages constitués, indépendamment de la taille de ceux-ci.
3. En 1901 et 1911, les énumérateurs étaient tenus de garder secrètes les informations recueillies sur les établissements. C'est pourquoi, "... dans le cas où il y avait moins de trois établissements d'une même espèce d'industries pour un district, une province ou le Canada, ils ont été compilés sous le titre général de "Autres industries" (Recensement du Canada, 1901, vol. 3, p VII).
4. Il s'agit de la Compagnie canadienne des conduits, propriété d'un ingénieur belge, De La Vallée Poussin (Lanthier et Gamelin, p. 356).
5. Les données qui suivent relatives à la Laurentide Co. proviennent essentiellement de J. Niosi, 1975.
6. Journal de Trois-Rivières, 15 juin 1882.
7. Il s'agit de Hiram K. Joslin, ingénieur, John S. McLachlan, marchand, Albert A. Ayer et John McKergow, fromagers (L. Dion, 1981, p. 36).

8. Beckles Wilson cité dans W.F. Ryan (1966) p. 62. Lorsqu'il a visité Grand'Mère en 1912, Wilson a comparé la partie anglaise de la ville à un village du Surrey.
9. Les informations concernant les établissements industriels dans ces municipalités nous ont été fournies par Pierre Lanthier, historien du Goupe de recherche sur la Mauricie de l'U.Q.T.R.
10. Intégré au Canadien Pacifique en 1885 (Linteau, Durocher et Robert, 1979, p. 99).
11. Cité dans UREN, 1949, p. 61.

CHAPITRE IV

1. Le recensement de 1911 cependant n'accorde que 1 153 employés à Shawinigan en 1910.
2. A moins d'indication contraire, les renseignements présentés dans ce chapitre concernant les aspects structurels des entreprises ainsi que ceux touchant à la production proviennent essentiellement de Lanthier et Gamelin, 1982.
3. Cette compagnie change de dénomination en 1922 et devient la Canadian Carborandum Co. nom sous lequel elle est connue aujourd'hui.
4. Voir à ce sujet: N, Bropillette (1971), Le déclin industriel de Shawinigan; ses conséquences sur l'organisation de la vie urbaine, pp. 94-113.

CHAPITRE V

1. A moins d'indication contraire, la valeur des expéditions est exprimée en dollars constants de 1971.
2. En 1963, la Shawinigan Chemicals s'est associée avec la British American Oil pour former la Shawinigan Industries Ltée et gérer les usines non touchées par la nationalisation de la Shawinigan Water and Power. En 1966, la Shawinigan Chemicals est devenue une filiale à 66% de la British American Oil Co. Ltd. Cette dernière prend le contrôle total des actions de la Shawinigan Chemicals en 1968 et l'année suivante, la British American Oil Co. devient la Gulf Oil Canada Co.
3. Gulf, rapport annuel de 1969.
4. Les installations de la Gulf ont été rachetées par un groupe d'hommes d'affaires de la région grâce à des subventions extrêmement généreuses des gouvernements provincial et fédéral. De leur côté, les anciens

employés de Gulf se sont vus forcés de signer un nouveau contrat de travail passablement moins avantageux (baisse de salaire, semaine de travail plus longue, etc...). Le rachat des équipements de la Gulf et la poursuite des opérations, sur une base restreinte, étaient conditionnelles à la signature d'une telle convention collective.

5. Voir à ce sujet N. Brouillette (1971), Le déclin industriel de Shawinigan... pp. 120-125.
6. Entre 1959 et 1976.
7. La Presse (29 janvier 1983). "Alcan est prête à la relance", P. A-10.
8. Depuis avril 1971, ce programme touche tout le Québec et la majeure partie du Canada méridional. La Mauricie, à partir de cette date, n'est donc pas plus favorisée que la région de Montréal par exemple, par ce programme.
9. Concernant l'historique du Parc Industriel du Centre du Québec, on se rapportera avec profit au mémoire de Jean Baril (1981) L'intervention de l'Etat dans le développement régional du Québec et le cas du Parc industriel du Centre du Québec à Bécancour. Mémoire de recherche en Aménagement du territoire et développement régional (ATDR). Ecole des gradués, Université Laval, 180 p.
10. Baril Jean (1981): p 143-155.

CHAPITRE VI

1. Les résultats de cette enquête ont été publiés dans les Cahiers de Géographie du Québec (26) 67, avril 82, 65-87.

CHAPITRE VII

1. L'ajustement de la tendance a été effectué à l'aide du calcul de la régression linéaire par la méthode des moindres carrés; l'équation est du type $y = mx + b$.
2. Au sens de groupe industriel tel que défini par Statistique Canada tel Pâtes et Papiers et non pas groupe au sens de groupe financier oeuvrant dans le secteur industriel tel Consolidated-Bathurst.
3. Indice comparé des prix (1971=100)

Année	1971	1980
Niveau général des prix	100	221,3
Transports	100	254,5
Energie	100	290,5
Pâtes et papiers	100	229,5

(Statistique Canada et Industrial Surveys)

4. Taux de productivité

Année	1971	1978
MBR	9,79	26,50
Québec	8,75	21,82
Canada	9,24	22,04
Etats-Unis	11,41	29,05

Coûts unitaires de main-d'oeuvre

Année	1971	1978
MBR	0,41	0,31
Québec	0,42	0,36
Canada	0,41	0,36
Etats-Unis	0,34	0,28

Le concept de coût unitaire de main-d'oeuvre ici utilisé fait référence au rapport de la rémunération horaire sur la valeur ajoutée par heure/homme. Il s'agit donc du coût monétaire (en dollars) de main-d'oeuvre pour chaque dollar de la valeur ajoutée, c'est-à-dire d'un indice tenant compte des salaires et du rendement des industries.

(Sources: P.A. Julien et alii (1983) Sommet économique de la région 04: Etat de la situation).

5. A l'époque, le site de Shawinigan était considéré comme "un des sites naturels les plus favorables dans le monde pour un développement hydro-électrique". (Canadian Electric News, mars 1899, cité dans Uren, P.U. (1949:61)).
6. Voir à ce sujet: Brouillette, Normand (1971): 94-113.
7. C. Manzagol (1980) préfère l'expression "coeur-enveloppe" jugeant que le couple centre-périphérie est trop identifié à l'analyse marxiste qu'il trouve bien contraignante pour les réalités spatiales.
8. On n'a pas distingué ici filiale de succursale.
9. Une étude spéciale effectuée récemment pour le compte du Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme du Québec révèle que les établissements manufacturiers ayant entre 1 et 9 employés ont crû beaucoup plus rapidement que les entreprises plus grandes. Ces établissements ont généré beaucoup plus d'emplois (croissance annuelle moyenne de plus de 6%) que les moyennes ou grandes firmes (croissance de moins de 2% ou négative) dans la région Mauricie-Bois-Francs.
(P.A. Julien et alii (1983) p. 113).
10. Voir notamment: Commission à l'Expansion Economique du Grand Shawinigan (1971, avril). Mémoire sur la politique tarifaire de l'Hydro-Québec quant à ses clients industriels. Texte dactylographié, 40 p.; texte présenté au Premier ministre du Québec le 1er avril 1971

11. Les comparaisons ont été établies sur la base d'utilisateurs d'énergie ayant une puissance de 1 000 KW, et une consommation de 450 000 KWH mensuels. L'utilisateur possède ses transformateurs. L'étude comparative a été établie par National Utility Service de New-York en mars 1975.
12. Voir à ce sujet Jean Blouin (1981). Etes-vous sur la "black list"? L'Actualité, juin: 51-57.
13. Gouvernement du Québec (1977). Etude des problèmes de rentabilité des pâtes et papiers du Québec.

BIBLIOGRAPHIE

AMIN, Samir (1963) Le Développement inégal, essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique. Paris, Les Ed. de Minuit, 365 p.

AMIN, Samir (1979) Le développement inégal et la question nationale. L'homme et la société, janvier-décembre.

ARCHIBALD, B. (1971) Atlantic Regional Underdevelopment and Socialism. In Essays on the Left. Toronto, Mc Clelland and Stewart: 102-120.

AYDALOT, Philippe (1976) Dynamique spatiale et développement inégal. Paris, Economica, 336 p.

BARIL, Jean (1981) L'intervention de l'Etat dans le développement régional au Québec et le cas du Parc industriel du Centre du Québec à Bécancour. Mémoire de recherche en Aménagement du territoire et développement régional (ATDR). Ecole des gradués, Université Laval, 180 p.

BARRÈRE, A. (1966) Tiers-Monde et développement. Recherche sociale. Paris, no 7, septembre-octobre, 71 p.

BATER, James et David F. WALKER (1970) Further Comments on Industrial Location and Linkage. Area, 4: 59-63.

BEAUREGARD, L. (1952) "Shawinigan, coeur industriel de la Mauricie". Technique, 27 (4): 233-242.

BELL, Daniel (1974) The Coming of Post-Industrial Society. London, Heineman.

BELLEAU, Jacques (1979) L'industrialisation de Trois-Rivières (1905-1925). Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, thèse de maîtrise en Etudes québécoises, non-publiée, 97 p. (plus annexes).

BERTRAM, G.W. (1963) Economic Growth in Canadian Industry, 1870-1915: The Staple Model and the Take-off Hypothesis. The Canadian Journal of Economics and Political Science, 29: 159-185.

BLANCHARD, Raoul (1947) Le Centre du Canada français. Montréal, Beauchemin, 577 p.

- BLANCHARD, Raoul (1950) La Mauricie. Trois-Rivières, Bien Public, Coll. "L'Histoire Régionale", no 3, 159 p.
- BLANCHARD, Raoul (1954) L'Ouest du Canada Français. Montréal, Beauchemin, 334 p.
- BLANCHARD, Raoul (1960) Le Canada français. Montréal, Librairie A. Fayard, 314 p.
- BLAUER, Rosalind (1967) "General Description of Manufacturing in Québec" Québec: Ministère de l'Industrie et du Commerce, Bureau de la Statistique. Annuaire du Québec 1966-67, Québec, p. 654-664.
- BLAY, Claudine (1981) Les pâtes et papiers au Québec, la prochaine décennie? Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, thèse de maîtrise en science des pâtes et papiers, 144 p. non publiée.
- BLOUIN, Jean (1981) Etes-vous sur la "black list"? L'Actualité, juin: 51-57
- BLUESTONE, Barry and Benneth HARRISON (1982) The Deindustrialization of America. New-York, Basic Books Inc. Publishers, 350 p.
- BOISVERT, Jean-Jacques (1951) Shawinigan: étude de géographie urbaine. Montréal, Département de géographie, Université de Montréal, thèse de maîtrise non publiée. 97 p.
- BOUCHER, Thomas (1952) Mauricie d'autrefois. Trois-Rivières, Bien Public, Coll. L'Histoire Régionale, no 11, 207 p.
- BOUDEVILLE, J.R. (1957) Contribution à l'étude des pôles de croissance brésiliens. Cahiers de l'Institut de Science Appliquée, Série F, 10, 71 p.
- BRADBURY, J.H. (1979) Towards an Alternative Theory of Resource-Based Town Development in Canada. Economic Geography, 55 (2): 147-166.
- BROOKS, S. James M. GILMOUR et K. MURRICANE (1973) The Spatial Linkages of Manufacturing in Montreal and its Surroundings. Cahiers de Géographie de Québec, 17 (40): 107-122.
- BROUILLETTE, Normand (1966) Changements récents dans l'organisation de l'espace urbain de Nicolet (1955-1965). Québec, Département de géographie, Université Laval, Mémoire de licence non-publié, 75 p.
- BROUILLETTE, Normand (1971) Le déclin industriel de Shawinigan: ses conséquences sur l'organisation de la vie urbaine. Québec, Département de géographie, Université Laval, Thèse de maîtrise non-publiée, 230 p.
- BROUILLETTE, Normand (1974) L'industrie manufacturière du Québec: développement et tendances récentes. Le Géographe Canadien, 18 (1): 26-38.

- BROUILLETTE, Normand (1981) Les liaisons interindustrielles de la région Mauricie-Bois-Francs. Notes et documents de la section de géographie, no 3, Université du Québec à Trois-Rivières, 57 p.
- BROUILLETTE, Normand (1982) Les liaisons interindustrielles de la région Mauricie-Bois-Francs (région 04). Cahiers de Géographie du Québec, 26 (67): 65-87.
- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (1962) Chômage et évolution des structures. Genève, BIT, 245 p.
- BURLEY, T.M. (1962) Industrial Expansion in the Federal District, Mexico. Geography, 47 (2): 184-185.
- CAIRNCROSS, A.K. (1962) The Stages of Economic Growth. In Factors in Economic Development by Cairncross, London, Allen and Unwin Ltd: 131-144.
- CARELESS, J.M. (1954) Frontierism. Metropolitanism and Canadian History. Canadian Historical Review, 25 (1): 1.-21.
- CHENERY, H.B. and P.G. CLARK (1959) Interindustry Economics. New-York, John Wiley and Sons Inc., 345 p.
- CHINITZ, B (1961) Contrasts in Agglomeration: New York and Pittsburg. American Economic Review, 51 (2): 279-289.
- CHORLEY, R.J. and P. HAGGETT, ed.(1967) Models in Geography. London, Methuen, 816 p.
- COLLINS, L. and D.F. WALKER, ed. (1975) Locational Dynamics of Manufacturing Activity. London, John Wiley and Sons, 402 p.
- COMMISSION DE L'EXPANSION ECONOMIQUE DU GRAND SHAWINIGAN (1971) Mémoire sur la politique tarifaire de l'Hydro-Québec quant à ses clients industriels. Shawinigan, 40 p. Texte présenté au Premier ministre du Québec le 1er avril 1971.
- COTÉ, S., B. LÉVESQUE et J.L. KLEIN (1982) Industrie manufacturière et développement inégal des régions du Québec. Cahiers du GRIDEQ, no 9, Université du Québec à Rimouski, 127 p.
- DALES, John H. (1957) Hydroelectricity and Industrial Development. Québec 1898-1940. Cambridge, Harvard University Press, 269 p.
- DAVIS, A.H. (1971) Canadian Society and History as Hinterland versus Metropolies. In Canadian Society: Pluralism Change and Conflict, Prentice-Hall Inc., 6-32.
- DESHAIES, Laurent (1982) Esquisse d'une géographie minière du Québec. Notes et Documents de la section de géographie, no 5, Département des Sciences humaines, Université du Québec à Trois-Rivières, 61 p.

- DION, Alain (1981) L'industrie des pâtes et papiers en Mauricie: 1887-1929. Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, thèse de maîtrise en Etudes québécoise, non-publiée, 201 p.
- EMMANUEL, A. (1969) L'échange inégal: essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux. Paris, Maspéro, 368 p.
- FIELD, N.C. and KERR D.P. (1968) Geographical Aspects of Industrial Growth in the Metropolitan Toronto Region. Toronto, Government of Ontario, Regional Development Branch, Department of Treasury and Economics, 97 p.
- FOWKE, V.C. (1957) The National Policy and the Wheat Economy. Toronto, University of Toronto Press.
- FRANK, A.G. (1972) Le développement du sous-développement: l'Amérique latine. Paris, François Maspéro, 2e ed. 399 p.
- FRÉCHETTE, P. et Alii (1975) L'économie du Québec. Montréal, Ed. H.R.W., 436 p.
- GACHELIN, Charles (1977) La localisation des industries. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. Le Géographe, 204 p.
- GAGNON, Alain (1977) Le modèle centre-périphérie appliqué à l'Est du Québec. Les Cahiers du GRIDEQ, no 6, Université du Québec à Rimouski, 154 p.
- GERVAIS, Gaëtan (1978) L'expansion du réseau ferroviaire québécois (1875-1885). Ottawa, Département d'Histoire, thèse de doctorat (Ph.D.) 538 p.
- GILMOUR, James M. (1966) The Joint Anarchy of "Confidentiality" and Definitional Change. Le Géographe Canadien, 10 (1): 40-48.
- GILMOUR, James M. (1972) Spatial Evolution of Manufacturing: Southern Ontario 1851-1891. Toronto, University of Toronto Press, 214 p.
- GILMOUR, James M. and Kenneth Murrice (1973) Structural Divergence in Canada's Manufacturing Belt. Le Géographe Canadien, 17 (1): 1-18.
- GILMOUR, James (1974) External Economics of Scale, Inter-Industrial Linkages and Decision-Making in Manufacturing. In F.E. Ian HAMILTON, Spatial Perspectives on Industrial Organization and Decision-Making. London, John Wiley and Sons, 533 p.
- GILMOUR, James M. and Kenneth MURRICANE (1975) Industrial Type and Dependence on the Montreal Economy. Cahiers de Géographie de Québec, 19 (47): 353-360.
- GIRARD, Jacques (1960) "Les industries de transformation de la province de Québec (1841-1914)". Revue canadienne de géographie, 14 (1): 63-66.
- GIRARD, Jacques (1970) Géographie de l'industrie manufacturière du Québec. Québec, Ministère de l'Industrie et du commerce, Direction générale de l'économie industrielle, vol. 1, 345 p.

- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (1977) Etude des problèmes de rentabilité de l'industrie des pâtes et papiers du Québec. Québec, Commission permanente des richesses naturelles et des terres et forêts, 53 p.
- HAMELIN, Jean et Yves ROBY (1971) Histoire économique du Québec 1851-1896. Fides, Montréal, 436 p.
- HAMELIN, Louis-E. (1969) Le Canada. Paris, Presses universitaires de France, Coll. Magellan, 300 p.
- HAMILTON, I.F. éd. (1974) Spatial Perspectives on Industrial Organization and Decision-Making. London, John Wiley and Sons, 533 p.
- HARDY, René, A. GAMELIN et C. ROUSSEAU (1979) La Mauricie et les Bois-Francs, chronologie: 1850-1950. Trois-Rivières, Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières, 151 p.
- HARRIS, B. (1950) Urbanization Policy in India. Papers and Proceedings of Regional Science Association. 5: 181-203.
- HENRIPIN, Jacques (1955) "Les divisions de recensement au Canada de 1871 à 1951 (Méthode permettant d'en uniformiser les territoires)". L'Actualité économique, 30 (4): 633-659 et 31 (1): 102-127.
- HIRSCHMAN, Albert O. (1958) The Strategy of Economic Development. New Haven, Yale University Press.
- HOGUE, Clarence, André BOLDUC et Daniel LAROUCHE (1979) Québec, un siècle d'électricité. Montréal, Libre Expression, 406 p.
- HOYLE, B.S. (1963) The Economic Expansion of Jinja, Uganda. Geographical Review, 53 (3): 377-388.
- HUTCHESON, John (1978) Dominance and Dependency: Liberalism and National Politics in the North Atlantic Triangle. Toronto, Mc Clelland and Stewart Ltd., 182 p.
- ISARD W. and R. KUENNE (1953) The Impact of Steel Upon the Greater New-York-Philadelphia Industrial Region: A Study in Agglomeration Projection. Review of Economics and Statistics, 35: 389-301.
- JAMES, P.E. (1959) Latin America. London, Methuen, 942 p.
- JULIEN, P.A. et Alii (1983) Sommet économique région 04/ (Mauricie-Bois-Francs): Etat de la situation. Trois-Rivières, Secrétariat de la Conférence administrative, 188 p.
- KARASKA, Gerald J. (1969) Manufacturing Linkages in the Philadelphia Economy: some evidence of external agglomeration forces. Geographical Analysis, 1 (4): 354-369.
- KEEBLE, D.E. (1967) Models of Economic Development. In R.J. Chorley and P. Haggett (Eds.), Models in Geography. London, Methuen, 816 p.

- KEYFITZ, Nathan (1950) "The Growth of the Canadian Population" Population Studies, 4 (juin 1950): 47-63.
- KLEIN, Juan-Luis (1980) Formation et partage de l'espace régional: le coût de travail et le déploiement de l'industrie dans la région de Québec. Cahiers de géographie du Québec, 24 (63): 429-446.
- KLEIN, J.L. (1982) Les faiblesses industrielles d'une région périphérique. Introduction à la géographie industrielle de l'Est du Québec. Cahiers du GRIDEQ (Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec), 9: 5-37.
- KLEIN, L.R. (1961) A Model of Japanese Economic Growth. Econometrica, 29 (3): 277-292.
- KLIMASEWSKI, Theodore (1978) Corporate Dominance of Manufacturing, Appalachia. Geographical Review, 68 (1): 94-102.
- LACROIX, J.L. (1964) Les pôles de développement industriel au Congo. Cahiers économiques et sociaux. Institut de recherches économiques et sociales, Université de Louvain, 11 (1): 146-191.
- LANTHIER, Pierre et Alain GAMELIN (1981) L'industrialisation de la Mauricie: dossier statistique et chronologique: 1870-1975. Trois-Rivières, Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières, Cahier no 6, 489 p.
- LANTHIER Pierre (1983) Stratégies industrielles et développement régional: le cas de la Mauricie au vingtième siècle. Trois-Rivières, Groupe de recherche sur la Mauricie, Université du Québec à Trois-Rivières, 26 p. (mimeo). Recherche inédite.
- LARRIVÉE, Jean (1982) "Statistiques des industries manufacturières par division de recensement et par région de recensement (1946-1976)" in COTÉ, Serge et alii (1982). Industrie manufacturière et développement inégal des régions du Québec. Cahiers du GRIDEQ, 9 (janvier): 91-124.
- LINTEAU, P.A., R. DUROCHER et J.C. ROBERT (1979) Histoire du Québec contemporain: de la Confédération à la crise (1867-1929). Montréal, Boréal Express, 660 p.
- LETARTE, Jacques (1971) Atlas d'histoire économique et sociale du Québec, 1851-1901. Montréal, Fides, 44 planches.
- LEVITT, K. (1973) La capitulation tranquille: les multinationales - pouvoir politique parallèle? Montréal, Editions de l'Étincelle, 220 p.
- LIPIETZ, Alain (1977) Le capital et son espace. Paris, Maspéro, Coll. économie et socialisme, 167 p.
- LONGVAL, Georges (1960) "Saguenay-Lac-Saint-Jean, étude régionale", Commerce 62 (11): 42-64.

- LUTTRELL, C.B. et C.M. GRAY (1970) Metropolitan Areas Growth. A Test of Export Base Concept. Federal Reserve Bank of St Louis Review, July.
- MANZAGOL, Claude (1974?) s.d. L'industrie des pâtes et papiers au Québec. Paris, Université de Paris I, thèse de 3e cycle (recherche) 342 p.
- MANZAGOL, Claude (1980) Logique de l'espace industriel. Paris, Presses universitaires de France, Coll. Le Géographe, 248 p.
- MARÉCHAL L. (1975) L'énergie au Québec et son influence sur la localisation des entreprises manufacturières. Montréal, Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, direction de la promotion industrielle, texte photocopie, 96 p. (document interne).
- MARKUSEN, A.R. (1977) Class, Rent and the State: Uneven Development in Western Boomtowns. Unpublished Paper: Urban Political Economy Conference, University of California at Santa Cruz.
- MASSEY, Doreen and Richard MEEGAN (1982) The Anatomy of Job Loss. The how, why and where of employment decline. London & New-York, Methuen, 258 p.
- MCCANN, M. éd. (1982) A Geography of Canada, Heartland and Hinterland. Scarborough, Ont. Prentice-Hall Canada Inc., 500 p.
- MENDEL, E. (1973) Capitalism and Regional Disparities. Toronto, New Hogtown Press.
- MYRDAL, G.M. (1957) Economic Theory and Underdeveloped Regions. London, Gerald Duckwoth, 168 p.
- NIOSI, Jorge (1975) La Laurentide (1887-1928): pionnière du papier journal au Canada. Revue d'histoire de l'Amérique française, 29 (3): 375-415.
- NORCLIFFE, G.B. (1975) A Theory of Manufacturing Places. In COLLINS L. and D.F. WALKER, Locational Dynamics of Manufacturing Activity. London, John Wiley and Sons: 19-57.
- NORTH, D.C. (1955) Location Theory and Regional Economics Growth. Journal of Political Economy, 63: 243-258.
- NORTH, D.C. (1961) The Economic Growth of the United States, 1790-1860. Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall.
- OSBORNE, Francine (1983) Alcan investit \$700 millions. La Presse, 29 janvier 1983, p. A-10.
- PÉPIN, Pierre-Yves (1962) Principaux traits socio-économiques de la région Saguenay-Lac-Saint-Jean. Cahiers de géographie de Québec, 7 (13): 57-80.
- PERROUX, F. (1955) Notes sur la notion de pôle de croissance. Economie appliquée, 8: 307-320.

- PERROUX, F. (1969) L'économie du XXe siècle. Paris, Presses Universitaires de France, 3e ed., 764 p.
- PIEDALUE, G. (1976, sept.) Les groupes financiers et la guerre du papier au Canada, 1920-1930. Revue d'Histoire de l'Amérique française, 30 (2): 223-258.
- PRED, A. (1965) Industrialization, Initial Advantage, and American Metropolitan Growth. Geographical Review, 55 (2): 158-185.
- RAY, Michael (1971) Dimension of Canadian Regionalism. Geographical Paper, no 49, Policy Research and Coordination Branch, Department of Energy, Mines and Resources, Ottawa, 59 p.
- RAYNAULD, André (1961) Croissance et structure économiques de la province de Québec. Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce.
- ROSTOW, W.W. (1963) Les étapes de la croissance économique. Paris, Editions du Seuil, 207 p.
- RYAN, William F. (1966) The Clergy and Economic Growth in Québec (1896-1914). Québec, Presses de l'Université Laval, 348 p.
- SAINT-GERMAIN, M. (1973) Une économie à libérer: le Québec analysé dans ses structures économiques. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 471 p.
- SAVARIAS, J. (1975) Le Québec est-il une formation périphérique? Société et Sociologie, 7 (2): 115-127.
- SAVEY, Suzanne (1978) L'industrie de l'aluminium dans le monde: localisation et rôle dans les organisations spatiales. L'information géographique, 42 (3): 119-129.
- SCHMIDT, Charles G. (1972) Spatial Structure of Industrial Linkages and Growth Pole Theory. In W. Peter ADAMS et Frederick M. HELLEINER (Eds.). La géographie internationale 1972. Publié à l'occasion du 22e Congrès international de géographie, Montréal, University of Toronto Press, 589-501.
- SCIENCE COUNCIL OF CANADA (1977) Uncertain Prospects: Canadian Manufacturing Industry, 1971-1977. Ottawa, Minister of Supply and Services Canada, 55 p.
- SÉGUIN, Armand (1982) Evolution des espaces fonctionnels dans la région administravite de Trois-Rivières. Cahiers de Géographie de Québec, 26 (67): 45-64.
- SÉGUIN, Normand (1977) La conquête du sol au 19e siècle. Sillery (Québec), Les Éditions du Boréal Express, 295 p.
- SIMEON, R. (1972) Federal-Provincial Diplomacy: the Making of Recent Policy in Canada. Toronto, University of Toronto Press, 324 p.

- SMILEY, D. (1972) Canada in Question: Federalism in the Seventies. Toronto, McGraw-Hill, 248 p.
- TOULOUSE, J.M. (1979) L'entrepreneurship au Québec. Montréal, Fides, 1979.
- UNITED NATIONS, Department of Economic and Social Affairs (1961) Use of Models in Programming. Industrialization and Productivity, 4: 7-17.
- UREN, P.E. (1949) The Historical Geography of the St. Maurice Valley with Special Reference to Urban Occupancy. Montréal, M.A. thesis, Department of Geography, McGill University, 133 p.
- VALADE, Jacques (1981) The Future of the Quebec Pulp and Paper Industry. Harvard, Sloan School of Management, Massachusetts Institute of Technology, thèse de maîtrise non-publiée, 120 p.
- VALADE, J.L. et R. BEAUDOIN (1982) Aspects économiques et technologiques: l'industrie papetière québécoise des années '80. In Conférence technologique estivale 1982. Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers, section technique: 1-12.
- VALLIÈRES, Marc (1974) Les industries manufacturières du Québec 1900-1959. Essai de normalisation des données statistiques en dix-sept groupes et étude sommaire de la croissance de ces groupes. Québec, thèse de maîtrise (histoire), Université Laval, 234 p.
- VERNON, R. (1966) International Investment and International Trade in Product Cycle. Quarterly Journal of Economics, May.
- WALKER, David F. (1980) Canada's Industrial Space-Economy. Toronto, John Wiley and Sons Canada Limited, 261 p.
- YEATES, Maurice (1975) La grand'rue de Québec à Windsor. Toronto, MacMillan of Canada, 470 p.

APPENDICES

APPENDICE 1

ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES PRODUCTIONS MANUFACTURIÈRES DANS LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC, ANNÉES CHOISIES, 1900-1976 (EN \$'000)

Région	1900	1910	1932	1941	1951	1961	1971	1976
01	2 104	7 276	3 299	17 054	42 390	70 467	147 170	262 519
02	1 145	3 356	17 147	84 288	284 184	358 204	553 915	850 837
03	22 045	36 817	44 688	129 211	374 408	552 822	1 151 002	2 414 785
04	7 452	29 552	57 439	184 245	467 349	612 700	1 079 780	1 969 311
05	9 519	18 001	26 170	92 248	223 252	304 623	529 679	995 082
06	111 006	241 693	439 357	1 230 005	3 250 433	5 133 089	9 796 499	18 230 470
07	4 613	13 107	28 200	47 745	146 929	168 919	269 283	558 428
08	168	333	5 235	39 145	103 157	156 229	157 483	253 865
09	139	406	2 094	9 299	29 058	70 753	148 364	265 642
TOTAL	158 191	350 541	623 629	1 832 240	4 921 160	7 427 806	13 833 180	25 800 939

Source: appendice 3

APPENDICE 2

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI MANUFACTURIER TOTAL DANS LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC, ANNÉES CHOISIES, 1900-1976

Région	1900	1910	1932	1941	1951	1961	1971	1976
01	3 374	6 629	1 716	4 256	4 351	4 261	5 607	4 961
02	1 302	1 898	3 243	7 356	12 812	13 517	15 636	18 508
03	18 483	20 275	15 650	32 132	37 976	39 140	45 221	45 242
04	6 068	12 299	14 650	28 719	36 567	35 015	39 730	39 577
05	6 654	8 377	8 309	16 762	20 029	19 892	21 171	22 382
06	70 790	101 521	108 125	227 568	290 344	299 916	333 150	347 089
07	3 024	6 516	4 289	6 962	10 016	8 512	9 103	9 467
08	134	269	937	2 572	3 955	3 149	5 445	5 466
09	504	734	1 259	1 264	1 132	2 328	3 068	4 023
TOTAL	110 333	158 518	158 178	327 591	417 182	425 730	478 131	496 715

Source: Appendice 5

APPENDICE 3

VALEUR DES PRODUCTIONS MANUFACTURIÈRES DANS LES COMTÉS
DE RECENSEMENT DU PROCHE HINTERLAND QUÉBÉCOIS, 1900-1971
(EN \$'000)

Comtés	1971	1961	1951	1941	1932	1910	1900
Abitibi	89 798	16 567	13 938	2 805	432	--- ^(a)	--- ^(a)
Argenteuil	68 871	49 388	33 868	15 883	4 735	2 212	1 437
Arthabaska	134 132	55 008	32 015	10 152	2 869	617 ^(b)	326
Bagot	69 000	27 201	12 433	4 643	1 273	1 015	517
Beauce	118 114	40 235	18 715	3 994	1 606	1 392 ^(c)	684 ^(c)
Bellechase	22 840	6 752	3 682	953	295	795	211
Berthier	58 156	16 215	11 243	3 382	1 311	1 663	451
Bonaventure	30 227	3 964	3 036	1 639	554	1 354	329
Brome	24 248	8 049	2 731	959	381	1 314	639
Champlain	262 309	146 237	112 263	26 296	7 887	5 344	2 546
Charlevoix-Est	44 150	14 612 ^(d)	8 873	2 203	329 ^(d)	716 ^(d)	145
Charlevoix-Ouest	1 334	1 075 ^(d)	653	184	28 ^(d)	61 ^(d)	13
Chicoutimi	366 771	236 971	217 547	69 258	11 618	2 274 ^(e)	775 ^(e)
Compton	50 756	28 233	17 646	7 412	3 838	3 325 ^(e)	1 532
Dorchester	42 158	13 447	6 840	1 880	687	343	289
Drummond	209 007	106 278	78 703	24 476	10 819	2 628 ^(f)	1 225
Frontenac	40 376	11 991	7 872	2 488	502	438 ^(c)	216 ^(c)
Gaspé-Est	40 756	29 000	15 876	3 971	968 ^(f)	1 151 ^(f)	567 ^(f)
Gaspé-Ouest	9 143	11 179	3 049	984	74 ^(f)	259 ^(f)	141 ^(f)
Iles-de-la-Madeleine	6 495	2 759	1 862	456	40 ^(f)	140 ^(f)	65 ^(f)
Gatineau	9 761	3 592	3 511	870	333 ^(g)	224 ^(g)	81 ^(g)

Comtés	1971	1961	1951	1941	1932	1910	1900
Hull	163 648	106 228	107 453	36 280	13 914 ^(g)	9 156 ^(g)	3 434 ^(g)
Huntingdon	25 192	11 686	14 689	2 864	554	762	348
Iberville	26 461	3 752	4 642	1 195	563	218 ^(h)	198
Joliette	129 253	53 330	28 613	871	2 909	2 692	1 093
Kamouraska	37 454	5 505	4 251	1 594	430	781	316
Labelle	12 128	8 818	5 892	1 458	626 ⁽ⁱ⁾	884 ⁽ⁱ⁾	184 ⁽ⁱ⁾
Lac-Saint-Jean-Est	125 958	81 783	40 077	8 126	2 986 ^(j)	584 ^(j)	200 ^(j)
Lac-Saint-Jean-Ouest	61 186	39 450	26 560	6 904	2 543 ^(j)	498 ^(j)	170 ^(j)
Lévis	121 046	41 032	18 426	12 825	1 742	4 060	2 006
L'Islet	22 169	9 234	5 628	1 376	550	428	184
Lotbinière	42 940	14 631	6 124	1 654	823	1 245	473
Maskinongé	39 188	18 005	13 046	5 657	2 928	966	585
Matane	22 241	7 028	6 544	3 375	417 ^(k)	1 097 ^(l)	337 ^(l)
Matapédia	6 359	2 375	3 957	2 436	552 ^(k)	1 452 ^(l)	244
Mégantic	70 960	20 850	12 011	3 987	1 694	1 635	1 003
Missisquoi	99 333	44 379	36 432	12 764	4 582	1 246	1 035
Montcalm	10 278	5 976	3 640	1 026	486	228	182
Montmagny	49 687	23 545	13 096	4 745	1 296	1 098	470
Montmorency I	21 168	18 579	14 615	3 328	248 ^(m)	383 ^(m)	216 ^(m)
Montmorency II	648	1 738	583	128	9 ^(m)	15 ^(m)	9 ^(m)
Napierville	15 956	8 286	7 031	2 611	899	322 ⁽ⁿ⁾	130 ⁽ⁿ⁾
Nicolet	42 168	14 502	10 451	3 077	1 282	1 388	643
Papineau	53 431	45 683	26 512	8 143	3 491 ^(f)	2 343 ^(f)	671
Pontiac	30 315	4 598	3 561	994	9 836	500 ^(p)	243 ^(p)
Portneuf	68 129	49 279	46 297	13 156	3 476	1 762	1 201
Québec	452 800	277 172	198 314	72 145	29 978	20 739 ^(q)	14 185 ^(q)

Comtés	1971	1961	1951	1941	1932	1910	1900
Richelieu	251 793	58 761	30 422	21 034	1 530	3 683	1 129
Richmond	110 327	57 068	39 831	10 988	3 562	2 999 ^(r)	1 666 ^(r)
Rimouski	31 949	14 162	8 066	4 193	694	1 823 ^(t)	421
Saguenay	148 364	70 753	29 058	9 299	2 094	406 ^(e)	139 ^(e)
Shefford	342 283	112 141	63 861	22 783	9 176	5 553	3 011
Sherbrooke	198 874	121 534	91 106	37 742	9 366	4 626	2 798
Stanstead	118 560	79 687	63 044	32 476	8 379	6 177	3 062
Saint-Hyacinthe	147 788	74 191	51 680	19 856	7 512	3 617	2 315
Saint-Jean	187 222	80 357	44 699	15 608	4 911	1 896	1 729 ^(h)
Saint-Maurice	384 174	267 545	217 769	113 254	31 071	18 162	1 584
Témiscamingue	67 690	139 662	82 219	36 340	4 803	333	168 ^(p)
Rivière-du-Loup	23 935	9 095	9 795	2 841	841 ^(s)	1 000 ^(t)	480 ^(t)
Témiscouata	11 470	6 041	6 505	2 218	656 ^(s)	364 ^(t)	160 ^(t)
Terrebonne (50%)	300 248	45 343	25 142	9 726	3 730	1 498	831
Wolfe	10 786	6 110	3 753	1 142	523	436 ^(r)	245 ^(r)
Yamaska	8 802	5 125	3 102	1 333	583	447	543
Hinterland	5 792 762	2 893 772	2 036 850	746 289	230 043	137 168	62 327

Sources Canada, Recensement du Canada 1901, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1905, vol. III, "Manufactures"; Canada, Recensement du Canada 1911, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1913, vol. III, "Report on Manufactures"; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1931, Cat. 31-201, Department of Trade and Commerce, Ottawa, 1934; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1933 Summary Report, Cat. 31-201, Department of Trade and Commerce, Ottawa, 1936; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1941, Cat. 31-201, Department of Trade and Commerce, Ottawa, 1944; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1961, Section G, Geographical Distribution, Cat. 31-209, Ottawa, 1964; Canada, Bureau Fédéral de la Statistique, Industrie manufacturière du Canada, Répartition géographique, Division des industries manufacturières et primaires, Section G, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Ottawa, Cat. 31-209, 1970-1972; Québec (prov.), Bureau de la Statistique, Annuaire Statistique, Québec 1954, Imprimeur de la Reine, Ministère de l'Industrie et du Commerce; Québec (prov.), Bureau de la Statistique, Annuaire du Québec 1964-1965, 47e édition, Ministère de l'Industrie et du Commerce; Québec (prov.), Bureau de la Statistique, Annuaire du Québec 1974, 54e édition, Ministère de l'Industrie et du Commerce.

NOTES DES APPENDICES 3, 5, ET 7

- a) La colonisation effective ne commence que vers 1914. (Blanchard, 1954, p. 216); toute la valeur de la production a donc été affectée au comté de Témiscamingue.
- b) Estimé à partir de l'importance relative de Drummond et Arthabaska en 1932.
- c) Estimé à partir de l'importance relative de Beauce, Frontenac et Compton en 1932.
- d) Estimé à partir de l'importance relative de Charlevoix-Est et Charlevoix-Ouest en 1941.
- e) Estimé à partir de l'importance relative des comtés de Chicoutimi, Lac Saint-Jean et Saguenay en 1932.
- f) Estimé à partir de l'importance relative des comtés de Gaspé-Est, Gaspé-Ouest et Îles-de-la-Madeleine en 1941.
- g) Estimé à partir de l'importance relative des comtés de Hull et Gatineau en 1941.
- h) Estimé à partir de l'importance relative des comtés de Saint-Jean et Iberville en 1932.
- i) Estimé à partir de l'importance relative des comtés de Labelle et Papineau en 1933.
- j) Estimé à partir de l'importance relative des comtés de Lac Saint-Jean-Est et Lac Saint-Jean-Ouest en 1941.
- k) Estimé à partir de l'importance relative des comtés de Matane et de Matapédia en 1941.
- l) Estimé à partir de l'importance relative des comtés de Rimouski, Matane et Matapédia en 1932.
- m) Estimé à partir de l'importance relative des comtés de Montmorency (1) et Montmorency (2) en 1941.
- n) Estimé à 40% du comté de Laprairie-Napierville tel que délimité en 1932.
- p) Estimé: Pontiac englobait Témiscamingue. Pontiac estimé à 60% de l'ensemble de la production du territoire.
- q) Regroupement des comtés de Québec-Centre, Québec-Est, Québec-Ouest et comté de Québec.

- r) Estimé à partir de l'importance relative des comtés de Wolfe et de Richmond en 1932.
- s) Estimé à partir de l'importance relative des comtés de Rivière-du-Loup et de Témiscouata en 1941.
- t) Estimé: en 1901 l'actuel territoire du comté de Témiscouata ne compte que 6 530 âmes (Blanchard, 1935, p. 201). Le gros de la production est donc vraisemblablement réalisé dans le comté de Rivière-du-Loup.
- u) Estimé à partir de l'importance relative des comtés d'Abitibi et Témiscamingue en 1951.

APPENDICE 4

IMPORTANCE RELATIVE DE LA PRODUCTION MANUFACTURIÈRE DANS LES COMTÉS DE RECENSEMENT DU PROCHE HINTERLAND QUÉBÉCOIS, 1900-1971, EN POURCENTAGE

Comtés	1971	1961	1951	1941	1932	1910	1900
Abitibi	1.55	0.57	0.68	0.38	0.19	0.0	0.0
Argenteuil	1.19	1.71	1.66	2.13	2.06	1.61	2.30
Arthabaska	2.32	1.90	1.57	1.36	1.25	0.45	0.52
Bagot	1.19	0.94	0.61	0.62	0.55	0.73	0.83
Beauce	2.04	1.39	0.92	0.54	0.70	1.01	1.10
Bellechasse	0.39	0.23	0.18	0.13	0.13	0.58	0.34
Berthier	1.00	0.56	0.55	0.45	0.57	1.21	0.72
Bonaventure	0.52	0.14	0.15	0.21	0.24	0.99	0.53
Brome	0.42	0.28	0.13	0.13	0.17	0.96	1.02
Champlain	4.52	5.05	5.50	3.52	3.43	3.90	4.08
Charlevoix-Est	0.76	0.50	0.43	0.29	0.14	0.52	0.23
Charlevoix-Ouest	0.02	0.05	0.03	0.02	0.01	0.04	0.02
Chicoutimi	6.33	8.19	10.68	9.28	5.05	1.66	1.24
Compton	0.88	0.97	0.87	0.99	1.69	2.42	2.62
Dorchester	0.72	0.46	0.33	0.25	0.30	0.25	0.46
Drummond	3.60	3.67	3.86	3.28	4.70	1.92	1.96
Frontenac	0.70	0.41	0.39	0.33	0.22	0.32	0.35
Gaspé-Est	0.70	1.00	0.78	0.53	0.42	0.83	0.91
Gaspé-Ouest	0.15	0.39	0.15	0.13	0.03	0.21	0.23
Iles-de-la-Madel.	0.11	0.09	0.09	0.06	0.02	0.09	0.10
Gatineau	0.17	0.12	0.17	0.15	0.14	0.16	0.13

Cantés	1971	1961	1951	1941	1932	1910	1900
Hull	2.83	3.67	5.28	4.86	6.04	6.68	5.51
Huntingdon	0.43	0.40	0.72	0.38	0.24	0.56	0.56
Iberville	0.46	0.13	0.23	0.16	0.24	0.16	0.32
Joliette	2.23	1.84	1.40	0.12	1.26	1.96	1.75
Kamouraska	0.65	0.19	0.21	0.21	0.19	0.57	0.51
Labelle	0.21	0.30	0.29	0.20	0.38	0.51	0.29
Lac-St-Jean-Est	2.17	2.83	1.97	1.10	1.30	0.43	0.32
Lac-St-Jean-Ouest	1.06	1.36	1.30	0.93	1.11	0.36	0.27
Lévis	2.09	1.42	0.90	1.72	0.76	2.96	3.22
L'Islet	0.38	0.32	0.28	0.18	0.24	0.31	0.29
Lotbinière	0.74	0.5	0.30	0.22	0.36	0.91	0.76
Maskinongé	0.68	0.62	0.64	0.76	1.27	0.70	0.94
Matane	0.38	0.24	0.32	0.45	0.18	0.80	0.54
Matapédia	0.11	0.08	0.19	0.33	0.24	1.06	0.39
Mégantic	1.22	0.72	0.59	0.53	0.74	1.19	1.61
Missisquoi	1.71	1.53	1.79	1.71	1.99	0.91	1.66
Montcalm	0.18	0.21	0.18	0.14	0.21	0.17	0.29
Montmagny	0.86	0.81	0.64	0.64	0.56	0.80	0.75
Montmorency I	0.37	0.64	0.72	0.46	0.11	0.28	0.35
Montmorency II	0.01	0.06	0.03	0.02	0.00	0.01	0.01
Napierville	0.28	0.29	0.35	0.35	0.39	0.23	0.21
Nicolet	0.73	0.50	0.51	0.41	0.56	1.01	1.03
Papineau	0.92	1.58	1.30	1.09	1.40	1.85	1.08
Pontiac	0.52	0.16	0.17	0.13	4.28	0.36	0.39
Portneuf	1.18	1.70	2.27	1.76	1.51	1.28	1.93
Québec	7.82	9.58	9.74	9.67	13.03	15.12	22.76

Comtés	1971	1961	1951	1941	1932	1910	1900
Richelieu	4.35	2.03	1.49	2.28	0.67	2.69	1.81
Richmond	1.90	1.97	1.96	1.47	1.55	2.18	2.67
Rimouski	0.55	0.49	0.40	0.56	0.30	1.33	0.67
Rivière-du-Loup	0.41	0.31	0.48	0.38	0.37	0.73	0.77
Saguenay	2.56	2.44	1.43	1.24	0.90	0.30	0.22
Shefford	5.91	3.87	3.13	3.05	3.99	4.05	4.83
Sherbrooke	3.43	4.20	4.47	5.06	4.07	3.37	4.49
Stanstead	2.05	2.75	3.09	4.35	3.64	4.50	4.90
Saint-Hyacinthe	2.55	2.56	2.53	2.66	3.27	2.64	3.71
Saint-Jean	3.23	2.78	2.19	2.09	2.13	1.38	2.77
Saint-Maurice	6.63	9.24	10.69	15.18	13.5	13.24	2.54
Témiscamingue	1.17	4.83	4.38	4.87	2.09	0.24	0.27
Témiscouata	0.20	0.21	0.32	0.29	0.29	0.27	0.26
Terrebonne (50%)	5.18	1.57	1.23	1.30	0.60	1.09	1.33
Wolfe	0.19	0.21	0.18	0.15	0.23	0.32	0.39
Yamaska	0.15	0.18	0.15	0.18	0.25	0.33	0.87
Hinterland	41.9	38.9	41.4	40.5	36.9	39.1	39.4

Sources. Canada, Recensement du Canada 1901, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1905, vol. III, "Manufactures"; Canada, Recensement du Canada 1911, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1913, vol. III, "Report on Manufactures"; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1931, Cat. 31-201, Department of Trade and Commerce, Ottawa, 1934; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1933 Summary Report, Cat. 31-201, Department of Trade and Commerce, Ottawa, 1936; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1941, Cat. 31-201, Department of Trade and Commerce, Ottawa, 1944; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1961, Section G, Geographical Distribution, Cat. 31-209, Ottawa, 1964; Canada, Bureau Fédéral de la Statistique, Industrie manufacturière du Canada, Répartition géographique, Division des industries manufacturières et primaires, Section G, Ministère de l'industrie et du commerce, Ottawa, Cat. 31-209, 1970-1972; Québec (prov.), Bureau de la Statistique, Annuaire Statistique, Québec 1954, Imprimeur de la Reine, Ministère de l'industrie et du commerce, Québec (prov.), Bureau de la Statistique, Annuaire du Québec 1964-1965, 47e édition, Ministère de l'industrie et du commerce, Québec (prov.), Bureau de la Statistique, Annuaire du Québec 1974, 54e édition, Ministère de l'industrie et du commerce

APPENDICE 5

EMPLOI MANUFACTURIER TOTAL DANS LES COMTÉS DE RECENSEMENT DU PROCHE HINTERLAND QUÉBÉCOIS, 1900-1971

Comtés	1971	1961	1951	1941	1932	1910	1900
Abitibi	3 033	1 287 ^(u)	1 616	779	210	--- ^(a)	--- ^(a)
Argenteuil	3 040	3 150	3 133	4 238	1 269	1 264	1 287
Arthabaska	6 656	4 235	3 764	2 483	1 247	559 ^(b)	383 ^(b)
Bagot	2 449	1 958	1 296	971	407	307	204
Beauce	5 210	3 761	2 584	1 439	863	1 084 ^(c)	857 ^(c)
Bellechasse	710	402	341	242	99	383	109
Berthier	2 476	1 486	1 533	794	460	625	333
Bonaventure	929	406	427	465	327	1 119	445
Brome	772	455	388	196	111	512	310
Champlain	8 269	7 675	7 528	4 786	2 527	2 383	1 846
Charlevoix-Est	895	540 ^(d)	552 ^(d)	297	126 ^(d)	493 ^(d)	162 ^(d)
Charlevoix-Ouest	65	144 ^(d)	147 ^(d)	79	33 ^(d)	131 ^(d)	43 ^(d)
Chicoutimi	11 195	9 670	9 793	5 510	2 233	1 306 ^(e)	896 ^(c)
Compton	1 803	1 398	1 399	1 419	1 281	1 612 ^(c)	1 273 ^(c)
Dorchester	942	642	614	434	203	119	137
Drummond	7 981	6 563	8 919	6 154	2 958	1 326 ^(b)	909 ^(b)
Frontenac	2 445	1 256	1 033	937	185	235 ^(c)	185 ^(c)
Gaspé-Est	1 414	932 ^(f)	1 055 ^(f)	723	350 ^(f)	1 655 ^(f)	883 ^(f)
Gaspé-Ouest	336	416 ^(f)	471 ^(f)	323	156 ^(f)	740 ^(f)	394 ^(f)
Iles-de-la-Madeleine	505	518	306 ^(f)	209	101 ^(f)	479 ^(f)	255 ^(f)
Gatineau	410	342	256 ^(g)	186	107 ^(g)	160 ^(g)	74 ^(g)

Comtés	1971	1961	1951	1941	1932	1910	1900
Hull	5 537	5 337	6 662 ^(g)	4 850	2 777 ^(g)	4 161 ^(g)	1 929 ^(g)
Huntingdon	1 184	766	741	526	97	154	105
Iberville	842	319	499	212	122	69 ^(h)	61 ^(h)
Joliette	4 279	3 184	2 756	2 019	1 103	1 434	676
Kamouraska	996	429	585	521	160	432	211
Labelle	672	644	712	295	225 ⁽ⁱ⁾	575 ⁽ⁱ⁾	264 ⁽ⁱ⁾
Lac-Saint-Jean-Est	2 469	2 300	1 419 ^(j)	862	475 ^(j)	279 ^(e)	191 ^(e)
Lac-Saint-Jean-Ouest	1 972	1 547	1 600 ^(j)	984	535 ^(j)	313 ^(e)	215 ^(e)
Lévis	5 008	3 530	3 011	2 442	845	1 953	1 929
L'Islet	1 236	918	807	444	230	303	254
Lotbinière	1 329	988	597	415	263	670	523
Maskinongé	2 317	1 637	1 673	1 146	1 096	617	553
Matane	860	524	716 ^(k)	873	333 ^(k)	1 122 ^(l)	375 ^(l)
Matapédia	178	327	478 ^(k)	580	221 ^(k)	745 ^(l)	249 ^(l)
Mégantic	3 665	1 862	1 907	1 225	513	951	802
Missisquoi	4 838	3 420	3 692	3 050	1 514	612	809
Montcalm	393	429	359	289	181	69	105
Montmagny	2 272	1 694	1 743	1 305	624	898	531
Montmorency I	606	730	822 ^(m)	436	113 ^(m)	283 ^(m)	129 ^(m)
Montmorency II	28	180	62 ^(m)	35	8 ^(m)	20 ^(m)	10 ^(m)
Napierville	479	424	540	382	114	138 ⁽ⁿ⁾	70 ⁽ⁿ⁾
Nicolet	1 483	958	849	642	358	449	389
Papineau	1 803	1 854	2 018	1 405	475 ⁽ⁱ⁾	1 217 ⁽ⁱ⁾	557 ⁽ⁱ⁾
Pontiac	681	335	368	226	705	403 ^(p)	200 ^(p)
Portneuf	2 893	3 024	2 888	2 040	1 057	1 055	1 058
Québec	18 135	19 170	19 550	19 486	9 801	10 459 ^(q)	10 784 ^(q)

Comtés	1971	1961	1951	1941	1932	1910	1900
Richelieu	7 092	4 348	5 426	5 046	827	1 826	1 601
Richmond	4 244	3 609	2 912	1 896	987	1 356 ^(r)	1 142 ^(r)
Rimouski	1 385	1 138	898	1 093	228	769 ^(l)	773 ^(l)
Rivière-du-Loup	673	611	825 ^(s)	604	333 ^(s)	763 ^(t)	692 ^(t)
Saguenay	3 068	2 328	1 132	1 264	1 259	734 ^(e)	504 ^(e)
Shefford	11 270	7 429	6 563	4 898	3 071	2 231	1 632
Sherbrooke	7 874	8 284	9 236	7 828	3 412	2 834	2 141
Stanstead	4 235	4 751	4 849	4 387	2 297	2 138	1 743
Saint-Hyacinthe	5 725	5 264	5 511	5 156	2 755	1 834	1 952
Saint-Jean	6 873	5 229	5 785	3 851	2 086	1 181	1 041
Saint-Maurice	12 615	13 540	13 606	13 260	6 337	6 806	1 536
Témiscamingue	2 412	1 862 ^(u)	2 339	1 793	727	269 ^(p)	134 ^(p)
Témiscouata	558	515	941 ^(s)	688	379 ^(s)	278 ^(t)	252 ^(t)
Terrebonne (50%)	5 791	3 272	3 033	2 617	1 249	793	670
Wolfe	570	594	600	295	147	202 ^(r)	170 ^(r)
Yamaska	409	407	228	248	117	159	452
Hinterland	202 434	166 947	168 093	134 268	65 409	70 046	50 399

Sources. Canada, Recensement du Canada 1901, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1905, vol. III, "Manufactures"; Canada, Recensement du Canada 1911, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1913, vol. III, "Report on Manufactures"; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1931, Cat. 31-201, Department of Trade and Commerce, Ottawa, 1934; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1933 Summary Report, Cat. 31-201, Department of Trade and Commerce, Ottawa, 1936; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1941, Cat. 31-201, Department of Trade and Commerce, Ottawa, 1944; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1961, Section G, Geographical Distribution, Cat. 31-209, Ottawa, 1964; Canada, Bureau de la Statistique, Industrie manufacturière du Canada, Répartition géographique, Division des industries manufacturières et primaires, Section G, Ministère de l'industrie et du commerce, Ottawa, Cat. 31-209, 1970-1972, Québec (prov.), Bureau de la Statistique, Annuaire Statistique, Québec 1954, Imprimeur de la Reine, Ministère de l'industrie et du commerce; Québec (prov.), Bureau de la Statistique, Annuaire du Québec 1964-1965, 47e édition, Ministère de l'industrie et du commerce, Québec (prov.), Bureau de la Statistique, Annuaire du Québec 1974, 54e édition, Ministère de l'industrie et du commerce.

APPENDICE 6

IMPORTANCE RELATIVE DE L'EMPLOI MANUFACTURIER TOTAL DANS LES COMTÉS DE RECENSEMENT DU PROCHE HINTERLAND QUÉBÉCOIS, 1900-1971, EN POURCENTAGE

Comtés	1971	1961	1951	1941	1932	1910	1900
Abitibi	1,50	0,77	0,96	0,58	0,32	--	--
Argenteuil	1,50	1,87	1,86	3,16	1,94	1,80	2,55
Arthabaska	3,29	2,54	2,24	1,85	1,91	0,80	0,76
Bagot	1,21	1,17	0,77	0,72	0,62	0,44	0,40
Beauce	2,57	2,25	1,54	1,07	1,32	1,55	1,70
Bellechasse	0,35	0,24	0,20	0,18	0,15	0,55	0,22
Berthier	1,22	0,89	0,91	0,59	0,70	0,89	0,66
Bonaventure	0,46	0,24	0,25	0,35	0,50	1,60	0,88
Brome	0,38	0,27	0,23	0,15	0,17	0,73	0,62
Champlain	4,08	4,60	4,48	3,56	3,86	3,40	3,66
Charlevoix Est	0,44	0,32	0,33	0,22	0,19	0,70	0,32
Charlevoix Ouest	0,03	0,08	0,09	0,06	0,05	0,19	0,09
Chicoutimi	5,53	5,79	5,83	4,10	3,41	1,86	1,78
Compton	0,89	0,84	0,83	1,06	1,96	2,30	2,53
Dorchester	0,47	0,38	0,37	0,32	0,31	0,17	0,27
Drummond	3,94	3,93	5,31	4,58	4,52	1,89	1,80
Frontenac	1,21	0,75	0,61	0,70	0,28	0,34	0,37
Gaspé Est	0,70	0,56	0,63	0,54	0,54	2,36	1,75
Gaspé Ouest	1,17	0,25	0,28	0,24	0,24	1,06	0,78
Iles-de-la-Mad.	0,25	0,31	0,18	0,16	0,15	0,68	0,51
Gatineau	0,20	0,20	0,15	0,14	0,16	0,23	0,15

Comtés	1971	1961	1951	1941	1932	1910	1900
Hull	2,73	3,20	3,96	3,61	4,25	5,94	3,83
Huntington	0,58	0,46	0,44	0,39	0,15	0,22	0,21
Iberville	0,42	0,19	0,30	0,16	0,19	0,10	0,12
Joliette	2,11	1,91	1,64	1,50	1,69	2,05	1,34
Kamouradka	0,49	0,26	0,35	0,39	0,24	0,62	0,42
Labelle	0,33	0,39	0,42	0,22	0,34	0,82	0,52
Lac-St-Jean Est	1,22	1,38	0,84	0,64	0,73	0,40	0,38
Lac-St-Jean-Ouest	0,97	0,93	0,95	0,73	0,82	0,45	0,43
Lévis	2,47	2,11	1,79	1,82	1,29	2,79	3,83
L'Islet	0,61	0,55	0,48	0,33	0,35	0,43	0,50
Lotbinière	0,66	0,59	0,36	0,31	0,40	0,96	1,04
Maskinongé	1,14	0,98	1,00	0,85	1,68	0,88	1,10
Matane	0,42	0,31	0,43	0,65	0,51	1,60	0,74
Matapédia	0,09	0,20	0,28	0,43	0,34	1,06	0,49
Mégantic	1,81	1,12	1,13	0,91	0,78	1,36	1,59
Missisquoi	2,39	2,05	2,20	2,27	2,31	0,87	1,60
Montcalm	0,19	0,26	0,21	0,22	0,28	0,10	0,21
Montmagny	1,12	1,01	1,04	0,97	0,95	1,28	1,05
Montmorency I	0,30	0,44	0,49	0,32	0,17	0,40	0,26
Montmorency II	0,01	0,11	0,04	0,03	0,01	0,03	0,02
Napierville	0,24	0,25	0,32	0,28	0,17	0,20	0,14
Nicolet	0,73	0,57	0,51	0,48	0,55	0,64	0,77
Papineau	0,89	1,11	1,20	1,05	0,73	1,74	1,11
Pontiac	0,34	0,20	0,22	0,17	1,08	0,58	0,40
Portneuf	1,43	1,81	1,72	1,52	1,62	1,51	2,10
Québec	8,96	11,48	11,63	14,51	14,98	14,93	21,40

Comtés	1971	1961	1951	1941	1932	1910	1900
Richelieu	3,50	2,60	3,23	3,76	1,26	2,61	3,18
Richmond	2,10	2,16	1,73	1,41	1,51	1,94	2,27
Rimouski	0,68	0,68	0,53	0,81	0,35	1,10	1,53
Rivière-du-Loup	0,33	0,37	0,49	0,45	0,27	1,09	1,37
Saguenay	1,52	1,39	0,67	0,94	1,92	1,05	1,00
Shefford	5,57	4,45	3,90	3,65	4,70	3,19	3,24
Sherbrooke	3,89	4,96	5,49	5,83	5,22	4,05	4,25
Stanstead	2,09	2,85	2,88	3,27	3,51	3,05	3,46
Saint-Hyacinthe	2,83	3,15	3,28	3,84	4,21	2,62	3,87
St-Jean	3,39	3,13	3,44	2,87	3,19	1,69	2,07
St-Maurice	6,23	8,11	8,09	9,88	9,69	9,72	3,05
Témiscamingue	1,19	1,12	1,39	1,34	1,11	0,38	0,27
Témiscouata	0,28	0,31	0,56	0,51	0,81	0,40	0,50
Terrebonne	2,86	1,96	1,80	1,95	1,91	1,13	1,33
Wolfe	0,28	0,36	0,36	0,22	0,22	0,29	0,34
Yamaska	0,20	0,24	0,14	0,18	0,18	0,23	0,90
Hinterland	42,3	39,2	40,3	41,0	41,3	44,2	45,7

Sources Canada, Recensement du Canada 1901, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1905, vol III, "Manufactures"; Canada, Recensement du Canada 1911, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1913, vol III, "Report on Manufactures"; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1931, Cat. 31-201, Department of Trade and Commerce, Ottawa, 1934; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1933 Summary Report, Cat. 31-201, Department of Trade and Commerce, Ottawa, 1936; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1941, Cat. 31-201, Department of Trade and Commerce, Ottawa, 1944; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1961, Section G, Geographical Distribution, Cat. 31-209, Ottawa, 1964; Canada, Bureau Fédéral de la Statistique, Industrie manufacturière du Canada, Répartition géographique, Division des industries manufacturières et primaires, Section G, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Ottawa, Cat. 31-209, 1970-1972; Québec (prov.), Bureau de la Statistique, Annuaire Statistique, Québec 1954, Imprimeur de la Reine, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec (prov.), Bureau de la Statistique, Annuaire du Québec 1964-1965, 47e édition, Ministère de l'Industrie et du Commerce; Québec (prov.), Bureau de la Statistique, Annuaire du Québec 1974, 54e édition, Ministère de l'Industrie et du Commerce.

APPENDICE 7

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS MANUFACTURIERS DANS LES COMTÉS DE RECENSEMENT DU PROCHE HINTERLAND QUÉBÉCOIS, 1900-1971

Comtés	1971	1961	1951	1941	1932	1910	1900
Abitibi	76	148 ^(a)	210	168	74	-- ^(a)	-- ^(a)
Argenteuil	44	54	77	61	65	98	63
Arthabaska	137	153	142	120	115	123 ^(b)	99 ^(b)
Bagot	61	71	79	69	66	66	48
Beauce	152	168	182	176	153	209 ^(c)	150 ^(c)
Bellechasse	40	64	80	96	76	107	38
Berthier	71	92	116	83	80	80	51
Bonaventure	32	58	101	92	77	59	39
Brome	28	37	45	32	27	89	54
Champlain	192	212	236	184	135	137	89
Charlevoix-Est	24	25 ^(d)	42 ^(d)	38	39 ^(d)	51 ^(d)	20 ^(d)
Charlevoix-Ouest	16	24 ^(d)	40 ^(d)	37	38 ^(d)	49 ^(d)	19 ^(d)
Chicoutimi	114	152	183	163	125	72 ^(e)	41 ^(e)
Compton	42	59	75	66	68	93 ^(c)	66 ^(c)
Dorchester	72	99	108	101	119	76	64
Drummond	131	128	112	77	100	107 ^(b)	87 ^(b)
Frontenac	76	91	105	91	68	93 ^(c)	66 ^(c)
Gaspé-Est	28	71 ^(f)	102 ^(f)	97	76 ^(f)	367 ^(f)	86 ^(f)
Gaspé-Ouest	14	24 ^(f)	35 ^(f)	33	26 ^(f)	125 ^(f)	29 ^(f)
Îles-de-la-Madeleine	20	22	26 ^(f)	25	19 ^(f)	94 ^(f)	22 ^(f)
Gatineau	32	40	71 ^(g)	52	48 ^(g)	46 ^(g)	18 ^(g)

Comtés	1971	1961	1951	1941	1932	1910	1900
Hull	61	70	81 ^(g)	60	56 ^(g)	54 ^(g)	21 ^(g)
Huntingdon	28	29	34	32	33	51	39
Iberville	42	35	41	29	40	26 ^(h)	32 ^(h)
Joliette	108	127	132	106	117	119	64
Kamouraska	49	72	91	80	75	48	32
Labelle	44	78	94	73	126 ⁽ⁱ⁾	110 ⁽ⁱ⁾	63 ⁽ⁱ⁾
Las-Saint-Jean-Est	46	68	69 ^(j)	60	58 ^(j)	33 ^(e)	19 ^(e)
Lac-Saint-Jean-Ouest	63	121	169 ^(j)	146	142 ^(j)	82 ^(e)	46 ^(e)
Lévis	90	79	94	65	51	62	62
L'Islet	46	77	99	85	68	68	43
Lotbinière	66	106	106	101	97	96	85
Maskinongé	60	69	74	72	74	80	55
Matane	26	48	81 ^(k)	71	66 ^(k)	67 ^(l)	35 ^(l)
Matapédia	30	55	71 ^(k)	62	58 ^(k)	59 ^(l)	31 ^(l)
Mégantic	96	110	110	101	97	98	98
Missisquoi	70	70	81	55	48	44	59
Montcalm	40	59	64	55	53	24	24
Montmagny	67	79	90	78	67	60	33
Montmorency I	20	35	49 ^(m)	45	34 ^(m)	31 ^(m)	18 ^(m)
Montmorency II	7	12	16 ^(m)	15	12 ^(m)	10 ^(m)	6 ^(m)
Napierville	26	16	34	19	16	13 ⁽ⁿ⁾	12 ⁽ⁿ⁾
Nicolet	68	93	119	115	138	139	83
Papineau	28	58	89	95	46 ⁽ⁱ⁾	40 ⁽ⁱ⁾	23 ⁽ⁱ⁾
Pontiac	14	33	51	34	58	37 ^(p)	23 ^(p)
Portneuf	79	134	166	168	223	131	93
Québec	452	552	586	375	330	217 ^(q)	326 ^(q)

Comtés	1971	1961	1951	1941	1932	1910	1900
Richelieu	65	74	78	64	57	75	64
Richmond	54	62	80	64	66	77 ^(r)	65 ^(r)
Rimouski	67	119	142	111	88	90 ^(l)	46 ^(l)
Rivière-du-Loup	56	84	117 ^(s)	97	96 ^(s)	37 ^(t)	39 ^(t)
Saguenay	52	61	62	45	67	39 ^(e)	22 ^(e)
Shefford	161	138	146	99	107	122	110
Sherbrooke	141	135	125	93	83	62	56
Stanstead	80	91	101	73	78	78	79
Saint-Hyacinthe	139	146	147	117	103	71	65
Saint-Jean	94	92	88	60	53	34 ^(h)	42 ^(h)
Saint-Maurice	140	165	193	142	137	104	74
Témiscamingue	54	65 ^(u)	92	83	38	25 ^(p)	15 ^(p)
Témiscouata	38	57	85 ^(s)	70	70 ^(s)	13 ^(s)	14 ^(t)
Terrebonne (50%)	117	114	102	68	62	49	35
Wolfe	32	40	68	72	86	101 ^(r)	85 ^(r)
Yamaska	28	37	55	70	79	56	64
Hinterland	4 446	5 557	6 539	5 391	5 047	4 973	3 449

Sources Canada, Recensement du Canada 1901, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1905, vol. III, "Manufactures". Canada, Recensement du Canada 1911, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1913, vol. III, "Report on Manufactures". Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1931, Cat. 31-201, Department of Trade and Commerce, Ottawa, 1934; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1933 Summary Report, Cat. 31-201, Department of Trade and Commerce, Ottawa, 1936; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1941, Cat. 31-201, Department of Trade and Commerce, Ottawa, 1944; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1961, Section G, Geographical Distribution, Cat. 31-209, Ottawa, 1964; Canada, Bureau Fédéral de la Statistique, Industrie manufacturière du Canada, Répartition géographique, Division des industries manufacturières et primaires, Section G, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Ottawa, Cat. 31-209, 1970-1972, Québec (prov.), Bureau de la Statistique, Annuaire Statistique, Québec 1954, Imprimeur de la Reine, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec (prov.), Bureau de la Statistique, Annuaire du Québec 1964-1965, 47e édition, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec (prov.), Bureau de la Statistique, Annuaire du Québec 1974, 54e édition, Ministère de l'Industrie et du Commerce.

APPENDICE 8'

VALEUR DES PRODUCTIONS MANUFACTURIÈRES EN MAURICIE, 1900-1976

(EN \$'000)

	Champlain	Maskinongé	St-Maurice	Nicolet	Yamaska	Mauricie
1900	2 546	585	1 584	643	543	5 901
1905 ⁽¹⁾	3 669	472	1 269	669	350	6 429
1910	5 344	966	18 162	1 388	447	26 307
1915 ⁽¹⁾	8 957	289	10 644	251	327	20 468
1920 ⁽¹⁾	29 893	1 393	49 901	1 258	1 256	83 701
1926 ⁽¹⁾	16 596	1 259	84 125	433	1 454	103 867
1932	7 887	2 928	31 071	1 282	583	43 751
1936	12 832	3 416	39 407	1 547	728	57 930
1941	26 296	5 657	113 254	3 077	1 333	149 617
1946	39 280	6 658	111 641	5 673	2 286	165 538
1951	112 263	13 046	217 769	10 451	3 102	356 631
1957	120 933	14 955	281 127	11 366 ⁽²⁾	4 726 ⁽²⁾	423 107
1961	146 237	18 005	267 545	14 502	5 125	451 414
1966	215 870	28 399	372 193	27 065	6 095	650 579
1971	262 309	39 188	384 174	42 168	8 802	736 641
1976	487 555	66 052	658 805	105 378	13 934	1 331 724

Sources: P. Lanthier et A. Gamelin. L'industrialisation de la Mauricie: dossier statistique et chronologique 1870-1975; S. Côté, B. Lévesque et J.L. Klein. Industries manufacturières et développement inégal des régions du Québec; Recensement du Canada, 1901, 1911; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada, 1932, 1936. Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada 1941, cat. 31-201.

(1) Estimé à partir des données disponibles pour les principales municipalités des différents comtés pour ces années et par le taux d'accroissement moyen du comté.

(2) Les données sont pour 1956.

APPENDICE 9

EMPLOI MANUFACTURIER EN MAURICIE, 1900-1976

	Champlain	Maskinongé	St-Maurice	Nicolet	Yamaska	Mauricie
1900	1 846	553	1 536	389	452	4 776
1905 ⁽¹⁾	1 647	229	1 960	511	253	4 600
1910	2 383	617	6 806	449	159	10 414
1915 ⁽¹⁾	3 004	212	5 328	362	126	9 032
1920 ⁽¹⁾	5 876	287	12 273	498	249	19 183
1926 ⁽¹⁾	2 937	485	11 879	180	188	15 669
1932	2 527	1 096	6 337	358	117	10 435
1936	2 994	1 207	8 203	401	123	12 928
1941	4 786	1 146	13 260	642	248	20 082
1946	5 271	1 284	11 865	964	261	19 645
1951	7 528	1 673	13 606	849	228	23 884
1957	7 833	2 091	15 738	899 ⁽²⁾	398 ⁽²⁾	26 959
1961	7 675	1 637	13 540	958	407	24 217
1966	8 841	2 150	14 618	1 203	279	27 091
1971	8 269	2 317	12 615	1 483	409	25 093
1976	8 516	1 807	12 670	1 697	344	25 034

Sources: P. Lanthier et A. Gamelin. L'industrialisation de la Mauricie: dossier statistique et chronologique 1870-1975; S. Côté, B. Lévesque et J.L. Klein. Industries manufacturières et développement inégal des régions du Québec; Recensement du Canada, 1901, 1911; Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada, 1932, 1936. Canada, Dominion Bureau of Statistics, The Manufacturing Industries of Canada, 1941, cat. 31-201.

(1) Estimé à partir des données disponibles pour les principales municipalités des différents comtés pour ces années et par le taux d'accroissement moyen du comté.

(2) Les données sont pour 1956.

APPENDICE 10

Evolution des productions manufacturières en Mauricie et au Québec, années choisies 1900-1957 (1900=100)

Comté Région Années	Champlain	Maskinongé	St-Maurice	Nicolet	Yamaska	MAURICIE -	QUÉBEC (prov.)
1900	100	100	100	100	100	100	100
1905	144.1	80.7	80.1	104.	64.5	108.9	138.9
1910	209.9	165.1	1 146.6	215.9	82.3	445.8	221.7
1915	351.8	49.4	671.9	39	60.2	346.8	240.8
1920	1 174.1	238.1	3 150.3	195.6	231.3	1 418.4	665.4
1926	651.8	215.2	5 310.9	67.3	267.8	1 760.1	546.9
1932	309.8	500.5	1 961.5	199.4	107.4	741.4	396.5
1936	504.	583.9	2 487.8	240.6	134.1	981.7	545.6
1941	1 032.8	967.	7 149.9	478.5	245.5	2 535.4	1 163.1
1946	1 542.8	1 138.1	7 048.	882.3	420.3	2 805.2	1 578.1
1951	4 409.4	2 230.1	13 748.	1 625.3	571.3	6 043.6	3 105.8
1957	4 749.9	2 556.4	17 749.9	1 767.6*	870.3*	7 371.2*	4 219.9

* Données de 1956.

Source: Appendice A.

APPENDICE 11

Evolution de l'emploi manufacturier en Mauricie et au Québec, années choisies 1900-1957 (1900 = 100)

Comté Région Années	Champlain	Maskinongé	St-Maurice	Nicolet	Yamaska	MAURICIE	QUÉBEC (prov.)
1900	100	100	100	100	100	100	100
1905	89.2	41.4	127.6	131.4	55.9	96.3	107.9
1910	129.1	111.6	443.1	115.4	35.2	218.	143.7
1915	162.7	38.3	346.9	93.1	27.9	189.1	134.4
1920	318.4	51.9	799.	128.	55.1	401.6	166.5
1926	159.1	87.7	773.	46.3	41.6	328.1	158.6
1932	136.9	198.2	412.6	92.	25.9	218.5	143.3
1936	162.2	218.3	534.	103.1	27.2	270.7	176.6
1941	259.3	207.2	863.3	165.	54.9	420.5	297.1
1946	285.5	232.2	772.5	247.8	57.7	411.3	323.8
1951	407.8	302.5	885.8	218.2	50.4	500.1	378.1
1957	424.3	378.1	1 024.6	231.1*	88.1*	572.8*	407.3

* Données de 1956.

Source: Appendice B.

ANNEXE 12

SHAWINIGAN CHEMICALS: le groupe

Dénomination	Filiale de (% du contrôle)	Objet	années:	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24									
Shawinigan Carbide	-	carbure	→	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	// (devient la Canada Carbide)																				
Continental Heat & Light	Shawinigan Carb.	vente	→						x	x	x	x	// (devient filiale de la SWP)																										
Canada Carb	SWP (100%)	carbure																→	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x								
Canadian Electro Products	SWP (100%)	acide acétique																		→	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x								
Shawinigan Electro-Metals	SWP (contrôle)	magnésium																		→	x	x	x	x	// (vendu à L'Aluminum of Canada)														
Canadian Electrode Co.	SWP (100%)	électrodes																		→	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	// (absorbé par la Canada Carbide)								
Shawinigan Laboratories	SWP (100%)	recherches																		→	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	// (absorbé par la SWP)								
Shawinigan Electro Prod	SWP (100%)	ferro-silicium																		→	x	?																	
American Electro-Products	Gouv. USA	acide acétique																			→	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x								
Shawinigan Ltd (London)	SWP (100%)	vente																			→	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x								
Shawinigan Products Corp	SWP (100%)	vente et holding																				→	x	x	x	x	x	x	x	x	x								

- • La société est créée par le groupe.
- • La société est achetée par le groupe.
- ? • Nous ignorons la date de création ou d'acquisition de cette société.
- x • En activité.
- * • La société est inactive.
- // • La société cesse d'exister.

SHAWINIGAN CHEMICALS: le groupe

Dénomination	Filiaire de (% du contrôle)	Objet	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
Canada Carb.	SWP (100%)	carbure	x	x	x	//(devient Shawinigan Chemicals)																						
Canadian Electro Products	SWP (100%)	acide acétique	x	x	x	//(devient Shawinigan Chemicals)																						
American Electro-Products	Gouv. USA	acide acétique	x	x	x	//(absorbé par la Canadian Electro-Products)																						
Shawinigan Ltd (Londres)	SWP (100%)	vente	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Shawinigan Products Corp.	SWP (100%)	vente et holding	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Niacet Chemicals	SWP, Roessler, Carbide & Carbon	acide acétique et acetaldehyde	→x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	//(vendu à la U.S. Vanadium Corp.)				
Shawinigan Chemicals	SWP (100%)	carbure et diamme	→	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Shaw. Stainless Steel & Alloys Ltd	SWP (100%)	duriron	→ x //(absorbé par la Shawinigan Chemicals)																									
Midwest Corp	Shaw. Prod. Corp. (50%)	carbure, etc.	→x x x x x x x x x x x x x x x x x x x x																									
Shawinigan Resins Corp	Shaw. Chemicals et Fiberloid Corp.	résine	→ x																									
Canadian Resins & Chem.	Shaw Chem (50%) Union Carb. (50%)	résine	→ x																									
St-Maurice Chemicals	SWP Defense Ind	RDX	→ x x x x x //(absorbé par la Shaw. Chemicals)																									
Electric Steels	SWP Gurney Prod.		→ x x x x x //(absorbé par la Shaw. Chemicals)																									

SHAWINIGAN CHEMICALS: le groupe

Dénomination	Filiale de (% du contrôle)	Objet	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
Shawinigan Itd (Londres)	SWP (100%)	vente	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x								
Shawinigan Products Corp	SWP (100%)	vente et holding	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x								
Shawinigan Chemicals	SWP (100%)	carbure et chimie	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Midwest Corp.	Shaw. Prod Corp (50%)	carbure, etc.	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x								
Shawinigan Resins Corp.	Shaw. Chemicals et Fiberloid Corp.	résine	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x								
Canadian Re- sins & Chem.	Shaw Chem (50%) Union Carb (50%)	résine	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	//(absorbé par la Shawinigan Chemicals)							
B. A. Shawini- gan Ltd	SWP (50%) B. A. (50%)	Pétro-chimie	→ x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	//(absorbé par la Shawinigan Chemicals)							
St-Maurice Chemicals	SWP Heyden Chem	chimie	→ x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	//(absorbé par la Shawinigan Chemicals)							
Heyden Chem. Ltd.	Shaw. Ltd (Londres) Distillers Co	acétate de vinyl				→ x	x	x	x	x	x	x	x	x								
McArthur Chemicals	SWP (100%)	vente, chimie							→ x	x	x	x	x	x								
Shawinigan Industries	B.A. Shaw Chemicals	holding												→ x								

Source: Lanthier et Gamelin (1981), L'industrialisation de la Mauricie: dossier statistique et chronologique 1870-1975, p. 355-358. Même source pour les appendices 20, 21, 22 et 23.

APPENDICE 13
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI MANUFACTURIER AU QUÉBEC, EN
MAURICIE ET DANS LES COMTÉS DE RECENSEMENT DE LA MAURICIE, 1957-1975

Années	Saint-Maurice	Champlain	Maskinongé	Nicolet	Yamaska	MAURICIE	QUÉBEC (prov.)
1957	15 738	7 833	2 091	921	433	27 016	449 383
1958	14 441	7 673	1 675	916	369	25 074	429 358
1959	13 951	7 637	1 676	915	353	24 532	431 237
1960	13 806	7 806	1 577	901	361	24 451	429 444
1961	13 540	7 675	1 676	958	407	24 217	425 730
1962	13 032	7 788	1 871	1 033	331	24 055	459 926
1963	13 601	7 922	1 931	1 074	351	24 879	462 014
1964	13 902	8 406	2 023	1 137	377	25 845	479 518
1965	14 262	8 378	2 140	927	331	26 038	499 177
1966	14 618	8 841	2 150	1 203	279	27 091	516 154
1967	14 260	8 661	2 173	1 199	352	26 645	524 688
1968	13 752	8 808	2 121	1 013	307	26 001	521 250
1969	14 028	8 926	2 391	1 095	262	26 702	529 027
1970	13 681	8 593	2 150	1 333	260	26 017	514 150
1971	12 615	8 269	2 317	1 483	409	25 093	487 591
1972	12 281	8 783	2 324	1 540	318	25 246	517 878
1973	12 199	8 866 ^(a)	2 275	1 635	472	25 447	533 759
1974	13 181	9 415 ^(a)	2 338	1 601	493	27 028	541 500
1975	12 868	9 074	1 890	1 531	515 ^(b)	25 881	532 932

a/ Estimé à partir de l'importance relative des comtés de Portneuf et Champlain en 1972

b/ Estimé à partir de l'importance relative des comtés de Yamaska et Berthier en 1974

N.B. Pour 1962 et 1963, les données non-publiées ont été obtenues de la division des industries manufacturières de Statistique Canada

Sources: Lanthier, Pierre et Alain Gamelin, L'industrialisation de la Mauricie, dossier statistique et chronologique, 1870-1975. pp. 24-31.

Annuaire du Québec, années concernées

Statistique Canada, Industries manufacturières, Répartition géographique, années concernées

APPENDICE 14
ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES EXPÉDITIONS DE MARCHANDISES DE PROPRE FABRICATION
AU QUÉBEC, EN MAURICIE ET DANS LES COMTÉS DE RECENSEMENT DE LA MAURICIE,
1957-1975, EN \$'000

Années	Saint-Maurice	Champlain	Maskinongé	Nicolet	Yamaska	MAURICIE	QUÉBEC (prov.)
1957	281 127	120 933	14 955	12 132	5 664	434 811	6 679 595
1958	246 933	129 383	15 271	14 114	4 610	410 811	6 754 798
1959	245 846	131 680	15 697	14 306	5 062	412 591	6 916 200
1960	260 645	137 287	16 152	13 553	5 037	432 674	7 075 505
1961	267 545	146 237	18 005	14 502	5 125	451 414	7 427 806
1962	272 291	154 878	19 378	18 797	6 063	471 407	7 589 429
1963	281 460	170 048	20 866	20 448	6 963	499 785	8 072 507
1964	307 975	181 910	22 985	21 094	6 429	540 393	8 773 944
1965	334 033	194 683	24 615	22 716	5 772	581 819	9 492 182
1966	372 193	215 870	28 399	27 065	6 095	650 579	10 464 530
1967	343 328	217 799	28 967	26 545	6 977	623 616	10 966 429
1968	352 693	227 135	30 348	28 537	7 481	646 194	11 742 911
1969	378 257	248 650	35 478	35 710	6 881	704 976	12 810 214
1970	380 958	246 848	33 310	37 062	7 854	706 032	13 083 969
1971	384 174	262 309	39 188	42 168	8 802	736 641	13 883 179
1972	374 493	289 264	44 148	49 325	7 551	764 781	15 091 616
1973	394 998	332 024 ^(a)	49 639	63 335	11 777	851 773	17 541 742
1974	590 202	454 221 ^(a)	60 903	74 594	15 624	1 195 534	22 396 844
1975	601 476	459 313	56 910	91 715	17 607 ^(b)	1 337 019	23 966 501

a/ Estimé à partir de l'importance relative des comtés de Portneuf et Champlain en 1972

b/ Estimé à partir de l'importance relative des comtés de Yamaska et de Berthier en 1974

N.B. Pour 1962 et 1963, les données non-publiées ont été obtenues de la division des industries manufacturières de Statistique Canada.

Sources: Lanthier Pierre, et Alain Gauthier, L'industrialisation de la Mauricie, dossier statistique et chronologique, 1870-1975, pp 24-31

Annuaire du Québec, années concernées

Statistique Canada, Industries manufacturières, Répartition géographique, années concernées

APPENDICE 15

ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES EXPÉDITIONS DE MARCHANDISES DE PROPRE
FABRICATION AU QUÉBEC, EN MAURICIE ET DANS LES COMTÉS DE RECENSEMENT
DE LA MAURICIE, 1957-1975
(en \$'000 constants de 1971)

Années	Saint-Maurice	Champlain	Maskinongé	Nicolet	Yamaska	MAURICIE	QUEBEC (prov)
1957	346 642	149 116	18 440	14 959	6 984	536 142	8 236 245
1958	303 358	159 561	18 760	17 339	5 663	504 682	8 298 278
1959	299 447	160 390	19 119	17 425	6 234	502 547	8 424 117
1960	317 086	167 016	19 650	16 487	6 128	526 367	8 607 670
1961	324 691	177 472	21 851	17 599	6 220	547 832	9 010 687
1962	326 879	185 928	23 263	22 565	7 279	565 915	9 110 959
1963	333 483	201 479	24 723	24 227	8 250	592 162	9 564 582
1964	361 898	213 760	27 009	24 787	7 555	635 009	10 310 157
1965	387 509	225 850	28 556	26 353	6 783	674 964	11 011 812
1966	419 609	243 371	32 017	30 513	7 071	733 560	11 797 666
1967	379 788	240 928	32 043	29 364	7 718	689 841	12 131 005
1968	382 116	246 083	32 880	30 918	8 105	700 102	12 722 547
1969	394 840	259 551	37 033	37 275	7 183	738 883	13 371 830
1970	388 336	251 629	33 955	37 780	8 006	719 706	13 337 379
1971	384 174	262 309	39 188	42 168	8 802	736 641	13 883 179
1972	358 710	277 073	42 287	47 246	7 233	732 549	14 465 570
1973	340 222	285 981	42 755	54 552	10 144	733 655	15 109 166
1974	427 373	328 907	44 101	54 007	11 314	865 702	16 217 845
1975	391 331	298 937	37 027	59 670	11 455	798 321	15 593 039

Source: Appendice 14. Statistique Canada (1978), Indice des prix de vente dans l'industrie manufacturière (1971=100) 1956-1976, (cat. 62-543).

APPENDICE 16

IMPORTANCE RELATIVE DE L'EMPLOI MANUFACTURIER
DANS LES COMTÉS DE RECENSEMENT DE LA MAURICIE, EN %
1957-1975

années	comtés					
	St-Maurice	Champlain	Maskinongé	Nicolet	Yamaska	Total
1957	58,3	29,0	7,7	3,4	1,6	100%
1958	57,6	30,6	6,7	3,7	1,5	100%
1959	56,9	31,1	6,8	3,7	1,4	100%
1960	56,5	31,9	6,4	3,7	1,5	100%
1961	55,9	31,7	6,8	4,0	1,7	100%
1962	54,1	32,4	7,8	4,3	1,4	100%
1963	54,7	31,8	7,8	4,3	1,4	100%
1964	53,8	32,5	7,8	4,4	1,5	100%
1965	54,8	32,2	8,2	3,6	1,3	100%
1966	54,0	32,6	7,9	4,4	1,0	100%
1967	53,5	32,5	8,2	4,5	1,3	100%
1968	52,9	33,9	8,2	3,9	1,2	100%
1969	52,5	33,4	9,0	4,1	1,0	100%
1970	52,6	33,0	8,3	5,1	1,0	100%
1971	50,3	33,0	9,2	5,9	1,6	100%
1972	48,6	34,8	9,2	6,1	1,3	100%
1973	47,9	34,8	8,9	6,4	1,9	100%
1974	48,8	34,8	8,7	5,9	1,8	100%
1975	49,7	35,1	7,3	5,9	2,0	100%

N.B. A cause de l'arrondissement des données, le total peut ne pas donner 100%
Source: Appendice 13.

APPENDICE 17

IMPORTANCE RELATIVE DE LA VALEUR DES EXPÉDITIONS
DE MARCHANDISES DE PROPRE FABRICATION DANS LES COMTÉS
DE RECENSEMENT DE LA MAURICIE, EN %
1957-1975

années	comtés					Total
	St-Maurice	Champlain	Maskinongé	Nicolet	Yamaska	
1957,	64,7	27,8	3,4	2,8	1,3	100%
1958	60,1	31,6	3,7	3,4	1,1	100%
1959	59,6	31,9	3,8	3,5	1,2	100%
1960	60,2	31,7	3,7	3,1	1,2	100%
1961	59,3	32,4	4,0	3,2	1,1	100%
1962	57,8	32,9	4,1	4,0	1,3	100%
1963	56,3	34,0	4,2	4,1	1,4	100%
1964	56,9	33,7	4,3	3,9	1,2	100%
1965	57,4	33,4	4,2	3,9	1,0	100%
1966	57,2	33,2	4,4	4,2	1,0	100%
1967	55,1	34,9	4,6	4,3	1,1	100%
1968	54,6	35,1	4,7	4,4	1,2	100%
1969	53,4	35,1	5,0	5,0	1,0	100%
1970	54,0	35,0	4,7	5,2	1,1	100%
1971	52,2	35,6	5,3	5,7	1,2	100%
1972	49,0	37,8	5,8	6,4	1,0	100%
1973	46,4	39,0	5,8	7,4	1,4	100%
1974	49,4	38,0	5,1	6,2	1,3	100%
1975	49,0	37,4	4,6	7,5	1,4	100%

N.B. A cause de l'arrondissement des données, le total peut ne pas donner 100%
Source: Appendice 14.

APPENDICE 18

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI MANUFACTURIER AU QUÉBEC, EN MAURICIE ET DANS LES COMTÉS DE RECENSEMENT DE LA MAURICIE, 1957-1975 (1957=100)

Années	Champlain	St-Maurice	Maskinongé	Nicolet	Yamaska	MAURICIE	QUÉBEC (prov.)
1957	100	100	100	100	100	100	100
1958	98	92	80	99	85	93	96
1959	97	89	80	99	82	91	96
1960	99	88	75	98	83	91	96
1961	98	86	78	104	94	90	95
1962	99	83	89	112	76	89	102
1963	101	86	92	117	81	92	103
1964	107	88	97	123	87	96	107
1965	107	91	102	101	76	96	111
1966	113	93	103	131	64	100	115
1967	111	91	104	130	81	99	117
1968	112	87	101	110	71	96	116
1969	114	89	114	119	61	99	118
1970	110	87	103	145	60	96	114
1971	106	80	111	161	94	93	109
1972	112	78	111	167	73	93	115
1973	113	78	109	178	109	94	119
1974	120	84	112	174	114	100	120
1975	116	82	90	167	119	95	119

Source: Appendice 13.

APPENDICE 19

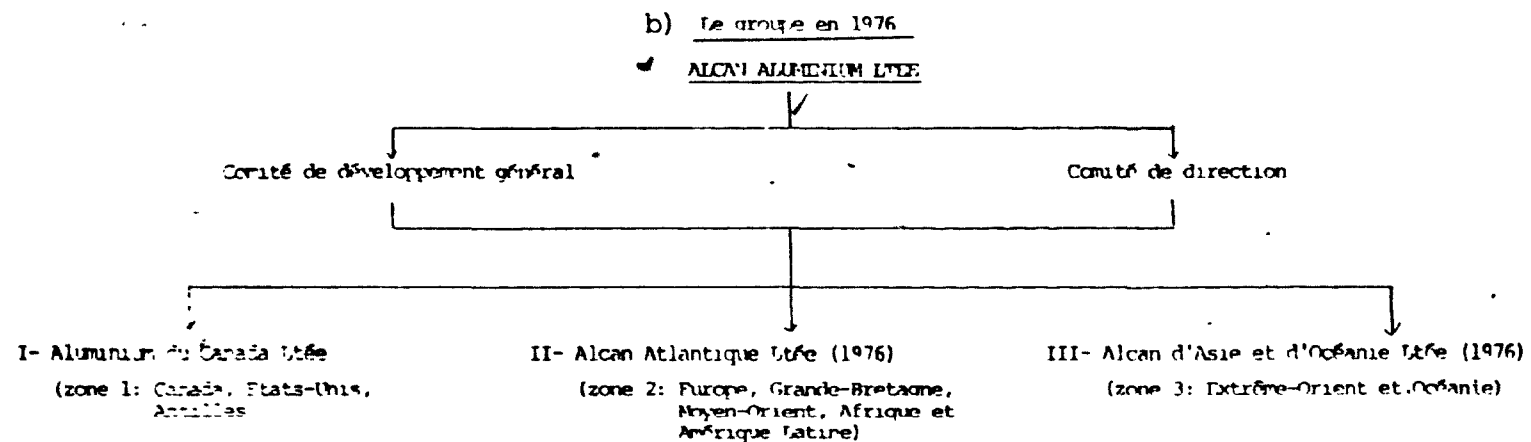
ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES EXPÉDITIONS DE MARCHANDISES DE PROPRE FABRICATION AU QUÉBEC, EN MAURICIE ET DANS LES COMTÉS DE RECENSEMENT DE LA MAURICIE, 1957-1975, (1957=100)

Années	Champlain	St-Maurice	Maskinongé	Nicolet	Yamaska	MAURICIE	QUÉBEC (prov.)
1957	100	100	100	100	100	100	100
1958	107	88	102	116	81	94	101
1959	108	86	104	116	89	94	102
1960	112	91	107	110	88	98	105
1961	119	94	118	118	89	102	109
1962	125	94	126	151	104	106	111
1963	135	96	134	162	118	110	116
1964	143	104	146	166	108	118	125
1965	151	112	155	176	97	126	134
1966	163	121	174	204	101.2	137	143
1967	162	110	174	196	111	129	147
1968	165	110	178	207	116	131	154
1969	174	114	201	249	103	138	162
1970	169	112	184	253	115	134	162
1971	176	111	213	282	126	137	169
1972	186	103	229	316	104	137	176
1973	192	98	232	365	145	137	183
1974	221	123	239	361	162	161	197
1975	200	113	201	399	164	149	189

Source: Appendice 14.

APPENDICE 20

Structure du groupe Alcan Aluminium Ltée en 1976



I- ALUMINIUM DU CANADA LTD.

Sociétés d'électrolyse et de chimie
Alcan Ltd.

- a) Alumine:
 - Usine à Arvida
- b) Electrolyse
 - Usine: Arvida
 - Usine: Beauharnois
 - Usine: Isle-Maligne (Alma)
 - Usine: Shawinigan
 - Usine: Kitimat
- c) Chlore
 - Filiale: Venchem Ltd.
 - Usine: Arvida
 - Usine: Ottawa
 - Usine: Shawinigan
- d) Energie
 - Centrale: Chute-à-Caron
 - Centrale: Chute-à-Lièvre
 - Centrale: Chute-des-Passes
 - Centrale: Chute-du-Diable
 - Centrale: Isle-Maligne (Alma)
 - Centrale: Shipshaw
 - Centrale: Kenano
- e) Synthèse
 - Usine: St-Lawrence (T-N)
- f) Coloration du coke
 - Usine: Kitimat
 - Usine: Stanthorne
 - Usine: Arvida
- g) Recherches
 - Laboratoire: Arvida

Produits Alcan (Canada Ltd.)

- a) Produits de polymères
 - Usine: New Westminster (C-B)
 - Usine: Scarborough (Ont.)
 - Usine: Toronto
 - Filiale: Alcoa (1974) Inc. (London)
 - Filiale: Revalex Inc. (Montréal)
- b) Profilés
 - Usine: Aurora (Ont.)
 - Usine: Kingston (Ont.)
 - Usine: Laval (Qué.)
 - Usine: Vancouver (C-B)
 - Filiale: Alcan-Price Extrusions Ltd. (Winnipeg et Calgary)
- c) Construction Aéronautique
 - Usine: Woodstock (Ont.)
- d) Tréfilages
 - Usine: Brackbridge (Ont.)
 - Usine: Kingston (Ont.)
 - Usine: Montréal (Qué.)
 - Usine: Pontiac (Ont.)
 - Usine: Scarborough
- e) Tôle
 - Usine: Arvida (Qué.)
 - Usine: Kingston (Ont.)
- f) Fils et câbles
 - Usine: Arvida (Qué.)
 - Usine: Brackbridge (Ont.)
 - Usine: Richmond (C-B)
 - Usine: Shawinigan (Qué.)
 - Usine: Statherville (T-N)
- g) Produits particuliers
 - Usine: Toronto (Ont.) (tubes et capsules)
 - Usine: Vernon (Ont.) (tubes et tuyaux)
 - Usine: Peterborough (Ont.) (canots)
 - Usine: Princeville (Qué.) (canots)
 - Filiale: Storall Ltd. (clôtures et revêtements de jardin)
 - Participation: Quebec Aluminium Industries Ltd. (couteaux, chellets, etc.)
- h) Recherches
 - Laboratoire: Kingston (Ont.)
 - Laboratoire: Barbary (C-B)
- i) Usines de transformation non-identifiées
 - Usine: Victoria (C-B)
 - Usine: Kelowna (C-B)
 - Usine: Milton (T-N)
- j) Vente: division commerciale à Toronto

Filiales de transport et de vente:

- Filiale: compagnie du chemin de fer Arbreval-Saguenay
- Filiale: Saguenay Maritime Ltd.
- Filiale: Alcan Trading Ltd (Montréal): vente.
- Filiales aux États-Unis
 - 5 filiales de transformation et 1 filiale de vente.
- Filiales aux Antilles
 - Barbades: 1 filiale de transport maritime
 - Jamique: 1 filiale d'extraction de bauxite; 1 filiale de transformation; 1 filiale de services commerciaux
 - Trinidad: 1 filiale de transport; 1 filiale de transformation; 1 filiale de services commerciaux

II- ALUM ATLANTIQUE LITE:

1) Europe:

- a) Royaume-Uni: 27 filiales et participations dont:
 - 1 holding financier
 - 2 d'électrolyse
 - 17 de transformation
 - 4 d'entrepos et de distribution
 - 1 de transport maritime
 - 1 d'ingénierie et fabrication générales.
 - 1 de vente
- b) République d'Irlande: une filiale et une participation
 - 1 de fabrication d'alumine (construction reportée)
 - 1 de transformation
- c) Pays-Bas: 1 filiale et 1 participation (1 holding financier et 1 transformation)
- d) Danemark: 1 participation (transformation)
- e) Suède: 1 participation (électrolyse et transformation)
- f) Norvège: 2 participations (1 électrolyse et 1 transformation)
- g) Belgique: 1 filiale (transformation)
- h) Allemagne: 6 filiales de transformation; 1 filiale de vente
- i) France: 4 filiales et participations:
 - 1 d'extraction de bauxite
 - 3 de transformation
- j) Suisse: 1 filiale de transformation; 1 filiale de vente
- k) Italie: 2 filiales (1 d'électrolyse et 1 de transformation)
- l) Espagne: 1 participation (électrolyse et transformation)

2) Afrique:

- a) Ouzbék: 1 participation (extraction de bauxite)
- b) Ghana: 1 filiale (transformation)
- c) Nigéria: 2 filiales (transformation)
- d) République Sud-Africaine: 2 participations (1 de transformation et 1 d'extraction et fusion du silicium)

3) Amérique latine

- a) Brésil: 5 filiales et participations (1 holding: 1 d'extraction de bauxite, de fabrication d'alumine, d'électrolyse et de transformation; 1 d'extraction de bauxite; 1 d'électrolyse et de transformation; 4 de fabrication du coke)
- b) Argentine: 1 participation de transformation; 1 filiale de vente
- c) Colombie: 1 filiale (transformation)
- d) Mexique: 1 filiale (transformation)
- e) Uruguay: 1 filiale (transformation)
- f) Venezuela: 1 filiale (transformation)

III- ALUM D'ASIE ET D'OCEANIE 1971

- a) Inde: 1 filiale (extraction de bauxite, fabrication d'alumine, électrolyse et transformation)
- b) Indonésie: 1 filiale (transformation)
- c) Malaisie: 3 filiales et participation (2 d'extraction et de mines de bauxite; 1 de transformation)
- d) Thaïlande: 1 filiale (transformation)
- e) Japon: 2 participations
 - 1 de transformation
 - 1 de fabrication d'alumine, d'électrolyse, de transformation et de produits chimiques.
- f) Australie: 4 filiales et participations:
 - 1 d'extraction de bauxite
 - 1 d'électrolyse et de transformation
 - 1 de fabrication de l'alumine
 - 1 d'anodisation
- g) Nouvelle-Zélande: 9 filiales et participations:
 - 1 d'électrolyse
 - 2 d'anodisation
 - 5 de transformation
 - 1 de stockage de métal
- h) Hong-Kong: 1 filiale de vente

Sources: Alcan Aluminium Ltd., Reports annuels, 1968 à 1976.

Alcan Aluminium Ltd., Alcan Canada, brochure de 19 p., s.l., s.d. (prob. 1969-70)

Alcan Aluminium Ltd., Pétrol Alcan 1976, brochure de 28 p., s.l., 1976.

APPENDICE 21

Consolidated Bathurst Ltée: le groupe en 19751) Exploitation forestière

Division Châteauguay (Qué.)
 Division New Richmond (Qué.)
 Division Grand'Mère (Qué.)
 Division Portage-au-Fort (Qué.)
 Division Bathurst (N-B)

2) Scieries

Marsoul (Qué.)
 St-Fulgence (Qué.)
 Notre-Dame du Rosaire (Qué.)
 Brasside (Ont.)
 New Richmond (Qué.)

3) Papier-Journal: (2)

Division: Port-Alfred
 Division: Shawinigan
 Division: Grand'Mère
 Division: Trois-Rivières
 Cap-de-la-Madeleine

4) Pâte et papier kraft: (2)

Division Bathurst
 Division Trois-Rivières
 Division Portage-au-Fort

5) Cartons et emballage

- a) Cartons pour caisses
 Division: New Richmond (2)
 Division: Bathurst (2)
 Filiale: Europa Carton A.G.
 (1 usine en R.F.A.)
- b) Cartons pour boîtes
 Division: Grand'Mère (2)
 Filiale: Europa Carton A.G.
 (2 usines en R.F.A.)
- c) Contenants en carton ondulé
 Usine: St-John (N-B)
 Usine: Montréal
 Usine: St-Laurent (Qué.)
 Usine: Hamilton (Ont.)
 Usine: St-Thomas (Ont.)
 Usine: Etobicoke (Ont.)
 Usine: Whitby (Ont.)
 Usine: St-Basile (Man.)
 Filiale: Europa Carton A.G.
 (6 usines en R.F.A.)
- d) Boîtes de carton plumes
 Filiale: Europa Carton A.G.
 (2 usines en R.F.A.)
- e) Régénération de vieux papiers
 Filiale: Europa Carton A.G.
 (3 usines en R.F.A.)

6) Sacs industriels:

Filiale: Emballages Consolidated-Bathurst Ltée
 (usines au Cap-de-la-Madeleine,
 Brantford (Ont.), Calgary, Vancouver)

6) Divers: (sous-groupe Douglas Inc)

- a) Réceptifs en verre
 Filiale: Douglas Inc. (usines à Montréal,
 Brampton (Ont.), Hamilton, Wallace-
 bury (Ont.) Redcliff (Alberta) et
 Burnaby (C-B)
- b) Contenants en plastique
 Sous-Filiale: Tivropak Ltée (usines à
 Granby, Dorval, Mississauga)
- c) Verre industriel
 Sous-Filiale: National Pressed Glass
 (usine à Brantford)
- d) Assemblage électronique
 Sous-Filiale: Dorchester Electronics
 (usine à Toronto)

7) Ventes: en plus de ses propres bureaux et agences dans toute l'Amérique du Nord, le groupe possède les filiales suivantes:

Consolidated Pontiac Inc.
 Consolidated-Bathurst Newsprint Ltd.
 Consolidated Newsprint Inc.
 Consolidated-Bathurst Paper Sales Ltd.
 Consolidated-Bathurst (Overseas) Ltd.
 Gillies Inc.

(1) Les divisions de la Consolidated-Bathurst Ltée sont partagées entre les trois filiales suivantes:

Consolidated-Bathurst Pulp & Paper Ltd (Divisions Shawinigan, Grand'Mère, Port-Alfred, Wayside (Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine), New Richmond).

Consolidated-Bathurst Pontiac Ltée (Division Portage-au-Fort)

Consolidated-Bathurst (New Brunswick) Ltée (Division Bathurst).

(2) Voici la capacité de la production annuelle des différentes divisions de la Consolidated-Bathurst Ltée en 1972 et 1977: (en milliers de tonnes)

Année	1972	1977
Shawinigan	244	345
Grand'Mère	241	271
Port-Alfred	261	299
Trois-Rivières	159	167
Cap-de-la-Madeleine	100	-
New Richmond	216	216
Portage-au-Fort	216	216
Bathurst	165	186

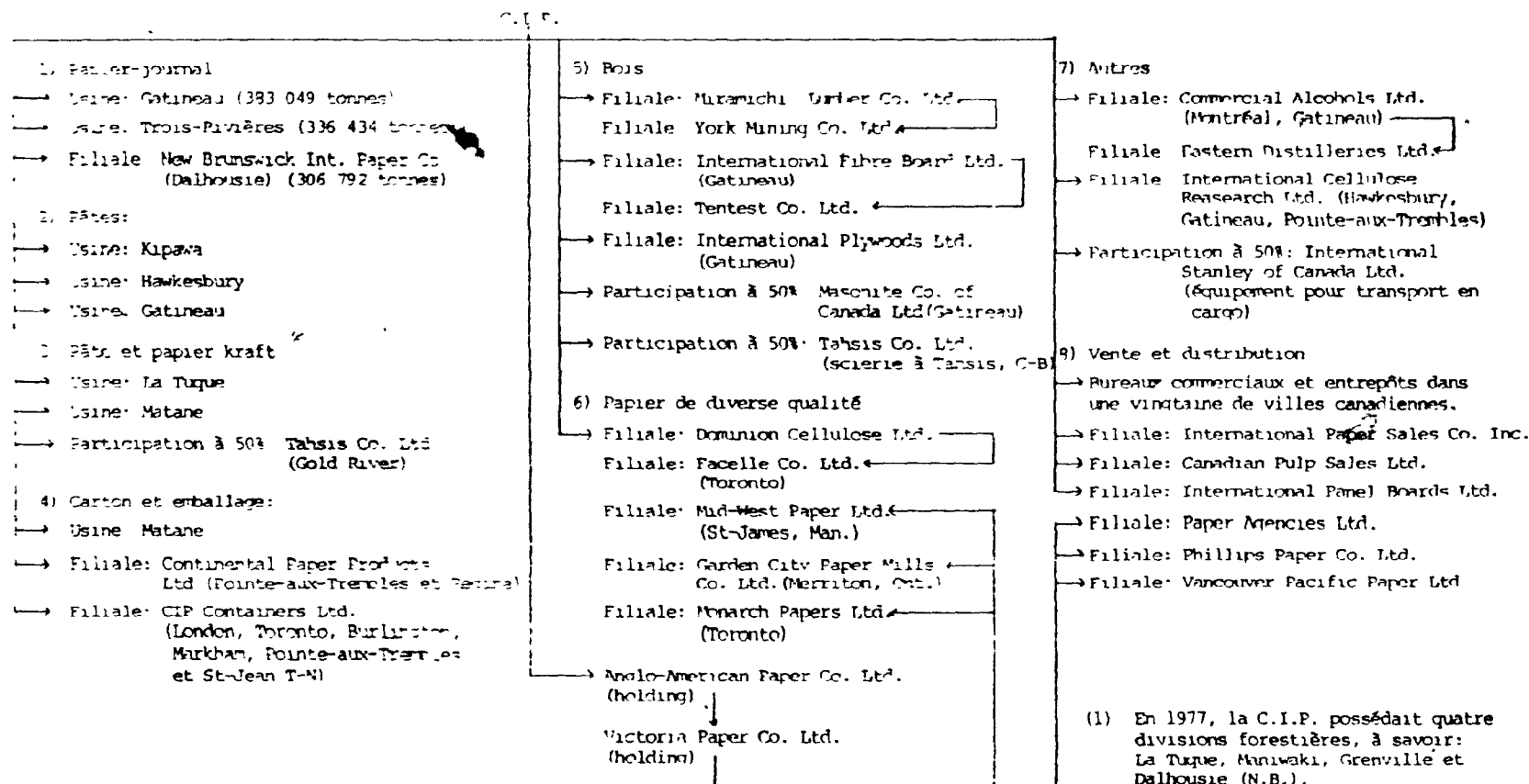
Sources: Consolidated-Bathurst, rapports annuels, 1975 à 1978.

Prospectus fourni par la Consolidated-Bathurst Inc., "Consolidated-Bathurst Inc., produits forestiers, emballages", 1978, 24 p.

Mémoire de la Consolidated-Bathurst Ltée, présenté à la Commission parlementaire sur l'avenir de l'industrie des pâtes et papiers, 12 sept. 1977, tableau 7a (p. 6).

APPENDICE 22

Canadian International Paper Co.: Principales usines et filiales en 1967⁽¹⁾



Source: Prospectus de la Financial Post Corp. Service, Mars 1969.

(1) En 1977, la C.I.P. possédait quatre divisions forestières, à savoir: La Tuque, Muriwaki, Grenville et Dalhousie (N.B.).
(Source: C.I.P., Prospectus de 1977)

APPENDICE 23

Canada Iron Foundries Ltd: le groupe de 1955 à 1970

3- 1955

Fonderies et ateliers de
construction

2 usines: Hamilton (Ont.)
 1 usine: St-Thomas (Ont.)
 1 usine: Fort Williams (Ont.)
 1 usine: Trois-Rivières (Qué) (1)
 1 usine: New Glasgow (N-E)
 1 usine: Montréal (Qué)
 1 usine: Cobourg (Ont.)
 1 usine: Toronto (Ont.)
 1 usine: St-Boniface (Man.)
 1 filiale: Electric Taper & Equip-
 ment Co. of Canada Ltd.

Charpentes métalliques

Filiale: Dominion Structural
 Steel Ltd.
 Filiale: Disher Steel Corp.
 Co. Ltd.

Moteurs électriques

Filiale: Electric Taper &
 Equipment Co. of
 Canada Ltd.

Tuyaux et autres produits
en béton armé

Filiale: Pressure Pipe Co.
 of Canada Ltd.

Vente

Filiale: Railway & Power Engi-
 neering Corp. Ltd.
 Filiale: C.M. Lovsted & Co.
 (Canada Ltd)
 Filiale: Paper Machinery Ltd.
 Filiale: Paper Mill Equipment
 Ltd.
 Filiale: Hydro-Turbine Co. Ltd.

- (1) Les établissements de Trois-Rivières comprennent 1- un atelier de gabarit; 2- un atelier pour tuyaux (qui utilise les procédés Dutra Delavaud); 3- une fonderie (comportant tout l'équipement pour le coulage, plus deux fourneaux pour le coulage du laiton et du bronze); 4- un atelier de construction de machines et outils (quatre sections construisant des machines, outils ou pièces de toutes dimensions, telles que des machines pour industries de pâtes et papiers, des presses mécaniques, pompes et soupapes de toutes sortes, outils, pièces en acier, bouches d'incendie, etc.); 5- quatre laboratoires (chimie, métallurgie, "Physical Testing" et "Sand Testing").

Sources: Financial Post, Survey of Corporate Securities, 1956

(H.N. Molesworth), "Canada Iron Foundries Ltd", manuscrit non-publié de 4 pages, gracieusement fourni par la Canon Inc., (1955)

4- 1970

CANON LTD

Division charpente est:

Usine: Rexdale (Ont.)
 Usine: Ottawa (Ont.)

POOR COPY
 COPIE DE QUALITEE INFERIEURE

Division matériel électrique:

Usine: Lachine (Qué)
Usine: Napanee (Ont.)

Division fonderie:

2 usines: Hamilton (Ont.)
Usine: St-Thomas (Ont.)
Usine: Toronto (Ont.)
Usine: Cobalt (Ont.)
Filiale: Wabir Iron Works Ltd. (New Liskeard, Ont.)

Division mécanique:

Usine: Trois-Rivières (Qué)
Usine: London (Ont.)

Division de la tuyauterie:

Usine: Ville d'Anjou (Qué)
Usine: Trois-Rivières (Qué)
Usine: Rexdale (Ont.)
Usine: Toronto (Ont.)

Division tuyau de plastique:

Usine: Rexdale (Ont.)
Usine: Berthierville (Qué)
Filiale: Extruded Plastic Products Ltd (St-Jacques- Qué)

Division warren pipe:

Usine: Philippsburg, New-Jersey

Division western bridge

Usine: Vancouver (C-B)
Usine: Edmonton (Alta)

Matasa Material Industrial (filiale)

Usine: Crissier (Suisse)
Usine: Renens (Suisse)
Usine: Bielefeld (RFA)
Filiale: Matasa S.p.A. (Palomba-Italie)

Pacific Press & Shear Corp (filiale)

Usine: Mount Carmel, ILL.

Division "Tanner":

Usine: Toronto (Ont.)
Filiale: Tanner Inc. USA (West Columbia, S.C.)
Filiale: Matasa Equipment Corp. (Chicago, ILL.)
Usine: Lachine (Qué)
Filiale: Tanner (Australia) Pty Ltd. (Melbourne-Australie)

Ventes:

Bureaux de vente de la Canon
Filiale: Railway & Power Engineering Corp. Ltd.

Sources: Canon Ltd: Rapport annuel de 1970.

La région administrative Mauricie-Bois-Francis, sur laquelle portait notre enquête, comptait en 1978, 47,250 emplois industriels répartis dans 1,110 établissements. Il eût été évidemment souhaitable d'obtenir nos renseignements de chacun des établissements concernés par l'entremise d'une enquête postale. Or, on sait pertinemment que dans ce genre d'enquête le taux de réponse ne dépasse que rarement les 10 ou 15%. Si, statistiquement ce pourcentage est valable pour une "population" homogène, il en va tout autrement dans le cas d'une enquête industrielle où une très grande hétérogénéité caractérise la population totale. Il est d'ailleurs inquiétant que plusieurs auteurs aient pu utiliser les résultats de leurs enquêtes sans livrer au lecteur le degré de représentativité de l'échantillon retenu. Ainsi, on est en droit de s'interroger sur la validité des résultats obtenus lorsque, dans une enquête postale, 200 questionnaires sur 3,000 sont retournés. Un taux de réponse aussi faible peut en effet signifier bien des choses. On peut songer en effet que les petits établissements manufacturiers, inondés littéralement de questionnaires en provenance des différents paliers de gouvernement, d'organismes divers, n'auront pas répondu ou encore, que les établissements manufacturiers en difficultés financières n'ont pas eu le goût ni le temps de compléter le questionnaire. De même les entreprises en pleine croissance aux carnets de commandes bien remplis, fournissant à peine à la demande n'accepteront que rarement de consacrer un temps si précieux - *time is money!* - aux questions considérées parfois embarrassantes d'un organisme ou d'un personnage le plus souvent inconnu du répondant. Enfin, même chez la grande entreprise qui dispose du personnel dont une partie de la tâche consiste à répondre à ce genre d'enquête, des façons différentes de comptabilisation des données selon les entreprises font en sorte que le répondant se sent mal à l'aise ou incapable de répondre de façon précise.

à certaines questions touchant l'établissement visé. Bref, pour des raisons de cet ordre, on peut mettre en doute la représentativité de l'échantillon et partant, la valeur des résultats obtenus ainsi que les conclusions que l'on a pu en tirer.

La sélection des établissements

Disposant d'un budget et d'un temps limités pour cette enquête, nous avons choisi d'utiliser un échantillon aléatoire stratifié selon la taille des établissements, le groupe industriel et la localisation géographique. Compte tenu de l'objectif principal de cette enquête, soit la mesure des liens interindustriels qui s'établissent dans la région et avec l'extérieur de la région, nous avons éliminé les établissements manufacturiers comptant moins de 4 employés, postulant que ceux-ci entretiennent l'essentiel de leurs liaisons totales avec leur propre agglomération ou encore, lorsqu'ils sont localisés en milieu rural, ont une "zone d'influence" très restreinte. Ce faisant, on retranchait 33,1% de la population totale des établissements, mais seulement 1,8% des emplois industriels. Notre population totale passait donc à 46,394 emplois répartis dans 743 établissements.

Pour fin de comparaison avec d'autres études analogues, la stratification selon la taille a été établie selon les trois catégories suivantes: a/ 5-24 employés, b/ 25-99 et c/ 100 et plus. A l'examen, on constate qu'en adoptant ce découpage, quatre groupes industriels (classification industrielle type à 2 chiffres de Statistique Canada) peu importants dans la région ne

seraient pas représentés pour l'une ou l'autre des catégories de taille. Les groupes industriels ont donc été ramenés de 20 à 16 en assimilant les groupes comptant moins de 500 emplois (moins de 2% du total) au groupe résiduel identifié sous le nom d'industries manufacturière diverses. Aux établissements déjà classés par Statistique Canada sous cette rubrique, on a donc ajouté les établissements classés sous les groupes 21 (tabac), 29 (pétrole), 30 (caoutchouc, plastiques) et 38 (instruments de précision). On obtenait donc ainsi 48 "cases" originant de 16 groupes industriels, chacun d'eux étant subdivisés en trois catégories de taille. Pour chacune de ces cases, on a tiré au hasard trois établissements manufacturiers pour un grand total de 144 établissements devant constituer l'échantillon.

En procédant ainsi, on s'assurait certes que tous les groupes industriels seraient représentés dans l'échantillon. Par contre on ne tenait pas compte du poids relatif de chaque groupe industriel. Par exemple, le groupe des aliments et boissons comportant de très nombreux établissements aurait été nettement sous-représenté. Afin d'assurer une meilleure représentation aux groupes industriels plus importants, on décida alors de porter l'échantillon potentiel à 200 établissements. Il fallait donc aller chercher dans la population totale 56 autres établissements qui devaient être répartis proportionnellement à l'importance relative de ces groupes dans la région. L'affectation des échantillons supplémentaires fut dérivée à partir d'un coefficient tenant compte de l'importance relative per capita (employé) des achats et des ventes au niveau provincial pour les groupes représentés. Le recours aux données de niveau provincial s'explique par la non-disponibilité de ces mêmes données au niveau régional. Le groupe des aliments et

boissons se vit donc ajouter 21 établissements, celui des textiles 6, celui du vêtement 6, celui de l'imprimerie 0, etc... toujours selon une distribution aléatoire stratifiée.

En supposant que tous les établissements sélectionnés eussent répondu à notre questionnaire, l'échantillon eut couvert 26,9% des établissements de la région et 60% des emplois manufacturiers. Par ailleurs, l'examen du tableau 1 révèle que la répartition géographique de l'échantillon est assez similaire à la population totale en particulier en ce qui concerne l'emploi manufacturier. Les principales agglomérations y sont légèrement sur-représentées dû au fait que les grands établissements manufacturiers y sont essentiellement concentrés. La sélection des établissements à laquelle nous avons procédé dans un premier temps, ne nous livre peut-être pas une miniature absolument fidèle de la région à l'étude, mais elle nous donne un bon éclairage du comportement spatial de tous les groupes industriels importants de la région. D'autre part, l'addition de 56 établissements à la sélection initiale vient corriger la faiblesse de représentation de certains secteurs qu'entraînait automatiquement une distribution égale des sélections dans les 16 groupes industriels retenus. Bref, compte tenu des objectifs que nous nous sommes fixés, de la nature et du volume des flux que nous voulions mesurer, nous croyons être en mesure d'affirmer que la sélection que nous avons établie est fort représentative de l'ensemble des établissements de la région.

L'enquête et l'échantillon recueilli

Afin de s'assurer que le questionnaire ne présentait pas de difficulté pour les répondants, une première version fut soumise à trois dirigeants d'entreprises à l'occasion d'une entrevue. Les réponses et remarques de ces trois répondants nous ont permis d'améliorer grandement le questionnaire (voir annexe D). Une fois les corrections effectuées, des copies du questionnaire furent expédiées aux deux cents établissements manufacturiers sélectionnés. Contre toute espérance, après deux semaines, plus de 20% des questionnaires sont revenus dûment complétés. Un rappel téléphonique chez ceux qui n'avaient pas encore répondu nous permit d'obtenir un autre 20% de répondants. Quelques semaines plus tard, une seconde lettre où l'importance vitale pour nous d'obtenir les renseignements était mise en lumière parvenait aux éléments les plus "rébarbatifs". On promettait également de leur expédier une copie du rapport final s'ils acceptaient de collaborer à notre enquête et si le taux de réponse était suffisant pour être exploité. Là encore un autre vingt pour cent de réponses put être obtenu. Enfin, après une évaluation des réponses obtenues selon la taille des établissements et le groupe industriel, on procéda par entrevue en visant essentiellement les établissements pour lesquels on avait des "trous importants". Ces différentes approches nous permirent de récolter 140 questionnaires complétés, soit un taux de réponse de 70%.

Cependant si on soustrait des 200 établissements sélectionnés les 18 établissements manufacturiers qui avaient mis fin à leurs opérations au moment de l'enquête ou encore qui avaient été recensés comme établissement

manufacturier dans le bottin alors qu'ils étaient de simples établissements de commerce en gros, le taux de réponse passe à 79%. Enfin, à l'instar de bon nombre de statisticiens on peut distinguer entre répondants essentiels (RE) et répondants non-essentiels (RNE). Dans notre cas, les RNE regroupent les établissements manufacturiers dont le comportement spatial est assez bien connu; cas des établissements de sous-traitance dans l'industrie du vêtement dont les liaisons totales s'établissent à cent pour cent avec l'industrie montréalaise; selon l'expression d'un de nos répondants, ils "vendent du temps", tous les intrants (matériel précoupé) originant d'une entreprise montréalaise et toute la production y retournant. Cas également des petits établissements dans l'industrie des aliments et boissons, etc... Certains d'entre eux ont refusé carrément de participer à notre enquête; d'autres peuvent être qualifiés de "négligeants volontaires". Quoiqu'il en soit, en retranchant ces répondants non-essentiels (21 établissements) de la sélection initiale, on atteint alors un taux de réponse de 91%. Le taux de réponse corrigé qui se situe quelque part entre 79 et 91%, et probablement beaucoup plus proche du 91%, nous assure donc un degré de fiabilité nettement suffisant pour ce genre de travail. D'autant plus que la vingtaine d'établissements pour lesquels nous n'avons pas d'information ne modifieraient probablement pas de façon significative les résultats obtenus, étant donné qu'ils sont répartis dans 10 des 16 groupes industriels et dans les 3 catégories de taille retenues.

Enfin, la répartition géographique de l'échantillon recueilli (figures 1 et 2) "colle" d'assez près à celle que l'on retrouve pour l'ensemble de la région tant pour les établissements que pour les emplois manufacturiers.

TABLEAU 1

REPARTITION PROCENTUELLE DES ETABLISSEMENTS ET DES EMPLOIS MANUFACTURIERS DANS LA REGION ET DANS LA SELECTION ETABLIE*

MUNICIPALITES SELECTIONNEES	ETABLISSEMENTS				EMPLOIS			
	Total dans la municipalité	% du total régional	Etablissements sélectionnés	% du total sélectionné	Total dans la municipalité	% du total régional	Emplois dans etabl. sélect.	% du total sélectionné
Arthabaska	10	1.35	2	1.0	348	0.75	50	0.18
Bécancour	22	2.96	11	5.5	1 145	2.47	692	2.49
Cap-de-la-Madeleine	37	4.98	12	6.0	2 572	5.54	1 659	5.96
Daveluyville	16	2.15	5	2.5	1 084	2.34	395	1.42
Drummondville	92	12.38	33	16.5	8 568	18.47	6 344	22.78
Grand'Mère	32	4.31	11	5.5	2 481	5.35	1 921	6.90
La Tuque	13	1.75	2	1.0	1 503	3.24	1 406	5.05
Louiseville	25	3.36	5	2.5	1 035	2.23	319	1.15
Nicolet	16	2.15	3	1.5	806	1.74	305	1.10
Plessisville	24	3.23	8	4.0	1 752	3.78	995	3.57
Princeville	20	2.69	8	4.0	1 098	2.37	642	2.31
Saint-Tite	12	1.62	5	2.5	530	1.14	353	1.27
Shawinigan	37	4.98	11	5.5	4 294	9.26	3 181	11.43
Shawinigan-Sud	10	1.35	3	1.5	252	0.54	96	0.34
Trois-Rivières	74	9.96	20	10.0	8 666	18.68	6 340	23.09
Victoriaville	62	8.34	18	9.0	3 173	6.84	991	3.56
Warwick	13	1.75	4	2.0	835	1.80	266	0.96
Autres	228	30.69	39	19.5	6 252	13.48	1 799	6.46
TOTAL	743	100.00	200	100.00	46 394	100.00	27 844	100.00
		26.9%				60.0%		

* La comparaison n'a pas été établie pour les municipalités qui comptaient moins de 1.5% soit de l'emploi soit de nombre d'établissements dans la région. Le résidu a été compilé dans la catégorie "autres".

TABLEAU 2

REPARTITION PROCENTUELLE DES ETABLISSEMENTS ET DES EMPLOIS MANUFACTURIERS DANS LA REGION ET DANS L'ECHANTILLON RECUEILLI (selon le groupe industriel)

GROUPE INDUSTRIEL	ETABLISSEMENTS			EMPLOYES		
	région	échantillon	% échantillon/ région	région	échantillon	% échantillon/ région
1 Aliments et boissons	16.3	12.9	14.9	7.4	3.8	24.6
2 Textiles	6.1	9.3	28.9	15.9	17.5	52.7
3 Vêtements	9.9	4.3	8.1	11.3	4.6	19.4
4 Bois	13.1	7.9	11.2	6.3	3.3	25.3
5 Meubles	8.9	5.7	12.1	5.4	3.8	33.5
6 Papier	2.4	7.1	55.5	16.7	21.7	62.5
7 Imprimerie	4.7	4.3	17.1	3.0	4.6	73.8
8 Produits chimiques	3.2	5.7	33.3	3.8	5.1	64.3
9 Cuir	1.6	3.6	41.7	1.7	0.9	24.5
10 Produits minéraux non métalliques	6.3	7.1	21.3	3.0	3.4	54.0
11 Industries métalliques primaires	2.2	5.7	50.0	5.5	12.2	100.0
12 Industries métalliques	7.4	9.3	23.6	3.9	2.9	35.5
13 Machinerie	4.6	4.3	16.7	5.3	4.8	42.7
14 Machines électriques	1.9	4.3	42.9	4.7	8.3	83.7
15 Matériel de transport	3.4	2.1	12.0	1.6	0.4	10.4
16 Industries manufactu- rières diverses	7.8	6.4	15.79	4.5	2.7	30.3
TOTAL	100	100	⇒ 18.8	100	100	⇒ 47.8

Par ailleurs l'examen du tableau 2 laisse apparaître une sur-représentation dans l'échantillon de trois groupes industriels, soit les groupes du papier (+5), de la première transformation des métaux (+6,7) et des appareils et de la machinerie électrique (+3,6). On constate également une sous-représentation du groupe des aliments et boissons (-6,6) et de celui du vêtement (-6,7): Il conviendra de garder ce fait à l'esprit dans l'interprétation des données.

Une des difficultés majeures dans ce genre d'étude consiste à obtenir des chefs d'entreprises la valeur détaillée des ventes et des achats de leurs établissements. Hautement confidentielles, protégées par la loi de Statistique-Canada, ces données ne sont pas accessibles au premier venu! Pour cette raison, la plupart des auteurs jusqu'à ce jour se sont limités à recueillir la répartition géographique des intrants et des extrants en la pondérant par le nombre d'employés. Technique commode et rapide de contourner la difficulté certes, mais qui peut entraîner des distorsions importantes. On sait que la valeur des productions comme celle des achats varie considérablement d'un groupe industriel à l'autre compte tenu de la nature des produits transformés, de la technologie utilisée et plus généralement de la productivité des différentes entreprises. Les variations peuvent aller du simple au double, même au triple et plus! Pour minimiser ces distorsions nous avons demandé aux répondants de nous fournir le chiffre réel des achats et des ventes, leur offrant également de cocher une case correspondant à un ordre de grandeur s'il ne pouvait nous donner les valeurs réelles. (voir annexe D page 46). Fort heureusement, 80 des 140 correspondants ont accepté de nous transmettre des chiffres exacts. Les valeurs pour les

60 autres établissements ont pu être estimées à partir des valeurs connues d'autres établissements oeuvrant dans le même groupe industriel, pondéré par le nombre d'employés. Quelques cas ont dû être estimés à partir de la médiane de la case qui avait été cochée, lorsque aucune valeur réelle n'était connue chez un producteur analogue. Bien qu'un peu plus long, ce procédé nous a permis d'éliminer à peu près complètement les distorsions inhérentes à la pondération par le simple nombre d'employés nous assurant ainsi des données plus satisfaisantes.

Source: BROUILLETTE, Normand (1981) "Les liaisons interindustrielles de la région Mauricie-Bois-Francs". Notes et Documents de la Section de Géographie, no 3, octobre, pp. 6-18.

APPENDICE 25

RÉPARTITION PROCENTUELLE DES ACHATS DES ÉTABLISSEMENTS MANUFACTURIERS SELON LE GROUPE INDUSTRIEL

Groupe industriel	Etablissements de l'échantillon	Mauricie	Agglom. de Montréal	Reste du Québec	Agglom. de Toronto	Reste de Ontario	Maritimes	Ouest	Etats- Unis	Autres pays	Total
Aliments et boissons	13	68.0	8.9	6.0	12.5	.7	.3	.1	3.5	--	100
Textiles	4	2.6	7.4	4.4	--	30.7	--	--	50.2	4.7	100
Habillement	4	6.8	77.6	1.2	8.2	3.1	--	--	3.1	--	100
Bois	8	9.1	25.2	39.8	3.8	1.9	--	14.4	.4	5.4	100
Meubles	2	18.2	40.0	14.4	4.6	4.6	--	--	18.2	--	100
Papier	6	13.0	15.8	64.0	.5	1.3	4.1	.5	.8	--	100
Imprimerie	3	48.0	50.5	.5	--	--	--	--	1.0	--	100
Industrie chimique	8	13.2	21.1	6.7	9.2	18.0	3	21.7	7.6	2.2	100
Cuir	4	04	21.8	14.2	28.4	29.5	--	--	4.2	1.9	100
Produits minéraux non-métalliques	9	15.4	15.9	6.3	--	--	--	--	16.5	45.9	100
Première transfor- mation des métaux	6	5.1	6.8	74.6	4.9	1.3	--	--	7.2	.1	100
Fabrication des produits de métal	5	10.0	17.6	9	43.8	17.7	--	--	3.3	6.7	100
Fabrication de pro- duits électriques	4	8.0	20.1	--	3	4.3	--	--	59.1	8.2	100
Fabrication d'équi- pements de transport	2	13.3	33.3	48.9	--	4.5	--	--	--	--	100
Industries manufac- turières diverses	4	2.7	18.0	2.9	32.9	1.1	--	--	42.4	--	100

APPENDICE 26

RÉPARTITION PROCENTUELLE DES VENTES DES ÉTABLISSEMENTS MANUFACTURIERS SELON LE GROUPE INDUSTRIEL

Groupe industriel	Etablissements de l'échantillon	Mauricie	Agglom. de Montréal	Reste du Québec	Agglom. de Toronto	Reste de Ontario	Maritimes	Ouest	États- Unis	Autres pays	Total
Aliments et boissons	13	21.1	32.7	6.0	13.0	.9	2.1	3.5	9.0	11.7	100
Textiles	4	2.2	27.0	17.9	11.0	15.5	5.1	19.5	--	1.8	100
Vêtement	4	1.8	54.3	7.3	7.4	10.0	7.6	9.5	2.0	1	100
Bois	8	30.6	11.5	40.9	5.3	2.7	1.3	2.7	4.5	5	100
Meubles	2	3.8	30.1	27.5	9.4	8.5	2.8	17.9	--	--	100
Papier	6	1	5.2	4.1	8.7	8.4	.2	.02	67.0	6.3	100
Imprimerie	3	72.6	20.6	2.7	2.1	.7	3	--	--	1.0	100
Industrie chimique	8	11.7	27.5	12.8	8.9	13.0	5.4	2.2	5.6	12.9	100
Cuir	4	4.1	9.7	5.4	7.8	10.7	2.1	60.1	1	--	100
Produits minéraux non-métalliques	9	17.2	1.9	9.4	3.0	4.9	--	1.8	39.5	22.3	100
Première transfor- mation des métaux	6	1.6	19.0	10.2	21.4	13.8	2.7	5.8	13.5	12.0	100
Fabrication des pro- duits de métal	5	7.3	7.7	63.8	--	4.3	3.9	2.2	2.1	8.7	100
Fabrication de pro- duits électriques	4	2.5	9.7	16.3	8.0	14.4	5.6	18.4	23.6	1.5	100
Fabrication d'équi- pements de transport	2	21.7	1.7	48.4	--	20.3	2.9	2.3	6	2.1	100
Industries manufac- turières diverses	4	7.1	11.4	2.7	9.9	51.4	2.0	7.0	--	8.5	100

APPENDICE 27

RÉPARTITION PROCENTUELLE DES LIAISONS TOTALES DES ÉTABLISSEMENTS MANUFACTURIERS SELON LE GROUPE INDUSTRIEL

Groupe industriel	Etablissements de l'échantillon	Mauricie	Agglom. de Montréal	Reste du Québec	Agglom. de Toronto	Reste de Ontario	Maritimes	Ouest	Etats- Unis	Autres pays	Total
Aliments et boissons	13	44.5	20.8	6.0	12.8	2	1.2	1.8	6.3	5.8	100
Textiles	4	2.4	17.2	11.1	5.6	23.1	2.5	9.8	25.1	3.2	100
Habillement	4	4.3	65.9	4.3	7.8	6.6	3.8	4.8	2.5	--	100
Bois	8	13.9	18.4	40.4	4.6	2.3	.6	8.5	2.4	2.9	100
Meubles	2	11.0	35.1	20.9	7.0	6.6	1.4	8.9	9.1	--	100
Papier	6	6.6	10.5	34.1	4.6	4.8	2.1	3	33.9	3.1	100
Imprimerie	3	60.3	35.6	1.6	1.1	.3	.1	--	5	5	100
Industrie chimique	8	12.5	24.3	9.8	9.1	15.5	2.8	11.9	6.6	7.5	100
Cuir	4	2.1	15.8	9.8	18.1	20.1	1.1	30.0	2.1	9	100
Produits minéraux non-métalliques	9	16.3	8.9	7.9	1.5	2.4	--	9	28	34.1	100
Première transfor- mation des métaux	6	3.4	12.9	42.4	13.2	7.6	1.3	2.9	10.3	6.0	100
Fabrication des produits de métal	5	8.7	12.7	32.3	21.9	11.0	1.9	1.1	2.7	7.7	100
Fabrication de pro- duits électriques	4	5.3	14.9	8.2	4.2	9.3	2.8	9.2	41.3	4.8	100
Fabrication d'équi- pements de transport	2	17.5	17.5	48.7	--	12.4	1.5	1.1	3	1.0	100
Industries manufac- turières diverses	4	4.9	14.7	2.8	21.4	26.3	1.0	3.5	21.2	4.2	100

APPENDICE 28

L'ÉVOLUTION DE LA PART DE LA VALEUR DES LIVRAISONS ET DE LA VALEUR AJOUTÉE DANS L'ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE AU QUÉBEC: 1957-1979 (ACTIVITÉS MANUFACTURIÈRES)

Années	en \$ courant '000	en \$ const. de 1971 (1) '000	indice 1971=100	en \$ courant '000	en \$ const. de 1971 (1) '000	% de FIB	productivité en '000 de \$
1957	6 422 702	7 919 485	57,3	2 947 898	3 634 893	33,7	10,4
1958	6 513 647	8 002 023	57,9	2 938 807	3 610 328	32,7	10,9
1959	6 802 195	8 285 256	59,9	2 986 675	3 637 850	31,5	11,0
1960	7 075 505	8 607 670	62,2	3 162 918	3 847 832	31,9	11,6
1961	7 022 199	8 522 086	61,6	3 188 058	3 869 002	30,8	12,1
1962	7 589 429	9 110 959	65,9	3 433 606	4 121 976	30,0	12,6
1963	8 072 507	9 564 582	69,1	3 552 075	4 228 525	29,5	12,9
1964	8 773 944	10 310 158	74,5	3 937 816	4 627 281	29,4	13,5
1965	9 492 182	11 011 812	79,6	4 305 379	4 994 539	29,3	14,0
1966	10 464 530	11 797 666	85,3	4 704 799	5 304 170	28,9	14,4
1967	10 966 429	12 131 006	87,7	4 855 896	5 371 566	27,6	14,4
1968	11 742 911	12 722 547	92,0	5 215 464	5 650 557	27,7	15,2
1969	12 810 214	13 371 831	96,7	5 674 438	5 923 213	27,6	15,6
1970	13 083 969	13 337 379	96,4	5 797 861	5 910 154	26,4	16,0
1971	13 833 179	13 833 179	100,0	6 054 856	6 054 856	25,6	16,5
1972	15 091 616	14 441 738	104,4	6 676 036	6 388 551	25,4	16,9
1973	17 464 942	15 043 016	108,8	7 595 970	6 542 610	25,3	16,7
1974	22 396 844	16 217 845	117,2	9 549 110	6 914 634	26,9	17,3
1975	23 966 501	15 593 039	112,7	9 958 016	6 478 865	25,0	16,4
1976	25 802 937	15 967 164	115,4	10 664 392	6 599 252	23,1	17,1
1977	28 010 255	16 070 141	116,2	11 781 670	6 759 421	23,6	18,4
1978	33 145 936	17 408 580	125,8	13 841 996	7 269 955	25,0	18,8
1979	39 117 338	17 951 968	129,8	16 365 070	7 510 358	26,5	19,0

Sources: Statistique Canada. Industries manufacturières du Canada, niveaux national et provincial (CS 31-203)

Bureau fédéral de la statistique. Industries manufacturières du Canada, section C, province de Québec (CS 31-205)

(1) Calculs effectués à partir de l'indice des prix dans l'industrie manufacturière du Canada

APPENDICE 29

L'ÉVOLUTION DE LA PART DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'EMPLOI DANS L'ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE AU QUÉBEC : 1957-1979 (ACTIVITÉS MANUFACTURIÈRES)

Années	Investissement		% de l'invest. total, Québec	Emploi	
	en millions de \$	en millions de \$ const. de 1971 (1)		nombre	% de l'emploi total, Québec
1957	539.4	761.9	21,8	348 105	22,1
1958	461.5	635.7	17,2	330 155	20,9
1959	493.1	617.8	17,9	331 850	20,5
1960	488.6	657.6	17,4	331 953	20,3
1961	478.8	639.3	17,3	319 231	19,3
1962	536.6	707.9	19,6	326 257	19,0
1963	574.7	744.4	19,6	323 495	18,6
1964	699.3	890.8	22,5	342 907	18,8
1965	787.3	978.0	21,3	356 780	18,7
1966	964.9	1 155.6	23,5	368 450	18,2
1967	894.3	793.5	19,8	372 408	17,3
1968	898.4	996.2	20,7	370 537	17,8
1969	945.7	1 006.1	21,6	379 869	17,9
1970	969.0	996.9	20,9	369 896	17,4
1971	891.8	891.8	18,9	366 198	16,8
1972	1 066.6	1 017.8	19,5	377 802	17,1
1973	1 380.1	1 224.6	22,2	391 518	16,8
1974	1 904.5	1 523.6	25,6	398 857	16,6
1975	1 947.5	1 406.1	20,7	394 333	16,2
1976	1 792.6	1 203.9	15,7	386 985	15,8
1977	1 904.1	1 184.1	15,3	367 207	14,8
1978	2 068.8	1 180.6	15,1	386 654	15,3
1979	2 311.0	1 208.7	16,4	395 810	15,2

Sources: Statistique Canada. Investissements privés et publics au Canada (CS 61-205)

Statistique Canada. Industries manufacturières du Canada, niveaux national et provincial (CS 31-203)

Bureau fédéral de la statistique. Industries manufacturières du Canada, section C, province de Québec (CS 31-205)

(1) Calculs effectués à partir de l'indice des prix à la consommation du Canada

APPENDICE 30

L'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI, DE LA VALEUR DES LIVRAISONS ET DE LA VALEUR AJOUTÉE, DANS L'INDUSTRIE DES PÂTES ET PAPIERS AU QUÉBEC, DE 1957-1979
(ACTIVITÉS MANUFACTURIÈRES)

Années	Emploi		Valeur des livraisons			Valeur ajoutée		
	nombre	% de l'emploi manufacturier	en \$ courant '000	en \$ const. de 1971 (2) '000	% de l'ens. manufacturier	en \$ courant '000	en \$ const. de 1971 (2) '000	% de l'ens. manufacturier
1957 ⁽¹⁾	23 409	6,7	597 119	703 320	8,9	--	--	--
1958	22 512	6,8	557 233	649 456	8,1	281 349	327 913	9,1
1959	22 627	6,8	585 562	685 670	8,3	294 433	344 769	9,5
1960	22 911	6,8	601 188	701 503	8,2	305 845	356 819	9,3
1961	21 041	6,8	620 710	721 756	8,5	317 192	368 838	9,5
1962	21 667	6,6	646 431	729 606	8,0	328 514	370 783	9,0
1963	21 467	6,5	665 918	747 383	7,8	334 376	375 237	8,9
1964	22 376	6,5	734 510	812 511	7,9	366 045	404 917	8,8
1965	22 842	6,4	775 929	851 731	7,7	331 112	418 345	8,4
1966	24 023	6,5	868 284	936 660	7,9	419 208	452 220	8,5
1967	23 905	6,4	861 730	908 998	7,5	398 560	420 422	7,8
1968	23 264	6,3	891 228	940 114	7,4	395 408	417 538	7,4
1969	24 172	6,4	993 924	1 017 322	7,6	445 044	455 521	7,7
1970	24 282	6,6	1 039 972	1 034 798	7,8	473 135	470 781	8,0
1971	23 351	6,4	1 027 023	1 027 023	7,4	462 832	462 832	7,6
1972	22 885	6,1	1 099 401	1 093 931	7,6	503 974	501 467	7,9
1973	21 727	5,6	1 207 576	1 065 822	7,1	570 444	503 481	7,7
1974	24 612	6,2	1 843 949	1 173 742	7,2	937 802	596 945	8,6
1975	24 534	6,2	1 723 601	1 031 268	6,6	817 383	432 249	6,7
1976	25 382	6,6	1 950 128	1 017 281	6,4	888 218	463 338	7,0
1977	24 279	6,6	2 202 565	1 076 523	6,7	1 028 233	502 558	7,4
1978	24 604	6,4	2 651 184	1 224 565	7,0	1 271 729	587 404	8,1
1979	25 086	6,3	3 173 711	1 229 160	6,9	1 580 868	612 265	8,8

Sources: Statistique Canada. Industries manufacturières du Canada, niveaux national et provincial (CS 31-203)

Bureau fédéral de la statistique. Industries manufacturières du Canada, section C, province de Québec (RS 31-205)

(1) De 1957 à 1960, la valeur des livraisons et la valeur ajoutée ne sont disponibles qu'au niveau de l'activité totale.

(2) Calculs effectués à partir de l'indice des prix dans l'industrie manufacturière au Canada.

-- non disponibles.

APPENDICE 31

L'ÉVOLUTION DE LA PART DE L'INVESTISSEMENT, DE L'EMPLOI, DE LA VALEUR DES LIVRAISONS ET DE LA VALEUR AJOUTÉE, DANS L'INDUSTRIE DU PAPIER ET ACTIVITÉS
CONNEXES AU QUÉBEC: DE 1957-1979 (ACTIVITÉS MANUFACTURIÈRES)

Années	Investissement			Emploi		Valeur des livraisons			Valeur ajoutée		
	en millions de \$	en millions de \$ const. de 1971 (1)	% de l'invest. manufacturier	nombre	% de l'emploi manufacturier	en \$ courant '000	en \$ const. de 1971 (2) '000	% de l'ens. manufacturier	en \$ courant '000	en \$ const. de 1971 (2) '000	% de l'ens. manufacturier
1957	94,3	133,2	17,5	30 244	8,7	728 475	869 302	11,0	345 193	411 925	11,3
1958	79,8	109,9	17,3	29 538	9,0	705 508	834 921	10,4	342 679	405 537	11,2
1959	73,7	100,4	14,9	29 873	9,0	746 115	884 023	10,7	357 898	424 050	11,7
1960	95,2	128,1	19,5	29 218	8,8	772 468	913 083	10,6	373 691	441 715	11,5
1961	96,7	129,1	20,2	29 106	9,1	725 546	934 837	11,0	384 040	451 281	11,7
1962	93,0	122,7	17,3	29 225	9,0	841 524	968 382	10,6	405 234	466 322	11,3
1963	106,2	137,6	18,5	29 173	8,9	875 862	1 003 278	10,5	415 526	475 975	11,3
1964	140,9	179,5	20,2	30 377	8,9	958 983	1 083 597	10,5	450 365	508 887	11,0
1965	149,7	186,0	19,0	30 870	8,7	1 019 132	1 145 092	10,4	474 677	533 345	10,7
1966	186,3	223,1	19,3	32 272	8,8	1 131 529	1 243 438	10,5	521 122	572 662	10,8
1967	200,8	248,2	22,5	32 471	8,7	1 147 030	1 226 770	10,1	510 304	545 780	10,2
1968	160,6	178,4	17,8	31 855	8,6	1 190 747	1 266 752	9,6	512 531	545 246	9,7
1969	182,3	182,3	18,1	32 996	8,7	1 317 366	1 359 511	10,2	574 840	593 230	10,0
1970	156,5	156,5	15,7	33 000	8,9	1 370 417	1 373 163	10,3	606 924	608 140	10,3
1971	122,8	122,8	13,8	31 890	8,7	1 374 944	1 374 944	9,9	602 974	602 974	10,0
1972	171,4	163,6	16,1	31 816	8,4	1 481 026	1 467 816	10,2	658 193	652 322	10,2
1973	263,3	233,6	19,1	31 039	7,9	1 641 868	1 464 646	9,7	746 186	665 643	10,2
1974	348,7	279,0	18,3	34 420	8,6	2 422 418	1 597 901	9,9	1 164 250	767 975	11,1
1975	308,8	223,0	15,9	33 749	8,6	2 309 725	1 294 689	8,3	1 052 705	590 081	9,1
1976	336,2	225,8	18,8	34 887	9,0	2 603 846	1 424 423	8,9	1 156 514	632 666	9,6
1977	371,7	231,2	19,5	33 090	9,0	2 824 500	1 495 866	9,3	1 309 456	676 722	10,0
1978	390,7	223,0	18,8	33 656	8,7	3 401 682	1 665 858	9,6	1 564 676	766 247	10,5
1979	434,4	227,2	18,8	34 142	8,6	4 015 995	1 676 125	9,3	1 900 076	794 014	10,6

Sources. Statistique Canada. Investissements privés et publics au Canada (CS 61-205)

Statistique Canada. Industries manufacturières du Canada; niveaux national et provincial (CS 31-203)

Bureau fédéral de la statistique. Industries manufacturières du Canada, section C, province de Québec (CS 31-205)

(1) Calculs effectués à partir des prix à la consommation au Canada

(2) Calculs effectués à partir de l'indice des prix dans l'industrie manufacturière au Canada

APPENDICE 32
DÉPENSES EN INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE
DES PÂTES ET PAPIERS AU QUÉBEC ET AU CANADA, 1960-1980
(EN \$'000 000)

Année	QUÉBEC			CANADA			%Québec/Canada
	Immobil.	Repar.	%Repar. Total	Immobil.	Repar.	%Repar. Total	
1960	55.4	39.8	42	141.3	92.6	40	41
1961	56.9	39.8	41	138.4	100.3	42	41
1962	49.3	43.7	47	147.6	106.7	42	37
1963	61.8	44.4	42	181.6	107.8	37	37
1964	93.2	47.7	34	293.7	121.9	29	34
1965	101.4	48.3	32	283.8	131.4	26	29
1966	128.9	57.4	31	506.4	151.4	23	28
1967	139.4	61.4	31	418.5	168.7	29	34
1968	102.3	58.3	36	240.1	167.7	41	39
1969	105.6	65.8	38	325.7	188.5	37	33
1970	84.7	67.4	44	488.3	202.3	29	22
1971	52.0	70.8	58	506.2	218.6	30	17
1972	93.9	77.4	45	368.2	210.7	36	30
1973	178.5	84.8	32	341.9	281.8	45	42
1974	236.9	111.8	32	468.7	376.7	45	41
1975	202.4	106.4	34	486.9	339.0	41	37
1976	188.4	147.8	44	604.8	453.6	43	32
1977	221.2	141.5	39	690.2	480.8	41	31
1978	232.4	158.3	40	607.3	535.7	47	34
1979	214.7	175.9	45	761.0	627.8	45	28
1980	245.0	183.8	43	1027.5	649.7	39	26

Source: Blay, Claudine (1981, p. 91)

APPENDICE 33

L'ÉVOLUTION DE LA PART DE L'INVESTISSEMENT, DE L'EMPLOI, DE LA VALEUR DES LIVRAISONS ET DE LA VALEUR AJOUTÉE, DANS L'INDUSTRIE DES PRODUITS MINÉRAUX
NON-MÉTALLIQUES AU QUÉBEC: DE 1952-1979 (ACTIVITÉS MANUFACTURIÈRES)

Années	Investissement			Emploi		Valeur des livraisons			Valeur ajoutée		
	en millions de \$	en millions de \$ const. de 1971 (1)	% de l'invest. manufacturier	nombre	% de l'emploi manufacturier	en \$ courant '000	en \$ const. de 1971 (2) '000	% de l'ens. manufacturier	en \$ courant '000	en \$ constant de 1971 (2) '000	% de l'ens. manufacturi
1957	26,2	37,0	4,9	9 815	2,8	173 936	226 774	2,9	95 096	123 984	3,4
1958	20,1	27,7	4,4	10 061	3,1	181 665	233 503	2,9	100 143	128 719	3,6
1959	42,9	58,5	8,7	10 583	3,2	195 321	249 134	3,0	110 830	141 365	3,9
1960	22,0	29,6	4,5	9 985	3,0	181 459	229 986	2,7	101 132	128 177	3,3
1961	26,2	35,0	5,5	10 003	3,1	199 643	252 713	3,0	111 734	141 435	3,7
1962	32,9	43,4	6,1	10 141	3,1	221 943	282 370	3,1	125 275	159 383	3,9
1963	35,5	46,0	6,2	10 259	3,1	234 883	293 971	3,1	134 615	168 479	4,0
1964	49,9	63,6	7,1	10 716	3,3	267 868	327 868	3,2	150 049	183 659	4,0
1965	54,3	67,5	6,9	11 702	3,4	305 322	365 655	3,3	173 588	207 890	4,2
1966	65,3	78,2	6,8	11 449	3,2	317 955	368 430	3,1	184 718	214 042	4,0
1967	33,0	29,3	3,7	10 451	2,8	274 448	306 304	2,5	159 847	178 401	3,3
1968	37,8	42,0	4,2	10 439	2,8	300 085	326 534	2,6	169 524	184 466	3,3
1969	42,0	44,7	4,4	9 882	2,7	295 708	310 618	2,3	174 481	183 278	3,1
1970	47,6	49,0	4,9	9 326	2,5	308 723	313 743	2,4	181 421	184 371	3,1
1971	40,5	40,5	4,5	10 029	2,7	360 647	360 647	2,6	215 701	215 701	3,6
1972	52,9	50,5	5,0	10 610	2,8	417 875	401 417	2,8	252 938	242 976	3,8
1973	89,8	79,7	6,5	10 859	2,7	473 142	434 075	2,9	275 598	252 842	3,9
1974	81,4	65,1	4,3	11 322	2,8	591 281	473 404	2,9	336 674	269 555	3,9
1975	89,0	64,3	4,6	11 294	2,9	703 354	477 498	3,1	395 316	268 375	4,1
1976	92,3	62,0	5,2	10 561	2,8	702 152	430 240	2,7	394 022	241 435	3,7
1977	95,0	59,1	5,0	10 219	2,9	743 959	418 896	2,6	392 740	221 137	3,3
1978	102,9	58,7	5,0	10 368	2,7	834 620	434 020	2,5	443 356	230 554	3,2
1979	124,3	65,0	5,4	10 030	2,5	909 817	433 246	2,4	466 009	221 909	3,0

Sources: Statistique Canada. Investissement privés et publics au Canada (CS 61-205)

Statistique Canada. Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial (CS 31-203)

Bureau fédéral de la statistique. Industries manufacturières du Canada, section C, province de Québec (CS 31-205)

(1) et (2) voir note au tableau 31.

APPENDICE 34

L'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI, DE LA VALEUR DES LIVRAISONS ET DE LA VALEUR AJOUTÉE, DANS L'INDUSTRIE DE L'ALUMINIUM AU QUÉBEC: DE 1957-1979
(ACTIVITÉS MANUFACTURIÈRES)

Années	Emploi		Valeur des livraisons			Valeur ajoutée		
	nombre	% de l'emploi manufacturier	en \$ courant '000	en \$ const. de 1971 (2)	% de l'ens. manufacturier	en \$ courant '000	en \$ const. de 1971 (2)	% de l'ens. manufacturier
1957 ⁽¹⁾	614	0,2	27 697	34 152 ⁽⁴⁾	0,4	--	--	--
1958	703	0,2	33 737	41 446 ⁽⁴⁾	0,5	6 123	7 522 ⁽⁴⁾	0,2
1959	745	0,2	35 915	43 745 ⁽⁴⁾	0,5	9 472	11 537 ⁽⁴⁾	0,3
1960	788	0,2	34 932	42 496 ⁽⁴⁾	0,5	7 505	9 130 ⁽⁴⁾	0,2
1961	793	0,3	43 172	47 494	0,6	8 664	9 531	0,3
1962	836	0,3	44 947	49 392	0,5	8 944	9 829	0,2
1963	788	0,2	47 211	51 540	0,5	9 412	10 275	0,2
1964	--	--	--	--	--	--	--	--
1965	--	--	--	--	--	--	--	--
1966	--	--	--	--	--	--	--	--
1967	--	--	--	--	--	--	--	--
1968	--	--	--	--	--	--	--	--
1969	--	--	--	--	--	--	--	--
1970	956	0,3	68 777	68 984	0,5	17 527	17 580	0,3
1971	920	0,3	82 812	82 812	0,6	21 342	21 342	0,4
1972	1 059	0,3	97 665	97 665	0,7	22 382	22 382	0,4
1973	1 174	0,3	114 001	113 434	0,8	30 037	29 888	0,5
1974	1 353	0,3	181 608	140 672	0,9	50 621	39 211	0,6
1975	1 194	0,3	176 372	121 301	0,8	36 366	25 011	0,4
1976	1 231	0,3	189 922	121 901	0,8	48 833	31 343	0,5
1977	1 419	0,4	253 507	146 029	0,9	58 520	33 710	0,5
1978	1 652	0,4	351 769	183 691	1,1	46 965	24 525	0,3
1979	1 768	0,5	413 704	176 646	1,0	94 379	40 299	0,5

Sources. Statistique Canada Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial (CS 31-203)

Bureau fédéral de la statistique Industries manufacturières du Canada, section C, province de Québec (CS 31-205)

(1) De 1957 à 1960, la valeur des livraisons et la valeur ajoutée ne sont disponibles qu'au niveau de l'activité totale

(2) Calculs effectués à partir de l'indice des prix dans l'industrie manufacturière au Canada

(4) Calculées à partir de l'indice des prix de l'ensemble manufacturier

APPENDICE 35

L'ÉVOLUTION DE LA PART DE L'INVESTISSEMENT, DE L'EMPLOI, DE LA VALEUR DES LIVRAISONS ET DE LA VALEUR AJOUTÉE, DANS L'INDUSTRIE DE PREMIÈRE TRANSFORMATION
DES MÉTAUX AU QUÉBEC DE 1957-1979 (ACTIVITÉS MANUFACTURIÈRES)

Années	Investissement			Emploi		Valeur des livraisons			Valeur ajoutée		
	en millions de \$	en millions de \$ const. de 1971 (1)	% de l'invest. manufacturier	nombre	% de l'emploi manufacturier	en \$ courant '000	en \$ const. de 1971 (2) '000	% de l'ens. manufacturier	en \$ courant '000	en \$ const. de 1971 (2) '000	% de l'ens. manufacturier
1957	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
1958	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
1959	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
1960	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
1961	44,7	59,7	9,3	14 108	4,4	498 239	659 046	7,7	216 266	286 066	7,4
1962	73,5	97,0	13,7	14 186	4,3	530 503	687 180	7,5	221 364	286 741	7,0
1963	81,1	105,1	14,1	14 539	4,4	561 631	721 891	7,6	223 952	287 856	6,8
1964	92,7	118,1	13,3	15 905	4,6	670 883	837 557	9,1	287 498	358 924	7,8
1965	110,8	137,6	14,1	16 740	4,5	746 204	889 397	8,1	310 521	370 109	7,4
1966	136,3	163,2	14,1	17 059	4,6	847 753	972 194	8,2	322 277	369 584	7,0
1967	86,4	76,7	9,7	17 407	4,7	797 604	887 213	7,3	319 022	354 863	6,6
1968	88,3	98,1	9,8	16 980	4,6	870 292	955 315	7,5	351 450	385 785	6,8
1969	122,1	129,9	12,9	17 985	4,7	1 005 683	1 031 470	7,7	412 578	423 157	7,1
1970	109,0	112,1	11,2	17 955	4,9	1 071 186	1 035 963	7,8	436 516	422 163	7,1
1971	94,6	94,6	10,6	17 310	4,7	1 023 847	1 023 847	7,4	408 856	408 856	6,8
1972	148,9	142,1	14,0	17 251	4,6	1 033 878	1 011 622	7,0	408 139	399 353	6,3
1973	203,3	180,4	14,7	18 971	4,8	1 296 301	1 103 235	7,3	555 773	472 999	7,2
1974	318,8	225,0	14,8	21 013	5,3	1 729 443	1 170 916	7,2	681 010	461 077	6,7
1975	354,1	255,7	18,2	19 055	4,8	1 700 344	1 057 428	6,8	691 721	470 175	6,6
1976	310,1	208,3	17,3	17 655	4,6	1 512 644	890 314	5,6	611 918	360 164	5,5
1977	265,6	165,2	14,0	19 441	5,3	2 082 986	1 093 431	6,8	905 064	475 099	7,0
1978	247,6	141,3	12,0	20 940	5,4	2 787 223	1 341 301	7,7	1 256 029	604 441	8,3
1979	241,9	126,5	10,5	20 001	5,0	2 808 723	1 085 707	6,1	1 161 937	449 145	6,0

Sources Statistique Canada Investissements privés et publics au Canada (CS 61-205)

Statistique Canada Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial (CS 31-203)

Bureau fédéral de la statistique Industries manufacturières du Canada, section C, province de Québec (CS 31-205)

(1) et (2), voir note au tableau 31.

-- non disponibles.

APPENDICE 36

L'ÉVOLUTION DE LA PART DE L'INVESTISSEMENT, DE L'EMPLOI, DE LA VALEUR DES LIVRAISONS ET DE LA VALEUR AJOUTÉE, DANS L'INDUSTRIE DU TEXTILE AU QUÉBEC
DE 1957-1979 (ACTIVITÉS MANUFACTURIÈRES)

Années	Investissement			Emploi		Valeur des livraisons			Valeur ajoutée		
	en millions de \$	en millions de \$ const de 1971 (1)	% de l'invest. manufacturier	nombre	% de l'emploi manufacturier	en \$ courant '000	en \$ const. de 1971 (2) '000	% de l'ens. manufacturier	en \$ courant '000	en \$ const de 1971 (2) '000	% de l'ens. manufacturière
1957	30,7	43,4	5,7	30 799	8,9	400 213	398 619	5,0	174 142	173 448	4,8
1958	18,1	24,9	3,9	28 293	8,6	401 415	407 115	5,1	168 940	171 339	4,8
1959	24,6	33,5	5,0	28 713	8,7	432 998	444 557	5,4	188 140	193 162	5,3
1960	28,1	37,8	5,8	29 073	8,8	449 330	460 379	5,4	198 511	203 392	5,3
1961	32,2	43,0	6,7	30 435	9,5	505 069	514 851	6,0	220 783	225 059	5,8
1962	35,8	47,2	6,7	31 587	9,7	563 353	565 616	6,2	246 468	247 458	6,0
1963	44,4	57,5	7,7	32 986	10,0	635 317	629 650	6,6	279 428	276 936	6,5
1964	61,9	78,9	8,9	35 212	10,3	702 401	690 660	6,7	311 736	306 525	6,6
1965	57,0	70,8	7,2	35 735	10,0	731 950	721 133	6,6	317 738	313 042	6,3
1966	57,9	69,3	6,0	33 404	9,1	730 618	720 531	6,1	316 002	311 639	5,9
1967	44,4	39,4	5,0	34 455	9,3	775 799	762 831	6,3	328 586	323 093	6,0
1968	37,9	42,1	4,2	31 618	8,5	822 728	809 772	6,4	337 527	332 212	5,9
1969	53,3	56,7	5,6	31 700	8,3	874 682	851 687	6,4	376 793	366 887	6,2
1970	63,1	64,9	6,5	28 879	7,8	823 606	805 877	6,0	347 807	340 320	5,8
1971	59,4	59,4	6,7	28 512	7,8	865 407	865 407	6,3	357 900	357 900	5,9
1972	66,3	63,3	6,2	30 095	8,0	982 739	989 667	6,9	413 358	416 772	6,5
1973	68,8	61,0	5,0	31 160	8,0	1 125 205	1 030 408	6,9	466 549	427 243	6,5
1974	108,1	86,5	5,7	30 233	7,6	1 272 383	970 543	6,0	554 723	423 130	6,1
1975	114,6	82,7	5,9	28 475	7,2	1 234 377	931 605	6,0	521 841	393 842	6,1
1976	72,7	48,8	4,1	26 650	6,9	1 345 858	944 462	5,9	560 468	393 310	6,0
1977	63,4	39,4	3,3	24 421	6,7	1 419 239	943 643	5,9	574 306	381 857	5,7
1978	61,9	35,3	3,0	25 375	6,6	1 622 081	1 015 705	5,8	656 641	411 172	5,7
1979	73,6	38,5	3,2	25 740	6,5	1 990 345	1 101 464	6,1	819 858	453 712	6,0

Sources : Statistique Canada Investissements privés et publics au Canada (CS 61-205)
Statistique Canada Industries manufacturières du Canada : niveaux national et provincial (CS 31-203)
Bureau fédéral de la statistique Industries manufacturières du Canada, section C, province de Québec (CS 31-205)

(1) Calculs effectués à partir de l'indice des prix à la consommation au Canada

(2) Calculs effectués à partir de l'indice des prix dans l'industrie manufacturière au Canada

APPENDICE 37

L'ÉVOLUTION DE LA PART DE L'INVESTISSEMENT, DE L'EMPLOI, DE LA VALEUR DES LIVRAISONS ET DE LA VALEUR AJOUTÉE, DANS L'INDUSTRIE CHIMIQUE AU QUÉBEC:
DE 1957-1979 (ACTIVITÉS MANUFACTURIÈRES)

Années	Investissement			Emploi		Valeur des livraisons			Valeur ajoutée		
	en millions de \$	en millions de \$ const. de 1971 (1)	% de l'invest. manufacturier	nombre	% de l'emploi manufacturier	en \$ courant '000	en \$ const. de 1971 (2) '000	% de l'ens. manufacturier	en \$ courant '000	en \$ constant de 1971 (2) '000	% de l'ens. manufacturier
1957	50,9	79,0	10,4	12 438	3,6	365 901	384 350	4,9	183 015	192 243	5,3
1958	39,8	53,4	8,4	11 988	3,6	390 656	404 825	5,1	211 402	219 070	6,1
1959	38,4	52,3	7,8	12 040	3,6	415 998	426 023	5,1	217 574	222 924	6,3
1960	47,7	64,2	9,8	11 508	3,5	414 346	422 802	4,9	234 637	239 246	6,2
1961	45,9	61,3	9,6	10 623	3,3	405 098	415 485	4,9	224 340	230 092	6,0
1962	53,5	70,6	9,9	9 961	3,1	415 784	428 202	4,7	233 605	240 582	5,8
1963	45,0	58,3	7,8	10 350	3,2	445 648	459 905	4,8	254 584	262 729	6,2
1964	42,2	53,8	6,0	10 742	3,1	496 594	515 674	5,0	279 389	290 124	6,3
1965	54,5	67,7	6,9	8 756	2,5	488 976	508 820	4,6	273 054	284 135	5,7
1966	80,4	96,3	8,3	12 124	3,3	583 029	608 590	5,2	325 969	340 260	6,4
1967	85,3	75,7	9,5	12 394	3,3	617 490	632 674	5,2	338 963	347 298	6,5
1968	94,4	104,9	10,5	13 031	3,4	658 821	668 354	5,3	364 762	370 317	6,6
1969	77,1	82,0	8,2	13 474	3,6	732 548	742 950	5,6	399 454	405 126	6,8
1970	90,2	92,8	9,3	13 077	3,5	729 023	736 387	5,5	400 001	404 041	6,8
1971	93,6	93,6	10,5	12 276	3,4	768 875	768 875	5,6	413 290	413 290	6,8
1972	70,9	67,7	6,7	12 046	3,2	810 649	799 457	5,5	443 048	436 931	6,8
1973	95,1	84,4	6,9	12 354	3,2	968 312	909 213	6,0	519 290	487 596	7,5
1974	216,4	173,1	11,4	12 814	3,2	1 230 543	897 551	5,5	648 250	472 830	6,8
1975	243,5	175,8	12,5	13 300	3,4	1 345 731	839 508	5,4	673 546	420 178	6,5
1976	174,5	117,2	9,7	13 437	3,5	1 486 991	889 349	5,6	732 496	438 096	6,6
1977	240,9	149,8	12,7	13 216	3,6	1 628 459	925 787	5,8	790 137	449 197	6,7
1978	337,6	192,7	16,3	13 674	3,5	1 920 252	1 014 396	5,8	927 724	490 081	6,7
1979	265,9	139,1	11,5	13 037	3,3	2 302 336	1 071 851	6,0	1 097 632	511 002	6,8

Sources Statistique Canada. Investissements privés et publics au Canada (CS 61-205)

Statistique Canada. Industries manufacturières du Canada, niveaux national et provincial (CS 31-203)

Bureau fédéral de la statistique Industries manufacturières du Canada, section C, province de Québec (CS 31-205)

(1) et (2), voir note au tableau 31.